



Jürgen Elsässer

*Comment le*

# *Djihad*



*est arrivé en Europe*

*Préface de*

**JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT**

LE CHAÎNON MANQUANT .....

**Xenia**

### *Comment le Djihad est arrivé en Europe*

Voici un ouvrage d'investigation exemplaire. Prenant à contre-pied la clameur générale, Jürgen Elsässer a patiemment remonté la piste des kamikazes du 11 septembre. Ce qui l'a mené tout droit en Bosnie, véritable tête de pont de l'activisme islamiste en Europe et en Occident.

Avant de s'attaquer aux populations de l'Occident, les *moudjahiddin* ont été recrutés, formés, entraînés par les services secrets occidentaux. Sur cette collusion, la « guerre contre le terrorisme » proclamée à grand fracas par Washington au début des années 2000, a jeté un voile de ténèbres et de mutisme.

Passionnant comme un roman d'espionnage, ce livre éclaire les souterrains de la politique mondiale et fait parler le silence. De New York à Istanbul, de Berlin à Tora-Bora, il nous entraîne à la découverte du plus équivoque des réseaux. Composant, au fil de son récit, le tableau d'une guerre occulte où les distinctions communes — Occident/Islam, amis/ennemis, terrorisme/pacification — perdent leur sens.

*« Une mine de révélations pour quiconque cherche à comprendre les enjeux géostratégiques mondiaux »*

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

*« Captivant comme un thriller... Elsässer comble un vide laissé par tous les ouvrages publiés jusqu'ici à propos du 11 septembre. »*

Junge Welt, Berlin



Jürgen Elsässer, né en 1957, est journaliste d'investigation, basé à Berlin. Il est notamment l'auteur de *L'exception allemande* et de *La RFA dans la guerre au Kosovo*.

#### *En couverture :*

Soldats de l'armée bosniaque défilant à Tuzla, le 1<sup>er</sup> mars 1996. L'uniforme qu'ils portent est réservé à ceux qui sont prêts à mourir au nom d'Allah. (Photo AP/Vadim Ghirda)

ISBN : 2-88892-004-2



9 782888 920045

19 €

www.xeditions.com

# **Comment le Djihad est arrivé en Europe**

Titre original :  
*Wie der Dschihad nach Europa kam,*  
NP Verlag, 2005

© 2006 Éditions Xenia,  
CP 395, 1800 Vevey, Suisse  
pour l'édition française  
[www.xeditions.com](http://www.xeditions.com)

**Jürgen Elsässer**

# Comment le Djihad est arrivé en Europe

*Essai*

Traduit de l'allemand par Fred Hissim

Préface de Jean-Pierre Chevènement

**Xenia**

# TABLE

## PRÉFACE, par Jean-Pierre Chevènement

### INTRODUCTION — UN SPECTRE HANTE L'EUROPE

*Il y a bien longtemps vivaient dans un pays — Afghanistan, le diable sur la muraille — La parole est à Machiavel — Qu'apprendrez-vous dans ce livre ? — Un spectre ? Quel spectre ?*

### CHAPITRE PREMIER — SARAJEVO 9/11.

COMMENT LES PRINCIPAUX SUSPECTS DU 11 SEPTEMBRE ONT APPRIS LES RUDIMENTS DU TERRORISME DANS LES BALKANS, PENDANT LES ANNÉES 1990.

*Sept figures clefs... — ...dont au moins quatre vétérans de Bosnie — La tache aveugle*

### CHAPITRE II — D'HIMMLER À BEN LADEN

UNE PETITE HISTOIRE DES BALKANS AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Les Musul-germans — La Bosnie, province ottomane — Le fil du sabre recourbé — Izetbegović et les Frères musulmans — La Déclaration islamique*

### CHAPITRE III — « UN TERRORISME D'UNE AMPLEUR EFFROYABLE »

COMMENT LES FANATIQUES MUSULMANS ONT FONDÉ UN ÉTAT EN BOSNIE, EN 1992, GRÂCE À L'AIDE DES OCCIDENTAUX

*L'héritier des Mlada Bosna — La dissidence allemande — Le retour des Jeunes Musulmans — L'épuration du parti — Abdić, un espoir pour la paix*

### CHAPITRE IV — VIENNE, LA PLAQUE TOURNANTE

L'ATTENTAT CONTRE LE WORLD TRADE CENTER EN 1993 ET LE DÉBUT DU TRAFIC D'ARMEMENT À DESTINATION DES MUSULMANS DE BOSNIE.

*Le coupable, c'est toujours le Serbe — TWRA : Frères Musulmans et trafiquants d'armes — Čengić et d'autres vieux camarades — Les fonds saoudiens — L'aide allemande*

### CHAPITRE V — SOUS LA BANNIÈRE D'EL MOUDJAHID

L'ARMÉE BOSNO-MUSULMANE ET LES GUERRIERS DE DIEU

*Les Brigades Internationales de la terreur — Zenica, quartier général moudjahid — Le III<sup>e</sup> Corps d'armée aux banc des accusés — ben Laden à*

Sarajevo — Al-Zawahiri, Al-Maali, Alagić et Merdan

## **CHAPITRE VI — DES TÊTES QUI SAUTENT**

LES ATROCITÉS COMMISES PAR LES GUERRIERS DE DIEU PENDANT LA GUERRE CIVILE

Les décapitations — Des vidéos de propagande qui deviennent des témoins à charge — Le rôle d'Izetbegović — « Ils massacraient leur propre peuple »

## **CHAPITRE VII — BOSNIA GATE**

L'ADMINISTRATION CLINTON ET LES ARSENAUX DES FONDAMENTALISTES

Le modèle : Iran Gate — La CIA contre Clinton — All the President's Men — Louvolements et Realpolitik

## **CHAPITRE VIII — TUZLA, UNE OPÉRATION SECRÈTE**

COMMENT LES SERVICES SECRETS US ASSURERENT LE TRANSPORT DES ARMES DES MOUDJAHIDDIN... ET COMMENT ILS ONT RÉDUIT LES TÉMOINS AU SILENCE

Volontaires pour le sale boulot

## **CHAPITRE IX — UNE AIGUILLE DANS UNE MEULE DE FOIN**

COMMENT LA SOCIÉTÉ MERCENAIRE AMÉRICAINE MPRI TIRE LES FICELLES DES INTERVENTIONS SPÉCIALES

L'Irak, un Eldorado pour tortionnaires — DynCorp ou l'invention de la guerre du Kosovo — MPRI : plus de généraux qu'au Pentagone — La MPRI saute sur les Balkans — Fin de partie avec les moudjahiddin

## **CHAPITRE X — LA GUERRE DES SERVICES SECRETS**

COMMENT LA CIA A TENTÉ — SANS SUCCÈS — DE RENVERSER L'INFLUENCE IRANIENNE APRES LA FIN DE LA GUERRE CIVILE

La lutte fait rage à tous les niveaux — Le recyclage des combattants — Des agents dormants à Bočinja et ailleurs — Allah contre saint Nicolas — « Equip & Train »

## **CHAPITRE XI — LE TROU NOIR ALBANAIS**

COMMENT ÉTABLIR UN RÉSEAU TERRORISTE SOUS L'ÉGIDE D'UN POLITICIEN FINANÇÉ PAR LES ALLEMANDS

Le krach en cascade de 1997 — ben Laden s'en mêle

## **CHAPITRE XII — DES REPRÉSAILLES À NAIROBI ET À DAR ES-SALAAM**

COMMENT LE DEAL BOSNIAQUE ENTRE LES SERVICES SECRETS US ET LE DJIHAD ISLAMIQUE A CAPOTÉ

Un petit flash-back — Échange Bosnie contre Égypte — Le deal tombe à l'eau

### **CHAPITRE XIII — AIGLES NOIRS ET DRAPEAUX VERTS**

LES ÉMISSAIRES DE BEN LADEN ET DE BILL CLINTON AU KOSOVO ET EN MACÉDOINE

*Un diplomate US rencontre les terroristes — L'UÇK et Al-Qaïda — ANA et Al-Qaïda — « De nouveaux Taliban » dans les Balkans ? — Fantômes pour un massacre*

### **CHAPITRE XIV — DE L'ARGENT POUR LE DJIHAD**

LES ORGANISATIONS CARITATIVES ISLAMISTES DANS LES BALKANS : UN POT COMMUN AMÉRICANO-SAUDIEN

*Le rôle de ben Laden — ben Laden et Bush — Les recherches de Brisard et Dasquié — Des partenaires commerciaux à Hambourg et à Ulm — Un tournant ?*

### **CHAPITRE XV — L'ÉCOLE DES TUEURS**

DANS LA BOSNIE CONTEMPORAINE, SELON LES ENQUÊTES MENÉES PAR LES SERVICES SECRETS OCCIDENTAUX, DES ORGANISATIONS TERRORISTES ET FONDAMENTALISTES SONT À L'ŒUVRE

*La lutte pour le pouvoir au sein du SDA — 1941,1991, aujourd'hui : les Jeunes Musulmans sont de retour — L'école des terroristes — La séduction suave — Les services secrets d'Izetbegović*

### **CHAPITRE XVI — DE ZENICA À MADRID**

COMMENT LA TÊTE DE PONT FONDAMENTALISTE DANS LES BALKANS EST UNE MENACE POUR L'EUROPE — ET COMMENT LE MONDE POLITIQUE SE COMPLAÎT DANS L'IGNORANCE.

*Agents dormants, instructeurs et honorables correspondants — La tache aveugle des chasseurs de terroristes*

### **CHAPITRE XVII — ÊTRE OU NE PAS ÊTRE L'ENNEMI PUBLIC NUMÉRO 1 ?**

LA TOUTE-PUISSANTE ORGANISATION TERRORISTE N'EST RIEN D'AUTRE QU'UN RÉSEAU TRÈS LÂCHE... PERCLUS D'AGENTS OCCIDENTAUX.

*L'invention d'Al-Qaïda — Al-Zawahiri avant ben Laden — Un agent dormant à Fort Bragg — Un homme du FBI au cœur de l'attaque de 1993 contre le WTC — L'apocalypse à Madrid en 2004 — Un vieil ami au Soudan*

### **CHAPITRE XVIII — LAUREL & HARDY ET LEURS AMIS**

COMMENT, DE HAMBOURG À LA BOSNIE, LES PRINCIPAUX SUSPECTS DU 11 SEPTEMBRE ONT TOUJOURS ÉTÉ SOUS LE CONTRÔLE DES SERVICES US

*Protégés par le FBI et la CIA — Postes vacants sur Hambourg (I) : Zammar — Postes vacants sur Hambourg (II) : Darkanzali*

### **CHAPITRE XIX — TERRORISTES, AGENTS ET AGENTS DOUBLES**

LES CERVEAUX PRÉSUMÉS DU 11 SEPTEMBRE SONT D'ANCIENS BRIGADISTES DE BOSNIE. SOUDAINEMENT ÉVAPORÉS

Le scénario des cerveaux — Binalshibh, un recruteur de premier ordre... pour le compte de qui ? — Khaled cheikh Mohammed, l'entrepreneur

## **CHAPITRE XX — DEUX POIDS, DEUX MESURES**

APRÈS LES TERRORISTES BALKANIQUES, LES TERRORISTES TCHÉTCHÈNES SONT BLANCHIS PAR L'OCCIDENT. DE NOUVEAUX COMBATTANTS POUR LA LIBERTÉ ?

Les combattants de Tchétchénie et le 11 septembre

## **CHAPITRE XXI — QUAND LE MI-6 PROTÈGE LE DOCTEUR NO**

COMMENT LES MARIONNETTISTES DES ATTENTATS DE LONDRES, LE 7 JUILLET 2005, ONT RECRUTÉ DES DJIHADISTES DU KOSOVO SUR MANDAT DES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

De la Drina à la Tamise — La chasse au cerveau — D'inconscientes marionnettes — Sacs à dos et autres sorcelleries — Un exercice parallèle — Mortel after-shave — Encore une vidéo dans les règles de l'art — Des Pakistanais dans les Balkans — Des personnages clefs bien couverts

## **ÉPILOGUE — DJIHAD ET OLÉODUCS**

COMMENT LES GRANDES PUISSANCES OCCIDENTALES RADICALISENT ET INSTRUMENTALISENT L'ISLAM

Des Croisades pour libérer Jérusalem... et Constantinople — Les musulmans au service des grandes puissances — La victoire ou l'holocauste ? — L'encens, la myrrhe... et le pétrole — Le fondamentalisme ne tient pas debout tout seul — La petite Europe : une vision

## **REMERCIEMENTS**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## PRÉFACE

*La traduction française du livre de Jürgen Elsässer Comment le Djihad est arrivé en Europe constitue une mine de révélations pour quiconque cherche à comprendre les enjeux géostratégiques mondiaux.*

*Que les services spéciaux américains aient prêté la main subrepticement dès 1992 — en violation de l’embargo sur les armes —, puis officiellement à partir de 1994, à l’armement des milices islamistes de Bosnie, est un fait bien connu. De même les liens tissés avec Oussama ben Laden et son organisation en Afghanistan dès les années quatre-vingt mais maintenus longtemps après.*

*Ce que montre, en revanche, avec un grand luxe de détails Jürgen Elsässer, c’est le véritable chaudron du terrorisme islamiste qu’ont constitué les guerres yougoslaves tout au long des années quatre-vingt-dix. Les attentats du 11 septembre 2001 à New-York, de Madrid le 11 mars 2003, et du 7 juillet 2005 à Londres font tous émerger des personnages qui, à des titres divers, ont été des vétérans des guerres de Bosnie. Il semble qu’il s’agisse là de connexions si gênantes qu’il faille absolument les taire ou les dissimuler. Certes il faut éviter la vision « bosno-centrée » bien que quelques éclairages a posteriori sur la division SS Hanjar, les « exploits » des djihadistes et les fréquentations douteuses d’Alija Izetbegović mériteraient à coup sûr d’ébranler la bonne conscience de l’opinion occidentale, tellement manipulée à travers des grilles de lecture faussées. Ainsi voit-on apparaître el-Zawahiri, considéré comme l’actuel numéro deux d’Al-Qaïda, dans l’approvisionnement en armes des milices islamistes bosniaques au milieu des années quatre-vingt-dix.*

*Pourquoi ce soutien apparemment aveugle de la politique américaine, à travers services spéciaux et entreprises mercenaires, à la création d’un Etat musulman au cœur de l’ancienne Yougoslavie ?*

*Les États-Unis étaient-ils poussés par le noble idéal de*

*l'autodétermination des peuples ? Ou bien poursuivaient-ils un but plus obscur dont le monde musulman, en définitive, aurait été le jouet ? Car ce qui intéresse l'Administration américaine c'est quand même avant tout le contrôle des gisements de pétrole et des voies d'acheminement de celui-ci par la voie maritime ou par oléoducs (en Afghanistan et dans le Caucase notamment).*

*Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Jimmy Carter pour les affaires extérieures, a éclairé d'une lumière crue, dans un maître livre paru en 1998, Le grand échiquier, les enjeux centraux de la diplomatie américaine : contrôler l'Eurasie et les régions pétrolifères du Golfe et de la Caspienne, réduire l'influence de la Russie et asseoir la domination des États-Unis sur le monde musulman. La mise en œuvre ultérieure de ce grand dessein par les néoconservateurs laisse sans doute quelque peu à désirer... La « grande guerre déclarée au terrorisme » rompt-elle vraiment avec la volonté d'instrumenter le monde musulman à travers le soutien des milices fondamentalistes en Afghanistan, dans l'ex-Yougoslavie, voire dans le Caucase ? Elle exacerbe les contradictions qui s'y manifestent et entraîne non seulement le monde musulman mais le monde tout entier dans une régression sans précédent.*

*Le livre de Jürgen Elsässer est fort instructif sur le rôle des services spéciaux dans la manipulation des conflits (et des opinions publiques droguées aux idéologies identitaires). Il est vrai que les « services » se prennent souvent les pieds dans leurs propres intrigues. Dans la société hypermédiatique où nous vivons, leurs manigances finissent toujours par être éventées. C'est l'un des grands mérites du livre de Jürgen Elsässer de nous faire voir par leur petit côté (mais les trous de serrure ne font-ils pas découvrir bien des choses ?) les projets mégalomaniaques ourdis par les « maîtres de l'heure » (qui cesseront souvent de l'être dans l'heure qui suit).*

*Même si Jürgen Elsässer nous étourdit parfois sous la multiplicité de ses sources et l'abondance de ses références, rendons hommage à son érudition : son livre contribuera utilement à un sain pluralisme et à l'éclosion de vérités pas toujours bonnes à dire. Saluons son immense travail et la contribution salubre que son livre apporte à un débat démocratique débarrassé des a priori trompeurs qui obscurcissent la compréhension des enjeux et retardent l'heure d'une*

*paix juste dans les Balkans et ailleurs. Je souhaite que ce livre fasse réfléchir au-delà des passions souvent instrumentées à des fins pas toujours avouables. Je ne doute pas qu'il sera utile au retour de relations pacifiées entre les États-Unis, l'Europe et le monde musulman.*

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

## INTRODUCTION

# Un spectre hante l'Europe

Aujourd'hui, plus de gens savent de quoi il s'agit lorsqu'on leur parle du 11 septembre que lorsqu'on évoque le 11 novembre, voire le 14 juillet. Quatre-vingt-treize<sup>(1)</sup> — est-ce que les jeunes d'aujourd'hui savent même de quoi il s'agit ? Tandis que « 9/11 » est un sigle omniprésent.

L'effondrement des gratte-ciel du World Trade Center : nos rétines en sont encore tout imprégnées. Une image de cinéma, une image irréaliste, de la science-fiction. Et soudain cette image passe en boucle à l'heure du journal télévisé et reste marquée dans la mémoire collective, comme au fer rouge. La copie réelle a dépassé l'original virtuel. King Kong n'a fait que grimper sur l'Empire State Building, mais notre nouvel Ennemi public numéro 1 a été capable, lui, de raser les Twin Towers en moins d'une heure. La science-fiction, c'était hier. Aujourd'hui, l'horreur a atteint les métropoles. Et demain, après l'effondrement de notre civilisation, les survivants considéreront les événements du 11 septembre comme nous, aujourd'hui, voyons l'anéantissement de Pompéi. Comme un signe.

Même en Europe, aujourd'hui, on ne se sent plus vraiment en sécurité : les touristes kidnappés de Djerba, les bombes des synagogues d'Istanbul, les massacres de Madrid et de Londres enfin jalonnent la voie de la terreur vers le cœur de notre continent. À Athènes, on a tremblé pendant les Jeux Olympiques de 2004, à chaque messe publique du pape, à Rome, les indicateurs de sécurité sont au rouge.

Bien entendu, ces craintes sont justifiées. Le sang-froid avec lequel ces criminels ont perpétré leurs assassinats de masse, leur absence de pitié même envers les femmes et les enfants, ne peuvent que rappeler aux Européens les brigades à tête de mort des SS et leurs admirateurs néo-nazis, les poseurs de bombes dans les trains italiens, Action

Directe ou la Fraction Armée Rouge. Pourtant, avant de sacrifier l'un après l'autre, dans nos accès de panique sécuritaire, nos droits fondamentaux, il convient d'examiner le danger d'un peu plus près.

Les terroristes viennent-ils d'un autre monde, est-il juste de dire que musulman égale extraterrestre ? N'émanent-ils pas du même terreau que celui qui a nourri notre civilisation ? Avant tout : quelle relation y a-t-il entre ces guerriers insaisissables et notre docteur Frankenstein, celui qui a donné naissance à tant de monstres par le passé, je veux parler des services secrets, tout particulièrement américains ?

Cette question est le fil rouge de ce livre. Le lecteur y trouvera lui-même la réponse, en accompagnant les principaux coupables du 11 septembre là où personne ne les a encore accompagnés. Une nuée de journalistes a déjà dépeint leurs dernières années à Hambourg, leurs dernières semaines en Floride, leurs dernières minutes dans les appareils détournés — ou en tout cas, ils ont décrit ce que les autorités voulaient voir et entendre. Mais personne ne les a suivis dans cette « terra incognita » qui se trouve juste à notre porte, à une heure d'avion de Vienne ou de Paris, là où on leur a enseigné la haine de tous les « Infidèles ». Là, tout près, où on leur a appris à les mettre à mort.

## **Il y a bien longtemps vivaient dans un pays...**

Il était une fois, il y a bien longtemps, un pays, la Yougoslavie. Dans ce pays, il y avait un peu de tout : les contreforts des Alpes et les montagnes noires du Monténégro, où l'on skie ; les plages de rêve de l'Adriatique, qui invitent à la baignade de mai à octobre ; les vertes rives du lac d'Ohrid ; et puis il y avait des villes trépidantes comme Belgrade, Zagreb ou Ljubljana.

Politiquement aussi, au fil des années, un heureux mélange avait été mis au point, une troisième voie entre socialisme et économie de marché. L'État établissait certes des plans de développement, il contrôlait certes le secteur financier, mais les travailleurs bénéficiaient d'une sorte d'autogestion dans leur entreprise, notamment en élisant leur directeur. Une classe moyenne solide et une paysannerie indépendante se développèrent. La passion méditerranéenne et la

tradition commerciale de l'Orient s'unissaient pour que dans chaque recoin du système la fantaisie fleurisse et qu'en somme l'humain prenne en toute chose la première place. La phrase clef, dans les Balkans de l'époque, c'était « *nema problema* » : *pas de problèmes !* Cependant que les besoins fondamentaux de la population étaient mieux garantis par le socialisme que par le système concurrentiel, comme sous ce dernier, les désirs individuels n'étaient pas oubliés. S'y côtoyaient Karl Marx et Coca-Cola, les universités du Parti et les discothèques, šljivovica et whisky. Tout le monde pouvait voyager où bon lui semblait, lire ce qui lui plaisait. En un mot : la Yougoslavie était un mélange de Suède et de Hongrie, le plus social des pays de l'Ouest et la moins triste des casernes du bloc de l'Est.

Les hommes aussi, dans ce pays, étaient un heureux mélange d'ingrédients divers. Émotifs, ils pouvaient pleurer comme Russes et rire comme Italiens, et se montraient travailleurs acharnés à leur heure. Et pourtant ils étaient tout sauf semblables : l'histoire a souvent dressé les peuples des Balkans les uns contre les autres. Au milieu courait la frontière entre les Empires romains d'Orient et d'Occident, puis celle qui sépara la chrétienté des Habsbourg et les Ottomans. Pendant la Seconde guerre mondiale, les Allemands exploitèrent ces oppositions en dressant les catholiques de Croatie et les musulmans de Bosnie contre les Serbes orthodoxes et les Juifs.

Il va de soi que les blessures du passé étaient encore présentes à l'esprit et au cœur des générations suivantes, mais le souvenir se faisait plus lointain, de même que les blessures que Français et Allemands se sont infligées ont cicatrisé avec le temps sans être niées pour autant. Les motifs de cette amnésie bienvenue étaient les mêmes à l'est et à l'ouest : Allemands et Français ont construit dès 1945 une maison commune, la Communauté européenne, et c'est ce qu'ont fait les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Bosniaques et les Macédoniens avec la Yougoslavie. On pourrait même à bon droit poursuivre l'analogie en disant que la Yougoslavie a réalisé ce qu'Allemands et Français essaient de faire en unifiant l'Europe : l'égalité de traitement des hommes sans distinction d'origine ethnique ni de religion au sein d'un État qui comprenait six grands peuples et trois grandes religions, des minorités sans nombre qui avaient le droit à leur propre langue, leurs propres médias, leur propre culture.

Tito, dont les partisans avaient libéré le pays des occupants nazis, a régné sur le pays pendant plus de quatre décennies en monarque débonnaire. Comme tout monarque, il était coutumier des erreurs. Parmi elles, celle qui a eu les conséquences les plus funestes a été de prendre des crédits en Occident à l'époque où ils étaient avantageux. Lorsque Washington a relevé radicalement les taux d'intérêt à la fin des années 1970, le coup a été terrible pour la Yougoslavie comme pour beaucoup d'autres pays. Anémié par le service de la dette extérieure, le niveau baissa brutalement, le taux de chômage grimpa, le dinar fut dévalué. En période de récession économique, il se trouve toujours un ambitieux pour désigner un bouc émissaire — pour les démagogues, c'est évidemment toujours la faute des « autres » dont il faut se démarquer sans retard. C'est ce qui s'est passé en Yougoslavie. Et voici qu'ont fleuri des idées de Slovénie indépendante et d'un nouvel État nommé Croatie, ce qui était aussi inimaginable auparavant qu'une sécession de la Bavière, de la Lombardie, ou que le duché de Bretagne renaisse de ses cendres. Et pourtant les démagogues ont reçu le soutien de l'Ouest, avant tout de Bonn, et ils ont acquis de plus en plus d'aplomb au cours des années 1980. Les erreurs commises par Belgrade ont ensuite attisé l'incendie qui couvait.

En Bosnie, quelques illuminés rêvaient de restaurer l'ordre islamique — celui sous lequel les musulmans étaient la race des seigneurs, régnant sur des chrétiens ravalés au statut de sujets. Mais ces fondamentalistes n'avaient, au début, aucune chance de l'emporter, car Sarajevo n'était pas Téhéran : les musulmans bosniaques étaient, dans leur grande majorité, des Balkaniques heureux de vivre qui appréciaient autant l'eau-de-vie maison, le *rakija*<sup>(2)</sup>, que le café turc. Les hommes dédaignaient les longues barbes, les femmes ne regrettaient guère les châles traditionnels que Tito avait interdits, et on se saluait plutôt avec un « Dobar dan » qu'avec le « Marhaba », considéré comme un peu ringard. Dans les villes surtout, les mariages mixtes étaient courants, et dans les recensements beaucoup de Musulmans<sup>(3)</sup> s'inscrivaient simplement comme « Yougoslaves ». Jamais, au grand jamais, les fanatiques n'auraient pu prendre le pouvoir dans cette république moderne sans être aidés de l'extérieur. Cet eldorado multiethnique s'est mué en

réserve d'Indiens avant de sombrer dans le Djihad<sup>[4]</sup>. C'est là-bas qu'on a formé les enfants du terrorisme, qui ont porté la terreur à New York et Madrid plus tard. C'est aussi de cela que parle ce livre.

## **Afghanistan, le diable sur la muraille**

C'est en 1985 qu'Oussama ben Laden apparaît pour la première fois dans les Balkans. Tito était bien sûr déjà mort, mais sa Yougoslavie existait encore et elle jouait un rôle important dans le mouvement des non-alignés, dont faisaient partie beaucoup de pays musulmans. C'est pourquoi ben Laden espérait pouvoir y acheter des armes pour la guerre sainte en Afghanistan. Le Saoudien s'est rendu en personne au siège de la société d'économie mixte Jugoimport à Belgrade, avec une Soudanaise au bénéfice d'un passeport US. C'est ce qu'a confirmé le général Jovan Čeković, ancien directeur de la société<sup>[5]</sup>. Jugoimport aurait alors refusé d'entrer en matière.

L'entrée des Soviétiques au pays de l'Hindou-Kouch en 1979 avait électrisé le jeune ben Laden, 22 ans à cette époque. En tant que fils d'un entrepreneur millionnaire dans la construction — son père avait restauré, entre autres, les mosquées de La Mecque, Médine et Jérusalem, soit les lieux saints les plus importants de l'Islam — il a dès lors utilisé les ressources de l'entreprise familiale pour livrer des centaines de tonnes de bulldozers, d'excavatrices et d'autres véhicules spéciaux en Afghanistan. Ces derniers ont été utilisés pour construire des routes, mais aussi des logements et des bunkers pour les combattants. En 1984, il a pris langue avec le prince Turki, chef des services secrets saoudiens, à propos du recrutement de volontaires arabes pour l'Afghanistan. Il a fait construire pour eux un cantonnement à Peshawar, au Pakistan, s'est chargé des frais de voyage et d'entretien et il a acheté des armes pour équiper les nouvelles unités. C'est dans ce contexte qu'on l'a vu apparaître à Belgrade. En 1987 il a combattu personnellement — et courageusement — contre les Soviétiques<sup>[6]</sup>.

Ce n'est un secret pour personne que les guérilleros afghans ont été massivement soutenus par le gouvernement américain. La CIA, à elle seule, a parrainé les soldats de la guerre sainte à hauteur de trois milliards de dollars pendant les dix ans à peine qu'a duré la guerre.

Dès 1986, la livraison de roquettes antiaériennes de type Stinger a largement pesé dans les opérations militaires en permettant aux moudjahiddin de décimer les escadrilles hélicoptères des Soviétiques<sup>(7)</sup>.

Ce qui est davantage sujet à controverse, c'est de savoir si les États-Unis ont donné de l'argent pour ces opérations par l'entremise du service secret pakistanais, l'ISI, ou s'ils ont collaboré directement avec les hommes de ben Laden et avec les autres moudjahiddin. Peter Bergen, reporter de CNN, a nié l'existence d'une telle collaboration dans un ouvrage de référence sur Al-Qaïda. Il se base entre autres sur le témoignage d'un haut fonctionnaire US, qui a déclaré « sans équivoque » que « ben Laden n'avait jamais eu de contact avec la CIA<sup>(8)</sup> ». Bergen ne nous dit pas en quoi cette déclaration était « sans équivoque ». Rien qu'au Pakistan, six agents de la CIA ont été engagés, selon l'ex-agent secret Vince Cannistraro. Bergen affirme sans réplique que « des représentants des États-Unis ne se sont pas risqués en Afghanistan. S'ils avaient été pincés, les communistes auraient trop facilement pu les utiliser pour leur propagande ». C'est peu probable. Jürgen Todenhofer, chargé de mission du Bundestag pour la CDU<sup>(9)</sup>, a visité à plusieurs reprises les guerriers de Dieu dans l'Hindou-Kouch. Dans son livre, l'agent secret britannique Tom Carew, du SAS, a décrit par le menu ses expériences de combattant aux côtés des moudjahiddin<sup>(10)</sup>. Et les États-Unis qui se sont bien davantage engagés en Afghanistan que les Européens seraient restés à les regarder ?...

Carew raconte également ce qu'il a vu de l'entraînement militaire des guerriers de Dieu en Écosse<sup>(11)</sup>. Michael Springman, chef du bureau des visas de l'ambassade américaine à Djedda entre 1987 et 1989, a rapporté sur la BBC l'existence de camps d'entraînement des moudjahiddin aux USA : « En Arabie Saoudite, l'ordre m'a été donné à plusieurs reprises en haut lieu de délivrer des visas à des candidats qui ne présentaient pas les garanties suffisantes... Des gens qui n'avaient pas de relations avec l'Arabie Saoudite ou avec leur pays d'origine. Je me suis plaint ici et là, je me suis plaint ici à Washington auprès de l'État, auprès de l'inspecteur général et auprès de la sécurité diplomatique. On m'a ignoré ». Springman encore : « ce que j'ai fait, ce n'était rien d'autre que de donner un visa à des terroristes qui ont été recrutés par la CIA et par Oussama ben Laden et qui venaient

s'entraîner aux États-Unis afin de pouvoir combattre les Soviétiques en Afghanistan<sup>(12)</sup>. »

## **La parole est à Machiavel**

*Question* : L'ex-directeur de la CIA, Robert Gates, rapporte dans ses mémoires (*From the Shadows*) que les services secrets américains ont commencé à soutenir les moudjahiddin afghans six mois déjà avant l'invasion soviétique le 24 décembre 1979. À cette époque, vous étiez conseiller pour la sécurité nationale du président Carter. Vous avez donc joué un rôle dans cette affaire. Est-ce bien exact ?

*Zbigniew Brzezinski* : Oui. L'histoire officielle raconte que la CIA a commencé d'aider les moudjahiddin en 1980, c'est-à-dire après que l'armée Rouge est entrée en Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais la vérité, tenue secrète jusqu'à maintenant, est tout autre : en fait, c'est le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive ouvrant la voie au soutien des adversaires du gouvernement pro-soviétique de Kaboul. Et le même jour, j'ai écrit une note de service au Président dans laquelle je lui ai expliqué qu'à mon avis, ce soutien allait déclencher une intervention militaire soviétique.

*Question* : Malgré les risques, vous étiez favorables à cette façon d'agir en sous-main. Peut-être avez-vous même souhaité l'entrée en guerre des Soviétiques ou essayé de la provoquer.

*Brzezinski* : Ce n'est pas tout à fait ça. Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment fait monter la probabilité qu'ils le fassent.

*Question* : Les Soviétiques justifiaient leur intervention en disant qu'ils combattaient une infiltration secrète des États-Unis en Afghanistan. Personne ne les a crus. Néanmoins, cette version avait un fond de vérité. Ne regrettez-vous rien ?

*Brzezinski* : Regretter ? Cette opération secrète était une excellente idée ! Ce qu'elle a déclenché, c'est que les Russes sont tombés dans le piège afghan et s'y sont trouvés enfermés. Et vous voudriez que je regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter : « Et voilà, l'URSS a son Vietnam. » Et de fait, Moscou a dû mener une guerre insoutenable et démoralisante pendant presque dix ans. Cette guerre a fini par mener

à l'effondrement de l'empire soviétique.

*Question* : Et vous ne regrettez pas non plus d'avoir aidé des fondamentalistes musulmans à armer et à instruire de futurs terroristes ?

*Brzezinski* : Qu'est-ce qui est le plus important, aux yeux de l'histoire ? Les talibans ou l'effondrement de l'empire soviétique ? Quelques musulmans échauffés ou la libération de l'Europe orientale et la fin de la guerre froide<sup>(13)</sup> ?

### **Qu'apprendrez-vous dans ce livre ?**

L'alliance « afghane » entre les États-Unis et les moudjahiddin a écrit une nouvelle page de son histoire dans les Balkans, et il n'y a rien d'étonnant à ce que les plus importants suspects du 11 septembre y aient vécu leur baptême du feu (*chapitre I*). La Bosnie-Herzégovine, en particulier, réunissait de bonnes conditions, de par son histoire, pour l'ouverture d'un front du Djihad (*chapitre II*). Mais ce n'est que grâce aux influences occidentales que les courants musulmans modérés, qui y détenaient le pouvoir, ont pu être écartés au profit des partisans de la Guerre sainte (*chapitre III*). Dans cette évolution, Vienne a joué le rôle central de plaque tournante du trafic d'armes ; c'est dans cette ville que ben Laden a obtenu le passeport bosniaque en 1993 (*chapitre V*). Les djihadistes ont perpétré d'effroyables actes de barbarie au cours de cette guerre qui a duré trois ans (1992-1995) — dont quelques-uns des massacres qui ont été attribués aux Serbes (*chapitre VI*). Et pourtant, le poids militaire des guerriers de Dieu était faible jusqu'à l'élection de William (« Bill ») Clinton à la présidence des États-Unis en 1993, cependant que leur équipement s'organisait grâce à l'Iran, l'ennemi de toujours (*chapitre VII*). Les services secrets américains ont vigoureusement bâillonné les officiers des Nations Unies qui critiquaient ces entorses à l'embargo international sur les armes (*chapitre VIII*). L'entreprise mercenaire MPRI y a joué un rôle prépondérant sur mandat du Pentagone (*chapitre IX*) avant de prendre le contrôle de l'armée bosniaque dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu de Dayton en 1995 (*chapitre X*). Au lieu d'écartier les guerriers de Dieu, comme l'expliquent les légendes dorées de Washington, la MPRI a engagé les combattants les

plus capables et les a formés en Albanie, qui était à l'époque sous la coupe des hommes de confiance de ben Laden (*chapitres XI & XII*) et les a envoyés en renfort du mouvement terroriste albanais UÇK au Kosovo et en Macédoine (*chapitre XIII*).

Une bonne partie de ces activités ont été financées par le truchement d'organisations humanitaires américano-saoudiennes dans lesquelles ben Laden ne jouait qu'un rôle secondaire (*chapitre XIV*). Plus généralement, on peut se poser la question de savoir si Al-Qaïda existe bel et bien ou si ce n'est pas un concept de propagande de la politique étrangère américaine, puisque plusieurs des terroristes en chef sont fortement soupçonnés de travailler aussi pour les services secrets occidentaux (*chapitre XVII*). Cela concerne aussi les principaux suspects des attentats du 11 septembre (*chapitre XVIII*), et en particulier les deux cerveaux présumés de l'affaire (*chapitre XIX*).

En tout état de cause, une tête de pont terroriste a été établie en Bosnie-Herzégovine grâce aux protections occidentales, ce qui constitue une menace majeure pour ce pays (*chapitre XV*) et pour le continent (*chapitre XVI*). Depuis un certain temps, un mouvement de combattants du djihad se dessine entre les Balkans et la Tchétchénie (*chapitre XX*). Cela n'est toutefois pas considéré, en Europe, comme un danger puisque le lobby américain du pétrole lorgne sur les réserves énergétiques russes depuis longtemps (*épilogue*).

## **Un spectre ? Quel spectre ?<sup>(14)</sup>**

« Il y a un intérêt public certain à répondre à la question : une grande puissance est-elle derrière tout cela, et si c'est le cas, laquelle ? » (Henry J. DePippo, procureur général des États-Unis, qui a mené le procès de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center).

<sup>(15)</sup>

*« Et vous connaîtrez la vérité, et la vérité  
fera de vous des hommes libres »*

*(Jn 8:32 – au mur du hall d’entrée de  
la CIA)*

## CHAPITRE PREMIER

# Sarajevo 9/11

COMMENT LES PRINCIPAUX SUSPECTS DU 11 SEPTEMBRE ONT APPRIS LES  
RUDIMENTS DU TERRORISME DANS LES BALKANS, PENDANT LES  
ANNÉES 1990.

Oussama ben Laden est partout, pas seulement dans les Balkans. Le public du monde entier a été inondé de faits (noyé dans un océan de rumeurs serait plus exact) à propos des réseaux du milliardaire saoudien, commanditaire présumé des attentats du 11 septembre. En Égypte, en Algérie, en Indonésie, aux Philippines, en Italie, en Espagne, presque partout, nous dit-on, Al-Qaïda a multiplié ses cellules. Deux affirmations en particulier ont créé ce climat : le multimilliardaire saoudien aurait planifié les attaques contre les États-Unis avec l’aide du raïs irakien Saddam Hussein, et Hambourg aurait été, selon le ministre de la Justice américain, la base arrière des terroristes du 11 septembre<sup>1</sup>. Sur la base de cette seule affirmation, l’opinion publique mondiale était priée d’approuver l’invasion de l’Irak, cependant que le ministre allemand de l’Intérieur, Otto Schily, rognait progressivement, en toute bonne conscience, les droits fondamentaux des citoyens.

Il apparaît aussi que les prévenus du 11 septembre en général, et ceux de la cellule de Hambourg en particulier, ont appris leur sanglant métier dans les Balkans. Curieusement, cela n’apparaît pas dans la littérature courante sur Al-Qaïda. Dans la grande presse, ces éléments

sont mentionnés comme en passant, dans le meilleur des cas. Dans *Le 11 septembre — histoire d'une attaque terroriste*, le best-seller de Stefan Aust, rédacteur en chef du *Spiegel* (en collaboration avec Cordt Schnibben), tout est raconté dans le menu détail depuis le début des années 1990. Et pourtant, en trois cents pages, le mot « Bosnie » n'apparaît que quatre fois. Le spécialiste ès terrorisme de CNN, Peter Bergen,<sup>[2]</sup> pourchasse Oussama ben Laden à travers ses pérégrinations : dans les années 1980, son rôle fédérateur auprès des moudjahiddin afghans ; son installation au Soudan au début des années 1990 ; son soutien aux mouvements de résistance antiaméricains en Somalie ; ses liens avec les attaques perpétrées contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam. Et pourtant, une fois encore, on n'y trouve que deux ou trois remarques en passant sur les Balkans. Le chef du service d'informations de la ZDF, Elmar Thevessen,<sup>[3]</sup> et l'auteur à succès Oliver Schröm<sup>[4]</sup> embarquent leur lecteur aux quatre coins du globe, de Kaboul à New York, de Djerba à Bali, avant de découvrir des cellules d'Al-Qaïda à Hambourg et dans la Ruhr. Encore et encore, on se casse les dents sur les bobards d'appel du Pentagone, telle l'histoire des rencontres « répétées » entre ben Laden et Koussaï<sup>[5]</sup>, fils de Saddam Hussein. Aust et Schnibben, par exemple, sont tombés dans le panneau. On cherche en vain, par contre, les mentions de Tirana et Sarajevo, où ben Laden a laissé de profondes empreintes de pas... L'Europe du sud-est est une sorte de *terra incognita* d'où les chasseurs de terroristes rentrent bredouilles.

### **Sept figures clefs...**

La version officielle américaine des attentats, on peut la lire dans le Rapport final de la commission du Congrès américain sur le 11 septembre, rapport qui a été remis fin juillet 2004<sup>[6]</sup>. Les attaques aériennes contre le World Trade Center (WTC) et le Pentagone seraient une idée de Khaled cheikh Mohammed, dont on trouve déjà la trace lors de l'attaque de 1993 contre le WTC. Ce Koweïtien radical a convaincu Oussama ben Laden au printemps 1999, et ils ont parlé de cibles potentielles. C'est ben Laden lui-même qui a choisi les pilotes<sup>[7]</sup>. Le rapport cite en premier Mohammed ben Atta, le

« Hambourgeois », Hani Hanjour, Ramzi Binalshibh et Ziad Jarrah ainsi que le Saoudien Khaled Al-Midhar (un cousin de Binalshibh) et Nawaf Al-Hazmi. Ces six-là ont été invités en Afghanistan en novembre-décembre 1999 et instruits par l'état-major d'Al-Qaïda<sup>(8)</sup>. La séance de planification de « l'opération Mardi-Saint » (le nom de code présumé du 11 septembre) s'est tenue du 5 au 8 janvier 2000 à Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie. Al-Midhar et Al-Hazmi ont pris part à cette réunion.

À la suite de problèmes de visa, Binalshibh n'a pas pu voler le 11 septembre, mais lui et Khaled cheikh Mohammed sont — toujours selon la version officielle des autorités américaines — censés être les « cerveaux » de l'opération, et avoir dirigé l'opération par délégation de ben Laden. Les cinq autres terroristes cités étaient aux commandes de trois des quatre appareils qui ont répandu la mort le 11 septembre.

### **... dont au moins quatre vétérans de Bosnie**

Parmi les sept personnages clefs du complot du 11 septembre, au moins quatre ont combattu en Bosnie dans les années quatre-vingt-dix. Le rapport du Congrès américain en parle<sup>(9)</sup> au passage, à propos d'Al-Hazmi, d'Al-Midhar et de Khaled cheikh Mohammed. La présence de Binalshibh dans la zone de conflit balkanique a été attestée par l'épouse d'un moudjahid bosniaque, Regina Kreis alias Doris Glück, interrogée par les services de sécurité allemands<sup>(10)</sup> — mais la Commission du 11 septembre n'en souffle mot.

En cherchant, on retrouve le passé balkanique d'autres artisans du 11 septembre. L'un des 19 suspects répertoriés par les autorités américaines — un certain Amir — aurait même eu la nationalité bosniaque. C'est l'hebdomadaire croate *Nacional*, qui dispose d'ordinaire de sources fiables au sein des services secrets, qui l'affirmait fin septembre 2001<sup>(11)</sup>. Par ailleurs, il n'y a personne de ce nom dans les listes officielles du FBI. On peut partir du principe qu'un moudjahid étranger s'est fait établir un passeport en Bosnie sous un faux nom (voir la procédure à suivre au chapitre X), mais cela semble très fantaisiste.

Atta lui-même aurait pu passer par la Bosnie. C'est ce qu'affirme Patrick Barriot, médecin militaire français, qui comparaisait comme

témoin au procès de Milošević en janvier 2005, en se basant sur des éléments fournis par les services secrets français<sup>(12)</sup>. Plus exactement, il s'agit d'un dossier du gouvernement bosniaque de Banja Luka. De plus, le 18 septembre 2001, le bureau d'Interpol à Wiesbaden a adressé une demande aux autorités bosniaques pour que celles-ci vérifient l'identité d'un certain Atta, qui habiterait, selon leurs informations, un petit village du nom de Bakotić, à huit kilomètres de Maglaj, en Bosnie centrale. « La demande était accompagnée d'une photo et du conseil de s'adresser à un certain Mehmed Hasanić, citoyen de Bakotić<sup>(13)</sup>. »

À Wiesbaden, on n'était pas prêt à mouiller sa chemise. Le rapport final de la Commission du 11 septembre reste dans le flou artistique quant au passage d'Atta par la Bosnie : « il y a, c'est indéniable, des lacunes quant aux lieux de résidence d'Atta durant les années qui ont précédé<sup>(14)</sup> [le 11 septembre.] »

D'autre part, beaucoup d'éléments donnent à penser qu'Atta est devenu un djihadiste fanatique — d'inoffensif musulman qu'il était — au contact de combattants bosniaques. « Pour Atta, comme pour la plupart des autres, il y a deux points d'inflexion décisifs : en 1995, il a commencé à se radicaliser ; quatre ans plus tard, fin 1999, c'est devenu un terroriste », analysent Aust et Schnibben. Lors d'un voyage d'études en Égypte encore, en août 1995, c'était un joyeux luron qui sortait en bonne compagnie. « Pendant quelques semaines, pour tout dire, c'était un vrai clown » rapporte un camarade<sup>(15)</sup>. Mais un mois plus tard, Binalshibh arrive à Hambourg — et Atta se métamorphose. Au sein de la société Islam AG, que les terroristes présumés ont lancée au sein de l'Université polytechnique de Hambourg-Harburg, c'était Binalshibh qui était « le maître à penser<sup>(16)</sup> ». « Au sein d'Islam AG, on comprend que Binalshibh s'engage massivement pour prôner les idées d'Al-Qaïda », selon Schröm. Binalshibh aurait ainsi prêté des cassettes vidéos de prêches et de sermons d'Oussama ben Laden. Un actionnaire de la société a rapporté que c'est Binalshibh qui l'aurait poussé à passer de la parole aux actes. Très concrètement, il exigeait « qu'on fasse quelque chose en Amérique, à la fin ».<sup>(17)</sup>

Un certain Marwan Al-Shehhi habitait aussi l'appartement d'Atta à Hambourg, Marienstrasse 54. C'est lui qui, croit-on, pilotait le second

appareil qui s'est écrasé contre le World Trade Center. Il s'est passé la même chose dans sa vie que dans celle d'Atta : « Il a croisé le chemin de Ramzi Binalshibh, ce Yéménite furtif, et entre la vie et le massacre, son choix était fait ». <sup>(18)</sup>

Un autre ancien combattant de Bosnie était peut-être tout aussi important que Binalshibh dans l'instruction spirituelle et pratique des pilotes suicides : Mohammed Al-Zammar. En Bosnie centrale, il avait même commandé une unité de moudjahiddin nord-africains (probablement algériens) sous le nom de guerre d'Abou Zoubeir<sup>(19)</sup>. Thevessen affirme que Zammar serait « le personnage central, voire le personnage clef dans la transformation de Mohammed Atta en terroriste sans scrupules [...] Zammar [...] a recommandé Atta et ses amis à l'état-major d'Al-Qaïda en Afghanistan<sup>(20)</sup>. » Saïd Bahadj, qui doit combattre aujourd'hui quelque part en Afghanistan, et Mamoun Darkanzali, un bailleur de fonds pour terroristes, sont aussi censé avoir habité avec Atta et Binalshibh Marienstrasse 54 et avoir été mis en contact les uns avec les autres par Zammar à Hambourg<sup>(21)</sup>. En résumé, selon Aust et Schnibben : « Ces dernières années, à chaque fois que des moudjahiddin ont été arrêtés quelque part en Europe, leurs traces remontaient immanquablement jusqu'à Zammar<sup>(22)</sup>. »

À part les cinq suspects du 11 septembre, il y avait encore en Allemagne au moins deux fondamentalistes à avoir fait le détour par les Balkans : Darkanzali, mentionné plus haut, avec ses affaires douteuses, et Reda Seyam, qui produisait et distribuait des bandes vidéos où les moudjahiddin décapitaient des prisonniers serbes et jouaient au football avec leur tête.

## **La tache aveugle**

Dans les 567 pages du rapport final de la commission du 11 septembre, la connexion balkanique des djihadistes n'apparaît que trois ou quatre fois : page 58, on mentionne que le réseau de ben Laden avait des bureaux à Zagreb et à Sarajevo ; page 127 on parle incidemment d'une cellule d'Al-Qaïda à Tirana ; page 147, le lecteur apprend que le cerveau présumé du 11 septembre a combattu « quelque temps » avec les moudjahiddin en Bosnie ; page 155 on parle d'Al-Hazmi et d'Al-Midhar, pirates de l'air sans scrupules, et

l'on apprend page 222 qu'Al-Hazmi, avant d'arriver aux USA, diffusait des nouvelles de Tchétchénie et de Bosnie sur internet. Pour ce volumineux rapport, les Balkans sont donc une terre exempte de presque toute forme de terrorisme...

Fin 2004, Evan F. Kohlmann, collaborateur de la Commission, a effectué une étude qui permet de remplir partiellement cette lacune. *Al-Qaeda's Jihad in Europe — The Afghan Bosnian Network* relate nombre de faits sur les crimes commis par les combattants islamistes dans les Balkans. Mais, dans l'œuvre de Kohlmann, les islamistes paraissent une sorte d'extraterrestres qui complotent contre « l'Ouest », et on ne dit nulle part qu'ils étaient, et restent encore pour une bonne part, ses alliés.<sup>(23)</sup>

Cette ignorance s'explique : les guerriers de Dieu ont combattu avec le soutien des États-Unis et d'autres États de l'OTAN, aussi bien sur territoire ex-yougoslave qu'en Afghanistan dans les années 80. Dans la guerre civile bosniaque, comme en Afghanistan, les musulmans étaient dans le rôle des gentils. C'est aux seuls Serbes que l'on a réservé des termes comme « bain de sang » (*Wirtschaftswoche*), « une perfidie diabolique, une cruauté qui méprise l'humanité » (*Kronen-Zeitung*), « fascisme » (« Joschka » Fischer) ou « Auschwitz » (Freimut Duve)<sup>(24)</sup>. Alors que bien des analystes occidentaux reconnaissaient, bien qu'un peu tard, la patte du fondamentalisme musulman dans l'Hindou-Kouch, on n'en a pas tiré les leçons pour reconnaître le même processus à l'œuvre dans les Balkans : tout était permis à l'Occident guerroyant contre « le nationalisme grand-serbe » — même de s'allier avec l'ennemi mortel, avec Al-Qaïda. C'est ce qui permet à Richard A. Clarke, conseiller antiterroriste à la présidence de George W. Bush (et des trois présidents qui l'ont précédé) d'affirmer « qu'en somme, pour les États-Unis, la Bosnie était un succès<sup>(25)</sup>. »

Regardons ce succès d'un peu plus près.

« Himmler, votre libérateur »

*(Titre d'une série parue en automne 1997 dans les colonnes de Svijet, un hebdomadaire musulman de Sarajevo, à propos de la division SS Handjar<sup>(1)</sup>)*

## CHAPITRE II

# D'Himmler à ben Laden

### UNE PETITE HISTOIRE DES BALKANS AU XX<sup>e</sup> SLÈCLE

Rentré bredouille de sa visite éclair à Belgrade en 1985, ben Laden n'est revenu dans les Balkans qu'en 1992. Mais plus comme acheteur d'armes. Comme livreur. En septembre 1992, quatre avions en provenance de Khartoum, la capitale du Soudan, atterrissent sur l'aéroport slovène de Maribor. Leur cargaison ? Des colis humanitaires, selon les déclarations douanières. Mais un contrôle de sécurité y trouva 130 tonnes de matériel militaire destiné à l'équipement des troupes musulmanes de Bosnie-Herzégovine, là où la guerre civile faisait rage depuis le mois d'avril de la même année. La livraison était une violation flagrante de l'embargo sur les armes que le Conseil de sécurité des Nations Unies avait instauré en septembre 1991 à l'égard de toutes les républiques yougoslaves<sup>(2)</sup>.

Le commanditaire de ce transport d'armes, c'était Hassan Al-Tourabi, chef du Front national islamique du Soudan et ex-homme fort de Khartoum. Il avait accueilli ben Laden en 1990, lorsque ses démêlés avec la famille royale saoudienne l'avait chassé de son pays. La transaction avait été financée par une organisation humanitaire bidon, la Third World Relief Agency (TWRA), une joint-venture djihadiste fondée — entre autres — par ben Laden et par Alija Izetbegović, au pouvoir depuis à peine un an en Bosnie (ce sujet est

traité plus en profondeur au chapitre IV). Plus tard, Izetbegović a reçu le milliardaire saoudien au palais présidentiel.

Le lien entre les deux hommes est au premier abord énigmatique — et il jette une lumière diffuse sur toute l’histoire de la pénétration islamiste dans les Balkans, qui est loin d’être suffisamment connue en Occident. Izetbegović ne ressemble pas à ben Laden à première vue, car il est présenté par nos médias, jusqu’à sa mort à l’automne 2003, comme pro-occidental, et comme un musulman ouvert sur le monde — tout le contraire d’un fanatique. C’était un homme qui « s’était toujours attaché à défendre une société multiethnique<sup>(3)</sup> » put ainsi écrire le magazine américain *Newsweek*. Il avait toujours « promu un modus vivendi amical entre musulmans, Croates et Serbes en Bosnie », avait ajouté le *Berliner Tageszeitung*<sup>(4)</sup>. Voici la vision de Warren Zimmermann, ancien ambassadeur US à Belgrade : « Izetbegović était un musulman convaincu. Ce n’était pas un extrémiste. Il s’est toujours engagé pour le maintien d’une Bosnie multiethnique<sup>(5)</sup>. » « Izetbegović [...] a promu le pacifisme à travers des manifestations pacifiques<sup>(6)</sup> », affirme, de son côté, Roy Gutman, prix Pulitzer.

Si les décideurs et les commentateurs s’étaient penchés plus attentivement sur la biographie de ce politicien, ils se seraient méfiés davantage. Izetbegović, né en 1925, a pris part « à des actions de musulmans bosniaques contre les maquis partisans<sup>(7)</sup> dans les années quarante<sup>(8)</sup> », D’ailleurs, il a rejoint en 1941 une société secrète de jeunes musulmans, éclaireurs de la division SS musulmane Handjar.

## **Les Musul-germans**

Une division SS musulmane ? Voilà quelque chose qu’on ne rencontre pas tous les jours. Est-ce qu’Hitler et ses sbires n’étaient pas convaincus de la supériorité de la race dite nordique, destinée à soumettre, voire à éliminer toutes les autres ?

Et pourtant, au cours de la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont appliqué cette idéologie de façon très pragmatique. L’Allemagne nazie a envahi la Yougoslavie le 6 avril 1941 sans déclaration de guerre. Le 10 avril, déjà, Berlin et Rome ont reconnu le nouvel État croate indépendant, sous la coupe du mouvement catholique croate

des Oustachis et du Poglavnik (Führer) Ante Pavelić. Le premier camp de concentration a vu le jour le 29 avril de la même année.<sup>(9)</sup> Une grande part de la Bosnie a été annexée par le nouvel État croate. Pour Ante Pavelić, les musulmans y étaient les Croates les plus « authentiques », puisqu'ils avaient maintenu leur population racialement pure après leur conversion à l'Islam 500 ans auparavant.<sup>(10)</sup> Pour le Reichsführer SS Heinrich Himmler, ils étaient à mettre au nombre des « peuples les plus valables racialement parlant en Europe »<sup>(11)</sup> avec qui il partageait une « communauté de vues sur le monde ». Au fond, c'étaient « des Musul-germans<sup>(12)</sup> ». Le rapprochement s'est fait : le 10 août 1941, l'organisation yougoslave musulmane (JMO) s'inféoda au nouvel État croate, et reçut en récompense de nombreux postes de responsabilité : Osmal Kulenović est devenu ministre-président délégué de l'État oustachi (jusqu'en novembre 1941, quand son frère Džafer lui a succédé), Adem Aga Mešić président délégué, Mehmed Alajbegović ministre des Affaires étrangères et Alija Suljag gouverneur oustachi d'Herzégovine — pour ne mentionner que les plus importants d'entre eux.<sup>(13)</sup>

Voici ce qui ressort d'un « rapport sur les atrocités commises par les musulmans oustachis » rédigé par un administrateur allemand le 17 août 1941. On y lit que les musulmans se conduisaient en bourreaux si sanguinaires que même les nazis se sentaient mal à l'aise, dans la mesure où de tels agissements poussaient la population des campagnes, traditionnellement apolitique ou même anticommuniste, dans les bras des partisans. En voici un extrait : « Ce ne sont en aucune façon des Serbes qui combattent l'État croate, ni des francs-tireurs, ni des communistes qui sont raflés, mais des citoyens lambda [...] Les Oustachis ont organisé des provocations qui ont abouti au soulèvement de Krupa, dont les 6 000 habitants sont à 60 % serbes et à 40 % musulmans — avec quelques Croates. En manière de représailles pour ce soulèvement, les musulmans ont massacré, littéralement sans reprendre leur souffle, tous les Serbes de sexe masculin âgés de plus de 14 ans [...] Les musulmans génèrent plus de rancœur en Krajina bosniaque que n'en ont jamais suscité les Turcs, qui ont toujours, et sans répit, opprimé les Infidèles<sup>(14)</sup>. »

## **La Bosnie, province ottomane**

La phrase suivante du rapport allemand dégage le motif fondamental qui poussait les musulmans à se comporter d'une manière aussi sanguinaire vis-à-vis des Serbes : « La population musulmane de Krajina bosniaque compte reprendre la haute main sur toute la Bosnie et rétablir les privilèges qui étaient les siens du temps des Turcs, notamment en matière foncière » : à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, la Bosnie a été annexée par l'Empire ottoman. La population, majoritairement des chrétiens de la secte des Bogomiles<sup>(15)</sup>, s'est alors majoritairement convertie à l'islam. Les convertis pouvaient en effet conserver leurs possessions et leurs privilèges. Les autres, par contre, étaient traités en subordonnés sans droits. « Personne n'était obligé de se convertir. Mais ceux qui ne le voulaient pas étaient mis dans la catégorie des Raya (« tributaires »). Cela signifiait en pratique n'être rien à côté de la population musulmane toute-puissante, ne pas pouvoir porter d'armes, ne pas pouvoir citer un musulman en justice, ne pas pouvoir porter ni la couleur rouge (le pouvoir) ni la couleur verte (l'islam). Selon le Coran, leur vie ne comptait pas, et les Raya étaient tolérés, avant tout, pour payer l'impôt. » Le pire de ces impôts était le prix du sang ou prélèvement des jeunes gens (en turc, *devçirme*) : « tous les trois, cinq ou sept ans, des garçonnetts ou des jeunes gens chrétiens étaient arrachés à leur parents et envoyés à Constantinople, où ils étaient islamisés et instruits pour faire partie des janissaires<sup>(16)</sup> ou pour entrer au service de la Sublime Porte. »<sup>(17)</sup>

La province turque de Bosnie est passée sous administration austro-hongroise après la conférence de Berlin en 1878, puis elle a été formellement annexée en 1908. Mais les Habsbourg n'ont pas retiré aux musulmans leurs privilèges, afin de les utiliser comme pare-chocs contre les vellétés d'indépendance croissantes manifestées par les Serbes — les Yougoslaves — qui menaçaient la stabilité de la Double Couronne dans les Balkans. Logiquement, la majorité des musulmans bosniaques a soutenu les empires centraux, Allemagne, Autriche-Hongrie et Turquie, lors de la Première Guerre mondiale, cependant que les Serbes étaient du côté de l'Entente franco-russo-britannique.

Peu après la fondation du nouvel État yougoslave en 1919, une réforme agraire en profondeur fut entreprise. Son objectif : remplacer les liens de dépendance féodaux qui liaient les populations agraires par une possession des terres par ceux qui les travaillaient, en bonne

et due forme. En Bosnie, où ils étaient bailleurs de la presque totalité (plus de 80 %) des terres — et monopolisaient ainsi les richesses agricoles de la région — les musulmans se sont retrouvés du jour au lendemain plus pauvres que leurs anciens valets<sup>(18)</sup>.

Avec l'écrasement de la Yougoslavie par l'Allemagne nazie au début de la Seconde Guerre mondiale, les anciens maîtres de la Bosnie se sont vu offrir l'occasion de renverser le cours de l'histoire. Le degré d'influence du fascisme et du nazisme sur les musulmans est sujet à controverse. C'est ainsi qu'un journal musulman de Sarajevo, *Ljiljan*, écrira rétrospectivement : « Dès le début des exactions commises par la junte oustachi envers la population serbe<sup>(19)</sup>, la communauté bosniaque a pris ses distances vis-à-vis de la politique sanglante et criminelle du NDH (l'État croate fasciste)<sup>(20)</sup>. » Le politicien croate Jadranko Prlić prendra cependant le contre-pied de cette affirmation en disant : « Selon les statistiques en ma possession, 52 % des formations oustachi en Bosnie-Herzégovine étaient composées de Bosniaques, c'est-à-dire de musulmans, comme on disait à l'époque. »<sup>(21)</sup>

Il n'est en revanche pas douteux que les musulmans de Bosnie ont tenté d'obtenir une autonomie substantielle dans le cadre de l'État satellite croate et qu'ils ont compté, pour cela, sur l'aide de Berlin. En novembre 1942, un Comité populaire bosniaque a adressé un mémorandum à Hitler dans ce sens, et s'est plaint que les oustachis étaient trop « indulgents » vis-à-vis des Juifs. Afin de « soutenir votre souveraineté gothique », les musulmans ont proposé la création d'une unité bosno-musulmane sous le commandement de l'état-major général de la Wehrmacht<sup>(22)</sup>. Après la défaite de Stalingrad, les Allemands ont accepté cette offre : une division SS musulmane devait voir le jour aux côtés de la division SS « Prinz Eugen », composée d'Allemands de souche.

## **Le fil du sabre recourbé**

Le recrutement de la division SS *Handjar* (d'après le mot turc qui signifie sabre recourbé<sup>(23)</sup>) a commencé en mars 1943. Une aide décisive vint d'Amin Al-Husseini, grand mufti de Jérusalem. Décrit par Winston Churchill comme « une tonne de dynamite sur pattes »,

ce dignitaire religieux ne répugnait pas à se mêler des affaires d'ici-bas : pendant la Première Guerre mondiale, officier ottoman, il a pris part à l'assaut (malheureux) des puissances centrales contre le canal de Suez. En 1921, les Britanniques, puissance mandataire de Palestine depuis 1918, ont toléré, malgré les irrégularités dont elles étaient entachées, les élections qui lui avaient permis d'accéder au titre de grand mufti de Jérusalem, le nommant même, un an plus tard, président du Conseil supérieur musulman. En qualité, il portait une responsabilité importante dans l'organisation des pogroms de 1929 à Jérusalem. Le grand mufti a eu des contacts précoces avec Hitler : « au nom des musulmans et en particulier des Palestiniens, je salue le nouveau régime allemand et j'espère que le régime fasciste [...] s'étendra à d'autres pays », écrivait Al-Husseini au consul général allemand, Heinrich Wolff, au printemps 1933.<sup>124</sup>

Ce jugement de valeur ne se traduit dans les faits politiques qu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Le grand mufti avait dû fuir Jérusalem, déclaré *persona non grata* par la puissance mandataire pour avoir dirigé le soulèvement anti-juif et antibritannique de 1936-1939. Après être passé par Bagdad et d'autres escales, il arrive en novembre 1941 à Berlin. C'est depuis là qu'Al-Husseini lance des appels et tient des discours radiophoniques pour rallier à la cause de l'Axe les musulmans nord-africains, du Caucase soviétique et des Indes anglaises. En 1942 s'ouvre l'Institut musulman central à Berlin, à fins de coordonner ce travail de propagande. Lors de l'inauguration, le grand mufti déclare : « Nous sommes fermement convaincus qu'une étroite collaboration entre les millions de Mahométans dans le monde et l'Allemagne et ses alliés de l'Axe contre l'ennemi commun — Juifs, Bolcheviks, Anglo-Saxons — se mettra en place afin, avec l'aide de Dieu, d'atteindre la victoire finale dans cette guerre pour les puissances de l'Axe ». Le discours était émaillé de tirades dirigées contre les Juifs, « ennemis inextirpables des musulmans », qui auraient « dressé les peuples de cette guerre les uns contre les autres. »

Lorsqu'Al-Husseini lui offre de mettre sur pied des unités de combat musulmanes, l'Axe commence par décliner. En Afrique du nord, la mise sur pied d'un Afrika-Hilfskorps — une idée de Mussolini — tourna court après la défaite de Rommel. Mais dans les

Balkans, le projet finira par aboutir. Pendant tout le mois d'avril 1943, Al-Husseini sillonne la Bosnie et la Croatie et prend langue avec les responsables musulmans locaux. Il reçoit un soutien sans faille de Hafid Muhamed Pandža, un membre influent de l'Ouléma Mezlis, le plus haut organisme d'auto-administration des bosno-musulmans.<sup>{25}</sup> Jusqu'au milieu du mois d'avril 1943, 20 à 25 000 volontaires se sont annoncés pour grossir les rangs de la division SS,<sup>{26}</sup> dont les effectifs se monteront plus tard à 6 500 hommes.<sup>{27}</sup>

Ce n'est pas tant le poids militaire de cette division SS qui avait de l'importance, pour l'état-major SS, que son impact sur la propagande. « Pour la première fois, grâce à la création d'une division SS musulmane, le lien entre Islam et national-socialisme se fonde sur une base solide et visible de tous, car la division est orientée spirituellement et intellectuellement vers l'orient bien qu'étant nordique quant au sang et à la race. » Himmler s'est donné beaucoup de peine pour que la division soit dirigée selon les principes du Coran. Il avait toutefois refusé plusieurs fois ce traitement de faveur aux unités chrétiennes. C'est le général Edmund Glaise-Horstenau qui, lors d'un entretien avec le Reichsführer SS, a mis au jour les motivations profondes de ce comportement : « Himmler approuva sans réserve ma suggestion, que j'avais amenée avec précaution et timidité, que l'esprit de corps des SS devait être transmis aux recrues par le truchement de muftis de terrain. Il rejetait le christianisme en raison de son caractère trop doux. Par contre, l'espoir du paradis de Mahomet était propice aux vocations de héros, et donc à promouvoir avec la dernière énergie devant les Bosniaques<sup>{28}</sup>. » En accord avec le grand mufti, Himmler organise donc l'incorporation d'imams dans les unités de combat. Le ravitaillement correspondait au ravitaillement allemand standard, à l'exception du porc et de l'alcool. L'uniforme est islamisé : les soldats portaient l'insigne à tête de mort sur un fez.<sup>{29}</sup>

Lors de l'instruction de la division, un raté lourd de conséquences se produisit. La division est envoyée dans le sud de la France pour son baptême du feu, en été 1943. Dans le même temps, les partisans de Tito déclenchent une offensive majeure en Bosnie et des dizaine de milliers de musulmans prennent la fuite : les hommes voulaient rentrer chez eux pour faire rendre gorge à ces communistes sans foi ni loi. Mi-septembre, une mutinerie implique mille recrues musulmanes

et fait quelques victimes parmi les officiers allemands en plus de quinze musulmans<sup>(30)</sup>.

Ce n'est que fin février 1944 que la division Handjar regagne les Balkans. Elle est engagée dans les grandes manœuvres de nettoyage connues sous le nom de « Kugelblitz », en Bosnie centrale et orientale. À cette époque la troupe « n'a aucune miséricorde vis-à-vis des partisans de Tito et se signale par sa cruauté ».<sup>(31)</sup> 6 000 km<sup>2</sup> de territoire finirent par être mis en coupe réglée par la division Handjar et ainsi « en quelque sorte arrachées au régime de Pavelić<sup>(32)</sup> ». À la grande fureur de Zagreb, les musulmans sautèrent sur l'occasion pour faire « ouvertement de la propagande en faveur de l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine. »<sup>(33)</sup>

Courant 1944, Himmler organise deux autres unités SS musulmanes sur le modèle de la division Handjar, la division Kama en Croatie et la division Skanderbeg en Albanie. Cette dernière se composait essentiellement d'Albanais du Kosovo<sup>(34)</sup>. Skanderbeg et les guérilleros nationalistes albanais du mouvement Balli Kombetar persécutèrent sans pitié les populations serbes qui avaient le malheur de vivre au Kosovo. Selon diverses estimations, 70 000 à 120 000 Serbes furent déportés et 10 000 à 20 000 massacrés entre 1941 et 1945<sup>(35)</sup>. En 1943, Hermann Neubacher, représentant d'Hitler pour l'Europe du sud-est, écrivit que « lorsque les dirigeants oustachis prétendent avoir tué un million de serbes orthodoxes, je n'y crois pas, c'est une exagération. D'après les rapports que j'ai lus, le nombre de Serbes sans défense massacrés se monte à trois quarts de million. »<sup>(36)</sup>

Après la guerre, les musulmans SS (comme d'ailleurs tous les fascistes) ont été déportés par le gouvernement yougoslave. L'épuration a donné lieu à bien des représailles spontanées et extrajudiciaires. Plus de 7 000 de ces collabos sont tombés dans les geôles des Alliés qui les ont extradés vers l'Union Soviétique, où ils ont trouvé la mort, à ce qu'on rapporte.<sup>(37)</sup> Le gouvernement de Tito monta un procès en crimes de guerre contre le grand mufti Al-Husseini et exigea son extradition. Les puissances occidentales (sur le territoire desquelles le suspect se trouvait) se sont toutefois refusées à collaborer avec Belgrade pour ne pas mettre en péril leurs intérêts pétroliers dans les pays arabes.<sup>(38)</sup>

## Izetbegović et les Frères musulmans

Izetbegović s'est-il enrôlé dans la division SS Handjar pendant la guerre ? La question reste ouverte. On l'affirme souvent en Serbie, mais malgré des enquêtes assidues auprès des historiens et des commentateurs politiques, nous n'avons pu en établir la preuve formelle. L'indice le plus sérieux à l'appui de cette assertion se trouve dans les mémoires d'Elie Wiesel : « Est-ce dans un reportage publié par *Yedioth Ahronoth* que j'ai vu une photo le montrant avec des membres des divisions SS sous le règne des Oustachis ? », se demande le survivant d'Auschwitz. Troublé, il ajoute : « Était-ce un faux ? »<sup>(39)</sup>

Malheureusement, Elie Wiesel ne mentionne pas la date de publication du journal, ce qui rend la vérification difficile. Ce doit être durant la première phase de la guerre civile en Bosnie, lorsque l'opinion publique israélienne était encore très hostile aux continuateurs de la politique nazie à Sarajevo (et à Zagreb). Cependant que Wiesel et d'autres notables juifs américains de premier plan œuvraient déjà, avec les faucons interventionnistes de Washington, à la création d'un mouvement d'humeur favorable à une intervention militaire « pour sauver les musulmans » en Bosnie.

Revenons à Izetbegović. En 1946, il est jeté en prison. Mais pas pour s'être enrôlé dans la division SS Hanjar. Non, c'est d'incitation à la haine raciale et religieuse qu'on l'a trouvé coupable.

Et à juste titre. Depuis 1941 (il avait 16 ans), il appartenait aux Jeunes Musulmans (JM — en serbo-croate, *Mladi Muslimani*), une organisation fondée en 1928 en Égypte par Hassan Al-Benna en même temps que les Frères musulmans (FM).<sup>(40)</sup> Al-Benna voyait dans les organisations juives d'Israël et d'ailleurs un modèle pour les Frères musulmans, déjà frappés d'interdiction à l'époque à cause de la radicalité de leurs prises de position. Les deux organisations s'étendirent, au cours des années qui ont suivi, à plusieurs pays et régions musulmanes, mais en Bosnie seuls les *Mladi Muslimani* se maintinrent. Dans ses contacts ultérieurs avec les FM, Izetbegović déclara que les deux organisations « partagent la même vision du monde. »<sup>(41)</sup>

Cette identité idéologique est lourde de signification, car les FM

sont aujourd'hui à bon droit considérés comme le germe de l'ensemble du terrorisme islamiste. Après la prise de pouvoir de Gamal abd-el-Nasser en Égypte, cette organisation extrémiste a été interdite plusieurs fois et son théoricien le plus éminent, Seyyid Qutb, emprisonné au Caire en 1966. Son frère a fui en Arabie Saoudite et enseigné à l'université de Djedda, où il a participé à la diffusion de textes interdits — entre autres devant un jeune étudiant nommé Oussama ben Laden. Embastillé, Qutb était « le héros intellectuel de tous ces groupes qui se sont joints à Al-Qaïda par la suite, leur Karl Marx, leur Führer », résume Paul Berman dans le *New York Times*<sup>(42)</sup>. En tous les cas c'est des FM que sont nées des organisations comme le Hamas en Palestine et le Djihad islamique en Égypte. L'homme fort de ces djihadistes égyptiens, Ayman Al-Zawahiri, a envoyé des combattants dans les Balkans dans les années 90 et il s'est acoquiné avec ben Laden plus tard.

Les Frères musulmans ont formé le milieu intellectuel qui a inspiré nombre de jeunes musulmans dont le jeune Izetbegović. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la majorité des JM se sont ralliés à la milice du dirigeant musulman Muhamed Pandža, qui recrutait aussi des soldats pour la division Handjar. La milice Pandža s'engageait, comme la division Handjar, pour une Bosnie indépendante et combattait, pour cette raison, non seulement les partisans mais aussi les oustachis. Izetbegović a prétendu n'avoir pris part qu'à des « activités subversives » à Sarajevo, mais a affirmé ensuite qu'il était devenu le « membre le plus connu des Jeunes Musulmans ».<sup>(43)</sup>

Après la victoire des partisans de Tito, des condamnations à mort furent prononcées contre les membres des JM. Avec trois ans de prison, Izetbegović s'en tirait plutôt bien. Sa condamnation ne se fondait pas sur ses activités d'avant 1945, mais sur celles qui avaient suivi : il était fondateur et rédacteur en chef d'un journal, *El Mudzahid*, où avait paru un poème qui n'était pas signé nommément et qui appelait à la guerre sainte. On y lit entre autres : « La fraternité musulmane nous unit, nous méprisons la mort et nous nous jetons dans la mêlée. Le temps est venu, en avant, les héros, au djihad ! Nous partons au djihad ! »<sup>(44)</sup>

## **La Déclaration islamique**

Après son élargissement, Izetbegović fait le tour de ses partisans. Dans les années cinquante, il réunit clandestinement de jeunes musulmans, « communique avec des étudiants arabes, établit des contacts à l'étranger, rédige des articles, organise des discussions et des exposés » écrira Ismet Kasumagić, membre des JM, et qui hébergeait ces réunions.<sup>[45]</sup>

C'est probablement à la fin des années soixante que ce cercle se met à travailler à une déclaration programmatique, qui sera finalement publiée sous la signature d'Izetbegović, mais qui est en fait un travail commun avec Omer Behmen : *Islamska Deklaracija* — la *Déclaration islamique*.<sup>[46]</sup>

Izetbegović lui-même affirme que le premier brouillon était déjà prêt en 1969. Du côté serbe, la première publication retenue, en samizdat en Bosnie, remonte à 1970<sup>[47]</sup>. Adnan Buturović, biographe et critique d'Izetbegović, prétend avoir mis au jour que le document n'a paru qu'en 1989 à Belgrade, ce qui ne tient pas la route, puisque le magazine londonien *South Slav Journal* l'a publié *in extenso* en 1983.<sup>[48]</sup> Plus tard, Izetbegović a dit avoir écrit sa part de la Déclaration en se basant sur *Dileme oko islama (Les Dilemmes de l'islam)* du théoricien le plus radical des Frères musulmans, Seyyid Qutb, qu'il a fait connaître à Belgrade en 1973.

Il s'avéra que le fondamentalisme traduit par les œuvre de Qutb correspondait à la vision qu'en avaient ses admirateurs balkaniques. Au milieu de la *Déclaration islamique*, on parle ainsi du « principe de l'ordre musulman, c'est-à-dire de l'unité de la religion et de la politique [...] » Cet intégrisme aboutit à l'intolérance au sein même de la communauté musulmane : « la définition globale de l'ordre musulman, c'est : l'unité de la religion et de la loi, de l'éducation et de la force, des idéaux et des intérêts, de la société spirituelle et de l'État [...] en somme, le musulman n'existe pas en tant qu'individu ». Il y a aussi une déclaration de guerre à l'intention des autres communautés : « il ne saurait y avoir ni paix ni coexistence avec les communautés ou les organisations internationales non musulmanes ». Izetbegović prêche « le combat visant à la création d'une grande Fédération islamique, du Maroc à l'Indonésie, d'Afrique noire en Asie centrale ». Les sociétés mixtes entre musulmans et non-musulmans sont à bannir, aussi bien : « le mouvement islamiste

devrait — doit — non seulement prendre le pouvoir sur le gouvernement non musulman dès que son poids moral et numérique le permet, mais aussi créer un nouveau pouvoir islamiste. » Un État ou une union d'États de ce genre ne saurait être laïcs, mais s'orienter vigoureusement vers la religion : « C'est un fait établi que tout ce qui s'est fait de grand et digne de mémoire dans l'histoire des peuples musulmans l'a été sous la bannière de l'Islam [...] La Turquie islamique dominait le monde, la Turquie d'aujourd'hui est un État de troisième classe, une contrefaçon de pays européen. » Izetbegović voit dans le Pakistan le modèle à suivre. Pour contrer l'influence mortifère de l'Occident, Izetbegović recommande une mise au pas fondamentaliste de la vie publique : « L'éducation du peuple — et en particulier les mass media, presse, radio, télévision, cinéma — devraient être dans les mains de gens dont la moralité islamique et l'autorité intellectuelle ne fasse pas de doute. Les médias ne doivent pas, comme si souvent, tomber entre les mains de gens pourris et dégénérés qui imposent à d'autres leur propre anomie et le vide de leur vie. »

Il n'est pas étonnant qu'Izetbegović en arrive rapidement à des tirades d'incitation à la haine contre Israël : « Nous ferions volontiers la différence entre Juifs et sionistes si eux-mêmes la faisaient [...] Mais tant qu'ils resteront sur leur piédestal (ce qui paraît probable à vues humaines) il n'y a qu'une solution pour le mouvement islamiste et pour tous les musulmans du monde : continuer le combat, l'élargir et le faire durer jour après jour, année après année, tant qu'il y a aura des victimes et aussi longtemps que cela devra durer, jusqu'à ce qu'ils soient forcés de rendre chaque pouce de la terre qu'ils ont volée. Chaque négociation, chaque compromis qui met en jeu les droits élémentaires de nos frères palestiniens est une trahison, et cette trahison menace de jeter bas le système moral sur lequel repose notre monde ».

Quiconque aurait écrit ces lignes eût instantanément et à bon droit été taxé d'antisémitisme. Izetbegović a d'ailleurs été condamné en 1983 en Yougoslavie à 14 ans de prison en relation avec la *Déclaration islamique* (il n'en a purgé que cinq). Mais cela n'a pas entaché sa réputation en Occident. Ceci est d'autant plus étonnant que la *Déclaration* a reparu en 1990, à Sarajevo, aux éditions Bosna. Et

même en version anglaise. Mais aucun envoyé spécial n'a paru s'y intéresser.

« La reconnaissance d'un État bosniaque indépendant et souverain en 1992 par l'OTAN n'a pas permis la naissance d'un nouvel État, mais celle de la guerre civile. »

(Henry Kissinger<sup>(1)</sup>)

### CHAPITRE III

## « Un terrorisme d'une ampleur effroyable »

COMMENT LES FANATIQUES MUSULMANS ONT FONDE UN ÉTAT EN BOSNIE, EN 1992, GRÂCE À L'AIDE DES OCCIDENTAUX

En 1984, les Jeux Olympiques de Sarajevo ont marqué l'apogée du modèle yougoslave : une ville où les musulmans appelés à la prière par le muezzin croisaient des Juifs dans la rue, à quelques pas d'une église chrétienne ; une métropole qui scintillait dans la splendeur blanche des montagnes avoisinantes et où, le soir, des rumeurs dignes des Mille et Une nuits sortaient des cafés et des tavernes de la vieille ville, la *Baščaršija* ; le mélange de l'Orient et de l'Occident, de désinvolture polyglotte et de conscience historique chevillée au corps — où ailleurs, dans le monde, l'idéal olympique se serait-il trouvé mieux à sa place que dans ce temple du multiculturalisme ? On ne connaissait pas ce concept encore, mais c'est ce que voulait dire, au fond, le slogan de Tito, *Bratstvo i Jedinstvo* (*Fraternité et Unité*).

### L'héritier des *Mlada Bosna*

Un courant moderne de l'islam, loin du fondamentalisme, a fleuri à Sarajevo. Un mouvement qui faisait déjà concurrence à l'Islam orthodoxe au début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi que parmi les conjurés du groupe *Mlada Bosna* (la Jeune Bosnie<sup>(2)</sup>) qui ont préparé l'attentat

de Sarajevo le 28 juin 1914 contre François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, se trouvait un jeune musulman, Muhamed Mehmedbašić. Ce groupuscule ne poursuivait en aucune façon des objectifs grand-serbes, comme on le lit souvent, mais yougoslaves — l'autodétermination des peuples balkaniques. Devant les juges, Gavrilo Princip, l'assassin du prince, dira : « je suis un nationaliste yougoslave, je m'engage pour l'unité des Yougoslaves. »<sup>[3]</sup> Pendant la Seconde Guerre mondiale, les partisans communistes ont eux aussi réussi à recruter des combattants issus de tous les groupes ethniques. La première unité musulmane de la résistance titiste a atteint la taille d'un bataillon en 1941.<sup>[4]</sup>

Bien que l'orientation pro-yougoslave ait été d'abord minoritaire parmi les musulmans, il y avait aussi des régions où il avaient le dessus, comme dans le district occidental de Bihać. « Il s'agit d'une enclave musulmane au milieu de territoires majoritairement peuplés de Croates et de Serbes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les musulmans y ont participé bien plus activement à la résistance contre les fascistes, avec les Serbes, que partout ailleurs en Bosnie. »<sup>[5]</sup>

Après la Seconde Guerre mondiale, les musulmans favorables à l'idée yougoslave crûrent en nombre. Ils considéraient la religion comme relative à la sphère privée et ne considéraient pas condamnable de se mélanger à d'autres peuples culturellement parlant ou par le mariage. La croissance économique qui s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 70 n'était sans doute pas pour rien dans leur loyauté à l'État multiethnique. La faiblesse du fondamentalisme musulman dans les mentalités ressort du comportement matrimonial : dans les années quatre-vingt, un enfant bosniaque sur cinq naissait d'un mariage mixte et se définissait plus tard, dans les recensements, comme « Yougoslave ». Lors du recensement de 1991, 8 % des habitants de la République fédérée de Bosnie l'ont fait, avec des pics dans les grandes villes comme Tuzla (21 %), Sarajevo (18 %) et Banja Luka (16 %).<sup>[6]</sup> Lorsque Tito a fait de « Musulman » une nationalité (en 1968 en Bosnie, en 1971 dans le pays tout entier<sup>[7]</sup>) a-t-il voulu accélérer la yougoslavisant des musulmans ou la régression du fondamentalisme est encore sujet à controverse. Tout d'abord, le président (au titre largement honorifique) Moša Pijade s'était opposé à cette mesure, peut-être parce qu'en tant que Juif il avait eu

l'expérience de la dureté que les musulmans avaient manifestée à l'égard des Juifs et des Serbes pendant la Seconde Guerre mondiale.<sup>(8)</sup>

L'érosion du modèle yougoslave a commencé, au plus tard, en 1980, à la mort du flamboyant fondateur de l'État. Cela ne s'est pas tout de suite vu en Bosnie ; Au Kosovo, par contre, un soulèvement albanais éclata en 1981, que Belgrade dut réprimer avec des blindés. Des tendances sécessionnistes commencèrent à se manifester, surtout dans les Républiques les plus riches, à cause de la dette extérieure en croissance continue. La Croatie et la Slovénie, avantagées par la géographie, disposaient de devises en abondance grâce à un secteur touristique florissant. Elles ont manifesté leur volonté de quitter l'État fédéral pour échapper aux créanciers de ce dernier et à la pression croissante des intérêts.

Les tendances centrifuges étaient déjà difficilement maîtrisables de l'intérieur. Mais elles ont échappé à tout contrôle dès que le soutien extérieur disparut. L'Allemagne réunifiée a joué un rôle fatal en soutenant, dans cet effondrement, toutes les forces politiques qui avaient jadis collaboré avec l'Allemagne nazie : les nationalismes croates et grand-albanais de même que le fondamentalisme musulman.

## **La dissidence allemande**

Lors des premières élections multipartites dans les Républiques yougoslaves, en avril 1989, les partis sécessionnistes ont pris le pouvoir en Slovénie et en Croatie. En Occident, on a commencé par ne voir que les dangers de l'éclatement de la Fédération. L'indépendance, proclamée par les deux Républiques le 25 juin 1991, n'a été reconnue ni par la Communauté (l'Union dès 1992) européenne ni par les USA. Le Premier ministre britannique, John Major, déclare alors : « Le but premier est de maintenir la Fédération en Yougoslavie. »<sup>(9)</sup> L'Allemagne, soutenue par l'Autriche et par le Vatican, entra en dissidence par la voix du ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, et proclama qu'elle « ne transigerait pas avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et avec les droits des minorités ». En août 1991, Bonn bloque tous les crédits consentis à la Yougoslavie, en n'approuvant plus que les

crédits Hermes pour la Slovénie et la Croatie<sup>(10)</sup>. Le service de renseignements fédéral allemand s'engage massivement dans la contrebande d'armes à destination des séparatistes, et l'escalade des escarmouches et des combats commence pendant l'été 1991, surtout en Croatie.<sup>(11)</sup>

En automne 1991, un nouveau duo se propose de sauver ce qui pouvait encore l'être dans les Balkans : l'Américain Cyrus Vance et le Britannique Lord Carrington se sont préoccupés de la situation militaire en Bosnie, déjà instable mais pas encore menaçante. « Vance et Carrington ont refusé les demandes allemandes. Les deux m'ont rapporté plus tard qu'ils ont averti sans équivoque leur vieil ami et collègue Hans-Dietrich Genscher qu'avec la reconnaissance de la Croatie, il déclencherait une réaction en chaîne qui aboutirait tôt ou tard à la guerre en Bosnie. Une reconnaissance de la Croatie forcerait la Bosnie à suivre l'exemple et à se déclarer indépendante... » déclare rétrospectivement l'envoyé américain dans les Balkans, Richard Holbrooke<sup>(12)</sup>. Le secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, s'est engagé, lui aussi, en écrivant à Genscher le 14 décembre 1991. « Je pars du principe que [...] vous avez entendu parler de notre préoccupation majeure : ce qu'ont dit les présidents de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine, et beaucoup d'autres après eux, c'est-à-dire qu'une reconnaissance précipitée des nouvelles Républiques pourrait déclencher l'élargissement d'un conflit à l'ensemble de la région. Un tel développement aurait des conséquences tragiques pour l'ensemble des Balkans et mettrait en péril mes efforts et ceux de mes envoyés qui tentent de réunir les conditions d'un règlement pacifique en Yougoslavie. »

La préoccupation de de Cuellar était pleinement justifiée en Bosnie, puisque cette petite république multicolore était une sorte de Yougoslavie en miniature, de par son mélange de populations. Les Musulmans représentaient une majorité relative mais pas absolue de sa population (à peine 44 % de 4,3 millions d'habitants). Les Serbes suivaient avec plus de 31 %, puis les Croates avec plus de 17 %. La situation se compliquait encore par le fait que le tiers de Serbes que comptait la Bosnie étaient propriétaires d'environ 60 % des terres<sup>(13)</sup>, alors que les Musulmans plus nombreux se concentraient dans les villes, dans un espace plus restreint — en tant que descendants de

l'élite administrative ottomane. Comment est-ce que cette « petite Yougoslavie » aurait pu se maintenir après l'effondrement de la grande ?

## **Le retour des Jeunes Musulmans**

Les Musulmans bosniaques fondent en 1991 leur première association d'envergure qui prend la forme d'un parti national. Les Serbes et les Croates suivent. Le nom du parti (SDA pour *Stranka Demokratske Akcije* — parti de l'action démocratique) ne fait pas immédiatement penser à l'extrémisme nationaliste, tout comme le programme : l'un des objectifs proclamés du parti était « le maintien de la Yougoslavie en tant que libre communauté de peuples, respectivement comme une union d'Etats maintenant les frontières actuelles<sup>(14)</sup>. » Mais il faut encore considérer que le Parlement bosniaque avait d'abord interdit la formation de partis basés sur la nationalité, lorsque le multipartisme a été introduit en janvier 1990, afin d'éviter une polarisation ethnique dans la République<sup>(15)</sup>. Ce papier faisait donc montre de patience, et, si on ne se laisse pas berner par les belles paroles, il y a des choses qui font réfléchir lorsqu'on regarde d'un peu plus près les forces en présence au sein du parti. Les Musulmans laïcs du parti ont tout de suite été mis sous la pression d'une fraction de « durs », qui s'étaient choisis Izetbegović comme chef. C'étaient les mêmes personnes qui avaient fondé l'aile bosniaque des Jeunes Musulmans pendant la Seconde Guerre mondiale, l'avaient fait fonctionner dans l'illégalité à partir de 1945 et avaient rédigé la *Déclaration islamique*. Cinq camarades d'Izetbegović, condamnés avec lui pour incitation à la haine en 1983, ont tout de suite fait partie du Comité exécutif, la plus haute instance du SDA<sup>(16)</sup>.

Izetbegović ne faisait pas mystère de ses vues. Voici ce qu'il en disait en 1991 : « ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de fondamentalisme aujourd'hui qu'il n'y en aura jamais. Dans une Bosnie libre et souveraine, il n'y en aurait pas, mais si quelqu'un tente de nous enlever ce pays, alors il ne s'agira plus de fondamentalisme, mais de terrorisme qui n'aura pas de fin. Ils sont des dizaines de milliers, ces jeunes Musulmans qui n'accepteront pas qu'on leur

prenne leur foyer et qui sont prêt à rendre les coups avec un terrorisme d'une ampleur effroyable.<sup>[17]</sup> »

Adil Zulfikarpašić, représentant d'Izetbegović au comité du SDA, a commencé par être le porte-parole de l'aile laïque du mouvement. Zulfikarpašić venait d'une vieille famille noble et influente de Foča, il avait combattu en 1941-1945 parmi les partisans et, à 27 ans, il était devenu représentant du ministre du Commerce au sein de la République fédérée. Émigré en 1950 en Suisse, il avait suivi une brillante carrière dans le commerce et n'était rentré dans son pays qu'en 1990. Il se rendit compte avec effroi que parmi la majorité des 300 000 membres du SDA, les discours et les symboles de l'Islam radical dominaient. « Quand les gens retenaient leur respiration, cela faisait comme un bruit de char d'assaut, c'était incroyable. Il y avait des chœurs, des drapeaux verts, des appels, on criait « mort à Vuk !<sup>[18]</sup> », « longue vie à Saddam Hussein ! », il y avait des portraits de Saddam Hussein, des gens vêtus de costumes arabes, de centaines de drapeaux verts<sup>[19]</sup>. »

## L'épuration du parti

Le politicien musulman le plus populaire n'était de toute façon ni Zulfikarpašić ni Izetbegović, mais Fikret Abdić, originaire de la région de Bihać où les musulmans avaient soutenu les Partisans pendant la Seconde Guerre mondiale (voir ci-dessus). Non loin, à Velika Kladuša, Abdić fonde la société d'État Agrokomerc dans les années 1980. Bien que sa réputation d'homme d'affaires ait eu à souffrir de quelques égratignures (sa société souffrant d'un passif de 500 millions de dollars, Abdić avait fini en prison) il était resté populaire dans la région. Lors des élections à la présidence bosniaque en novembre 1990, il avait obtenu 250 000 voix de plus que son camarade de parti Izetbegović — un exemple qui montre bien qu'à l'époque, le fondamentalisme n'était pas majoritaire.<sup>[20]</sup>

On voyait les choses autrement, au Parti. En septembre 1990, un congrès extraordinaire a exclu Zulfikarpašić et ses partisans par 272 voix contre onze. Le parti était dès lors aux mains des extrémistes : lors de la première assemblée du parti en décembre 1991, « les représentants de l'idéologie jeune-musulmane étaient les

plus forts »<sup>[21]</sup>.

À la mi-1991 — on se battait déjà en Croatie, mais l'ordre régnait encore en Bosnie — les forces musulmanes cherchèrent à s'allier aux Serbes. Couvert par Izetbegović, Zulfikarpašić (bien que déjà exclu du SDA) rencontra Radovan Karadžić et Momčilo Krajišnik, qui étaient déjà les dirigeants du nouveau parti bosno-serbe SDS. Zulfikarpašić se souvient : « Je voulais une certaine indépendance pour la Bosnie, mais une Confédération avec d'autres États était une option acceptable, dans mon esprit. Même une union avec la Serbie, le Monténégro et la Macédoine seuls. Nous nous sommes mis d'accord là-dessus après de longues discussions. Le représentant serbe et moi-même sommes allés dans le bureau d'Izetbegović, car nous étions tous dans la maison du président. Il accepta aussi qu'on mette notre accord sur papier sous le titre « Convention historique » et qu'on le signe. Il a été voir Milošević, et Izetbegović après son voyage aux USA. La situation se détendait. La majorité du SDA était pour une solution pacifique du conflit avec les Serbes, mais voulait pouvoir le présenter comme un succès. La nervosité du groupe islamiste qui était autour d'Izetbegović — et d'Izetbegović lui-même — a grandi. Alors que j'expliquais cet accord à la télévision, j'ai reçu un fax qui disait « Izetbegović dénonce l'accord ».<sup>[22]</sup> »

Grâce au compromis négocié par Zulfikarpašić, la guerre, les déportations et la misère auraient été évitées. Pourquoi Izetbegović a-t-il trahi sa parole et a-t-il changé d'avis ? « A-t-il reçu des assurances du Congrès, lors de son voyage aux États-Unis, lorsqu'il a parlé à des membres du législatif, pour une reconnaissance de droit public ou même pour une aide militaire en Bosnie-Herzégovine en cas de déclaration d'indépendance ? »<sup>[23]</sup>

En tous les cas, le SDA, sous la présidence d'Izetbegović, a exclu tout accord avec les Serbes. Afin de maintenir le fragile équilibre entre communautés en Bosnie-Herzégovine, la Constitution prévoyait que toute décision importante ne se prenait pas à la majorité simple, mais nécessitait l'accord des trois communautés. Cette disposition a été violée lors de la sécession de la Bosnie (octobre 1991) : les députés musulmans et croates ont réuni une courte majorité sur les Serbes et ceux-ci ont quitté la session du Parlement.<sup>[24]</sup> Par la suite, les Serbes ont boycotté le référendum de février 1992 à presque 100 %.

Izetbegović avait échauffé le climat avant la votation. « Je sacrifierais la paix pour l'indépendance de la Bosnie, mais jamais la souveraineté de la Bosnie pour la paix. »<sup>{25}</sup>

Dans la droite ligne de ce maximalisme, Izetbegović a laissé passer une seconde et dernière chance pour la paix en mars 1992 : l'accord de Lisbonne. Des représentants des trois communautés — dont les Serbes — s'étaient mis d'accord, sous l'égide de l'UE, sur un moyen terme entre l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et la provincialisation du nouvel État, et cela en respectant le principe de proportionnalité de chaque communauté. Après qu'Izetbegović eut quitté la capitale portugaise, Warren Zimmermann, alors ambassadeur US à Belgrade, lui répéta : « Si tu n'aimes pas cet accord, pourquoi le signer ? »<sup>{26}</sup>

Bien que le référendum ait été boycotté par les Serbes, bien que le compromis de Lisbonne ait été jeté aux orties, l'État sécessionniste de Bosnie a été reconnu le 6 avril 1992 par les plus importants États de l'OTAN. La guerre civile éclata aussitôt, chaque groupe ethnique tentant de contrôler le plus grand territoire possible. Henry Kissinger reconnaît rétrospectivement que « la reconnaissance d'un État bosniaque indépendant et souverain en 1992 par l'OTAN n'a pas permis la naissance d'un nouvel État, mais celle de la guerre civile. »<sup>{27}</sup>

## **Abdić, un espoir pour la paix**

Izetbegović ne pouvait donner libre cours à la guerre qu'après avoir neutralisé son plus grand adversaire, Abdić. Dans un premier temps, il ne parvint pas à faire exclure Abdić du SDA, comme Zulfikarpašić avant lui. Mais Izetbegović prit la présidence du Conseil bien que ce soit Abdić qui ait réuni le plus grand nombre de voix lors de cette élection<sup>{28}</sup>. Pourquoi Abdić renonça-t-il à son investiture ? Ce n'est toujours pas très clair. Il est très probable qu'après les élections de novembre 1990, on ait usé de violentes formes de pression pour lui faire signer une déclaration de renonciation. Il disparut de la circulation pendant une semaine, probablement gardé au frais par la garde rapprochée d'Izetbegović, opportunément nommée Handjar.<sup>{29}</sup> Il reconnaît lui-même avoir laissé la présidence à Izetbegović « le

pistolet sur la tempe » — sans préciser s'il faut interpréter cette expression littéralement.<sup>(30)</sup>

C'est ainsi qu'après que la guerre eut éclaté, Abdić n'a pu mettre ses compétences en œuvre qu'en province, et pas dans le centre décisionnel, Sarajevo. Il a toujours réussi à empêcher l'édification de barricades par les habitants de Bihać, et après la prise de contrôle de Bijeljina, en Bosnie orientale, par les milices serbes, il est entré en pourparlers directement avec leur chef (Arkan) et il en a obtenu la fin du bain de sang et le respect des vies musulmanes.<sup>(31)</sup>

Ulcéré par l'intransigeance d'Izetbegović, Abdić a démissionné du Conseil en 1993 pour fonder une région autonome dans sa patrie de Bosnie occidentale et pour passer des traités de paix séparés avec les Serbes et les Croates. En septembre 1993, 80 % des 200 000 citoyens de la région de Bihać et Velika Kladuša — presque tous de religion musulmane — acceptèrent cette proposition par référendum. La région a échappé à la guerre qui a suivi, formant un « Liechtenstein bosniaque<sup>(32)</sup> » de par ses bonnes relations (et un commerce prospère) avec ses ennemis d'un an.

La suite du destin d'Abdić est tragique. En novembre 1994, des unités du V<sup>e</sup> Corps d'armée musulman entrent chez leurs coreligionnaires à Velika Kladuša. Entre 50 et 80 000 personnes fuient ces « libérateurs » pour trouver refuge dans la partie serbe de la Bosnie, la Republika Srpska.<sup>(33)</sup> Abdić a, lui, trouvé refuge en Croatie. Des pressions occidentales le feront jeter en prison pour vingt ans sous le grief de crimes de guerre.<sup>(34)</sup>

Résumons-nous. Seule l'aide de l'Occident, en particulier de l'Allemagne, a permis aux forces séparatistes d'arriver à leurs fins — l'éclatement de la Yougoslavie. Et seule l'aide de l'Occident, en particulier des États-Unis, a permis aux forces fondamentalistes d'Izetbegović de prendre le pouvoir en Bosnie, et d'obtenir la majorité aux consultations électorales.

Par la suite, il se révélera fatal d'avoir ainsi installé Izetbegović et d'autres « durs » aux commandes — les compagnons d'armes des Jeunes Musulmans, les rédacteurs de la *Déclaration islamique* : Omer Behmen et Husein Živalj, condamnés avec Izetbegović en 1983, deviendront ambassadeurs à Téhéran et à Vienne, plaques tournantes du trafic d'armes ; de même Hassan Čengić, qui deviendra ministre de

la Défense et donc coordinateur de tous les crimes ; son frère Mohammed, vice-Premier ministre ; Muhamed Sacirbey, fils de Nedžib Šaćirbegović, emprisonné avec Izetbegović en 1946, ambassadeur auprès des Nations-Unies.<sup>(35)</sup>

Voyons comment fonctionne ce réseau.

« *Un pacte avec le diable.* »

*(Richard Holbrooke, émissaire des États-Unis pour la Bosnie, à propos de la collaboration avec le gouvernement des guerriers de Dieu)<sup>41</sup>*

## CHAPITRE IV

### **Vienne, la plaque tournante**

L'ATTENTAT CONTRE LE WORLD TRADE CENTER EN 1993 ET LE DÉBUT DU TRAFIC D'ARMEMENT À DESTINATION DES MUSULMANS DE BOSNIE.

On peut distinguer plusieurs phases dans la guerre civile bosniaque. D'avril 1992 à la fin de l'année, les Serbes ont connu de grands succès contre les Croates et les Musulmans ligüés et ont pu unir tous les territoires peuplés auparavant de Serbes pour former un nouvel État, la Republika Srpska (République serbe). Une guerre de positions a suivi, sans grands progrès. Puis la guerre entre Croates et Musulmans a pris le devant de la scène en novembre-décembre 1992. Cela ne s'est arrangé qu'au printemps 1994, sous la pression des États-Unis, avec la création de la Fédération croato-musulmane. Au début les 6 000, puis les 22 000 Casques bleus de la FORPRONU n'avaient que le mandat de protéger des livraisons d'aide humanitaire. À la fin de l'été 1994, des instructeurs US se sont mis au travail pour former l'armée croato-musulmane. Forts de cette compétence, ils lancent l'offensive de 1995, par laquelle les territoires serbes de Croatie (Slavonie occidentale et Krajina) sont conquis, puis la Bosnie occidentale. Au cours de la dernière phase de combat, en août 1995, l'OTAN assure un soutien aérien massif aux troupes de la Fédération. Lors de la signature des accords de Dayton, aux États-Unis, les Serbes renoncent à une grande partie de leur territoire historique ; mais en obtenant 49 % du territoire, ils en reçoivent une proportion plus grande que celle de leur population par rapport à la population totale

en Bosnie. Immédiatement après la signature du traité, la force d'occupation commandée par l'OTAN (IFOR — Implementation Force, plus tard SFOR — Stabilization Force) prend position en Bosnie-Herzégovine pour éviter toute reprise des combats.

## **Le coupable, c'est toujours le Serbe**

Au début des années quatre-vingt-dix, on ne parlait ni d'Al-Qaïda, ni d'Oussama ben Laden, ni de djihadistes. Les médias occidentaux ont à tout moment fourré la hache du bourreau entre les mains du Serbe. Voilà qui a débouché sur de curieuses perles politiques. « Ce sont les Serbes ? Les Serbes ont largué une bombe ? » voilà ce qu'a demandé Anthony Lake, conseiller à la sécurité de Clinton, lorsque des bombes de gaz ont explosé dans le World Trade Center.<sup>(2)</sup> Six morts et plus de mille blessés.

Si les services secrets américains avaient travaillé un peu plus attentivement, à cette époque, il auraient pu établir de tout autres liens entre les poseurs de bombes et les acteurs de la guerre dans les Balkans. Pas avec les Serbes. Avec les Musulmans. Comme cerveau de ces attentats on a désigné Omar Abdel-Rahman, dit « le cheikh aveugle », qui a exercé son travail de prédicateur de la haine à New York pendant des années, malgré son passé de terroriste en Égypte. Quoi qu'il en soit, des conversations téléphoniques ont été enregistrées entre le cheikh aveugle et le quartier général viennois de la Third World Relief Agency (TWRA)<sup>(3)</sup> au cours desquels il organisait la contrebande d'armement pour les musulmans de Bosnie. La police autrichienne a établi des procès-verbaux d'interrogatoire du cheikh et des membres du conseil d'administration de la TWRA. Ces dépositions sont concordantes<sup>(4)</sup>, et on dit qu'un « service secret de Washington » a fait de même<sup>(5)</sup>. D'après les dépositions de Robert Walker, un fonctionnaire du FBI, l'attentat de 1993 contre le World Trade Center aurait transité par la TWRA.<sup>(6)</sup>

## **TWRA : Frères Musulmans et trafiquants d'armes**

La TWRA, une soi-disant organisation d'aide humanitaire, est fondée en 1987 par les frères soudanais Fatih et Sukarno Hassanein.

Fatih a dirigé l'organisation dès sa fondation. Il avait fait la connaissance d'Izetbegović à Belgrade en 1964 déjà — il le dit lui-même.<sup>[7]</sup> Il fera plus tard le lien entre les conjurés jeunes-musulmans en Bosnie et les représentants internationaux des Frères Musulmans. Il a collaboré à la rédaction de la *Déclaration islamique*<sup>[8]</sup>.

L'employé de l'Erster Österreichischer Bank qui était chargé du dossier TWRA a décrit ce diplomate soudanais comme « le porteur d'eau » du président Izetbegović : « Quand le gouvernement bosniaque lui disait qu'il avait besoin de farine, il apportait de la farine. Quand ils lui disaient manquer d'armes, il apportait des armes.<sup>[9]</sup> » Haris Silajdžić, ministre des Affaires étrangères bosno-musulman, signe en 1992 une procuration pour l'Erster Österreichischer Bank afin de permettre à Hassanein d'ouvrir un compte pour couvrir ses activités illégales. En 1993, c'est Izetbegović lui-même qui écrit à la banque pour lui dire que Hassanein jouit de la pleine confiance de son gouvernement. D'ailleurs, à cette époque, il était officiellement accrédité comme attaché culturel du Soudan et il possédait le passeport diplomatique — ce qui lui permettait d'échapper aux enquêtes policières<sup>[10]</sup>. Voici le mot d'ordre de Hassanein : « Il est temps que la Bosnie devienne la Bosnie musulmane. S'il n'en va pas ainsi, la guerre n'aurait servi à rien, nous aurons combattu pour rien.<sup>[11]</sup> »

Hassanein était la courroie de transmission entre Izetbegović et Oussama ben Laden. Depuis la fin des années 1970, ce médecin était conseiller d'Hassan Al-Turabli, chef de file des Frères Musulmans au Soudan. C'est le Front Islamique National (FIN) issu de leurs rangs qui a pris le pouvoir en 1989 à la faveur d'un putsch, qui a donné à la Charia force de loi — et accueilli ben Laden dès 1991.

Les enquêteurs allemands et autrichiens ont trouvé, à la faveur d'une perquisition au quartier général de la TWRA, à Vienne en septembre 1995, des documents qui démontrent l'existence de transactions financières dès la fin des années 1980. « Le chef d'un service secret occidental a estimé que plus de la moitié des 350 millions de dollars [dont il a trouvé la trace] ont servi à acheter des armes destinées aux Musulmans de Bosnie, ou à acheter des fonctionnaires croates pour qu'ils ferment les yeux sur les armes de contrebande en transit » écrit le *Washington Post*.<sup>[12]</sup> L'argent provenait

essentiellement d'États fondamentalistes. Jusqu'en 1996, au moins douze millions de dollars sont arrivés de Malaisie, vingt millions de dollars d'Arabie Saoudite et cinq millions de dollars de Turquie.<sup>(13)</sup> Oussama ben Laden lui-même aurait fait des donations à deux reprises en faveur de la TWRA.<sup>(14)</sup> « À l'Erster Österreichischer Bank, on se souvient d'un diplomate saoudien qui est arrivé avec deux valises et les a vidées de leur contenu devant nous : cinq millions de dollars au comptant. »<sup>(15)</sup> Selon le rapport d'enquête de la commission du Congrès US sur le 11 septembre, ben Laden n'était pas qu'un donateur, mais aussi un « collaborateur » de TWRA.<sup>(16)</sup>

Les sommes livrées à TWRA se montent, selon des sources serbes, à 80 millions de dollars en 1992, à 231 millions de dollars un an plus tard, à 39 millions de dollars en 1994-1995, et seraient même montées jusqu'au milliard en 1996 — la TWRA a dû interrompre ses activités cette année-là en raison de la perquisition.<sup>(17)</sup> D'après des sources proches des services secrets bosniaques d'aujourd'hui, le FOSS, la TWRA aurait réuni, en tout, deux milliards et demi de dollars pour la Bosnie.<sup>(18)</sup>

## **Čengić et d'autres vieux camarades**

La partie opérative du travail de la TWRA était entièrement entre les mains de compagnons d'armes d'Izetbegović, remontant à l'époque des conspirateurs. Rien d'étonnant à cela : l'armement illégal — pardon : « l'organisation politique et militaire de la Bosnie » — avait déjà, selon son compagnon de route Kasumagić, été discuté et mis au point dans les années 70 et 80 lors des rencontres secrètes des Jeunes Bosniaques.<sup>(19)</sup>

À Vienne, Hassanein avait des contacts réguliers, depuis l'ambassade du Soudan, avec l'ambassadeur bosniaque et avec le vice-président de la TWRA, Husein Živalj. Ce dernier avait fait de la prison avec Izetbegović dans les années 1980, comme Hassan Čengić (voir ci-dessous). « Beaucoup de transactions ont été passées dans le cadre de l'ambassade bosniaque à Vienne », note un rapport d'enquête militaire hollandais sur les opérations de trafic d'armes.<sup>(20)</sup> En 1991 déjà — alors que la Bosnie était encore en paix — Živalj a secrètement effectué le transport d'une cargaison importante de

kalachnikovs et de munitions, avec l'amical soutien de Deli Mustafić<sup>(21)</sup>, ministre de l'Intérieur bosno-musulman. Cet homme faisait du bon travail : c'est à l'ambassade de Vienne qu'Oussama ben Laden a reçu son passeport bosniaque en 1993.<sup>(22)</sup>

D'ailleurs, Hassan Čengić siégeait au comité de la TWRA. Après la fondation du SDA, il avait pris le poste de Premier secrétaire du parti, organisé l'état-major de la nouvelle armée et avait collaboré à la mise sur pied d'unités illégales (v. chap. V).<sup>(23)</sup> Il a tissé la toile du commerce illégal par de nombreuses visites à Téhéran, a transporté lui-même une partie des armes dans son avion privé, jusqu'à Visoko, en Bosnie centrale, et il s'occupait enfin, à Zagreb (où il était imam à la mosquée<sup>(24)</sup>) des moudjahiddin en transit. À part cela, il était aussi vice-ministre de la Défense pour la Bosnie : tous les chemins mènent décidément à Čengić.

« Čengić a passé le plus clair de son temps, pendant la guerre [de Bosnie], entre Téhéran et Istanbul, où il s'est occupé de mettre en place la contrebande d'armement », écrit le *Washington Post*<sup>(25)</sup>. « Čengić a joué un rôle clef dans les fournitures d'armes », résume *Slobodna Dalmacija*. Tout était organisé comme une entreprise familiale. « Le père de Hassan, Halid Čengić [...] dirigeait la logistique de l'armée musulmane. L'essentiel des dons en pétrodollars du monde musulman et les livraisons d'armement et de matériel militaire aux unités musulmanes passaient par lui. Il a gagné tellement d'argent que c'est aujourd'hui l'un des Musulmans les plus riches qui soient »<sup>(26)</sup>, affirme une station de radio croato-bosniaque. Le clan Čengić contrôlait aussi les services secrets d'Izetbegović et travaillait en étroite collaboration avec les agents du VEVAK iranien — une configuration qui devait causer bien du souci à Washington plus tard. Mohammed, un autre fils de Čengić, agissant au nom du Premier ministre, a signé un traité militaire avec la Turquie en 1992<sup>(27)</sup>.

En 1992, la TWRA a établi des filiales, en marge de celles qui existaient à Sarajevo, à Budapest, à Moscou et à Istanbul — toutes des villes par lesquelles passaient soit le matériel soit les fonds impliqués dans les opérations de contrebande (v. chap. V).

Čengić a même réussi à prendre dans ses filets les Casques bleus déployés dès 1992 en Bosnie, sous le nom de FORPRONU. « La TWRA, sous ses ordres, a fait passer en contrebande des armes

légères pour 15 millions de dollars, avec l'aide d'unités turques et malaises de la FORPRONU. Par exemple, des soldats originaires du Bangladesh ont vendu de grandes quantités de munitions à l'armée de Bosnie-Herzégovine, et les ont déclarées « tirées durant les manœuvres » ; un bataillon originaire de Malte a utilisé 4 000 grenades, bien que ne disposant que de quatre grenadiers », rapporte un informateur des Nations Unies, sous couvert d'anonymat.

## **Les fonds saoudiens**

L'Arabie Saoudite a joué, aux côtés de TWRA, un rôle important dans le parrainage des achats d'armes. L'essentiel de son aide a transité par le Haut Comité saoudien pour le soutien à la Bosnie-Herzégovine. De riches Saoudiens y ont laissé 381 millions de dollars en liquide, le roi Fahd lui-même a donné 34 millions. Le gouvernement saoudien a versé 114 millions, les banques du royaume 75 millions de dollars<sup>{28}</sup>. Des sommes d'une ampleur encore inconnue sont parties d'organisations semi-publiques de coopération comme Muwafaq, Al-Haramayn, Global Relief Foundation (GRF) et Benevolence International Foundation (BIF — v. chap. XIV). L'organisation turque AMGT (en français : « Unification d'un nouvel état d'esprit ») y a participé aussi — cette association était une émanation du Parti de la Juste Voie, qui a pris le pouvoir peu après à Ankara. Un film de la ZDF montre Izetbegović, à l'époque de la guerre, qui accueille les fonds d'AMGT. Sept millions de marks (environ 3,5 millions €), en tout, ont été levés pour la Bosnie, dont une bonne part provenait des 26 000 membres de l'association qui vivent en Allemagne.<sup>{29}</sup>

En additionnant ce que les Musulmans bosniaques ont reçu de la TWRA avec ce qui provenait d'autres donateurs, on peut estimer la somme totale mise à leur disposition pour leurs achats d'armes à trois milliards de dollars et demi. Sans compter l'aide US, dont nous reparlerons au chapitre VII. À titre de comparaison, les moudjahiddin afghans n'ont pu compter, pendant toute la guerre qu'ils ont menée contre le gouvernement pro-soviétique de Kaboul, que sur six milliards de dollars en provenance des États-Unis et d'Arabie Saoudite.<sup>{30}</sup>

## L'aide allemande

L'Allemagne et l'Autriche, elles aussi, ont été mêlées à la contrebande. « Des sources au sein des services secrets affirment qu'un marchand d'armes autrichien du nom de Dieter Hoffmann [...] était le maillon de la chaîne le plus important dans le trafic d'armes », peut-on lire dans un rapport gouvernemental de la Republika Srpska<sup>[31]</sup>. Hoffmann est soupçonné d'avoir livré plusieurs tonnes de matériel de guerre en Bosnie. Du matériel provenant essentiellement de l'ancienne RDA, sous couvert de sa société écran *Flying Tigers*<sup>[32]</sup>. Les avions étaient chargés à Khartoum et atterrissaient à Maribor. Le fret était alors transbordé sur des semi-remorques et livré directement au front à Tuzla, Zenica et Visoko. Hoffmann a été arrêté à Budapest en 1993. « Les autorités hongroises lui reprochaient d'avoir livré des armes achetées avec de l'argent arabe à destination de la Croatie et de la Bosnie. »<sup>[33]</sup> Le 7 octobre 1991, un DC-9 aurait atterri à Sarajevo, avec à son bord « une grande quantité » de fusils d'assaut de type Heckler, de pistolets mitrailleurs et d'armes de poing<sup>[34]</sup>. C'est dans ces filières de contrebande — ou dans d'autres qui leur ressemblaient — que Rudolf Kribel, un agent des services secrets autrichiens (la STAPO) se serait infiltré.<sup>[35]</sup>

« Un entrepreneur de la Sarre a livré, pendant plus de trois ans, 117 camions remplis jusqu'à la gueule de matériel militaire, et les a livrés directement aux militaires bosniaques. Les livraisons provenaient prétendument de Caritas, à Spire ».<sup>[36]</sup> Une association caritative musulmane a joué un rôle important. « L'organisation caritative Merhamet est, elle aussi, très active en Allemagne. Elle prétend livrer [...] de l'aide humanitaire en provenance du Soudan [...] en réalité, il s'agit d'armement. »<sup>[37]</sup> L'organisation s'est aussi mêlée, par l'intermédiaire de son bureau de Split, de l'incorporation de guerriers de Dieu.<sup>[38]</sup> Les contacts de Merhamet en Allemagne étaient à l'époque, d'après l'agence AP, Freimut Duve (SPD), Christian Schwarz-Schilling (CDU), Gerd Poppe (les Verts) et Guido Westerwelle (FDP).<sup>[39]</sup>

Le service de renseignements fédéral allemand (BND) a aussi joué les livreurs pour les Musulmans. Le magazine *Monitor*, sur la chaîne de télévision ARD, a rapporté en février 1997 que les services secrets

allemands auraient convoyé « au moins cinq » livraisons de munitions déguisées en aide humanitaire à destination de l'enclave de Bihać, en Bosnie occidentale.<sup>(40)</sup> Le responsable de ces opérations était l'espion-chef pour le sud-est, un fonctionnaire nommé Smidt, nom de guerre Sandmann, chef de la division 12D à laquelle appartenaient tous les agents actifs dans les Balkans. Quelques-uns ont utilisé leur position de membres de la Commission d'observation de l'UE en zone de guerre (European Community Monitoring Commission — ECMC) à des fins d'espionnage et de trafic d'armes, cela dès 1991. Le chef de la délégation allemande à l'ECMC, Christoph von Bezold, aurait pris part personnellement, selon des témoins fiables, à un transport d'armes déguisé en transport de lait en poudre. Son immunité diplomatique lui assurait une certaine liberté de mouvement.

L'office compétent a confirmé que Bezold travaillait aussi pour le BND, mais qu'il avait « dûment assuré » qu'il n'avait pas mené d'activités dépassant le cadre de son mandat pour l'ECMC<sup>(41)</sup>. Peter Strauss, collaborateur de Bezold à l'ECMC de Zagreb, était impliqué dans la contrebande financière et militaire avec les Musulmans.<sup>(42)</sup>

Ne l'oublions pas : toutes ces livraisons militaires se sont faites en violation de l'embargo global sur les armes que le Conseil de sécurité a imposé à l'ensemble de ce qui était alors la Yougoslavie, le 25 septembre 1991.

*« Dans une série d'enquêtes internationales dans toute l'Europe, l'unité « El Moudjahid » est apparue dans les actes judiciaires comme le pot commun d'où le réseau international de la terreur s'est répandu du Moyen Orient jusqu'au Canada. »*

(Los Angeles Times<sup>(1)</sup>)

## CHAPITRE V

# Sous la bannière d'El Moudjahid

### L'ARMÉE BOSNO-MUSULMANE ET LES GUERRIERS DE DIEU

La création de l'armée musulmane a commencé début 1991 déjà, lorsque la paix régnait encore en Bosnie. La version servie par les médias occidentaux est assez différente, puisqu'ils ont décrit les événements comme une agression serbe contre d'innocents Musulmans désarmés. Or, le parti musulman SDA, ou en tout cas son aile fondamentaliste, dominée par Izetbegović, avait mûrement préparé sa sécession armée de l'Union yougoslave. La nouvelle armée naquit de la fusion entre les forces de défense territoriales bosniaques (semblables aux autres milices légales présentes dans toutes les Républiques yougoslaves), et la Ligue Patriotique, illégale, d'Izetbegović, renforcée de nombreux transfuges de l'Armée populaire yougoslave (APY).

Voici comment le ministre délégué à la Défense d'Izetbegović, Hassan Čengić, narre les événements : « Début mars [1991]... c'est lors d'une promenade à proximité de Sarajevo que nous avons décidé ensemble qu'il était temps de commencer notre travail de fondation d'une organisation militaire. » C'est de cette décision que provint une

« armée dont j'ai initié la fondation, à chaque étape de la construction de laquelle j'ai été mêlé et au commandement de laquelle j'ai participé dès le premier jour — cela fait presque six ans maintenant. »<sup>(2)</sup> Le bras droit de Čengić, Munib Bisić, complète : « Au mois d'avril 1991, j'ai parlé avec quelques personnes pour qui il était tout à fait clair que la guerre était inévitable [...] Pour l'essentiel, nous nous sommes appuyés sur les gens du SDA, nous avons sillonné le pays et nous avons cherché des gens qui avaient les mêmes idées que nous. En mai, [...] les gens de Sarajevo ont nommé cette organisation la Ligue Patriotique. Dès le mois de septembre 1991, nous avons pu compter sur un afflux massif d'anciens officiers de l'APY. Tout cela s'est passé sous couvert et sur la recommandation de gens dignes de confiance. Avec l'arrivée des officiers, l'état-major général de la Ligue Patriotique s'est massivement agrandi. Pratiquement toutes les communes avaient un état-major de la Ligue Patriotique. À l'époque de la fondation de la Ligue, deux autres organisations autonomes ont été fondées, la Barrette Verte et Bosna. En mai de cette année [1992, N.d.A.] ces deux groupuscules ont rejoint la Ligue. »<sup>(3)</sup>

Le 18 août 1992, Izetbegović publie un décret présidentiel qui pose la structure de l'armée nouvelle. Le territoire de la Bosnie-Herzégovine est découpé en cinq régions militaires disposant chacune d'un corps d'armée attitré. Le premier commandant en chef à être nommé sera Sefer Halilović, à qui succédera Rasim Delić le 8 juin 1993.<sup>(4)</sup> En janvier 1993, selon le Haut commandement, l'armée compte 261 500 hommes, qui n'étaient pas encore tous en état de combattre, faute d'équipement approprié.<sup>(5)</sup> Des estimations raisonnables vont de 150 000 à 200 000 hommes.<sup>(6)</sup> L'état-major général est établi à Visoko, à vingt kilomètres au nord-ouest de Sarajevo, un fief du clan Čengić.

L'armée d'Izetbegović avait elle aussi sa division Handjar, comme les SS pendant la guerre. Yossef Bodansky, directeur du Groupe de travail sur le terrorisme et la guerre non conventionnelle près le Sénat américain, a nommé cette troupe mise sur pied en 1993 « la garde prétorienne du président Izetbegović ».<sup>(7)</sup> « La division Handjar, qui a compté jusqu'à 6 000 hommes, glorifie la culture fasciste. Ils se considèrent comme héritiers de la division SS Handjar, que les musulmans ont créée en 1943 pour soutenir les nazis [...] D'après ce

que m'en ont dit les officiers des Nations Unies, ces hommes parlent à peine le serbo-croate, ce qui est surprenant [...] Ils ont été entraînés et sont commandés par des vétérans d'Afghanistan et du Pakistan, selon des sources aux Nations Unies. »<sup>(8)</sup> Il faut citer encore les troupes spéciales des « Cygnes noirs », sorties des rangs de la division Handjar lors de l'entrée en guerre. Cette unité a joué un rôle non négligeable en Bosnie, jusqu'à aujourd'hui. Mais le corps d'armée le plus important en nombre — et le plus célèbre par ses exactions — était le III<sup>e</sup> Corps d'armée, dont nous allons parler.

Juste après l'éclatement de la guerre civile au printemps 1992, l'armée bosniaque a accueilli dans ses rangs les soldats serbes et croates qui étaient en désaccord avec la politique nationale de leur pays d'origine. Puis on passa à l'épuration ethnique : « en juin 1992, deux mois après que la guerre civile eut éclaté, il y avait 18 % de Croates et 12 % de Serbes dans les forces armées bosniaques. Fin 1995, ces deux groupes ne formaient plus, à eux deux, que 5 % de l'armée bosniaque. »<sup>(9)</sup> Peter Scholl-Latour fait observer que « la bannière verte remplace [...] de plus en plus, sur les lignes de front avancées, l'inoffensif drapeau fleurdelisé de la république de Bosnie-Herzégovine. »<sup>(10)</sup> L'islamisation a même été critiquée par Sefer Halilović, membre du Haut commandement de l'armée. Après sa démission forcée, en 1993, il dit d'Izetbegović : « ce qu'il a en tête, c'est un État ethniquement pur peuplé de deux millions de personnes [...] au fond, ce qu'il veut, c'est un État musulman féodal. »<sup>(11)</sup>

## **Les Brigades Internationales de la terreur**

« Une bannière islamique noire flottait [...] les combattants s'étaient rassemblés autour de quelques véhicules inhabituels. On voyait des Arabes, des gens du Caucase et d'Afrique. La plupart portaient la barbe, plusieurs avaient la tête rasée, tous portaient des uniformes immaculés et étaient bien armés. Des gens à l'œil affûté, des gens qui avaient de la mémoire. Une poignée de jeunes Bosniaques leur étaient subordonnés, membres d'une unité locale qui comptait de 40 à 50 hommes, qui avaient été entraînés pendant six mois à Podbrežje » raconte un reporter du *Times* de Londres revenant en 1992 de Zenica, en Bosnie centrale. <sup>(12)</sup>

D'autres que ben Laden ont commencé à intéresser les musulmans du monde au combat mené par leurs frères de croyance dans les Balkans. Des moudjahiddin se glissèrent illégalement dans le pays dès le mois de juin 1992, afin de s'enrôler dans les troupes d'Izetbegović, en passant surtout par la capitale croate, Zagreb, et par la ville portuaire de Split, où les fondations et organisations humanitaires saoudiennes décrites au chapitre IV s'étaient établies.

Il y a diverses estimations du nombre de francs-tireurs arabes. Des sources serbes parlent de 15 000 à 40 000 personnes ;<sup>(13)</sup> Bodansky va de 15 000 à 20 000 ; Steve Rodan évoque des sources proches des services secrets qui mentionnent 7 000 dans la revue professionnelle *Jane's Intelligence*<sup>(14)</sup> ; le quotidien varsovien *Rzeczpospolita* articule le chiffre de 5 000 en se basant sur ce qu'en disait le contingent polonais de la SFOR ;<sup>(15)</sup> les Croates alliés des Musulmans parlent de 4 000 moudjahiddin.<sup>(16)</sup> L'estimation des Nations Unies ne dépasse pas 1 500 en 1995<sup>(17)</sup>. L'expression de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « quelques centaines de guerriers de Dieu islamistes en Bosnie » est, elle, très clairement en dessous de la réalité.<sup>(18)</sup> des sources serbes affirment que 4 000 à 6 000 autres moudjahiddin auraient assuré des activités civiles dans le cadre d'organisations pseudo-caritatives.<sup>(19)</sup>

Il faut mettre ces chiffres en regard des effectifs de l'armée de Bosnie-Herzégovine, situés entre 150 000 et 200 000 hommes. À comparer avec l'ensemble des forces des moudjahiddin en Afghanistan dans les années quatre-vingts (estimées entre 175 000 et 250 000 hommes). Le nombre de combattants étrangers s'établit aux environs de 25 000 si l'on suit les estimations convaincantes de Chalid Al-Faouwaz et celles de Milt Bearden, qui a dirigé, à l'époque, les opérations de la CIA en Afghanistan<sup>(20)</sup>.

## **Zenica, quartier général moudjahid**

La ville de Zenica, en Bosnie centrale, était avant-guerre l'un des fleurons de l'industrie lourde de la République. Dès le début des combats au printemps 1992, elle s'est transformée en citadelle des djihadistes de tous les pays. « Jusqu'à il y a cinq ans, il n'y avait pour ainsi dire pas de nationalisme ici », affirme Marijana, directrice du

centre médical de Zenica, à un reporter allemand au printemps 1994. « La vie était marquée au coin des idées collectivistes. Zenica était une ville moderne grâce à son secteur industriel — nous avons des relations commerciales suivies avec la Russie, la RDA et les Américains. Les gens plaisaient encore en 1991 sur le choix à faire entre l’alphabet latin et l’alphabet cyrillique. »<sup>[21]</sup>

Au début des années 1990, environ la moitié des 150 000 habitants de la ville étaient musulmans, l’autre moitié étant plus ou moins également répartie entre Croates, Serbes et familles mixtes. Les Serbes de Zenica ont été déportés dès que les premiers coups de feu ont retenti dans Sarajevo, en avril 1992. Des réfugiés croates et musulmans en provenance de régions où les troupes serbes menaient une offensive se sont installés dans leurs maisons laissées à l’abandon. Mi-mars 1993, la guerre civile éclata entre Croates et Musulmans, jusqu’alors alliés. Les combats firent rage dans la ville, des massacres furent perpétrés des deux côtés. Les Croates (23 000 personnes) prirent peur à leur tour et un quart d’entre eux prirent la fuite. Les déportations étaient en grande partie menées par des moudjahiddin étrangers, selon les membres de la mission d’observation de l’UE, l’ECMC.<sup>[22]</sup>

### **Le III<sup>e</sup> Corps d’armée aux banc des accusés**

Quels sont les secteurs de l’armée de Bosnie-Herzégovine qui étaient dirigés par les moudjahiddin ou marqués d’une forte présence de ces derniers ? La question n’est pas difficile à trancher. Différentes sources concordent pour dire qu’il s’agissait avant tout des III<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Corps d’armée. Dans le cadre du III<sup>e</sup> Corps d’armée, les guerriers de Dieu du cru faisaient surtout partie de la 7<sup>e</sup> Brigade<sup>[23]</sup> cependant que les combattants étrangers se retrouvaient dans le bataillon El Moudjahid.

La 7<sup>e</sup> Brigade est mise sur pied en novembre 1992 ; elle est composée de trois bataillons dont le quartier général se trouve à Travnik, à Zenica et à Kakanj. *De jure*, elle était soumise au III<sup>e</sup> Corps d’armée, mais *de facto*, sa marge de manœuvre était bien plus grande : sa mission était de « former toute l’armée à son image. »<sup>[24]</sup> El Moudjahid, de son côté, fut officiellement incorporé

dans le III<sup>e</sup> Corps d'armée en août 1993. Quantitativement, les estimations du bataillon vont de 2 000<sup>(25)</sup> à 6 000<sup>(26)</sup> hommes. L'année qui a suivi, El Moudjahid a été distingué comme meilleure unité du Corps d'armée<sup>(27)</sup>. Abou Al-Maali, un vétéran d'Afghanistan, était chargé de l'édification religieuse du bataillon avec le titre d'émir de terrain — nous reparlerons de cet homme. Sur les vidéos de propagande, on le voit dans le rôle du commandant d'unité, aux côtés d'Izetbegović.<sup>(28)</sup>

Les moudjahiddin n'avaient pas seulement la haute main sur ces deux unités, mais sur l'ensemble du III<sup>e</sup> Corps d'armée. C'est pour cela que le tribunal des Nations Unies de La Haye a inculpé les plus hauts gradés de ce corps d'armée : contre Enver Hadžihanović, qui en a assuré le commandement de novembre 1992 à novembre 1993, et contre son successeur à ce poste, Mehmed Alagić. Alagić a ensuite pris le commandement du VII<sup>e</sup> Corps, nouvellement formé.

Dans le cadre du même procès, Amir Kubura a dû répondre de ses actes, lui qui avait commandé la 7<sup>e</sup> Brigade du III<sup>e</sup> Corps de décembre 1992 à juillet 1993, puis la 1<sup>er</sup> Brigade du I<sup>er</sup> Corps et à la 443<sup>e</sup> Brigade du IV<sup>e</sup> Corps. Ces trois hommes sont citoyens bosniaques.

Selon l'acte d'accusation de La Haye — les verdicts ne sont pas encore rendus — « le commandement du III<sup>e</sup> Corps a incorporé les moudjahiddin dans ses rangs dès leur arrivée, mi-1992, afin de renforcer ses unités, tout particulièrement pour mener des attaques et dans des conditions de combat difficiles. »<sup>(29)</sup> À part la 7<sup>e</sup> Brigade, les actes de La Haye mentionnent encore, parmi les troupes qui se sont rendues coupables de crimes de guerre avec le soutien intensif des moudjahiddin, les unités suivantes du III<sup>e</sup> Corps d'armée : les brigades de montagne 303, 306, 314, la 17<sup>e</sup> Brigade de montagne de Krajina et la police militaire du groupe d'intervention Zapad<sup>(30)</sup>.

À part ces unités, « environ 25 autres unités et fractions d'unités étaient actives en Bosnie [...] Ces groupes étaient équipés par l'armée de Bosnie-Herzégovine, mais opéraient de façon décentralisée, en tant que troupes spéciales ou commandos de choc (shock troops). »<sup>(31)</sup>

De temps à autre, des tensions se faisaient jour entre les étrangers fanatiques et quelques soldats du cru qui étaient moins religieux qu'eux. Le magazine musulman *Dani* (Sarajevo) rapporte que « début

1993, lorsque les troupes de soutien du III<sup>e</sup> Corps ont livré des bottes dans la caserne des moudjahiddin, ils ont constaté avec surprise que lors de leur premier engagement, les moudjahiddin ont laissé les bottes au vestiaire. Ils portaient pieds nus, comme à leur habitude. [...] Au début, lorsque le premier groupe d'une centaine de moudjahiddin arriva sur le champ de bataille, il y a même eu des altercations avec les autochtones. Alors que les Bosniaques étaient ravis lorsqu'il n'y avait pas de pertes au combat, les moudjahiddin le déploraient car ils auraient été ravis de finir en martyrs. »<sup>[32]</sup> Un témoin oculaire rapporte à *Dani* : « J'ai noué des liens d'amitié avec un combattant grand, fort et très bon au combat, qui n'a jamais pu admettre d'avoir survécu. Il est passé en Tchétchénie, après. »<sup>[33]</sup>

## **ben Laden à Sarajevo**

Le rôle d'Oussama ben Laden, officier de recrutement et financier des bandes de moudjahiddin en Bosnie, est difficile à cerner avec précision. Peter Bergen, dans son livre sur les réseaux de ben Laden, décrit comme suit la situation telle qu'elle était au début des années 1990 : « Le conflit qui a eu le plus d'influence sur l'histoire d'Al-Qaïda, c'est la guerre en ex-Yougoslavie [...] Al-Qaïda a formé des moudjahiddin qui sont partis combattre en Bosnie dès le début des années 1990, et le bureau opérationnel de ben Laden avait une succursale à Zagreb, en Croatie voisine. »<sup>[34]</sup> C'est tout ce que son livre nous apprend, au long de ses 300 pages, sur la Balkan Connection.

Quoi qu'il en soit, ben Laden a reçu un passeport bosniaque début 1993. Selon le magazine *Dani*, il serait entré à l'ambassade bosniaque à Vienne en compagnie d'un Tunisien, Adouni Mehrez<sup>[35]</sup> — le même Mehrez qui sera impliqué, cinq ans plus tard, dans les attaques contre les ambassades US en Afrique orientale (v. chap. XVI). L'ambassadeur en titre à cette époque était Husein Živalj, qui cumulait cette fonction avec celle de chef de l'organisation de trafic d'armement TWRA (v. chap. IV).<sup>[36]</sup> Après le 11 septembre 2001, le gouvernement bosniaque a démenti avoir jamais délivré de passeport aux terroristes. Europol a cependant mis à jour « de plus en plus d'indices qui mènent à la nationalité bosniaque de ben Laden. »<sup>[37]</sup>

Entre autres, le passeport de Mehrez, émis en 1993 à Vienne, a été saisi en 1999 lorsqu'il a été arrêté.<sup>[38]</sup>

Dans le même temps, le millionnaire saoudien s'est rendu au minimum une fois à Sarajevo. « La correspondante du *Spiegel* dans les Balkans, Renate Flottau, a rencontré le chef terroriste en 1993 à Sarajevo ; il présentait bien et parlait de la guerre de libération nationale bosniaque, à laquelle ses partisans voulaient participer. Il était titulaire d'un passeport du nouvel État de Bosnie-Herzégovine, émis par l'ambassade de Vienne, et s'activait à infiltrer des combattants venus de l'étranger en direction de la zone des combats », rapporte le magazine d'actualité de Hambourg... huit ans plus tard.<sup>[39]</sup> Mme Flottau, à cette époque, n'arrivait plus à se souvenir si la rencontre avait bien eu lieu en 1993, ou plutôt en 1994. Mais l'événement a eu lieu, elle l'affirme sans équivoque : « Je me rappelle très bien que ce monsieur m'a donné sa carte de visite, où son nom était imprimé en arabe et en anglais. Il ressemblait à celui qu'on a vu plus tard à la télévision : avec une longue barbe, un haut turban et un longue djellaba blanche. Sa mégalomanie m'a tout de suite frappé : il se définissait sans un soupçon d'ironie comme « leader du monde islamique ». Quand il en donnerait l'ordre, affirmait-il, des millions de musulmans se soulèveraient, et il n'y aurait plus de Serbes, plus d'États-Unis. Je me suis demandé ce qu'un tel homme faisait là — dans l'antichambre du palais présidentiel — et j'ai demandé à un des conseillers du président pourquoi on avait laissé rentrer un fou pareil. Il m'a répondu que le visiteur était un homme à la vision pénétrante et qu'il ne fallait pas le rembarrer, bien que le « Vieux » — ainsi appelait-il Izetbegović — n'ait pas grand-chose à voir avec lui, en fait. Quoi qu'il en soit, il avait beaucoup d'argent. Le lendemain, j'ai rencontré ben Laden à nouveau.<sup>[40]</sup> »

La déclaration de Mme Flottau devait être ultérieurement corroborée par la journaliste britannique Eve-Ann Prentice comparaisant au TPI, le 3 février 2006, comme témoin au procès Milošević. Selon sa déposition, la correspondante du *Guardian* et du *London Times* attendait dans l'antichambre d'Alija Izetbegović « avec une journaliste du *Spiegel* », en novembre 1994, lorsqu'elle a vu ben Laden se faire introduire dans le bureau du président<sup>[41]</sup>.

Il y a des indices clairs que ben Laden s'est rendu à Sarajevo en

1994, depuis l'aérodrome de Visoko. À cette époque, cet aérodrome était sous contrôle américain : le Pentagone était donc au courant de cette visite. Il est prouvé que les militaires US s'intéressaient beaucoup à Visoko à cette époque. Pour attester du voyage de ben Laden à Sarajevo, le journal *Politika* de Belgrade n'a pu compter que sur des sources bien informées mais hélas anonymes.<sup>[42]</sup>

L'auteur serbe Mišo Vujović affirme à ce sujet que ben Laden aurait été aux côtés d'Izetbegović lors d'un défilé de l'unité El Moudjahid en 1993 à Zavidovići. La preuve de Vujović ? Elle n'est pas particulièrement convaincante : dans une séquence télévisuelle d'une chaîne musulmane, on voit un homme au visage brouillé derrière le président. Il faut de l'imagination pour y voir le nez, les yeux et la barbe du Saoudien.<sup>[43]</sup>

### **Al-Zawahiri, Al-Maali, Alagić et Merdan**

Les brigades étrangères ont été coordonnées, sur le plan régional, par l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri — aujourd'hui numéro deux de la hiérarchie informelle d'Al-Qaïda. En 1991, il a ouvert un bureau à Sofia, et on l'a vu dans la capitale bulgare dès l'été 1994.<sup>[44]</sup> Le magazine spécialisé *Defense and Foreign Affairs and Strategic Policy* affirme que c'est de là qu'il aurait « dirigé des opérations terroristes d'éléments islamistes en Bosnie-Herzégovine »<sup>[45]</sup>. Selon *Slobodna Bosna*, la police bosniaque possédait des informations selon lesquelles Al-Zawahiri aurait rendu visite personnellement au III<sup>e</sup> Corps d'armée, en 1993 à Zenica, et qu'il aurait rencontré Izetbegović à cette occasion.<sup>[46]</sup>

Il se peut que l'homme qui faisait le lien entre Zawahiri et le front ait été l'émir de terrain d'El Moudjahid, Abou Al-Maali. Les émissaires US l'ont décrit comme « ben Laden junior. »<sup>[47]</sup> Maali est resté en contact régulier avec Hassan Al-Tourabi, l'hôte de ben Laden au Soudan et chef du Front Islamique National (FIN) de ce pays. C'est à ce titre qu'il adresse un rapport au FIN à propos des succès de l'offensive menée en automne 1995 : « Voilà une grande victoire pour Allah, en vérité ! »<sup>[48]</sup>

Le commandant du III<sup>e</sup>, puis du VII<sup>e</sup> Corps d'armée, Mehmed Alagić, jouait lui aussi le rôle de courroie de transmission avec Al-

Qaïda. Aujourd'hui en prison, il aurait reçu « d'énormes sommes d'argent » de l'organisation terroriste.<sup>(49)</sup> Alagić a repris ultérieurement la fonction de contact au Pentagone.

Un autre général bosniaque, chargé de l'accueil et de l'introduction des brigades de djihadistes étrangers avant qu'ils soient incorporés sous le commandement d'Al-Maali et d'Alagić, jouait aussi les agents doubles. Le reporter du *Washington Post*, émerveillé, raconte : « le bureau de Džemal Merdan est un vrai bijou, en bois précieux sculpté, avec des sofas écarlates et des babouches pour les visiteurs. Un tapis de prière dans un coin, dirigé vers La Mecque. Le plus impressionnant [...] c'est le drapeau. Pas le drapeau bosniaque. Le drapeau iranien, avec un portrait de l'ayatollah Khomeiny [...] dominant le bureau de Merdan — au milieu de la paroi, pour que tous les visiteurs le voient bien. À côté, le drapeau du SDA [...] C'est lui l'officier de liaison avec les combattants musulmans étrangers et c'est lui qui est chargé de rapprocher les recrues bosniaques des valeurs de l'Islam. Bien des sources voient en Merdan le créateur d'une brigade de soldats bosniaques du nom de « 7<sup>e</sup> Brigade Musulmane », qui est lourdement armée et entraînée par des Gardes de la Révolution iraniens. À part cela, il a aussi lancé un programme de construction de mosquées dans les champs de manœuvres, afin que les recrues bosniaques soient instruites de la foi. Il a aussi créé des camps d'entraînement pour Gardes de la révolution, un peu partout en Bosnie. »<sup>(50)</sup>

Nous allons reparler encore plusieurs fois de Džemal Merdan — il nous donnera encore d'autres éclairages sur les liens entre les services secrets américains et les guerriers de Dieu. Rien d'étonnant à ce que le tribunal de La Haye n'ait encore inculpé ni lui, ni Al-Maali.

« Ils ont torturé et massacré d'une façon qui dépasse toute description. »

(Richard A. Clarke, antiterroriste en chef sous quatre présidents US, à propos des moudjahiddin en Bosnie)<sup>[1]</sup>

## CHAPITRE VI

# Des têtes qui sautent

LES ATROCITES COMMISES PAR LES GUERRIERS DE DIEU PENDANT LA GUERRE CIVILE

Le 8 mai 2004, on découvrait à Bagdad le corps décapité de l'Américain Nicholas Berg. Quelques jours plus tard paraissait sur l'internet la vidéo de sa décapitation — point de départ d'une onde de répulsion qui s'est propagée dans le monde entier. Le *Bild* a montré la tête tranchée en grand format. Le président George W. Bush s'est adressé à la nation dans un discours télévisé : « ce que ces gens ont fait montre quelle est leur nature, eux qui veulent arrêter les progrès de la liberté en Irak. »<sup>[2]</sup> Pour le quotidien londonien *Daily Telegraph*, cet acte de barbarie était « la réponse à ceux qui disent que la guerre en Irak n'a rien à voir avec le terrorisme. »<sup>[3]</sup> Si le choc fut si grand, c'est parce que le public occidental n'avait pas pris conscience jusqu'alors que la décapitation pouvait être utilisée comme arme de combat barbare dans le cadre de conflits politiques. Pas un commentateur ne releva que la façon d'assassiner Nicholas Berg n'était pas un coup d'essai, mais la répétition d'un autre événement. Les guerriers de Dieu, surtout les Afghans et les Saoudiens, l'ont utilisée en Bosnie au début des années 1990. Mais à cette époque, personne n'a relayé l'information dans les médias occidentaux. Jamais un président US n'a pointé ces actes du doigt, ni promis de représailles. Jamais il n'a été question que ces décapitations

démontreraient la nature de ces gens « qui veulent arrêter les progrès de la paix en Bosnie » ou seraient « la réponse à ceux qui disent que la guerre menée par les Serbes n'a rien à voir avec le terrorisme. »

Certes, il a été prouvé sans équivoque aucune que des militaires et surtout des paramilitaires serbes ont commis des actes de cruauté. Sarajevo et Srebrenica sont des noms qui résonnent encore des atrocités serbes — dans la première, des civils ont été assiégés par des tirs d'artillerie pendant une année, dans l'autre des soldats pris au piège ont été massacrés. Et pourtant, il serait faux de tirer des conclusions hâtives de ces faits établis et de ravalier les crimes commis par les autres parties au conflit au rang de bagatelles. Ainsi, à Sarajevo comme à Srebrenica, s'il y a beaucoup à dire des Serbes, les Musulmans ont eux aussi beaucoup de choses sur la conscience. Dans la capitale bosniaque, en mai-juin 1992, entre 1 500 et 3 000 des Serbes qui avaient fait le choix de rester ont été massacrés. C'est la 10<sup>e</sup> brigade de montagne d'Izetbegović qui est derrière ce crime, sous le commandement de Musan Topalović Caco, un criminel qui a aussi le sang de nombreux Croates et Musulmans sur les mains<sup>49</sup>. Des documents correspondants, entre autres la déposition de membres du Conseil bosniaques, ont été publiés par le magazine *Dani* en novembre 1997<sup>50</sup>. Aux alentours de Srebrenica, au printemps 1992, des villages serbes ont été investis et rasés. Les autorités serbes ont pu identifier 1 000 cadavres et ont établi une liste nominative, photos à l'appui, à l'intention du Tribunal des Nations Unies à La Haye.<sup>51</sup> Depuis le printemps 2003, Naser Orić, commandant des unités musulmanes de Srebrenica, répond de ses crimes devant ce tribunal.

Les exactions les plus sanglantes ont été commises par les unités de moudjahiddin qui avaient établi leur quartier général à Zenica, au sein du III<sup>e</sup> Corps d'armée, et particulièrement la 7<sup>e</sup> Brigade. « Les soldats de cette unité se devaient de s'en tenir strictement aux règles de vie de leur foi. Les recrues devaient faire le vœu de suivre les règles des authentiques soldats de l'islam, réunies dans un manuel intitulé « Instructions à l'intention du combattant musulman ». <sup>52</sup> Selon les enquêteurs de La Haye, 20 000 exemplaires de ce manuel ont été distribués en 1993 déjà parmi les membres de la 7<sup>e</sup> Brigade, et une seconde édition vit le jour en 1994. Dans ce vade-mecum du Djihad, on peut lire sous « Prisonniers de guerre » : « Tuer des femmes, des

enfants et des prêtres qui ne sont pas partie au conflit et n'aident l'ennemi ni directement ni indirectement est défendu [...] L'Islam interdit aussi de torturer ou de maltraiter les prisonniers de guerre, et de molester les blessés ou d'outrager les morts. [...] Ce sont des règles générales qui lient nos soldats. Toutefois, quand l'officier responsable estime que la situation et que des intérêts supérieurs sont en jeu, les soldats doivent se conformer à ses instructions. Quand votre officier, ou un commandant supérieur est d'avis par exemple que dans l'intérêt des opérations, de la protection de notre peuple ou d'autres intérêts supérieurs, il faut mettre le feu à des bâtiments, des champs ou des forêts, alors cela est permis [...] De la même manière, il appartient au commandant de décider s'il est utile et dans l'intérêt général de libérer les prisonniers, de les échanger ou de les liquider. »<sup>(8)</sup>

C'est ainsi que les unités de Djihad de l'armée bosno-musulmane suspendirent les Conventions de Genève. Crimes de guerres, cruauté envers les civils et les prisonniers de guerre étaient dès lors inéluctables.

## **Les décapitations**

Du fait qu'en Occident, tout ce qui vient des Serbes est assimilé, non sans légèreté, à de la propagande, on a oublié cet aspect des choses. On admet à peine qu'à Belgrade, le *Committee for the Collection of Data on Crimes Committed against Humanity and International Law* a établi une liste de 60 cas de personnes décapitées, avec leurs nom, prénom, et mention de l'endroit où on a retrouvé leurs restes.<sup>(9)</sup> Au moins dix de ces cas ont été transmis au Tribunal de La Haye.<sup>(10)</sup>

Au lieu de cela, on a repris ce que le journal croate *Horizont* avait publié. Ainsi, pendant l'été 1993 (au cours de la guerre civile entre musulmans et Croates, qui a duré plus d'un an), lorsque le III<sup>e</sup> Corps a attaqué la région de Travnik et de Zenica en Bosnie centrale, « la vie des Croates comptait aussi peu que celle des mouches qu'on attrape à la glu. L'attaque a été menée par des unités de l'armée de Bosnie-Herzégovine, par des unités spéciales du ministère de l'Intérieur et par des volontaires moudjahiddin. ». Un témoin ajoute que « la décapitation des victimes est un rituel courant chez les moudjahiddin

de la vallée de la Lasvina ». On fait des reproches sévères au président bosno-musulman lui-même : « Izetbegović a ordonné personnellement cette offensive et autorisé les moudjahiddin à se livrer à ces rituels de décapitation. » Et encore : « D'après le témoin Popović, les condamnés à mort doivent former un cercle. Le premier est décapité, la tête est posée sur un plateau, et le suivant doit l'embrasser.

Puis la tête circule à la ronde, de main en main, de bouche en bouche. Puis la deuxième victime est décapitée, et ainsi de suite. »<sup>(11)</sup>

### **Des vidéos de propagande qui deviennent des témoins à charge**

Les médias musulmans qui affichent une position critique à l'égard des fondamentalistes ont pris position, choqués, contre ces actes de barbarie. Dans le magazine *Slobodna Bosna*, on a pu lire des détails qui font froid dans le dos à propos de l'offensive musulmane qui a déclenché le blocus d'artillerie autour de Sarajevo, en septembre 1995. Au cours de cette opération — « Ouragan 95 » — le village de Vožuća, entre autres, a été pris par des membres de l'unité El-Moudjahid sous commandement d'Abou el Maali. Beaucoup de prisonniers ont alors été conduits dans un camp situé dans le village de Gostovići.<sup>(12)</sup>

*Slobodna Bosna* écrit que « les survivants ont attesté ce qui s'est passé dans le camp des moudjahiddin. Leur témoignage est étayé par des photographies que les membres du commando d'exécution ont prises en posant avec leurs victimes. Sur les photos, qui sont toutes estampillées avec la date, on peut voir des prisonniers ligotés gisant sur le sol, encore en vie. Sur une des photos, un moudjahid à peau mate aiguisé le hachoir avec lequel les prisonniers vont être mis à mort. Les membres du commando n'ont pas seulement photographié les exécutions, ils les ont aussi filmées et en ont fait du matériel de propagande pour leurs bailleurs de fonds étrangers. Une copie de cette bande, où figure le massacre rituel, a été adressée plus tard en guise d'hommage au président Alija Izetbegović. Les prisonniers sont bouclés dans un box à moutons et tués à tour de rôle. Pendant un jour et une nuit on ne leur a donné ni nourriture ni eau pour qu'ils aient des hallucinations avant la décapitation. On a donné un couteau aux

prisonniers en leur disant de se suicider sur-le-champ. « Si tu ne le fais pas, je te tue » disaient les moudjahiddin à ces hommes à moitié évanouis, qui prenaient appui les uns sur les autres. Quand ils tombaient à terre, blessés, ils étaient décapités à la hache ou à la tronçonneuse, et les survivants étaient forcés d’embrasser les têtes coupées, qu’on clouait à une branche d’arbre. [...] Il n’est pas difficile de se procurer une copie de ces bandes. On pouvait les acheter dans un magasin de vidéos dans la maison de la culture à Zavidovići. »<sup>(13)</sup>

Une Allemande, épouse d’un moudjahid, a été témoin oculaire d’exécutions de masse pendant l’automne 1995 dans le village de Guča Gora non loin de Tuzla. « J’ai reconnu cheikh Abou Abdoul Ahmed Al-Masri, le chef des moudjahiddin, à côté de cet homme à genoux [...] Il a fait un mouvement brusque, l’homme s’est effondré, quelque chose a volé. Sa tête. »<sup>(14)</sup> Ce qui était particulièrement effrayant pour cette femme, c’était que son mari lui-même filmait la scène et distribuait la bande comme film de propagande pour la guerre sainte. La rédaction du *Spiegel* s’est procuré un autre de ces films de propagande : « on voit de nombreux moudjahiddin qui coupent la tête de trois Serbes et jouent au football avec. »<sup>(15)</sup>

## **Le rôle d'Izetbegović**

Izetbegović n’est pas mentionné par les témoins oculaires cités plus haut. Il était commandant d’honneur de la 7<sup>e</sup> Brigade, celle dont l’officier responsable doit aujourd’hui répondre de ses actes devant le tribunal des crimes de guerre à La Haye (v. chap. V).<sup>(16)</sup> « Le seul commandant ici est le Dr Alija Izetbegović. C’est aussi le président de l’État. » affirme cheikh Abou Abdel Aziz, un commandant de terrain des djihadistes bosniaques.<sup>(17)</sup>

Le rapport des experts d’une commission des Nations Unies chargés d’enquêter sur « les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie » dès le printemps 1994 affirme que « les moudjahiddin opéraient indépendamment de l’armée de Bosnie-Herzégovine ». Cette affirmation est contredite par les éléments contenus dans le chapitre précédent, qui font état de l’incorporation des moudjahiddin dans les III<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Corps d’armée. Il est d’ailleurs prouvé que les combattants étrangers se sont battus aux côtés du V<sup>e</sup> Corps d’armée

régulière à Bihać, en Bosnie centrale<sup>(19)</sup> et qu'ils ont aussi joué un rôle important au sein du II<sup>e</sup> Corps.

*Slobodna Bosna* rapporte ce qui s'est dit au cours d'une réunion des commandants du II<sup>e</sup> Corps d'armée, en préparation de l'offensive « Ouragan 95 » (voir plus haut) : « L'un des participants à cette réunion a noté sur son journal que le président Alija Izetbegović avait ordonné cette opération et qu'il tenait beaucoup à ce qu'elle porte ses fruits. »<sup>(19)</sup> Des sources serbes affirment à ce propos que dix moudjahiddin ont reçu d'Izetbegović en personne, après le succès de l'opération, le Lys d'or, la plus haute décoration militaire bosniaque.<sup>(20)</sup>

Un grand nombre de témoins ont par ailleurs rapporté devant le tribunal de La Haye avoir vu le président bosniaque visiter les troupes du camp d'internement de Čelebići, qui a beaucoup fait parler de lui. Sur les 1 000 prisonniers serbes, environ, qui ont passé en 1992 par ce camp sis à 60 kilomètres au sud de Sarajevo, on rapporte que 200 femmes ont été violentées et un nombre indéterminé d'hommes tués.<sup>(21)</sup> À La Haye, dans le procès des responsables et des exécutants de ces crimes, le musulman Hazim Delić, commandant délégué de Čelebići, a été condamné à la peine maximale, vingt ans de prison, pour avoir participé en personne aux sévices et aux meurtres. Parmi d'autres témoins, un ancien prisonnier rapporta que Delić lui avait dit qu'« un bon Serbe est un Serbe mort, bien enterré à six pieds sous terre. »<sup>(22)</sup> Ce que dénote l'inhabituelle sévérité du verdict de La Haye, c'est que dans l'affaire de Čelebići seuls les responsables intermédiaires ont été inquiétés, pas leurs supérieurs. C'est ainsi que le président Izetbegović n'a été inculpé de rien jusqu'à sa mort en 2003, alors que son homologue serbe Radovan Karadžić figure quant à lui en tête de liste parmi les fugitifs recherchés par le Tribunal. Car il est tenu pour responsable ultime des massacres, même s'il ne s'y est jamais rendu — comme à Srebrenica — ou n'a jamais donné d'ordres dans ce sens.

### **« Ils massacraient leur propre peuple »**

Les crimes les plus sanglants qui aient été commis à l'encontre des Musulmans pourraient d'ailleurs bien n'être pas le fait des Serbes, comme on l'admet communément en Occident, mais de spécialistes

moudjahiddin. Ceci afin de monter l'opinion mondiale contre les Serbes.

Trois massacres commis à Sarajevo jouèrent un rôle particulier, car chacun d'entre eux a correspondu à un nouveau palier de l'intervention occidentale dans la guerre civile : le massacre dit de la Boulangerie en mai 1992 a déclenché les sanctions des Nations Unies contre la République fédérale de Yougoslavie ; après le premier massacre du Marché, en février 1994, les bombardiers de l'OTAN ont déclenché leurs premières offensives contre les Serbes de Bosnie. Le second massacre de la place du marché, en août 1995, a déclenché une intervention militaire de l'OTAN de plus grande ampleur — des cibles militaires et civiles serbes ont été bombardées pendant deux semaines, et les Serbes ont ainsi dû combattre sur deux fronts à la fois.

Lors du massacre de la Boulangerie le 27 mai 1992, 18 civils ont été déchiquetés par une mine. Le gouvernement américain, la Communauté européenne, les États musulmans et enfin le Conseil de sécurité des Nations Unies en ont aussitôt tenu les Serbes pour responsables et ont décrété des sanctions draconiennes (Résolution n° 757) contre la République fédérale de Yougoslavie. Et pourtant le journal londonien *The Independent* a publié un titre renversant le 22 août 1992 : « Les musulmans massacrent leur propre peuple. » Sous-titre : « Le massacre des gens qui faisaient la queue pour acheter du pain est un modèle de propagande, dit l'ONU ».<sup>[23]</sup> Les faits rapportés par le journal ? Des informations confidentielles qu'il avait obtenues de représentants des troupes de maintien de la paix de l'ONU, la FORPRONU. Le commandant de cette force internationale, Lewis McKenzie, a écrit plus tard dans son livre : « Nos hommes disaient que certaines choses clochaient. La rue avait été fermée peu avant l'attaque. Dès que les gens sont arrivés et qu'ils ont formé la file d'attente, les médias étaient là aussi, mais à bonne distance. Puis l'attaque eut lieu, et les médias étaient là. »<sup>[24]</sup>

Lorsqu'une bombe explose le 5 février 1994 sur la place du marché de Sarajevo, elle fait 68 victimes et 200 blessés. CNN a tout de suite compris et parle aussitôt d'un « tir de mortier serbe ». Le président Bill Clinton dit qu'il est « très vraisemblable » que les Serbes portent la responsabilité de cette attaque, le *Bild* glapit

« bombardez les assassins ! » peu avant que l'OTAN délivre un ultimatum aux Serbes.

Il y eut aussi bien des choses qui clochaient lors de ce second bain de sang. L'expert militaire Paul Beaver (de *Jane's Defense Weekly*) émettait des doutes, déjà, le 9 février 1994 : « Je ne peux pas croire qu'une seule grenade ait fait autant de victimes. Je n'ai encore rien entendu de semblable. »<sup>[25]</sup> Le journal industriel israélien *Davar* écrit qu'un tel séisme n'a pas pu être provoqué par un projectile *tombant d'en haut* (en provenance des positions serbes, à une certaine distance de là). Bien au contraire, ce genre de blessures et de débris proviendrait d'un explosif situé *sous* les échoppes du marché.<sup>[26]</sup>

Sur TF1, le 18 février 1994, un plan fixe sur le journaliste Bernard Walker nous apprend que selon un rapport de l'ONU tenu secret, les Musulmans seraient « sans aucun doute » responsables du massacre.<sup>[27]</sup> « On m'a dit que ce rapport des Casques bleus avait déjà atterri sur le bureau de Boutros Boutros-Ghali, le Secrétaire général des Nations Unies. Ce qui signifie que le contenu en est tellement dérangeant qu'il a fini dans un coffre et qu'il ne sera pas publié. »<sup>[28]</sup> Le rapport de l'ONU n'a pas paru, et Walker a été traîné devant les tribunaux pour ces propos, mais il a gagné son procès, début 1998, après avoir cité plusieurs témoins.<sup>[29]</sup> Le commandant de la FORPRONU lui-même, Michael Rose, avait des informations « qui montraient que le tir de mortier n'était pas parti des positions serbes mais de la partie de la ville qui était sous contrôle musulman [...] »<sup>[30]</sup> Cette assertion est étayée par ce qu'en dit l'officier portugais Martins Branco, qui était Casque bleu sur les lieux : « En vérité ce sont les musulmans qui ont perpétré cet attentat, qui n'ont pas hésité une seconde à bombarder leur propre population pour provoquer une intervention occidentale contre les Serbes. »<sup>[31]</sup>

Le 28 août 1995, un nouveau massacre a lieu sur la place du marché de Sarajevo. 37 victimes, 90 blessés. Le même jour — on n'avait même pas compté les victimes, pour ne rien dire d'une enquête — Richard Holbrooke, le chargé d'affaires US pour la Bosnie, déclare que « l'OTAN devrait entreprendre des frappes aériennes contre les Serbes de Bosnie, et pas des pichenettes, mais une guerre aérienne lourde et si possible de longue durée. »<sup>[32]</sup>

À cette époque, l'ONU était encore censée avoir le monopole de la

violence légitime — de telles opérations de l'OTAN devaient être autorisées par Boutros Boutros-Ghali. Mais les Américains ont eu un coup de chance, peut-être même un peu plus que de la chance : Boutros Boutros-Ghali était soudain « en voyage et inatteignable », comme le soulignait Holbrooke avec suffisance.<sup>(33)</sup> C'est donc son lieutenant Kofi Annan qui a donné le blanc-seing à l'OTAN pour ses attaques aériennes, ce qui fut « décisif pour le soutien massif que Washington apportera un an plus tard à sa candidature à la succession de Boutros-Ghali. »<sup>(34)</sup>

Les experts de la FORPRONU ont eu des doutes sérieux sur la responsabilité des Serbes dans ces massacres. Le rapport de l'institut d'études militaires hollandais NIOD résume, en avril 2002 : « David Binder, journaliste à l'hebdomadaire *The Nation*, a rapporté dès octobre 1995 que des spécialistes de la FORPRONU (un Russe, un Canadien et deux Américains) étaient arrivés sans aucune espèce de doute à la conclusion qu'il s'était agi d'une mine de l'armée (musulmane) de l'armée de Bosnie-Herzégovine (ABiH). Des officiers des services secrets américains ajoutèrent que l'ABiH avait confirmé le fait. John Sray, chef d'état-major des services secrets US à Sarajevo, a déclaré par la suite publiquement que l'ABiH était responsable des deux attaques à la mine. Même le Joint Intelligence Committee (JIC) britannique, le plus important des organismes actifs dans le domaine des services secrets, est arrivé à la conclusion que le tir qui était tombé sur le marché de Sarajevo n'était pas l'œuvre de l'armée de la Republika Srpska (VRS) mais celle des musulmans bosniaques. »<sup>(35)</sup> Ailleurs, on trouve cet éclairage au sujet du massacre du mois d'août : « toutes les preuves que nous avons récoltées ont été effacées par les officiers américains en poste à Sarajevo. »<sup>(36)</sup>

« Si l'on découvrait que l'administration Clinton a commis une erreur qui aurait permis aux Iraniens et à d'autres éléments radicaux de prendre pied en Europe, ce serait un vrai séisme. »

(Congrès US, Rapport du 16 janvier 1997)<sup>[1]</sup>

## CHAPITRE VII

### **Bosnia Gate**

#### L'ADMINISTRATION CLINTON ET LES ARSENAUX DES FONDAMENTALISTES

Mi-avril 2002, le gouvernement hollandais de Wim Kok démissionne. Par un paradoxe sans exemple dans l'histoire du monde, il évoque comme raison de cette décision sa responsabilité pour les fautes commises, non par lui-même, mais par le gouvernement précédent, sept ans auparavant. Sous son égide, plus précisément, le contingent de Casques bleus néerlandais n'aurait pas été en mesure d'éviter « le massacre de milliers de musulmans bosniaques » pendant l'été 1995 à Srebrenica.

La formulation est reprise d'un rapport d'enquête de l'Institut Néerlandais pour la documentation en cas de conflit (Nederlands Instituut voor Orloogsdocumentatie — NIOD), rendu public quelques jours plus tôt. Cet institut militaire renommé avait été chargé de cette étude en automne 1996. Il a interrogé 900 témoins et rendu, six ans plus tard, un rapport de 3 496 pages.<sup>[2]</sup>

Contrairement au compte rendu qu'en a fait la presse, l'Institut penchait en faveur de l'innocence du bataillon de Casques bleus néerlandais, les assertions selon lesquelles les Musulmans auraient été massacrés sous les yeux du *Dutchbat* étant sans fondement. Par contre

le rapport était très critique à l'égard des États-Unis, ce qu'on n'a pas vu apparaître dans la presse allemande. Si un gouvernement devait démissionner après ce rapport, c'était plutôt celui de Washington que celui de La Haye. L'un des chapitres du rapport est, selon le *Guardian*, « une des études les plus sensationnelles jamais publiées sur les services secrets occidentaux. »<sup>[3]</sup>

L'auteur de ce chapitre est Cees Wiebes, qui bénéficiait d'un accès sans restriction aux documents des services secrets néerlandais et qui a aussi pris contact avec les Services des autres pays occidentaux et de Bosnie. « Nous avons là toute l'histoire de l'alliance secrète entre le Pentagone et les groupes radicaux islamistes du Moyen Orient qui, apparemment, ont soutenu les Musulmans de Bosnie — le Pentagone est aujourd'hui en guerre contre quelques-uns de ces groupes » écrit le journal en faisant allusion à la situation géopolitique issue du 11 septembre 2001.<sup>[4]</sup> Wiebes a écrit un livre sur son travail pour le rapport du NIOD, dont nous mentionnerons quelques extraits ci-après.

### **Le modèle : *Iran Gate***

Les processus décrits par Wiebes en Bosnie ont connu un précédent dans les années quatre-vingts. L'administration américaine du président Ronald Reagan avait entrepris, en violation d'une interdiction formelle du Congrès, d'armer les guérillas anticommunistes qui combattaient le gouvernement sandiniste, politiquement orienté à gauche, au Nicaragua. Les armes livrées n'ont été que partiellement payées par leurs destinataires, le Pentagone ayant réuni les fonds occultes nécessaires par le biais d'une autre opération secrète : par la vente de matériel militaire à l'Iran, où les fondamentalistes de l'Ayatollah Khomeiny avaient pris le pouvoir en 1979, et que les États-Unis soumettaient à un strict embargo sur les armes. Robert Macfarlane, conseiller de Reagan pour la sécurité, s'était rendu dans la capitale iranienne en mai 1986 pour conclure l'accord sous un faux nom.

Lors de cette opération, les États-Unis s'étaient servis de l'aide d'Israël. Les armes (parmi lesquelles un système de missiles sophistiqué) avaient été, dans un premier temps, livrées par les

Israéliens et réexpédiées par les États-Unis. Dans une deuxième phase, les États-Unis ont choisi un chemin plus direct vers les mollahs, les armes étant simplement transbordées en Israël. En livrant en même temps de la haute technologie à l'Irak, les États-Unis s'assuraient que la guerre meurtrière que se livraient à l'époque Bagdad et Téhéran pour l'hégémonie sur le Golfe persique durerait le plus longtemps possible.

Cependant que le président Reagan et son vice-président, George Bush senior, échappaient de justesse à une procédure de destitution, il a bien fallu faire tomber quelques seconds couteaux en même temps que le responsable principal, Oliver North, du Conseil national de sécurité. Au hasard : Macfarlane et son délégué, John Poindexter. Il faut tout de même souligner qu'une fraction de l'administration Reagan avait combattu le projet de livraison d'armes à l'Iran, par exemple le ministre de la Défense, Caspar Weinberger, et le ministre des Affaires étrangères, George Shultz.<sup>[5]</sup>

## **La CIA contre Clinton**

La réédition de l'alliance contre nature avec les mollahs, dans les années 1990, s'écarte en deux points de l'original : cette fois, les mollahs n'étaient pas les destinataires, mais les fournisseurs des armes. Et ce n'était pas un Républicain qui siégeait à la Maison-Blanche, mais un Démocrate.

La Bosnia Gate — c'est le nom de scène que les médias US ont trouvé pour ce remake de l'Iranganate — n'a été possible que lorsque William (« Bill ») Clinton a été élu président. Lors de son entrée en fonctions en janvier 1993, il a trouvé une situation assez préoccupante dans le sud-est de l'Europe. Après l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, la Serbie avait pu sauver la plus grande part de la masse en faillite. D'une : le président Slobodan Milošević avait proclamé une nouvelle République Fédérale de Yougoslavie avec son homologue monténégrin, Momir Bulatović, fin avril 1992. De deux : de nouvelles Républiques serbes avaient vu le jour en Krajina et en Bosnie — sur des territoires que revendiquaient les gouvernements pro-occidentaux de Zagreb et de Sarajevo.

La question de savoir si les États-Unis allaient clairement

s'engager en faveur des Musulmans a, de prime abord, généré quelque tension entre l'administration d'une part, les militaires et les services secrets d'autre part.

« Les services secrets et les services de sécurité américains étaient d'avis que, dans toute espèce de guerre, des atrocités sont commises de part et d'autre et qu'il n'y a pas de « gentils ». Les belligérants d'une guerre civile commettent des exactions indescriptibles l'un contre l'autre, et c'était l'opinion dominante parmi les analystes militaires US dans toute l'Europe », dirent les gens des services secrets US dans l'ouvrage de référence de Cees Wiebes<sup>46</sup>. « Les rapports des Services américains témoignaient d'une attitude équilibrée, mais le monde politique américain n'en voulait pas. Le State Department<sup>47</sup> et le Président Clinton étaient, selon ces services, totalement orientés pro-musulmans et antiserbes, et dans les prises de positions politiques, la vérité était souvent orientée de façon à pouvoir donner des Serbes une image plus négative que celle des autres parties au conflit. Cela allait normalement de pair avec une attitude qui consistait à ignorer délibérément les informations qui n'allaient pas dans le bon sens pour ce qui concernait l'attitude des Croates et des Musulmans. »<sup>48</sup> Par exemple, toujours selon Wiebes, les Services américains et canadiens savaient que l'armée musulmane provoquait les troupes serbes en position autour de Sarajevo quasi quotidiennement, mais cela n'a jamais été pris en considération ni même simplement admis par les décideurs américains.

La CIA n'a pas été la seule à faire cette expérience. Au quartier général européen de l'armée US à Stuttgart (EUCOM) on explique à Wiebes que les informations des Services américains — « la meilleure source d'informations sur les Balkans » — « se métamorphosaient » sur la route de Washington « et devenaient pro-musulmanes [...] Même lorsque les services de renseignement militaires affirmaient que tel ou tel article de journal paru à Sarajevo n'était guère plus que de la propagande bosno-musulmane, les fonctionnaires de l'administration Clinton accordaient plus de crédit au journal de Sarajevo qu'à l'EUCOM ou qu'à l'ONU. »<sup>49</sup>

Les services secrets ont tout particulièrement attiré l'attention, « à plusieurs reprises, sur le fait que les Musulmans entretenaient des liens étroits avec différents gouvernements fondamentalistes et avec

des mouvements terroristes, et qu'ils recevaient des armes en provenance d'Iran » et que les Musulmans avaient eux aussi commis des crimes de guerre. « L'administration Clinton ne voulait pas en entendre parler. Elle soutenait mordicus que l'on pouvait construire une société multiethnique en Bosnie. Les services secrets avaient une vision différente : « En aucun cas, oubliez ! »<sup>(10)</sup>

Mais la CIA n'a pas pu maintenir sa position, et ce bien qu'elle eût compté sur le fait que l'affaire des Contras et de l'Iran avait déclenché un réflexe de « jamais-plus » dans le monde politique américain. Le problème est que ce jamais plus ne s'est pas tant manifesté dans le fond de l'affaire — la collaboration militaire avec les fondamentalistes — que dans ses aspects de politique politicienne — l'influence d'agents de la CIA sur le gouvernement. Cette configuration a affaibli le directeur de l'Agence, James Woosley, par rapport à Clinton : le Président a fait en sorte de garder la haute main sur l'Agence.

### ***All the President's Men***

Clinton et surtout son vice-président, Al-Gore, avaient promis, lors de leur campagne électorale de l'été et de l'automne 1992, de s'engager pour que l'embargo sur les armes à destination des Musulmans bosniaques soit levé.

Les prémisses de cette politique se mirent en place en 1993. Suite à une demande britannique, les militaires US avaient aidé à construire un aérodrome à Visoko, le quartier général musulman, pour que des avions de transport Hercules puissent y atterrir (ce projet a échoué)<sup>(11)</sup>. Un soldat britannique a remarqué, cette année-là, des membres des Forces Spéciales US qui faisaient des repérages aux environs de Gornji Vakuf. Interrogés sur leurs activités, ils ont répondu qu'ils cherchaient des endroits adaptés à l'atterrissage d'hélicoptères. Le lendemain, un Hercules américain apporta « du matériel, des munitions et de l'armement manifestement destinés à être transportés par hélicoptère jusqu'à l'armée bosno-musulmane »<sup>(12)</sup>.

Les membres de l'OTAN protestèrent. La France et la Grande-Bretagne, qui fournissaient le gros du corps de Casques bleus déployés en Bosnie, tenaient à une application stricte du principe de

monopole de la force accordé à l'ONU. Chaque processus de paix dans les Balkans devait, selon eux, recevoir l'assentiment du Conseil de sécurité des Nations Unies. Chaque tentative de modifier l'équilibre des forces en présence non pas par le désarmement des parties, mais par un soutien unilatéral des Musulmans, pouvait exposer les Casques bleus à des actions de représailles de la part des Serbes. De l'autre côté de l'échiquier, la famille royale saoudienne, si importante pour Washington, exerçait une vive pression pour que les États-Unis soutinssent Izetbegović. « Le gouvernement américain n'a pas osé continuer — le risque de faire éclater l'OTAN était trop grand. Mais les États-Unis n'ont pas négligé le signal de Riyad, et c'est pourquoi ils ont planché sur une nouvelle stratégie. Son architecte ? Richard Holbrooke, l'homme qui a trouvé le moyen d'armer les Musulmans. »<sup>(13)</sup> Pendant l'été 1993, le Pentagone a monté un premier plan : la livraison de kalachnikovs et d'autres armes légères par l'intermédiaire de sociétés écran de la zone d'influence du Pacte de Varsovie. Pour ce faire, il aurait fallu environ 300 transport par des appareils de type C-130 Hercules. Le plan finit à la corbeille car « on craignait des fuites, et les alliés européens protestèrent. »<sup>(14)</sup> Holbrooke avait une meilleure idée : charger l'Arabie Saoudite et le Pakistan d'équiper les Bosno-musulmans. Ces deux États avaient été commandités par les États-Unis, par le passé, pour des missions analogues, liées par exemple aux moudjahiddin afghans dans les années 1980. Mais cette proposition fut déclinée elle aussi, surtout par le ministre des Affaires étrangères, Warren Christopher, et par le conseiller à la sécurité de Clinton, Anthony Lake, le chef du NSC. Lake avait été marqué par ses premières expériences politiques, à la fin des années 1960, au sein de l'état-major d'Henry Kissinger, lorsque les États-Unis s'embourbaient au Vietnam. Une déconfiture que Lake ne voulait pas revivre.

Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il soutenait la position abstentionniste de la CIA par rapport aux guerres civiles balkaniques. Il voulait simplement mieux camoufler l'intervention. L'argument décisif fut la nécessité de remettre ensemble les frères ennemis, Musulmans et Croates, qui avaient commencé à se faire la guerre entre-temps. Cela limitait le risque que les Croates vendent la mèche en cas de livraisons secrètes aux Musulmans, ou qu'ils mettent la

main dessus lors de leur transit en terre croate, et qu'ils les gardent pour eux. Depuis fin 1992, la route de l'Iran et du Soudan était presque complètement coupée — pendant la guerre contre les Musulmans, les Croates n'avaient plus laissé passer grand-chose.

Dès l'été 1993, Washington a donc forgé les plans d'un cessez-le-feu et de la constitution d'une Fédération croato-musulmane. L'automne de la même année, pour la première fois, un haut responsable de Zagreb est approché. À cette fin, Miroslav Tudjman, fils du président croate et chef des services secrets, fait le voyage de la capitale américaine. Mais Tudjman junior décline la proposition, de même que le ministre des Affaires étrangères, Mate Granić. L'un comme l'autre ne voulaient pas d'un renforcement de l'influence musulmane en Bosnie, parce qu'ils redoutaient l'établissement d'une tête de pont iranienne dans les Balkans. Mais Tudjman senior et le ministre de la Défense, Gojko Sušak, étaient favorables à une nouvelle alliance avec Izetbegović. Si cela impliquait de tolérer des livraisons d'armes aux musulmans — et pourquoi pas avec le soutien américain — ce serait l'occasion de garder une partie desdits transports et ainsi de renforcer les forces croates...

Au printemps 1994, les violons étaient accordés entre Zagreb et Washington. Deux développements furent décisifs : d'une part, il y avait eu du nouveau, au début de l'année, à la tête du Pentagone. Les Aspin, ministre de la Défense et Colin Powell, commandant en chef, avaient été remplacés par William Perry et par John Shalikashvili, qui avaient tous deux une position moins isolationniste face à la guerre en Bosnie. D'autre part, les Musulmans avaient acquis, depuis le massacre de Sarajevo début 1994, le poids moral nécessaire à une attaque occidentale contre les Serbes, présumés coupables du bain de sang.

Les événements se précipitèrent. Le 13 mars 1994, la Fédération croato-musulmane est portée aux fonts baptismaux par ses parrains américains — les ennemis d'hier se réconcilient. Le 16 avril, James Galbraith, ambassadeur US à Zagreb, prend langue avec le dirigeant de la communauté musulmane de la capitale croate, Šefko Omerbašić, et l'engage à acheter des armes pour la Bosnie. Le 27 avril, le président Tudjman donne son feu vert au commerce des armes avec les USA. Le même jour, Lake et Strobe Talbott soumettent l'accord à

Bill Clinton. Ils ont profité d'une heure où ils étaient seuls avec lui à bord d'Air Force One. « Ainsi, les opposants étaient hors jeu : [Warren] Christopher s'est trouvé face au fait accompli, et le directeur de la CIA, Woosley, n'a tout simplement pas été informé. »<sup>(15)</sup>

Lake était le moteur de toutes choses. En tant que chef du NSC, il avait tissé une toile autour de lui — comme avant lui Zbigniew Brzezinski sous Carter — qui lui permettait d'agir en dehors des structures ministérielles et donc hors du contrôle démocratique. Lake avait aussi l'art de ne pas laisser de traces. L'ambassadeur Galbraith n'avait pas reçu des Affaires étrangères la mission de donner le feu vert au président Tudjman pour la contrebande d'armement, ou même de le pousser à le faire, mais son instruction était « aucune instruction ». « Tudjman n'a d'abord pas compris le message, il était troublé, et ce n'est que le lendemain que la lumière s'est faite. C'est alors que Galbraith lui a dit : « Ne considérez pas seulement ce que je vous ai dit, mais aussi ce que je ne vous ai pas dit » ». Redman est encore plus clair : « Nous ne voulons pas être dans le rôle de ceux qui vous le refusent. »<sup>(16)</sup>

L'affaire était dans le sac. Le lendemain déjà, le 29 avril 1994, le Premier ministre croate, Nikica Valentić, et le vice Premier ministre, Ejup Ganić, s'envolent pour Téhéran pour la conclure. Et le 4 mai, un premier appareil iranien atterrit sur l'aéroport de Zagreb — avec 60 tonnes d'explosifs et de matériel à son bord. La part des Croates était d'environ 30 %.<sup>(17)</sup> Pour ne pas attirer l'attention, les transports firent ensuite escale par les îles de Krk<sup>(18)</sup> et de Brač ;<sup>(19)</sup> des aérodromes albanais ont aussi été mis à contribution.<sup>(20)</sup> C'est là que la cargaison était transbordée et installée à bord d'hélicoptères. Une fois, il y eut un méchant accident : le 4 décembre 1994, l'hélicoptère personnel d'Izetbegović explose en plein aéroport de Zagreb : il était plein jusqu'au rotor de munitions et d'explosifs. Les autorités croates noyèrent le poisson en parlant d'un réservoir de carburant, ou, à choix, du suicide d'un pyromane.<sup>(21)</sup>

Les services secrets US étaient d'avis de contourner la surveillance des Nations Unies, qui assuraient le respect de l'embargo, et de ne plus fournir d'informations du tout aux hommes de la FORPRONU chargés de la répression de la contrebande d'armes. L'ordre était à peine donné qu'à Langley (Virginie), le siège de la CIA, des photos

prises par un satellite ont montré que des avions qui, après avoir été photographiés un jour J sur un aérodrome turc, avaient atterri à Zagreb au jour J + 2. La plaisanterie ne fut pas du goût des agents de la CIA, et c'est alors que ces derniers se sont mis à débiter collègues des Affaires étrangères. Le chef de la CIA à Zagreb interrogea les gens de l'ambassade US et tomba sur des fonctionnaires iraniens qui allaient et venaient quotidiennement dans l'ambassade. Quelques jours plus tard, le directeur de l'Agence, Woosley, se plaignit personnellement auprès du ministère des Affaires étrangères (c'était juste après la non-instruction donnée à Galbraith) de ce qu'il avait découvert à Zagreb — mais tout ce qu'il obtint de Talbott, c'est que tout allait bien et que Galbraith maîtrisait parfaitement la situation.

Woosley était sidéré. Mais il s'est comporté loyalement et il a même offert l'aide de la CIA pour couvrir l'opération — après tout, il avait des lustres d'expérience dans ce genre de chose. Mais son offre fut déclinée par Lake, qui aurait eu besoin d'un ordre présidentiel pour impliquer la CIA. Si Clinton l'avait donné et que cela s'était su, il risquait gros : l'éclatement de l'OTAN.

Pourquoi prendre des risques ? Les choses roulaient bien, à cette altitude de croisière, l'été 1994. Presque trop bien, d'ailleurs : en moyenne, huit avions iraniens atterrissaient tous les mois en Croatie.<sup>[22]</sup> Le chargé d'affaires des Nations Unies pour la Bosnie, Yasushi Akashi, a fait remarquer dès le 18 juillet 1994 les « quantités significatives d'armes nouvelles » que les Musulmans de Bosnie recevaient en provenance de Croatie.<sup>[23]</sup>

## **Louvoiements et Realpolitik**

Au moment où l'administration Clinton ouvrit la porte de la Bosnie<sup>[24]</sup> à l'Iran, les relations entre les deux pays étaient glaciales. À cette époque, le Congrès et l'administration présidentielle « rivalisaient d'efforts pour imposer à l'Iran les sanctions les plus lourdes, afin de mettre le pays au tapis. »<sup>[25]</sup> Mais les stratèges du Pentagone et de la Maison-Blanche ne se laissèrent pas perturber. Les Républicains, qui étaient dans l'opposition à cette époque, suivaient de près la politique étrangère de Clinton, sans toutefois rendre publiques leurs objections. Ce n'est que lorsqu'il est trop tard pour

influer sur le cours de la Realpolitik (en janvier 1997) que le Congrès vote une résolution qui ne laisse guère place à l'équivoque : on peut y lire que Clinton avait contribué à « transformer [la Bosnie] en base arrière du militantisme islamiste. »<sup>(26)</sup>

À part le président lui-même, le chef du NSC, Lake, et l'ambassadeur Galbraith sont ceux qui portent la responsabilité la plus lourde dans la mise en place de cette politique. Par exemple, Lake a joué « un rôle clef en étouffant les enquêtes menées par le Congrès » et cela a pesé lourd dans « sa tentative de prendre la tête de la CIA » en 1997. Galbraith avait, lui, « pris langue avec des représentants d'États musulmans à propos du paiement des armes qui devaient être livrées en Bosnie ». Un rapport des services secrets a parlé plus tard d'une somme située « entre 500 et 800 millions de dollars. » Ce qui est renversant, c'est que « des fonctionnaires du gouvernement américain aient inspiré le transport de missiles iraniens en Bosnie. »<sup>(27)</sup> Ces messieurs voulaient manifestement s'assurer qu'on allait livrer de la haute technologie, et non des pétards mouillés, à leurs alliés.

Dans la résolution du Congrès, on peut enfin lire que « si l'on découvrait que l'administration Clinton ait fait une erreur qui aurait permis aux Iraniens et à d'autres éléments radicaux de prendre pied en Europe, ce serait un vrai séisme. »<sup>(28)</sup>

« *La CIA n'a jamais livré d'armes en Bosnie.* »

*(James Woosley, directeur de la CIA)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE VIII

# Tuzla, une opération secrète

COMMENT LES SERVICES SECRETS US ASSURÈRENT LE TRANSPORT DES  
ARMES DES MOUDJAHIDDIN...  
ET COMMENT ILS ONT RÉDUIT LES TÉMOINS AU SILENCE

Un homme qui en savait trop. Le pilote d'hélicoptère norvégien Ivan Moldestad a été pris à partie par trois officiers US, fin février 1995, en plein Zagreb. « Ils l'ont accroché au balcon du cinquième étage, dans un hôtel, et lui ont fait clairement comprendre que les choses pouvaient très vite tourner mal pour lui s'il s'en tenait à ses déclarations, ou s'il continuait à en parler. »<sup>[2]</sup> Moldestad regarda en bas et se dit que dans cette situation, comme on le dit si bien, il devait « coopérer ». Il ne lui restait pas d'autre choix. Et du reste il en avait assez fait pour faire triompher la vérité.

Ce petit épisode pourrait être tiré d'un roman d'espionnage de Graham Greene ou de Frederick Forsyth — mais il provient d'une source plus austère : le rapport d'enquête de l'institut militaire hollandais NIOD sur les services secrets actifs dans la guerre civile bosniaque. Le 10 février 1995 à 17 h 45 exactement, Moldestad avait découvert ce qui devait, trois semaines plus tard, mettre sa vie en danger. Cet officier de la FORPRONU était devant son cantonnement de l'unité d'assistance des Casques bleus, non loin de la citadelle de Tuzla, en Bosnie orientale, et regardait le coucher du soleil. C'est là qu'il vit ce qu'il ne devait pas voir : un quadriréacteur de type C-130 Hercules était en approche de la piste d'atterrissage, ses quatre moteurs émettant le grondement caractéristique de cet appareil. Il était

escorté de deux chasseurs que Moldestad n'a pas pu clairement identifier dans le contre-jour. Tout cela était inhabituel, car l'espace aérien était fermé aux parties en conflit, et aucun appareil de l'OTAN ni de la FORPRONU n'était annoncé. Qui diable prendrait le risque de vouloir malgré tout atterrir sur la base de Tuzla ? L'aérodrome, mieux connu des locaux sous son nom yougoslave de Dubrava, était le plus grand de Bosnie et mieux équipé que celui de la capitale, Sarajevo. Il disposait de quatre pistes, les Nations Unies n'en contrôlaient qu'une.

Moldestad n'était pas seul à avoir repéré l'appareil suspect. D'autres collaborateurs des Nations Unies avaient levé le nez, et quelques-uns disposaient d'appareils de vision nocturne. Ces observations ont été consignées dans un rapport et rapportées aussitôt au Combined Air Operations Center (CAOC) de l'OTAN à Vicence, en Italie, de même qu'à la centrale de surveillance aérienne à Naples. Moldestad lança un coup de fil à Vicence pour insister sur le fait qu'il s'agissait d'une violation manifeste de l'interdiction de survol. Mais on lui dit de ne pas se faire de souci, et qu'il ne s'était rien passé. Moldestad insista, on coupa la communication.

Le 12 février, cet événement qui n'était pas censé avoir eu lieu se produisit à nouveau. Le supérieur de Moldestad, le colonel G. Arlefalk, commandant en chef des Casques bleus norvégiens, adressa lui-même un rapport aux services de l'OTAN. Il n'était pas le seul, le commandant du corps expéditionnaire britannique, Christopher A. Le Hardy, a lui aussi consigné ses observations. Ces gens étaient encerclés par 30 soldats musulmans lorsqu'ils menaient leur enquête à l'aérodrome. Le général français Bertrand de Lapresle, commandant en chef de l'unité française de Casques bleus, s'est joint au mouvement en rédigeant un rapport qui parlait de « deux livraisons aériennes secrètes », probablement chargées de « matériel onéreux et de haute technologie, comme des roquettes antichar à long rayon d'action et peut-être des missiles sol-air. »<sup>43</sup> Plus tard, il apparut qu'il n'était pas loin de la vérité : dans les arsenaux de la 281<sup>e</sup> Brigade bosno-musulmane, basée dans l'enclave de Žepa, on trouva, comme à Srebrenica d'ailleurs, des armes légères mais aussi les redoutables missiles Stinger.<sup>44</sup> C'est avec ce genre de bazooka, de l'espèce « Fire and Forget », que les moudjahiddin avaient descendu des douzaines

d'hélicoptères soviétiques en Afghanistan. C'est en hélicoptère que ces armes étaient parvenues à Žepa et à Tuzla — les premières parvinrent au front le 14 février, quatre jours après l'atterrissage observé par Moldestad.

Des transports semblables ont été observés le 16, le 17 et le 19 février. Le colonel norvégien Arlefalk les a vus de ses propres yeux, et ses hommes ont vu dans le même temps six ou même huit appareils décoller tous feux éteints en direction de Tuzla. Les officiers supérieurs de l'OTAN à qui il avait transmis son rapport réagirent en lui disant qu'il s'agissait certainement d'avions de surveillance AWACS. « Tous les hommes étaient morts de rire en entendant cela », se souvient Arlefalk.<sup>(5)</sup> Pas étonnant : il faudrait être aveugle pour confondre un AWACS, avec sa gigantesque plate-forme technique en forme de soucoupe volante rivetée au fuselage, et un quadrimoteur Hercules.

Tous les moyens étaient bons pour étouffer ces rapports embarrassants. Le premier à en faire les frais fut Le Hardy. Sous « d'évidentes pressions américaines » — Wiebes parle d'un « changement d'opinion sous la contrainte » — il a complété son premier rapport du 18 février avec un second document où il écrit cette contre-vérité que « personne n'a vraiment vu un avion. »<sup>(6)</sup> Le deuxième, Lapresle, dut affirmer, en contradiction avec son rapport, qu'il « n'avait vu aucune trace de transports aériens non autorisés le 10 et le 12 février à proximité de l'aéroport de Tuzla. » Puis le colonel Douglas J. Richardson a rédigé un rapport destiné à l'US Air Force et s'est employé à « travailler », pour cela, tous les témoins oculaires. Il a, par exemple, essayé de convaincre Moldestad que ce qu'il avait vu n'était que des manœuvres de l'OTAN, qui auraient lieu chaque nuit de 20 heures à 5 heures du matin. Commentaire de Wiebes : « Richardson n'a pas eu de chance... Les observations de Moldestad ont eu lieu à 17 h 45 — bien avant vingt heures ! »

Malgré ces imprécisions, un rapport bon teint fut pondu, présenté comme la position commune et signé par les plus hauts gradés dans les Balkans — le commandant en chef de l'OTAN, Leighton Smith, le commandant en chef de la FORPRONU, Michael Rose, le chef des unités d'interposition en Bosnie, le général de Lapresle — et transmis au Secrétaire général de l'ONU. Mais cela n'alla pas tout seul,

comme le rapporte un militaire français à Wiebes : il s'agirait d'un « rapport falsifié par l'OTAN. »<sup>471</sup> Shashi Tharoor, général commandant des Casques bleus indiens, s'est emporté plus d'une fois à propos de ce « rapport signé par la FORPRONU et qui contredit les autres rapports de la FORPRONU ». Akashi lui aussi, le chargé d'affaires de l'ONU en Bosnie, prit position en disant que l'Organisation ne devait pas accepter un tel rapport, qui est « bien en dessous des critères » habituels.<sup>481</sup> Voilà la situation fin février 1995 — situation qui a mené l'un des témoins oculaires à faire une petite promenade au-delà du parapet du cinquième étage, pour lui apprendre à tenir sa langue.

### **Volontaires pour le sale boulot**

On peut distinguer trois phases dans la violation, par les Américains, de l'embargo sur les armes imposé aux autres parties en conflit : en 1992-1993, des transports aériens sont organisés depuis le Soudan, la Turquie et l'Iran. Des transports qui deviennent difficiles lorsqu'éclate la guerre interethnique entre Musulmans et Croates. Cette difficulté est écartée par la création de la Fédération croato-musulmane au printemps 1994. Dès le mois de mai 1994, chaque mois, jusqu'à huit avions iraniens atterrissent à Zagreb, sur les îles de l'Adriatique ou en Albanie. Les USA, qui ont monté le *deal*, se montrent amicaux envers ce commerce mais n'envoient pas leur propre personnel pour y participer. La phase 3 commence le 10 février 1995 avec les transports aériens vers Tuzla, à proximité immédiate de la ligne de front des enclaves de Srebrenica et de Žepa en Bosnie orientale — et là, les Américains s'impliquent directement. Certaines nuits, six à huit Hercules C-130 atterrissaient à Tuzla.

L'engagement direct des États-Unis dès le printemps 1995 a été facilité par la nomination d'un nouveau directeur à la tête de la CIA. Woosley, qui n'avait collaboré à la Bosnia Gate qu'à contrecœur, démissionne. Les notes de services de l'Agence prennent un ton toujours plus antiserbe et pro-musulman. Il est pourtant très improbable que des fonctionnaires de Langley ou de Washington se soient sali les mains avec les vols de la ligne de Tuzla : ils n'étaient que des commanditaires, des organisateurs. Il était dès lors facile au

commandant en chef de l'OTAN pour l'Europe du sud-est d'offrir sa démission à qui la voulait « s'il est prouvé que du personnel militaire américain est impliqué dans cette opération. »<sup>(9)</sup>

Il y a deux thèses solidement étayées par des faits pour identifier qui était chargé d'assurer les vols secrets vers Tuzla en lieu et place d'officiers US. Ces deux thèses ne se contredisent pas, et les deux font passer la route du terrorisme par le territoire turc. L'une affirme que ce sont des avions turcs qui transportaient la marchandise. En 1993 déjà, Ankara avait transporté de l'équipement militaire en provenance d'Arabie Saoudite, de Malaisie, du Brunei et du Pakistan vers le théâtre des opérations — en utilisant les Casques bleus turcs pour la distribution sur place.<sup>(10)</sup>

L'autre thèse parle de prestataires de services privés, basés aux États-Unis, qui auraient piloté des appareils britanniques et allemands — on a parlé de Ramstein et de la base Rhein Main Airbase à Francfort — chargés en armes de provenance arabe dans des aéroports amis en Turquie ou dans la partie turque de Chypre. Il est possible que ces avions aient fait escale sur l'île croate de Brač, dans l'Adriatique.<sup>(11)</sup> C'est de Francfort que décollaient, selon Tim Ripley, collaborateur de la *Jane's Intelligence Review*, les Hercules C-130 affrétés par des compagnies privées comme Southern Air Transport (SAT). « Les propriétaires de cette compagnie ? Comme Civil Air Transport, Air Asia, Air America : la CIA. Ces compagnies ont été impliquées dans plus d'un « Black Flight » à travers le monde. »

D'après Ripley, la CIA a cessé d'exécuter elle-même ce genre d'opérations à l'issue d'une série de scandales qui l'ont secouée au cours des années 1970 et 1980. Pour Wiebes, c'est une société fondée par un ancien général américain, la MPRI (*Military Professional Resources, Inc.*) qui est en cause. Cette version est corroborée par le fait qu'en février 1995, des appareils Hercules américains ont été repérés à l'aéroport de Zagreb — et comme par hasard, le colonel Krešimir Čosić, le contact des Croates à la MPRI, était devant.<sup>(12)</sup> À Tuzla aussi, un personnage douteux se trouvait en position stratégique : le chef de la FORPRONU pour la collaboration militaro-civile était américain, et il ne faisait pas mystère de son passé dans les Forces Spéciales : « le fonctionnaire secrètement impliqué dans les livraisons et le contact [...] de la MPRI n'étaient vraisemblablement

qu'une seule et même personne, détachée par son état-major à Tuzla [...] et qu'on a vu revenir en 1996 à Sarajevo, en civil cette fois, au service de la MPRI. »<sup>(13)</sup> Un autre agent secret US, probablement de la CIA, se trouvait à l'autre bout de la chaîne de la contrebande, à Srebrenica, « en contact constant avec le II<sup>e</sup> Corps d'armée bosno-musulman à Tuzla. »<sup>(14)</sup>

« Quand on a affaire à des porchers, ça pue ! »

(Général Harry A. Soyster, chef des affaires internationales chez MPRI)<sup>[1]</sup>

## CHAPITRE IX

# Une aiguille dans une meule de foin

### COMMENT LA SOCIÉTÉ MERCENAIRE AMÉRICAINE MPRI TIRE LES FICELLES DES INTERVENTIONS SPÉCIALES

Privatisation, sous-traitance, flux tendus : les slogans néolibéraux n'épargnent pas l'armée américaine. Un nombre croissant de prestations sont sous-traitées et confiées à des sociétés étrangères : c'est que ça coûte moins cher. Pendant la première guerre du Golfe, en 1991, un Américain sur cinquante, parmi le personnel engagé sur place, appartenait à une société mercenaire ; quand les Américains entrent en Bosnie dans le cadre des troupes de stabilisation, fin 1995, la proportion est de un sur dix.<sup>[2]</sup> Personne ne sait exactement quelle est l'ampleur de ce business militaire secret, et les rares entreprises qui agissent à visage découvert sont réticentes à fournir des informations, pour ne rien dire de celles qui agissent à couvert. Les connaisseurs estiment, quoi qu'il en soit, le volume des contrats que le Pentagone a confiés à douze sociétés privées à plus de 300 milliards de dollars.<sup>[3]</sup>

Par contraste avec les mercenaires classiques, tels qu'on peut les voir dans *Les oies sauvages* par exemple, ces gens ne combattent pas au front, dans la plupart des cas. Ils offrent à leurs clients des services de planification militaire, ils fournissent des informations et des images. Pendant les combats, ils prennent place dans les états-majors. Par la suite, ils sont encore présents au cours des opérations de stabilisation et de pacification du terrain. Mais ils tuent, déportent et

torturent aussi, comme on le verra.

« Le motif le plus important pour lequel nous utilisons des sous-traitants, c'est qu'ainsi, nous ne devons pas engager nos propres troupes. De sorte que ces dernières peuvent se concentrer pleinement sur les combats », explique le colonel Thomas Sweeney, qui enseigne la stratégie au collège militaire de Carlisle, en Pennsylvanie. « C'est meilleur marché, parce qu'on ne paie ces sociétés que quand on utilise leurs services. »<sup>[4]</sup>

## **L'Irak, un Eldorado pour tortionnaires**

L'État ne fait pas qu'économiser de l'argent en faisant appel à des mercenaires. Il peut aussi leur laisser le sale boulot. C'est ainsi que le Pentagone et la CIA ont réussi à passer à travers les mailles des contrôles sur les opérations secrètes, qui se sont resserrés après l'affaire des Contras et de l'Irangate. Les mercenaires privés ne sont — selon le discours officiel à Washington — ni soumis à la juridiction de l'armée, ni à celle du pays où se déroulent les opérations. Ils ne peuvent être traînés en justice pénale que si le gouvernement américain exige leur extradition. Les conséquences de cette responsabilité très limitée ont éclaté au grand jour en Irak, où 20 000 agents de sécurité privés sont en activité, depuis la dernière guerre. Il s'agit là de la protection rapprochée de personnalités, de la sécurisation de champs pétrolifères et d'autres propriétés privées — et des opérations spéciales confiées par l'armée. Dans la prison concentrationnaire d'Abou Ghraïb, 37 de ces « contractors » étaient à l'œuvre (à Guantánamo, à Cuba, ils sont une trentaine).<sup>[5]</sup> Le rapport d'enquête officiel de l'armée américaine cite quatre accusés principaux comme coupables directs ou indirects des mauvais traitements constatés à Abou Ghraïb. Deux de ces spécialistes ès brutalités étaient des employés de sociétés américaines : Caci ou Titan. La Caci avait passé des annonces pour recruter des spécialistes capables de mener et de mesurer la valeur d'interrogatoires. Un argument d'embauche décisif, pour l'un des candidats, avait été la capacité de travailler « sous supervision minimale »<sup>[6]</sup>. La Caci conduit des interrogatoires en Bosnie et au Kosovo, depuis quelque temps, sur des prisonniers soupçonnés de terrorisme.<sup>[7]</sup>

La meilleure adresse pour se procurer des mercenaires, c'est la société Blackwater Security Consulting, qui a assuré la sécurité du gouverneur américain de l'Irak, Paul Bremer. Cette société fondée en 1998 a conclu à l'automne 2002 un contrat de plus de 35,7 millions de dollars avec le Pentagone pour la formation de 10 000 fusiliers marins. Il s'agit de répression des soulèvements — dans la documentation, il est question de « *Force Protection Training* ». Tout cela se passe sur un vaste champ de manœuvre acquis par la société à Moyock, en Caroline du nord.<sup>(9)</sup> Parmi ses plusieurs centaines d'employés en Irak, il y en a au moins 60 qui ont été tortionnaires au Chili de Pinochet, et un nombre encore inconnu sont des mercenaires blancs d'Afrique du Sud.<sup>(9)</sup> Début avril 2004, quand les insurgés de Najaf menaçaient le quartier général des troupes d'occupation, ce sont huit employés de cette firme et une poignée de soldats qui ont protégé le bâtiment. Un hélicoptère de Blackwater, dépêché à la rescousse, se lança dans la mêlée. Quatre hommes de Blackwater avaient été lynchés peu de temps auparavant à Falloudja, et leurs cadavres avaient été traînés à travers la ville. L'opinion publique occidentale réagit à ces images — les mass media ont parlé de coopérants civils, sans préciser qu'il s'agissait de mercenaires.<sup>(10)</sup> À la suite de ces événements, les sociétés mercenaires s'engagèrent plus étroitement en Irak. Le *Washington Post* parla de « la plus grande armée privée du monde, avec son propre service secret, ses propres commandos de sauvetage. »<sup>(11)</sup>

## **DynCorp ou l'invention de la guerre du Kosovo**

Avec 20 000 collaborateurs et plus de 550 filiales ou territoires d'intervention, la société DynCorp est l'un des fleurons de ce « rising corporate military monster » comme disait le magazine en ligne *Mother Jones* à propos de l'alliance des privés entre le Tigre et l'Euphrate.<sup>(12)</sup> Avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliards de dollars, c'est elle qui pèse le plus lourd en termes économiques. Depuis 1993 et la guerre d'Irak, le Moyen Orient est sa terre d'élection — un millier de ses employés y sont en activité.<sup>(13)</sup>

En Bosnie-Herzégovine, DynCorp a participé à la stabilisation du pays après la signature des accords de Dayton, fin 1995. Deux

collaborateurs se sont retrouvés au milieu d'un scandale de mœurs : ils achetaient, vendaient et abusaient de mineures qu'ils réduisaient à l'état d'objets sexuels. Une partie des victimes n'avaient que treize ans... Mais les coupables ne furent pas poursuivis, simplement rapatriés. Par contre, les collaborateurs qui les avaient dénoncés ont été renvoyés.<sup>(14)</sup> Cette affaire n'a pas vraiment porté préjudice à la firme : elle a reçu le mandat de former le contingent américain au sein de la Kosovo Verification Mission (KVM) à l'automne 1998. Selon certaines sources, 150 à 200 observateurs de ladite mission étaient des collaborateurs de DynCorp.<sup>(15)</sup> Dans de nombreux cas, on a prouvé que les vérificateurs US avaient utilisé le cessez-le-feu pour marquer les futures cibles des attaques aériennes américaines dans la province en crise.<sup>(16)</sup> D'ailleurs, parmi les vérificateurs à l'œuvre au Kosovo sous mandat de l'OCDE, tous ceux qui ont prétendu avoir découvert un massacre serbe dans le hameau de Račak, au Kosovo, étaient employés de DynCorp. L'OTAN devait utiliser cette opération d'intox comme prétexte à la guerre.<sup>(17)</sup> Après la guerre contre la Yougoslavie, on a retrouvé DynCorp, signant un contrat de 628 millions de dollars pour la formation des forces de police américaines au Kosovo.<sup>(18)</sup>

Une autre firme d'un poids équivalent, Vinnell, a formé la garde nationale saoudienne. Elle est contrôlée par le Carlyle Group, dont la famille Bush possède des parts, tout comme, jusqu'au 11 septembre 2001, la famille ben Laden.<sup>(19)</sup> Des entreprises comme Betac (sous-traitant de la CIA), la société britannique Executive Outcomes (neutralisation de champs pétrolifères en Angola), Ronco (divers engagements en Afrique), Sandline (répression de soulèvements en Sierra Leone sur mandat du gouvernement Blair), O'Gara Protective Service (engagé par le ministère saoudien de la Défense) et SAIC (au directoire de laquelle siègent John Deutch et Robert Gates, deux anciens directeurs de la CIA), ne sont que quelques-uns des membres de ce vaste aréopage de mercenaires.<sup>(20)</sup>

## **MPRI : plus de généraux qu'au Pentagone**

La plus active des troupes de soutien de l'armée américaine est certainement, après DynCorp, la Military Professional Resources Inc. (MPRI), dont il a été question plus haut. Dans les guerres balkaniques

des années 1990, cette firme a joué un rôle décisif, elle y était plus présente que toutes ses concurrentes. La MPRI a été fondée en 1987 par huit officiers supérieurs américains à la retraite, et on y trouve « plus de généraux à quatre étoiles qu’au Pentagone. »<sup>(21)</sup> Sur son site Internet, la société affirme avec fierté, en 2004, qu’elle emploie 1 500 personnes engagées dans le monde entier et qu’elle exécute 150 programmes en dehors des États-Unis. En tout temps, elle peut compter sur « 12 500 anciens collaborateurs du ministère de la Défense, des autorités pénitentiaires et d’autres experts », qui « sont les mieux placés pour savoir comment on peut exécuter des tâches exigeantes dans des conditions difficiles. »<sup>(22)</sup> Ailleurs, la firme se décrit comme pouvant exécuter « n’importe quelle tâche et accomplir n’importe quelle mission qui nécessite l’intervention d’experts dans le domaine de la Défense. »<sup>(23)</sup> Le chiffre d’affaires annuel de la MPRI dépasse cent millions de dollars.<sup>(24)</sup>

Il est affirmé tout à fait ouvertement que la MPRI « met son expérience à la disposition du ministère de la Défense américain et travaille en appui de ce dernier. » Plus loin, on peut lire : « Nous offrons un large spectre de services internationaux, dans certains cas pour le gouvernement américain, dans d’autres directement au service d’autres gouvernements sous contrat de licence du ministère des Affaires étrangères des États-Unis. »<sup>(25)</sup>

La MPRI a 340 anciens généraux US dans son carnet d’adresses,<sup>(26)</sup> dont les 22 meilleurs sont sous contrat.<sup>(27)</sup> Ils gagnent entre deux et trois fois plus que leur traitement de fonctionnaire et reçoivent en plus des prestations de vieillesse et des actions de la MPRI — sans compter la retraite que leur verse le Pentagone.<sup>(28)</sup> Mais sur les registres de la société, ils n’apparaissent certes pas sous la dénomination de retraités : il s’agirait plutôt d’un échange de professionnels. « Un officier ou un sous-officier américain prend un congé sans solde, s’engage deux ou trois ans à la MPRI, puis réintègre l’armée pour être en général aussitôt promu. D’une part l’armée met à pied une partie de ses forces sans devoir la payer, afin qu’elles puissent travailler pour la MPRI. D’autre part cela ne constitue pas une interruption de carrière pour le militaire, bien au contraire. »<sup>(29)</sup>

Tout au sommet de l'organisation, on trouve Carl Vuono, chef d'état-major de l'armée US lors de l'invasion de Panama (1989) et lors de la première guerre d'Irak (1990). Au siège de la société à Alexandria, en Virginie, les généraux Crosbie « Butch » Saint et Frederick Kroesen ont été admis à l'étage du directoire au cours des années 1990. Les deux ont commandé l'armée américaine en Europe pendant leurs années d'active. Dans les années 1990 toujours, le général Harry E. Soyster a dirigé la division internationale de la MPRI, souvent en collaboration avec Saint. Soyster a été, dès 1982, commandant délégué de l'armée US en Europe et il a dirigé le service secret militaire, le DIA, de 1988 à 1991. C'est à cet homme que revenait la responsabilité des opérations dans les Balkans, avant même qu'il en soit officiellement question. « Nous pouvons envoyer 20 personnes hautement qualifiées à la frontière serbe en 24 heures. Même l'armée ne peut pas en faire autant. »<sup>[30]</sup>

Entretemps, quelques cadres supérieurs avaient rejoint les rangs. Le délégué de Vuono était le général Ronald H. Griffith, un homme qui a participé à de nombreux engagements à l'étranger, avec une expérience au Vietnam, et qui a fini sa carrière comme délégué du chef d'état-major de l'armée. Le National Group de la société est dirigé par Randy Anderson — probablement ce même Randy Anderson qui commandera le bataillon Olovo en Bosnie, au milieu des années 1990.<sup>[31]</sup> Joe Wolfinger est lui aussi nommé vice-président : Wolfinger venait de quitter l'unité d'entraînement du FBI. Le successeur de Soyster à la tête de l'International Group, c'est William F. Kernan, qui a dirigé une troupe de choc lors de l'invasion de Panama, puis travaillé comme chef de la planification au quartier général des forces spéciales de l'armée (un lieu idéal pour toutes les missions secrètes) puis, entre autres, commandant d'une unité aéroportée.<sup>[32]</sup> En l'an 2000, il a présidé le commandement suprême des Forces spéciales.<sup>[33]</sup>

Au nombre des missions les plus importantes de la MPRI après celles des Balkans (voir plus bas), il faut compter le soutien aux paramilitaires de droite en Colombie. Un contrat du Pentagone fut mis sur pied en 1999 pour accomplir cette mission en échange de 4,3 millions de dollars. Par la suite, dix spécialistes ont été envoyés dans ce pays d'Amérique latine sans qu'aucun d'entre eux parle

espagnol. Malgré ce handicap, au cours de la mission qui a duré un an, des services faisant largement appel au langage ont été accomplis, comme l'aide à la comptabilité, la formation des cadres et l'instruction de l'armée colombienne.<sup>{34}</sup> D'ailleurs la MPRI était aussi active en Afrique, elle a entraîné les armées du Liberia et d'Angola. Dans les pays pétroliers, Nigeria, Guinée Equatoriale, Arabie Saoudite, Koweït, des concepts de sécurité ont été élaborés.<sup>{35}</sup> Un épisode qui s'est déroulé en 1995 démontre combien la société est étroitement liée à la politique étrangère américaine : la MPRI voulait soutenir le dictateur zairois Mobutu — il payait bien et on pouvait compter sur lui, en bon et fidèle allié des Occidentaux, pour mater les mouvements de libération d'Afrique australe. Mais le *deal* ne survécut pas au refus de l'administration Clinton, Mobutu n'étant plus réellement utile après que la politique africaine des Etats-Unis se fut réorientée. Les intérêts financiers du mercenaire sont restés subordonnés aux intérêts géopolitiques des Etats-Unis, et Mobutu est tombé.<sup>{36}</sup>

En Irak, l'entreprise a décroché deux contrats en 2003, pour un volume de 2,6 millions de dollars. On affirme que, sur mandat du ministère de la Défense US, les anciens combattants irakiens étaient instruits en civil pour que « des structures de gouvernement efficaces » puissent être développées « au niveau communal, provincial et national au sein de la société qui prendrait naissance après la guerre ».<sup>{37}</sup>

La société L-3 Communications a acheté la MPRI en juillet 2000. Le *deal* a rendu millionnaires les fondateurs de la MPRI : L-3 leur a versé 40 millions de dollars. Cash.<sup>{38}</sup>

## **La MPRI saute sur les Balkans**

L'un des premiers engagements significatifs de la MPRI fut son soutien à l'armée croate lors de son offensive de grande envergure contre les Serbes de Krajina, début août 1995, connue des livres d'histoire sous le nom d'« Opération Tempête » (en serbo-croate : Oluja). Le ministre de la Défense croate, Gojko Sušak, avait demandé ce soutien en mars 1994 déjà. En septembre 1994, les spécialistes de la MPRI avaient conclu un contrat d'instruction de l'armée à Zagreb.

<sup>[39]</sup> de peaufinage entre le général musulman Mehmet Alagić, le chef du DIA, Dyke Hayden, et l'émissaire américain, Richard Holbrooke.<sup>[40]</sup> (Alagić, qui a reçu des sommes colossales d'Al-Qaïda, est aujourd'hui sous les verrous à La Haye). Cet accord, juridiquement de droit privé, reçut une investiture officielle lorsqu'un accord de coopération militaire fut passé, en novembre 1994, entre le Pentagone et l'armée croate.

Selon un officier croate, « les conseillers de la MPRI nous ont enseigné la tactique militaire et les opérations militaires de grande envergure. » Une partie de la formation est censée avoir eu lieu dans le Centre George C. Marshall, dans l'église œcuménique.<sup>[41]</sup> Quinze conseillers militaires américains de haut rang, sous la direction du général à deux étoiles à la retraite Richard Griffith, ont fini par arriver en Croatie début 1995.<sup>[42]</sup> Le chef de la MPRI, Vuono, a participé à « une rencontre secrète avec le général croate Varimar Cervenko, l'architecte de l'offensive de Krajina, sur l'île de Brioni, non loin de la côte croate. Pendant les cinq jours qui précédèrent l'attaque, il y eut au moins dix réunions entre Vuono et les officiers qui étaient impliqués dans l'offensive. »<sup>[43]</sup> Des sources croates parlent d'ailleurs de soutien américain par satellite en faveur de Zagreb.<sup>[44]</sup> Franz-Josef Hutsch, officier d'active dans la Bundeswehr et plus tard reporter au *Stern*, va encore plus loin : « la MPRI a conduit les opérations sur le terrain et elle a fait en sorte que pendant « l'Opération Tempête », des attaques aériennes de l'OTAN aient lieu sur des cibles serbes. C'est ce qu'on appelle « Close Air Support », c'est-à-dire appui aérien rapproché des troupes au sol [...] Pendant l'opération Tempête,<sup>[45]</sup> j'ai moi-même vu et entendu un officier de la MPRI donner des directives à un brigadier lors de l'attaque de Glina. »<sup>[46]</sup>

D'après John Dinger, porte-parole du ministère des Affaires étrangères US, la MPRI a aidé les Croates « à éviter les excès et les actes de cruauté au cours des opérations militaires ». Si tel avait été l'objectif de l'enseignement dispensé par les formateurs de la MPRI, il n'a pas été atteint : dans le cadre de l'opération Oluja, les 200 000 Serbes qui vivaient en Krajina ont été déportés au cours de la plus grande opération de nettoyage ethnique qu'on ait vue en Europe depuis 1945.<sup>[47]</sup> D'après le Comité d'Helsinki pour les droits de l'Homme, cette opération éclair a été le théâtre de plusieurs

massacres, à la suite desquels les cadavres de 410 civils ont été nommément identifiés.<sup>[48]</sup> Veritas, une organisation serbe des droits de l'Homme, rapporte qu'en 1995, en tout, 2 101 civils serbes de Croatie ou de Krajina ont été tués ou ont disparu sans laisser de traces.<sup>[49]</sup>

## **Fin de partie avec les moudjahiddin**

Dans la foulée de l'écrasement de la Krajina, les troupes serbes ont aussi été massivement repoussées en Bosnie occidentale. C'est alors que le tandem croato-musulman s'aperçut que d'importantes unités serbes étaient restées en position dans la zone de Srebrenica et de Žepa. Le commandant en chef des forces serbes, Ratko Mladić, avait été tenté de monter ce dispositif — catastrophique, comme la suite des événements le montrera — en raison des provocations croissantes qui provenaient de ces enclaves musulmanes. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, les livraisons secrètes d'armement par la MPRI y ont joué un rôle décisif.

Le final devait suivre. Le détonateur fut un massacre aux circonstances obscures à Sarajevo, fin août. Dans ce contexte, le plus parlant est sans doute le témoignage d'un correspondant japonais dans la capitale bosniaque, selon qui des employés de la MPRI auraient travaillé comme « instructeurs de francs-tireurs musulmans ».<sup>[50]</sup> Quoi qu'il en soit, après le bain de sang, l'OTAN a déclenché « le premier engagement militaire de l'Alliance en 44 ans d'existence » (Clinton).<sup>[51]</sup>

L'offensive commune qui eut lieu dans la première moitié du mois de septembre 1995 marqua l'apogée de la collaboration entre les Américains et les moudjahiddin. Pendant deux semaines, des chasseurs-bombardiers US ont attaqué des cibles et des territoires serbes. En parallèle, une offensive terrestre fut déclenchée par les colonnes croato-musulmanes. Les combats les plus acharnés ont eu lieu sur le mont Ozren, non loin de Sarajevo, où l'infanterie serbe s'était fortifiée.

« Les Américains et les Alliés ont déblayé le terrain pour l'infanterie musulmane. D'abord les Serbes étaient pilonnés depuis les airs, puis l'infanterie musulmane avançait, avec des milliers de moudjahiddin, dont les membres d'El Moudjahid, qui faisaient place

nette des Serbes restant sur place » rapporte le journal serbe bosniaque Glas.<sup>[52]</sup>

« Jusqu'à aujourd'hui, le côté serbe n'a pas publié de chiffres quant au nombre de victimes [...] On estime que quelques centaines de soldats serbes seulement ont perdu la vie dans cette attaque. »<sup>[53]</sup>

Une équipe de télévision d'El Moudjahid a tourné un film de propagande au cours de ces massacres. Ce film est plus tard tombé entre les mains des Serbes. « la marche des musulmans et la photo de Gojko Vujičić, un soldat décapité [...] Sa tête roule à terre — et des avions de l'OTAN dans le ciel. On peut voir la bannière saoudienne du III<sup>e</sup> Corps, puis les drapeaux yéménite et iranien du II<sup>e</sup> Corps. »<sup>[54]</sup>

Le 5 octobre 1995, le président Clinton décrète un cessez-le-feu de deux mois. Le 21 novembre, les belligérants signent à Dayton (Ohio) un traité dicté pour l'essentiel par le gouvernement américain sur la nouvelle organisation de l'ancienne République yougoslave. Au sein de l'État national bosniaque, il y aurait deux entités : la Fédération croato-musulmane sur 51 % et la Republika Srpska sur 49 % du territoire.

Sarajevo, partagée entre Serbes et Musulmans pendant la guerre, est annexée à la Fédération. Jusqu'à fin février 1996, les 70 000 orthodoxes qui y vivaient encore ont pris la fuite. Des soldats d'occupation américains, des coopérants européens — et des fanatiques arabes — ont pris leur place.

*« En 1995, nous avons réussi à empêcher que les moudjahiddin prennent le pouvoir après la fin de la guerre... »*

*(Bill Clinton)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE X

# La guerre des services secrets

COMMENT LA CIA A TENTÉ — SANS SUCCÈS — DE RENVERSER L'INFLUENCE IRANIENNE APRÈS LA FIN DE LA GUERRE CIVILE

Encore un homme qui en savait trop : le 28 septembre 1996, Nedžad Ugljen se rend chez sa fiancée à Sarajevo. Alors qu'il se retourne pour prendre sur le siège arrière de sa voiture un sac de pommes destinées à sa belle-mère, il est atteint de plusieurs balles dans le dos. Comme il porte toujours un gilet pare-balles, Ugljen est seulement blessé, mais il est jeté à terre par la violence des tirs. Les tueurs accourent et finissent leur travail en lui tirant dans la bouche. Tout cela en pleine paix : on ne se bat plus, en Bosnie, depuis les accords de Dayton en novembre 1995.

Ugljen était le numéro deux du service secret bosno-musulman AID (Agencija za Istraživanje i Dokumentaciju — Agence d'enquête et de documentation). Ès qualités, il a dirigé l'unité spéciale « Seve » dès son incorporation en mai 1992.<sup>[2]</sup> Les tâches de cette unité ? Des opérations secrètes d'intimidation des populations civiles serbes et croates. Sous la direction d'Ugljen, « la chaîne de commandement [...] remontait jusque tout en haut de l'échelle politique, jusqu'à Izetbegović. »<sup>[3]</sup> Depuis le printemps 1994, il avait même été responsable des gardes du corps d'Izetbegović.<sup>[4]</sup> Avec la liquidation d'Ugljen en septembre 1996, l'un des meilleurs hommes du président disparaissait — mais aussi un témoin qui aurait pu devenir dangereux

pour lui. Qu'en est-il en l'occurrence ? Est-il plausible qu'Izetbegović ait donné l'ordre de l'abattre ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question. Ugljen a certes pu être rattrapé par son passé, mais peut-être est-il tombé parmi beaucoup d'autres à cause de la guerre entre Américains et Iraniens qui a éclaté à cette époque dans la Bosnie d'après-guerre. Après que le gouvernement Clinton a donné son feu vert au trafic d'armes en provenance d'Iran (v. chap. VII), « la présence iranienne et son influence se sont accrues exponentiellement », peut-on lire dans la Résolution adoptée par le Congrès US en janvier 1997, dont nous avons parlé plus haut. C'était inévitable : « Les gardes révolutionnaires iraniens accompagnaient les livraisons d'armes et ils se sont très vite trouvés intégrés à tous les niveaux de la structure militaire bosniaque. Ils avaient formé des unités indépendantes, aussi, partout en Bosnie. Les services secrets iraniens (VEVAK) ont tissé frénétiquement des réseaux de renseignement et de terrorisme, recrutant des agents dormants et des agents d'influence. [...] Les Iraniens ont annexé des pans entiers de l'appareil sécuritaire bosniaque pour l'utiliser à leurs propres fins de renseignement et de terrorisme. Au point que l'on y planifiait les attaques terroristes la main dans la main. L'ambassade iranienne est vite devenue la plus grande de Bosnie, et ses fonctionnaires avaient [...] accès à chaque étage de la structure gouvernementale. »<sup>(5)</sup> Le *New York Times* affirme qu'à cette époque « plus de deux cents » agents iraniens avaient été infiltrés à Sarajevo. Leur chef en Bosnie, selon les enquêtes des services occidentaux, était Abbas Asaysh, chef de l'agence d'information de la République iranienne.<sup>(6)</sup> « On a même dit que ces agents ont mis sur écoute la force d'interposition américaine<sup>(7)</sup> avec des appareils allemands. Ces appareils auraient été achetés en RFA. Les services secrets allemands ont rejeté cette allégation. »<sup>(8)</sup>

Il est possible que ce réseau iranien ait jugé qu'Ugljen était trop dangereux. À Dayton, il avait été promu homme de confiance des Américains à Sarajevo, il était aussi officier de liaison entre la CIA et son homologue bosniaque, l'AID. Le journaliste d'investigation serbe Marko Lopušina l'a décrit comme « le manager des filiales de la CIA en Bosnie. »<sup>(9)</sup>

Ès qualités, il aurait pu livrer de précieuses informations à Langley

sur les moudjahiddin et sur les agents iraniens. C'est pourquoi, pour le *New York Times*, son assassinat porte la griffe de « factions pro-iraniennes au sein des services secrets bosniaques ».<sup>(10)</sup> Lopušina, lui aussi, trouve cette explication plausible : « C'est un fait que le vice-directeur de la police secrète d'Izetbegović [Ugljen, N.d.A.] avait été chargé, au cours des derniers mois de sa vie, de rassembler des preuves à charge des islamistes qui avaient tué des Serbes et des Croates en Bosnie à l'intention du tribunal de l'ONU contre les criminels de guerre. »<sup>(11)</sup> Peu de temps avant d'être abattu, Ugljen est censé avoir rencontré Mohammed Pur-Saleh, un des hauts dirigeants du VEVAK, le service secret iranien.

D'un autre côté, la CIA elle aussi avait, à cette époque, cessé de prendre des gants. Après la si étroite collaboration entre Américains et moudjahiddin lors de l'offensive de 1995 (v. chap. IX), Washington avait tenté de reprendre le contrôle de ses encombrants alliés islamistes. Les USA « ont suscité une guerre entre les deux courants » qui cohabitaient au sein de l'AID, rapporte l'agent Saud Curić, de l'AID.<sup>(12)</sup> Le courant que la CIA influençait réussit à faire limoger le directeur, Bakir Alispahić, juste avant une série de meurtres inexplicables. Curie, un partisan d'Alispahić, déserta par peur d'être liquidé avec les autres.<sup>(13)</sup>

Paradoxalement, ce pauvre Ugljen a aussi pu tomber sous les coups de la CIA. Les Américains avaient des raisons de douter de sa loyauté et de soupçonner qu'il travaillât aussi pour ses adversaires. Et enfin, Ugljen avait longtemps supervisé l'instruction de troupes de choc dans la base moudjahid de Fojnica, sous contrôle iranien. En février 1996, cette base tombe sous le contrôle de la troupe d'interposition américaine, l'IFOR. Sont-ils tombés sur des documents ou des témoins compromettants pour Ugljen, des preuves de crimes passés ou d'un engagement en faveur des Iraniens ? Ugljen a-t-il cessé d'être fiable pour les Américains qu'il semblait servir si fidèlement ? « Nous avons entendu dire que les Américains avaient tué Ugljen, ou qu'ils l'avaient fait liquider par des amis et collègues du service secret croate », risque un officier de l'IFOR devant un journaliste de *l'International Herald Tribune*.<sup>(14)</sup>

Au final, les Américains n'obtinrent qu'une victoire à la Pyrrhus : Alispahić, limogé, fut réintégré comme ministre délégué aux Affaires

étrangères. On nomma Kemal Ademović chef des services secrets ; il avait commandé l'unité de fanatiques Handjar.<sup>(15)</sup> Un fondamentaliste en remplaçait un autre.

## La lutte fait rage à tous les niveaux

Les théories échafaudées pour expliquer la mort d'Ugljen, pour controversées qu'elles soient, partent toutes du principe qu'il fut « le dindon d'une farce jouée par de grandes puissances en Bosnie. » (Lopušina). La formule de Clinton, que nous avons mise en exergue (la menace de « la prise du pouvoir par les moudjahiddin ») montre qu'il ne s'agit pas d'une plaisanterie. Le combat pour le pouvoir n'a pas eu lieu qu'au niveau des services secrets, mais au sein du gouvernement lui-même. Les Américains ont ainsi, après des mois de pression, obtenu le limogeage de Hassan Čengiđ, ministre délégué à la Défense — Izetbegović parla officiellement de se plier « au diktat américain. »<sup>(16)</sup> Čengiđ avait la réputation d'être l'homme de l'Iran, parce qu'il avait organisé la plus grande part du trafic d'armes pendant la guerre grâce à des contacts constants avec Téhéran.

Le gouverneur Haris Silajđić, dissident du SDA d'Izetbegović et homme de paille de Washington, a lui aussi perdu son portefeuille. Son successeur Hassan Muratović fut accueilli avec ces mots à Téhéran, à l'occasion de son premier voyage à l'étranger, par le président Ali Akhbar Rafsandjani : « la création d'un État musulman en Europe est d'une importance capitale pour tout le monde musulman. » En 1996, l'Iran avait financé la campagne électorale d'Izetbegović — couronnée de succès — à hauteur « d'au moins 500 000 dollars. »<sup>(17)</sup> En échange du limogeage de Čengiđ, Izetbegović obtint le déblocage des livraisons d'armement américaines.<sup>(18)</sup> Čengiđ, chassé de son poste, en reçut un nouveau, au moins aussi important : en accord avec Téhéran, ce fut lui qui organisa un service secret docile pour faire pendant à l'AID, trop influencé par les Américains<sup>(19)</sup> (v. chap. XV).

Après la perquisition menée en septembre 1995 au siège de la TWRA à Vienne, par où passait le plus gros des finances du trafic d'armes, d'autres canaux se sont ouverts par où se sont déversés des soutiens somptueux à l'islamisation du pays. En août 1995, par

exemple, une Semaine de la Solidarité eut lieu en Arabie Saoudite, au cours de laquelle 114 millions de dollars, 20 kg d'or sous formes de bijoux et plus de 6 000 tonnes de biens de consommation furent rassemblées à l'intention des croyants de Bosnie. « Le bureau d'Alija Izetbegović fit savoir par un bref communiqué transmis mi-septembre 1995 comment les premières tranches, à hauteur de 30 millions de dollars, avaient été dépensées. C'était la première et dernière fois que le public de Bosnie-Herzégovine était informé de l'utilisation de ces fonds », rapporte le magazine *Slobodna Bosna* en août 1997.<sup>[20]</sup> Le ministre anglais des Affaires étrangères, Robin Cook, reprocha tantôt au gouvernement de Sarajevo d'avoir reçu des millions de dollars d'aide à la Fédération croato-musulmane, tantôt de les avoir monopolisés en écartant ses partenaires croates. Le *Spiegel* a estimé, en février 1997 déjà, que 30 % des aides financières s'échappaient par des « canaux occultes »<sup>[21]</sup> ; *Slobodna Bosna*, de son côté, a parlé de la disparition, au total, de 480 millions de marks (240 millions d'euros environ).<sup>[22]</sup> Avec cet argent, des institutions parallèles, purement musulmanes, ont été financées, comme la police secrète, et la politique de gestion des cadres de la télévision d'État, RTV BiH, a été refondée.<sup>[23]</sup>

## **Le recyclage des combattants**

Une autre pomme de discorde entre Washington et Sarajevo, c'était la présence des moudjahiddin. Selon le traité de Dayton, il était convenu que les pleins pouvoirs militaires seraient remis à la force de stabilisation de l'OTAN, l'IFOR, le 16 décembre 1995 et que tous les combattants étrangers devaient être partis le 13 janvier de l'année suivante au plus tard.

Un des événements qui montre à quel point les accords de Dayton étaient cousus de fil blanc, c'est la réorganisation de l'armée bosniaque. Le bataillon El Moudjahid (v. chap. 5) est dissous officiellement à la fin janvier 1996. Et pourtant les combattants ne sont pas renvoyés dans leurs foyers, mais aussitôt incorporés dans d'autres unités. La création, prévue par Dayton, d'une armée fédérale formée de bataillons mêlés de Croates et de Musulmans est instantanément sabotée par Izetbegović. Ainsi, selon la revue *Ljiljan*,

en mars 1996, une brigade « constituée exclusivement de jeunes Musulmans du II<sup>e</sup> Corps qui s'étaient portés volontaires pour conformer leur vie aux préceptes de l'Islam » voit le jour au sein du II<sup>e</sup> Corps (quartier général de Tuzla).<sup>[24]</sup> La revue raconte comment « les célèbres unités de l'armée » (on cite explicitement les 4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> brigades, toutes formées de moudjahiddin d'élite) formeront « le noyau dur de l'armée de métier en gestation ».<sup>[25]</sup> D'ailleurs, en mars 1996, « plusieurs centaines » de soldats bosniaques sont envoyés en Iran pour y être formés comme fantassins.<sup>[26]</sup> 300 autres « moudjahiddin afghans et arabes » se seraient aussi envolés pour Istanbul en mars 1996, par petits groupes, pour répondre à l'invitation du parti fondamentaliste turc Refah, avant d'être acheminés jusqu'aux camps d'entraînements situés sur la république turque de Chypre et à Djalalabad, en Afghanistan. Les meilleurs d'entre ces combattants ont été engagés au sein des services secrets turcs, le MIT.<sup>[27]</sup> Des soldats d'une brigade militaire musulmane ont fait grosse impression devant les représentants de la presse lorsque début septembre 1996, ils ont salué la victoire électorale d'Izetbegović au cri de « Tevkabir, Allâhu akbar ! ».<sup>[28]</sup>

Le travail de sappe accompli par Izetbegović sur le contenu des accords de Dayton n'a pas empêché les États-Unis de continuer à accorder une aide militaire gigantesque à l'armée croato-musulmane, après la réorganisation cosmétique décrite plus haut. Fin février 1996, Washington a mis en place un programme militaire d'une valeur de 800 millions de dollars, dont les USA financeraient 100 millions et d'autres États — arabes pour la plupart — le reste.<sup>[29]</sup> En juillet déjà, 100 missiles sol-sol, 45 chars d'assaut, 80 véhicules antichar et 15 hélicoptères sont livrés à Sarajevo en provenance des États-Unis.<sup>[30]</sup>

## **Des agents dormants à Bocinja et ailleurs**

Les activités des fondamentalistes en Bosnie ne cessèrent dès lors de s'intensifier. En 1997, il y eut en tout 172 attaques terroristes<sup>[31]</sup>, dont des attentats à l'explosif lourd dans la partie croate de Mostar et dans la bourgade serbe de Brčko. « Terrorisme : la griffe du Hezbollah » titre le quotidien serbe *Vesti* à la fin du mois d'octobre 1997<sup>[32]</sup>, et le journal *Vjesnik* écrit en novembre 1997, citant la CIA,

que « des terroristes islamistes de haut niveau sont en Bosnie ».<sup>{33}</sup> L'enquête qui eut lieu aboutit à l'emprisonnement de 15 personnes, dont des membres du Djihad islamique égyptien et du GIA algérien.<sup>{34}</sup>

Par la suite, les autorités s'attaquèrent aux « oasis bosniaques pour moudjahiddin », comme le village de Bočinja, « jadis un riche village serbe, où habitent aujourd'hui des Arabes, d'anciens combattants de l'armée de Bosnie-Herzégovine ». Une journaliste du quotidien croate *Slobodna Dalmacija* visite Bočinja à cette époque et parle de « 300 moudjahiddin et leurs 900 femmes ».<sup>{35}</sup> L'une d'entre elles, c'était Doris Glück, alias Regina Kreis, l'épouse allemande du moudjahid Omar (probablement un pseudonyme de Reda Seyam. Dans son autobiographie, *Bouche cousue*<sup>{36}</sup>, elle parle de cet endroit : « À Zenica, si je sortais, c'était voilée de la tête aux pieds, mais je pouvais encore rendre visite aux voisins, aller au supermarché, faire des courses [...]. À Zenica, Djamila et moi, nous allions régulièrement au marché, je rencontrais des femmes qui n'avaient rien à voir avec les moudjahiddin, qui se réjouissaient que la paix soit revenue, et qui fêtaient chaque petit événement de la normalité qui les ramenait à leur quotidien. Fumer une cigarette, humer un savon, entendre une nouvelle chanson à la radio, des chaussettes et des pantalons pour les enfants, un paquet de café, du shampoing, toutes ces choses simples les rendaient heureuses. À Bočinja, c'était considéré comme du superflu, ou même comme un luxe dangereux. Si cela n'avait tenu qu'à Omar et à ses frères musulmans, les femmes musulmanes n'auraient jamais eu le droit de se laver avec un savon parfumé. Après tout, elles auraient pu être sous le vent d'autres hommes ! »<sup>{37}</sup> Le reporter allemand Johannes von Dohnanyi est passé à Bočinja, lui aussi : « À l'entrée du village [...] ils ont planté un grand panneau marqué « Craignez Dieu ! » et interdisent l'entrée aux troupes de maintien de la paix. « Aussi long temps qu'il y aura un seul musulman vivant ici, aucun Serbe ne passera par là », faisaient-ils savoir, et ils prenaient pour preuve de leur détermination le fait qu'ils avaient envoyé à l'hôpital le premier jeune Serbe qui leur était tombé entre les mains. Ils ont emprisonné pendant quelques heures le lieutenant-général Michael Wilcox, commandant délégué de la SFOR, et quelques-uns de ses hommes, qui venaient demander aux occupants

fondamentalistes de rétrocéder Bočinja Donja à ses propriétaires serbes. »<sup>(38)</sup>

Un indice que le lien entre les unités fondamentalistes autochtones et étrangères tenait bon ? Le discours du président Izetbegović après un raid des soldats de l'IFOR dans un camp d'entraînement tenu par les Iraniens à Fojnica, en février 1996 : « Nous avons bien d'autres camps en Bosnie, où nous formons des gens à la chasse aux criminels de guerre. Nous poursuivrons ces activités. »<sup>(39)</sup> La chasse aux criminels de guerre ? Lors de cette perquisition, on a mis la main sur des explosifs camouflés en jouets pour enfants.<sup>(40)</sup> Les terroristes faits prisonniers par l'OTAN lors du raid ont été livrés à Sarajevo... Et aussitôt libérés.<sup>(41)</sup>

Après bien des louvoiements, Izetbegović finit par admettre qu'en dépit du traité de Dayton, une soixantaine de guerriers de Dieu étrangers étaient restés dans le pays.<sup>(42)</sup> Une minisation cynique : l'institut néerlandais de recherche militaire, le NIOD, estime, sur la base d'écoutes radio et téléphoniques à Sarajevo, qu'en 1996 « des centaines de combattants iraniens issus des Gardes révolutionnaires » opéraient encore partout en Bosnie.<sup>(43)</sup> Un service secret d'Europe occidentale estimait en juin 2003 le nombre de moudjahiddin étrangers encore en Bosnie entre 300 et 600<sup>(44)</sup>, et des sources croates parlent de 2 500.<sup>(45)</sup>

Avant tout, il faut se rappeler que bien des combattants étrangers ne rentraient pas dans les statistiques, parce qu'ils avaient reçu la nationalité bosniaque début 1996. Le magazine musulman *Slobodna Bosna* parle d'une action étalée sur 45 jours, « dans laquelle toute la direction de la police, de l'armée et de la politique bosniaques étaient impliquées. [...] Des centaines de documents, de papiers d'identité et de passeports ont été délivrés pour établir que les extrémistes islamistes n'avaient jamais été des étrangers, mais de bons citoyens bosniaques. »<sup>(46)</sup>

Selon ce qu'affirme le journaliste Ronen Bregman, du journal israélien *Yediot Ahronot*, pas moins de 1 200 moudjahiddin ont reçu le passeport bosniaque dans les années 1990<sup>(47)</sup>, beaucoup d'entre eux par mariage.

## **Allah contre saint Nicolas**

C'est en se penchant sur les doléances de son ancien compagnon d'armes (et Premier ministre) et critique désenchanté par la suite, Silajdžić, que l'on comprend les méthodes qu'Izetbegović a utilisées pour asseoir son influence sur la Bosnie d'après-guerre. Au cours de la campagne électorale de 1996, Silajdžić affirme que le parti d'Izetbegović, le SDA, « a menacé ses partisans, les a molestés, les a soumis au chantage, de sorte que les dés étaient pipés. » Deux semaines auparavant, Silajdžić avait été attaqué par une émeute du SDA, au point de croire « qu'ils voulaient le tuer ». À la question de savoir s'il pensait que ces attaques avaient été approuvées par le président, âgé de 71 ans, pour lequel il avait travaillé, Silajdžić fait une pause. Et pesant ses mots avec soin : « Il est au courant. Ce sont les membres de son parti qui ont orchestré ces attaques. Les critiques disent que les concurrents croates et serbes d'Izetbegović peuvent s'attendre à un traitement encore moins amical. »<sup>[48]</sup> À l'élection présidentielle du 15 septembre 1996, Silajdžić n'obtint que 14,5 % des voix, et Izetbegović remporta une victoire souveraine avec 81,8 % des voix musulmanes.<sup>[49]</sup> Par sa présence ostensible tout au long de la campagne, l'ambassade iranienne a donné « un discret imprimatur islamiste » à cette victoire électorale.<sup>[50]</sup>

La campagne des fondamentalistes contre le Père Noël (en serbo-croate *Deda Mraz*), la version sécularisée, sous Tito, du saint Nicolas chrétien, est significative. « Aujourd'hui, même le Père Noël est interdit. [...] Il y a des raisons de croire que la campagne contre le Père Noël a été décidée en haut lieu. En janvier dernier [1996], le Président Izetbegović a écrit une lettre ouverte dans laquelle il dit que le Père Noël est un symbole qui est étranger à son peuple. Izetbegović dit qu'il compte que les gens sauront renoncer à la fausse culture qui a donné naissance au Père Noël. [...] Un animateur de radio a lancé une campagne pour sauver le Père Noël, et il a déclenché une série de plaintes téléphoniques. [...] Ces appels critiquaient l'attitude des autorités qui contraignent les enfants à adopter des coutumes islamiques et qui discriminent les enfants qui ne sont pas musulmans [...] Le même jour, un modérateur de talk-show et le directeur de la station de radio ont été agressés par quatre hommes, sous la direction — selon un fonctionnaire de l'ONU — d'un commandant militaire de Sarajevo. [...] Des gens haut placés au gouvernement font savoir au

public que le Père Noël n'est pas une affaire triviale et qu'un comportement négligent à cet égard pourrait avoir des conséquences tragiques. »

### « Equip & Train »

Afin de moderniser l'armée de la Fédération croato-musulmane, Washington a lancé dès 1996 un programme nommé *Equip & Train* (« équiper et entraîner »), à hauteur de 400 millions de dollars.<sup>(51)</sup> 140 millions de dollars provenaient d'États musulmans (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis, Malaisie, Brunei) — beaucoup de partenaires des Américains au sein de l'OTAN ont décliné l'offre.<sup>(52)</sup> Le Pentagone a attribué l'ensemble du mandat à la société privée MPRI, dont nous avons déjà fait connaissance dans le rôle d'organisateur du trafic d'armes qu'elle a joué tout au long de la guerre (chapitre IX). 200 spécialistes de la MPRI ont été engagés sur le terrain dans le cadre d'*Equip & Train*, et en l'espace d'un an, ils ont entraîné 5 000 soldats. Le directeur du programme était soit Ronald H. Griffith<sup>(53)</sup> soit, selon une autre source, James Pardew.<sup>(54)</sup>

Il n'est pas exagéré de dire que les spécialistes de l'armée US ont eu une grande influence sur l'armée fédérale. Au contraire : Les hommes de l'ombre de la MPRI ont fait en sorte que les moudjahiddin et les combattants iraniens soient intégrés dans la nouvelle armée. Džemal Merdan a ainsi été réintégré dans ses fonctions, après avoir été responsable de l'incorporation des combattants étrangers au sein du III<sup>e</sup> Corps. Merdan était « la courroie de transmission bosniaque » pour la MPRI et, à ce titre, il a recruté des amis moudjahiddin à lui pour exécuter des besognes sur mandat du Pentagone — nous allons voir ces activités en détail au chapitre suivant. L'Algérien Abdoul Si Hamdi, un guerrier de Dieu réintégré par Merdan, a vu ce processus se dérouler sous ses yeux.<sup>(55)</sup>

Selon le témoignage de Hamdi et de ses compagnons d'armes Haris K. et Fikret B., ils ont été entraînés dans un camp de Zenica, pendant la guerre, camp qui était à l'époque sous le contrôle de la MPRI. « Après le traité de Dayton, en 1995, ils ont été démobilisés, comme le prévoyait leur contrat, mais au printemps 1996 déjà, ils ont été recrutés à nouveau parmi les hommes du général Džemal Merdan.

D'abord, ils ont appris les tactiques de guérilla à Fojnica. « Une formation intensive, où il s'agissait surtout de s'exercer à la guérilla de montagne », raconte le trio. Les grandes manœuvres s'achevèrent à l'automne 1996, lorsque les troupes de maintien de la paix en Bosnie ont commencé à faire du zèle. Peu après, une force importante de l'IFOR a pris le camp, emprisonné son commandant, Ali Reza Bayata, et rasé les bâtiments. »<sup>[56]</sup>

Le camp de Fojnica, décrit par Hamdi comme un camp de la MPRI, était resté sous contrôle iranien lors d'un raid, huit mois plus tôt. La MPRI a-t-elle repris les combattants avec le camp ? Ou s'agit-il, comme pour Tuzla, d'une *joint venture* ?

En tout état de cause, la séparation entre le VEVAK et la MPRI n'a pas été très claire. « Les agents secrets iraniens [...] ont infiltré le programme américain de formation des membres de l'armée bosniaque » annonce le *New York Times* fin novembre 1997. La MPRI, selon cet article, employait 125 Bosniaques à titre de traducteurs et autres. « La plupart des candidats qui se sont présentés pour ces places de travail avaient été choisis dans une liste qui avait été établie à l'intention de la fraction pro-iranienne des services secrets bosniaques. »<sup>[57]</sup> Et les agents secrets bosniaques impliqués dans des activités suspectes savaient être sourds au bon moment lors que cela arrangeait les Américains.<sup>[58]</sup>

*« Le groupe de ben Laden dispose d'un réseau albanais. »*

*(Vince Cannistraro, ancien spécialiste antiterroriste à la CIA)<sup>(1)</sup>*

## CHAPITRE XI

# Le trou noir albanais

COMMENT ÉTABLIR UN RÉSEAU TERRORISTE SOUS L'ÉGIDE D'UN POLITICIEN  
FINANCÉ PAR LES ALLEMANDS

Il y a toujours du monde sur la promenade de Durrës. Les locaux s'allongent sur la grande plage (il y a peu de touristes) et suivent des yeux le jeu des vagues sur la mer, d'un bleu profond. Les jeunes gens batifolent dans l'eau. La plupart des 200 000 habitants de cette cité portuaire sont au chômage, alors que faire d'autre ? Les hôtels à moitié construits sont vides, la plupart du temps, et des marchands de rue proposent des articles de marque peu suspects d'authenticité. Dès que le soleil se couche, tout s'anime. Dans les cafés, les téléphones portables sonnent, des messages sont échangés, les motos pétaradent sur les quais, des bateaux sont chargés et larguent les amarres. Des pêcheurs ? Des boat-people ?

Probablement pas. Après Vlora, Durrës est le premier port des trafics de toutes sortes sur l'Adriatique. Les soldats de l'OTAN, stationnés dans une base un peu plus au sud, n'en ont cure. Depuis qu'en 1997, Arben « Ben » Hassani est devenu chef de la police, sa deuxième casquette après celle de chef de la mafia locale, les arrestations sont rares.<sup>(2)</sup> Tout ce qui rapporte est sur le marché, des cigarettes, de la drogue, mais aussi des armes, des immigrants illégaux, des femmes d'Europe orientale que des maquereaux aguerris amènent ici. Des vedettes offshore, pourvues de moteurs surpuissants, mettent à peine une heure jusqu'à l'Apulie, sur l'autre rive. Sur la

côte italienne, des installations radar pirates les aideront à éviter les patrouilles de la marine de guerre.<sup>[3]</sup>

Le principal profiteur de guerre, enrichi par ces trafics occultes, c'est Sali Berisha, président albanais de 1993 à 1997 et aujourd'hui encore figure incontournable du paysage politique du pays. Il a personnellement fait entrer ben Laden dans le pays — c'est en tout cas ce qu'en dit l'ancien ministre de l'Intérieur, Neritan Ceka.<sup>[4]</sup> ben Laden se serait présenté comme responsable financier d'une organisation d'aide humanitaire. « ben Laden et les Taliban ont « investi » massivement dans Bashkim Gazidede, l'ancien chef des services secrets albanais, et président de l'Union des intellectuels musulmans d'Albanie », affirme le très sérieux quotidien grec *To Vima*<sup>[5]</sup>.

Berisha lui-même n'est pas un fondamentaliste, mais un simple criminel de la politique. Et de toute façon, ses visions grand-albanaises n'ont pas grand-chose à voir avec les plans des djihadistes, comme nous allons le voir. Le régime de Berisha a été massivement financé par Bonn jusqu'à son implosion en 1997. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Klaus Kinkel, a déclaré en février 1998 que le gouvernement fédéral avait « soutenu l'Albanie, au cours des dernières années, à hauteur d'un million de marks [environ 500 000 €, N.d.T.] par tête. Aucun autre pays au monde n'a [...] reçu autant d'aide au développement. »<sup>[6]</sup> À Tirana, la Fondation Hanns-Seidel, proche de la CSU, et la fondation Konrad-Adenauer, de la CDU, avaient pignon sur rue, et la seconde a été « très utile à Berisha lors de la formulation d'une loi électorale faite sur mesure pour lui », ainsi que l'a rapporté *Monitor*, le magazine télévisuel de la chaîne ARD, en mars 1993.<sup>[7]</sup> Une offre du gouvernement fédéral allemand de former une unité militaire germano-albanaise, pour inhabituelle qu'elle était, faisait partie des quatorze opérations militaires menées conjointement par l'Allemagne et l'Albanie en 1995, contre plus de vingt en 1996.

## **Le krach en cascade de 1997**

Les conservateurs allemands n'avaient cure que la plus grande part de la fortune de Berisha provienne du crime organisé. « Les gangsters

du système en cascade ont financé le Parti démocratique de Berisha avant la campagne de juin 1996. De plus, ils ont transféré les fonds investis par les membres du Parti dans d'autres pays, où ils seraient plus en sécurité, surtout en Italie », résume le rapport annuel *The World Geopolitics of Drugs 1995/96*.<sup>[8]</sup> Par système en cascade, on entend des sociétés d'escrocs qui travaillent selon le principe du « jeu de l'avion. » Elles ont poussé comme des champignons dans l'Albanie de l'après-socialisme, au début des années 1990.

Au printemps 1997, l'effondrement de cette gigantesque escroquerie déclenche des émeutes populaires qui renversent Berisha et ses groupements mafieux. Le gouvernement passe en mains socialistes. Le Parti démocratique parvient à défendre ses places fortes le long de la frontière yougoslave, afin de pouvoir continuer à servir de base arrière au mouvement clandestin kosovar UÇK. Celui-ci était équipé d'armes volées dans les casernes albanaises au cours des émeutes. Selon une estimation de la Mission d'investigation des Nations Unies en juin 1998, il s'agit de 650 000 armes à feu, 20 000 tonnes d'explosifs et 1,5 milliard de cartouches et de grenades, dont environ un quart avaient déjà été « emportés hors du pays par des particuliers ou par des trafiquants ».<sup>[9]</sup> « Selon le témoignage de diplomates étrangers, lorsque Berisha décide de mettre sa ville natale à la disposition des guérilleros, il s'agit pour lui d'utiliser la crise pour revenir au pouvoir », écrit Chris Hedges pour le *New York Times*. Quoi qu'il en soit, Berisha a chassé le ministre de la Défense, Safet Zhulali, en Italie, en 1997, et l'a accusé d'avoir provoqué la déstabilisation du Kosovo pour attirer l'attention de la communauté internationale sur l'Albanie.<sup>[10]</sup> Hedges écrit en été 1998, depuis Vuçidol, dans le nord de l'Albanie : « Le fief de l'ancien président albanais Sali Berisha, qui a démissionné l'année dernière, est devenu la base de l'UÇK. [...] Le trafic d'armes, financé par des Albanais émigrés en Allemagne et en Suisse, a renforcé la position des partisans de Berisha. [...] M. Berisha considère le combat qui fait rage au Kosovo comme une guerre sainte [...] Pour lui, la « nation albanaise » englobe non seulement l'Albanie, mais aussi le Kosovo et la Macédoine occidentale, où les Albanais sont en majorité [...] en même temps, on transporte des armes à gauche et à droite sans se soucier d'être vu. La police et les fonctionnaires locaux sont soit

complètement corrompus, soit totalement ligotés. »<sup>(11)</sup> Encore une fois, des institutions allemandes sont impliquées. Voici ce qu'en dit *Monitor* : « Depuis 1990, le gouvernement fédéral entretient de bonnes relations avec les services secrets albanais. Du matériel militaire valant plus de deux millions de marks (environ un million d'€, N.d.T.) ont été envoyés sur le théâtre des opérations. Le matériel militaire est, en partie, livré à l'armée rebelle UÇK. » Un collaborateur du MAD, impliqué dans l'affaire, affirma pendant l'émission que l'action avait été décidée « en haut lieu ». <sup>(12)</sup>

## **ben Laden s'en mêle**

L'implosion des banques et du secteur financier en 1997 a mené l'Albanie à accepter toutes les formes d'aide « d'où qu'elle vienne ». Le *Times* : « Les milieux des services secrets iraniens ont estimé que l'Albanie était mûre pour l'implantation du fondamentalisme. Le plan de Téhéran était à double détente : officiellement, l'Iran et ses partenaires musulmans présenteraient un vaste concept d'aide financière allant des banques aux institutions financières en passant par le secteur commercial, y compris de nombreuses sociétés à but humanitaire. Mais derrière, secrètement, un réseau basé sur les services secrets serait établi afin de couvrir d'abord les Balkans et l'Italie, puis toute l'Europe. »<sup>(13)</sup> La Banque Islamique, dont le siège central est à un jet de pierre du palais présidentiel à Tirana, recevrait « 60 % de son capital de base de la cassette même de ben Laden », écrit Norbert Mappes-Niediek.<sup>(14)</sup>

Après 1994, ben Laden est probablement revenu deux fois à Tirana. Il y a participé à une rencontre avec le président Berisha, à l'invitation de ce dernier, en 1995, pour parler « des bases d'un soutien logistique et financier d'Al-Qaïda. » C'est le gouvernement serbe qui l'affirme dans un communiqué de septembre 2003, citant même les participants à la conférence : à part le Saoudien et Gazidede, chef des services secrets, on y trouvait ceux qui allaient plus tard prendre la tête de l'UÇK, Hashim Thaçi et Ramush Haradinaj.<sup>(15)</sup> Le journal athénien *To Vima* parle aussi d'une visite que ben Laden aurait faite en 1998.<sup>(16)</sup> Interpol affirme qu'en 1997, lors du soulèvement consécutif aux faillites en cascades, 100 000 passeports

vierges auraient été volés.<sup>{17}</sup>« Oussama ben Laden dispose de milliers de passeports albanais », affirme ainsi la *Gazeta Shqiptare* en février 1999.<sup>{18}</sup>

Mais plus important encore que ben Laden, se profile déjà un autre personnage, Ayman Al-Zawahiri, le chef du Djihad islamique égyptien, qui a déjà joué un rôle clef en Bosnie. Bien avant la fusion de son organisation avec Al-Qaïda, en 1998, il avait placé des hommes à Tirana. Le procédé est bien documenté, car le responsable en a donné beaucoup de détails après son arrestation, en été 1998 (v. le chapitre suivant). D'abord, Mohammed Al-Zawahiri, le frère cadet d'Ayman, s'établit à Tirana, en 1992, à titre de collaborateur de l'Islamic Relief Organization. Un an plus tard, il appelle Mohammed Hassan Tita à le rejoindre, en 1995 suivent Shawki Salama Attiya et Ahmed Ibrahim Al-Naggar ; ce dernier travaille pour l'organisation humanitaire saoudienne Al-Haramein. Le service secret albanais, SIKH, formé et équipé en haute technologie par la CIA, a enregistré de nombreuses conversations téléphoniques de cet Égyptien avec Ayman Al-Zawahiri au cours de l'année 1998.

*« L'administration Clinton était prête à se voir clairement attribuer la responsabilité de la chute du régime de Moubarak en Égypte, et l'instauration d'un régime islamiste qui aurait suivi, pourvu qu'à ce prix, considéré comme raisonnable, elle puisse desserrer l'étau des menaces terroristes contre ses troupes en Bosnie-Herzégovine. »*

*(Yossef Bodansky, spécialiste américain du contre-terrorisme près le Sénat US)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE XII

# **Des représailles à Nairobi et à Dar es-Salaam**

COMMENT LE *DEAL* BOSNIAQUE ENTRE LES SERVICES SECRETS US ET LE DJIHAD ISLAMIQUE A CAPOTÉ

Tirana n'est pas une ville où il fait bon vivre, même pour un terroriste. Mi-août 1998, Aukai Collins, un djihadiste américain, arrive dans la capitale albanaise après une expérience en Tchétchénie afin de faire connaissance avec son nouveau territoire. Ses premières impressions ne sont pas vraiment motivantes : « En atterrissant, je me suis demandé ce que c'était que ce tas de merde. [...] L'aéroport me rappelait Bakou, mais en pire, bien pire. »<sup>[2]</sup> Plus tard, l'opinion du guerrier de Dieu n'alla pas s'améliorant : « En arrivant au centre de Tirana, j'ai cru devenir fou. Ce n'était pas à cause de la violence : les endroits dangereux, je connaissais. C'était simplement absurde. Il n'y avait d'ordre nulle part. Les gens conduisaient tout autour de moi, comme ça leur chantait. Les carrefours pourvus d'un îlotier était

encore plus absurdes que les autres, parce que tout le monde se donnait de la peine pour tourner autour du policier sans l'écraser. »<sup>43</sup>

Le chaos a du bon, cependant : Collins traverse l'aéroport sans contrôles excessifs, et plus tard, les fonctionnaires albanais se mettent en quatre pour l'aider, jusqu'au ministre adjoint à la Défense (voir le chapitre suivant à ce sujet). La seule source de stress inattendue, c'était l'omniprésence des agents de la CIA : lorsque Collins se réunit avec ses compagnons d'armes pour organiser son transfert au Kosovo, les Américains les attaquent. Collins est arrêté, fouillé, ligoté, interrogé, enfermé. Le grief ? Il aurait été impliqué dans l'attentat à la bombe contre l'ambassade américaine de Nairobi, peu de temps auparavant. Mais au fait, que s'était-il exactement passé en Afrique ? Et quel rapport avec l'Albanie ?

### **Un petit flash-back**

En 1996, Oussama ben Laden déménage. Il passe du Soudan en Afghanistan. Washington avait soumis le gouvernement de Khartoum à une pression grandissante pour qu'il chasse cet hôte encombrant ; dans l'Hindou-Kouch, une sanglante guerre civile inter-islamiste avait porté au pouvoir les Taliban, dont la compréhension étroite et archaïque de la religion allait bien avec celle de l'éminent cheikh saoudien.

Le 23 août 1996, ben Laden adresse sa célèbre déclaration de guerre aux États-Unis « du haut de l'Hindou-Kouch » — un jardin de roses pour une fatwa. Dans sa déclaration, il dit entre autres : « Les musulmans ont reconnu qu'ils sont la cible principale des agressions menées par la coalition entre Juifs et Croisés [...] La dernière de ces attaques est la plus grande catastrophe depuis la mort du Prophète Mohammed [...] c'est-à-dire l'occupation du pays où sont les deux saintes mosquées, le pays de naissance de l'Islam. »<sup>44</sup>

ben Laden évoque aussi « les massacres au Tadjikistan [...] en Tchétchénie et en Bosnie-Herzégovine » avant de concentrer son appel à la résistance armée au Moyen Orient : « Frères musulmans à travers le monde, [...] vos frères du pays des deux Villes saintes<sup>45</sup> et de Palestine vous supplient de leur accorder votre soutien. Ils vous demandent d'aller à l'ennemi avec eux, à cet ennemi qui est aussi le

vôtre, Israéliens, Américains — de façon à leur infliger le plus de dégâts que vous pouvez. »<sup>[6]</sup>

## Échange Bosnie contre Égypte

En 1997, malgré cette menace sans équivoque, le gouvernement Clinton — ou des fractions encore floues de celui-ci — essaie de parvenir à un *deal* avec les djihadistes, au moins dans les Balkans. On peut spéculer sur ses motivations : est-ce que Clinton voulait sauver sa plus grande réussite en politique étrangère, la paix en Bosnie, quoi qu'il en coûtât ? Est-ce que la focalisation de la déclaration de guerre de ben Laden sur la péninsule arabe et sur la Palestine laissait entrevoir la possibilité de s'entendre sur d'autres points chauds ? Ou est-ce que la fatwa de ben Laden était une occasion bienvenue de reprendre le dialogue avec d'autres djihadistes comme Ayman Al-Zawahiri, sachant que ben Laden n'était pas, à l'époque, considéré comme aussi puissant qu'on l'a dit par la suite ?

Si l'on suit l'analyse de Bodansky, le *deal* a été conclu dans l'optique d'un échange : la Bosnie contre l'Égypte. « Les États-Unis n'interviendraient pas, ou ne se mêleraient même plus d'empêcher la prise de pouvoir des djihadistes en Égypte, si dans le même temps, les moudjahiddin qui se trouvaient en Bosnie renonçaient à attaquer les forces US. »<sup>[7]</sup> Pour en parler, les représentants des deux camps, Al-Zawahiri et Abou Oummar Al-Amriki (al Amriki signifie l'Américain en arabe) se réunirent en novembre 1997 à Peshawar, au Pakistan. L'Égyptien Al-Zawahiri était le chef du Djihad islamique, à qui on attribuait non seulement l'assassinat du président égyptien Anouar el Sadate en 1981, mais aussi les attaques sanglantes de Louxor, en novembre 1997, contre des touristes. La force du mouvement n'était donc pas à prouver.

Ce n'est pas la première fois que les deux hommes se rencontrent. « Dans les années 1980, Abou Oummar Al-Amriki a souvent traité avec différents mouvements de résistance ou de terrorisme arabo-musulmans, pour le compte de la CIA, entre autres avec Azzam, ben Laden et Al-Zawahiri, chef du Djihad islamique à l'époque. »<sup>[8]</sup> Ils avaient déjà parlé de l'avenir de l'Égypte, et du rôle qu'al Zawahiri

pourrait jouer dans un gouvernement islamiste. Lors de leurs entretiens, Abou Oummar affirme qu'al Zawahiri aurait besoin de 50 millions de dollars pour conquérir l'Égypte. « Al-Zawahiri a interprété cette phrase comme un signe que Washington tolérerait sa prise du pouvoir pourvu qu'il puisse réunir cette somme. »<sup>(9)</sup>

Lors de la réunion de novembre 1997, Abou Oummar remit les 50 millions de dollars sur le tapis. Si le *deal* était conclu, il promettait « une contribution de 50 millions de dollars (de sources non spécifiées) destinées à des institutions d'utilité public islamistes, en Égypte et ailleurs. [...] La mention de ce chiffre magique a laissé croire à Zawahiri et à tout l'état-major islamiste, jusqu'à ben Laden, que les négociations étaient rouvertes, comme à la fin des années quatre-vingts, et que Washington tolérerait une Égypte islamiste [...] Les dirigeants islamistes étaient convaincus qu'Abou Oummar Al-Amriki parlait au nom de la CIA. »<sup>(10)</sup>

Le gouvernement égyptien lui aussi en était convaincu — tant il est vrai qu'il était sacrifié à une paix obtenue sans coup férir entre Clinton et ben Laden en Bosnie. Début décembre 1997, on pouvait lire dans le journal progouvernemental cairote *Al-Jumhurriyah* : « Une source proche des services de sécurité nous met en garde, en se basant sur des informations nouvelles, sur le fait que des puissances étrangères instrumentalisent le terrorisme. L'information se base sur des pourparlers en cours entre terroristes, en Égypte et à l'étranger, ayant pour objectif la déstabilisation du pays et l'affaiblissement de son régime. Cette source parle d'une rencontre entre le représentant d'un service de renseignements occidental et Ayman Al-Zawahiri, le dirigeant du Djihad islamique, dans un camp militaire situé à Peshawar, au Pakistan, à la frontière afghane. » Le journal rappelle les rencontres précédentes entre Al-Zawahiri et Abou Oummar, « un intermédiaire de la CIA » dans les années quatre-vingts. <sup>(11)</sup>

Tout au début de l'année 1998, des articles de ce genre fleurissent dans la presse égyptienne. La feuille d'opposition *Al-Shab*, proche des milieux nationalistes de l'armée, accuse l'administration Clinton « d'avoir commencé à mettre à exécution un plan délibéré pour attaquer l'Égypte sur tous les fronts. » *Al-Shab* se base sur des plans de la CIA et du Mossad visant à assassiner le président Moubarak et en faire porter le chapeau au Soudan. Les deux services secrets

auraient « recruté indirectement quelques combattants arabes d’Afghanistan et auraient soutenu militairement et financièrement les projets d’assassinat de Moubarak et le massacre de Louxor » en novembre 1997 (v. plus haut).<sup>[12]</sup>

## **Le *deal* tombe à l'eau**

Mais le *deal* entre Al-Zawahiri et Abou Oummar tombe à l’eau. L’administration Clinton était aussi divisée que les différents services secrets US, et pendant qu’une fraction prenait langue avec les djihadistes, l’autre ouvrait un nouveau front : au Nouvel An 1998 la situation irakienne prend un nouveau tournant. Les États-Unis s’engagent dans un bras de fer après que les inspecteurs des Nations Unies, infiltrés d’espions US, ont provoqué une crise majeure dans le pays du Croissant fertile. La guerre aérienne recommence — pour la première fois depuis l’opération « Tempête du désert » en 1991.

Al Zawahiri et ben Laden réagissent brutalement à cette situation. Le 22 février 1998, ils annoncent la fondation du Front Islamique International « contre les Juifs et les Croisés ». La proclamation est signée de Rifa i Ahmad Taha, d’un autre groupe islamiste égyptien, de même que par des djihadistes pakistanais et bangladaishi.<sup>[13]</sup>

En été 1998, les États-Unis et leurs alliés lancent l’assaut contre les hommes d’Al Zawahiri à Tirana. Tous les cadres cités au chapitre XI sont faits prisonniers, bien qu’ils soient légalement établis en Albanie et que rien ne se soit passé qui le justifie, ils sont extradés, au mépris de leurs droits, vers l’Égypte — Attiya fin juin, Al-Naggar mi-juillet, Tita fin juillet. Tous les trois ont affirmé avoir été torturés en Albanie, entre autres avec des générateurs électriques.<sup>[14]</sup> Le service secret albanais, dont le directeur et ami de ben Laden, Gazidede avait fini par démissionner sous la pression de Washington, et avait fui en Syrie, fit faire le sale boulot par des fonctionnaires égyptiens amenés pour la circonstance. Les arrestations elles-mêmes (comme il n’y avait pas de grief judiciaire, il faut plutôt parler de kidnapping) avaient été menées par les Services US.<sup>[15]</sup>

Le gouvernement de Tirana salua l’opération, qu’il qualifia de « coup d’envoi d’une nouvelle ère de coopération avec le gouvernement US, en particulier avec la CIA et le FBI ». <sup>[16]</sup> Mais pour

les moudjahiddin, c'était un signe que le gouvernement américain ne voulait pas seulement réduire leur rayon d'action en Bosnie, mais aussi les juguler dans les territoires voisins encore en paix : l'Albanie et la Bulgarie.

Le 5 août, le Djihad d'al Zawahiri fit serment de tirer vengeance des États-Unis pour l'arrestation, les tortures et la possible exécution de ses trois frères vivant en Albanie. Le 6 août, une proclamation du groupe tombe sur le bureau de l'AFP au Caire et à la rédaction du quotidien arabe *Hayat* à Londres. Le 7, des bombes de forte puissance explosent devant les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam : 224 morts, plus de 5 000 blessés. Le *Washington Post* écrit que les autorités US se demandent « si les attaques sont une vengeance de l'organisation de ben Laden pour l'implication de la CIA dans l'arrestation de quatre de ses membres » en Albanie.<sup>(17)</sup> Une semaine après les attentats en Afrique orientale, le président Clinton reçoit « un rapport des services secrets qui dit qu'Al-Qaïda avait le plan d'attaquer l'ambassade américaine, dans la capitale albanaise, Tirana [...] »<sup>(18)</sup>. Le gouvernement US y a fermé son ambassade et a envoyé des Marines lourdement armés pour la défendre.

En 1999, le lien entre les Balkans et les attaques terroristes qui ont eu lieu en Afrique orientale est révélé au grand jour. Dans un procès, au Caire, où 107 fondamentalistes étaient accusés, les « revenants d'Albanie » font la une de la presse. Le chef de la cellule de Tirana, Al-Naggar, affirmera : « Je me reconnais dans l'attaque de Nairobi, car l'ambassade US y était le plus gros nid d'espions chargés d'observer les mouvements islamistes dans la région. Je suis musulman, et je combats les Juifs. »<sup>(19)</sup>

À relever : le rapport final de la Commission du 11 septembre évoque le lien entre les attaques contre les ambassades et les cellules de moudjahiddin en Albanie... en petits caractères.<sup>(20)</sup>

Et pourtant, si l'on revient à Aukai Collins : les arrestations à Tirana n'ont pas duré longtemps. Dès que les agents qui les interrogeaient ont compris qu'ils n'avaient rien à voir avec les attaques en Afrique, la situation s'est détendue pour les terroristes. « Finalement, ils se sont demandé quoi faire de moi. Peut-être faudrait-il me mettre dans un avion et me laisser quitte pour un

avertissement ? Bien mieux : l'agent m'a remis une voiture et un chauffeur pour m'emmener au Kosovo. »<sup>(21)</sup>

*« Des membres de l’UÇK sont prêts à organiser des activités terroristes pour le compte d’Oussama ben Laden »*

*(Ibrahim Rugova, président modéré du Kosovo)<sup>(1)</sup>*

## CHAPITRE XIII

# Aigles noirs et drapeaux verts

LES EMISSAIRES DE BEN LADEN ET DE BILL CLINTON AU KOSOVO ET EN MACEDOINE

Août 1998. Aukai Collins, guerrier de Dieu de nationalité américaine, quitte Tirana pour la frontière kosovare. Destination : un camp d’entraînement de l’UÇK. Il voyage vite, en voiture, accompagné par le ministre adjoint des Affaires étrangères de la république albanaise. Collins a proposé ses services de courtier clandestin en armes et en haute technologie — ses précédents engagements en Tchétchénie lui ont permis de tisser un réseau de contacts avec des exportateurs, la Malaisie par exemple. Les gens de L’UÇK sont enthousiasmés, ils veulent lui monter sa propre unité, sous son commandement. Le ministre est d’accord. Seulement Collins doit encore convaincre son contact avec le monde du terrorisme international, un Arabe qui travaille sous le nom de guerre d’Abou Amin. Et ce dernier décline. « À la fin, il nous a dit qu’à son avis, le Kosovo ne valait ni le sang ni le temps d’un moudjahid. »<sup>(2)</sup> La guerre sainte au Kosovo ne lui valant rien, Collins repart en Tchétchénie (v. chap. XX).

Fin 1998, il essaie à nouveau d’infiltrer des djihadistes au Kosovo — un certain Claude Kader est arrêté à Tirana. Selon certaines sources, il était chargé par ben Laden de fournir des armes et de recruter 300 hommes pour l’UÇK<sup>(3)</sup>.

Avant l'arrestation de Kader, selon l'opinion partagée par les fonctionnaires yougoslaves et les diplomates occidentaux, reflétée dans *Jane's Defense Review*, « des millions de dollars destinés au financement des armes avaient déjà transité par la Bosnie et par l'Albanie à destination de l'UÇK. L'argent provient de gouvernements musulmans et de communautés musulmanes en Europe occidentale, surtout en Allemagne [...] Des sources proches des services secrets font état de mercenaires et de volontaires incorporés dans les rangs des mouvements séparatistes, dont les frais ont été payés à hauteur de 3 000 à 5 000 marks par mois. »<sup>(4)</sup> (environ 1 500 à 2 500 €). La revue spécialisée parle, en septembre 1998, de « quelques centaines de combattants iraniens ou de moudjahiddin exfiltrés d'Albanie. » Malgré ces informations, un mois plus tard, Washington biffe l'UÇK de la liste des organisations terroristes.<sup>(5)</sup>

Pourquoi l'administration Clinton fait-elle de l'UÇK un organisme fréquentable au moment exact où de plus en plus de terroristes du Proche et du Moyen Orient rejoignent l'organisation séparatiste ? Il est facile de répondre à la question : en lieu et place des amis de ben Laden comme Aukai Collins ou Claude Kader, qui ont eu l'impact qu'on sait, les services secrets avaient commencé, entre-temps, à infiltrer eux-mêmes l'UÇK avec des moudjahiddin. C'est précisément pour cette raison que Clinton a pu donner en toute confiance son blanc-seing à l'organisation. Une fois de plus, c'est la MPRI, le partenaire privilégié de la CIA dont nous avons évoqué les exploits au chapitre précédent, qui a fait le travail, car aucun organisme gouvernemental officiel US n'aurait pu s'y salir les mains.

L'opération menée par la MPRI est attestée par trois témoins qui y étaient depuis le début : le moudjahid algérien Abdoul Si Hamdi et ses trois compagnons d'armes bosniaques, Haris K., Fikret B. et Reza S. C'est le journaliste allemand Franz-Josef Hutsch qui les a dénichés et qui a écrit leur histoire. Ce qui suit reprend le reportage de Hutsch.<sup>(6)</sup>

En septembre 1995, Abdoul Si Hamdi a pris part à l'attaque des villes de Donji Vakuf et de Jajce, en Bosnie centrale, au cours de laquelle « des réfugiés serbes désarmés sont massacrés par centaines ». « C'est là que Si Hamdi a juré de ne plus jamais mettre un uniforme, ni de toucher un fusil. »<sup>(7)</sup>

Et pourtant, les choses ont tourné autrement. En décembre 1996, deux représentants de la MPRI frappent à la porte de son appartement, situé dans le village fondamentaliste de Bočinja. Il n'a pas fallu longtemps pour le convaincre. Les hommes de la MPRI ont posé 5 000 dollars sur la table et lui ont proposé un fixe de 1 500 dollars par mois — au noir, ça va de soi. Beaucoup d'argent pour un homme qui vivait au fin fond de la Bosnie. Abdoul Si Hamdi accepte l'offre. En mars 1997, avec quinze autres moudjahiddin bosniaques, il quitte Sarajevo pour la Turquie. Sept d'entre eux vont bûcher leur anglais à Bolu, près d'Ankara. Ils rejoignent ensuite Siirt, en Turquie orientale. « C'est là que nous avons été formés par des officiers d'aviation », rapporte Si Hamdi au journaliste allemand en lui montrant le diplôme qui lui a été décerné. Ce papier émis par la MPRI atteste que lui, Si Hamdi, était capable de diriger un Close Air Support — Des frappes aériennes en soutien de troupes au sol.

« Nous avons appris à marquer, depuis le sol, les cibles des pilotes de chasse et à les diriger à l'aide de pistolets laser qui illuminent la cible et permettent aux bombes aériennes de la détruire », raconte Si Hamdi. Pour que l'entraînement soit aussi réaliste que possible, les anciens combattants de Bosnie sont même emmenés dans des escarmouches impliquant l'armée turque dans le nord de l'Irak. Les novices y guidèrent, avec leurs connaissances toutes fraîches, des attaques aériennes menées depuis les bases de Batman et de Van sur des cibles situées à la frontière turco-irakienne.

De temps à autre, ils se demandent pourquoi ils sont entraînés de la sorte. Cela ne peut pas être destiné à l'armée bosniaque, qui ne possède pas d'aviation militaire. Pourquoi être ainsi formés au Close Air Support en 1997 ?

Ils allaient bientôt trouver la clef de l'énigme. Entre le printemps et l'été 1998, Si Hamdi et ses camarades sont transférés dans le camp de la MPRI à Ljabinot, non loin de Tirana, et quelques semaines plus tard au camp de Tropoje-Vučidol, à la frontière du Kosovo, un camp fondé par l'ancien président albanais Berisha (v. chap. XI). « C'est là qu'on nous a incorporés dans les unités de l'UÇK », raconte Si Hamdi. La présence de conseillers militaires US est aussi attestée par le journaliste Johannes von Dohnanyi, qui était à Tropoje en juillet 1998. « *Get lost* — disparaïs — aboie l'un de ces hommes à un

curieux. Pas de photos, m'a-t-il averti, ton Nikon n'y survivrait pas. Non, il n'y avait rien à voir, rien à dire. Quelques minutes plus tard, les hommes du commando ont sauté dans leurs voitures et se sont frayé un chemin à travers la foule, sans ménagement [...] Je ne les ai pas revus. « American Special Forces » m'a dit la sentinelle, prudente. « Je ne veux pas me mettre sur leur chemin. » »<sup>181</sup>

Nos quatre mercenaires ont encore reçu des téléphones satellites et des radios grâce auxquels ils étaient en contact permanent avec les pilotes des chasseurs-bombardiers, et des cartes très précises. « C'étaient des cartes d'état-major de l'armée yougoslave, très détaillées. Les Américains y avaient intégré la grille de coordonnées UTM », rapportent les quatre hommes d'une seule voix. Une combinaison utile : les cartes d'état-major yougoslaves étaient bien plus exactes, à cette époque, que celles dont l'OTAN disposait. Quoi qu'il en soit, il fallait les recouvrir du système de coordonnées UTM, afin que les cibles puissent être localisées, à l'aide de codes à six ou à huit chiffres, avec une précision d'une dizaine de mètres.

C'est en octobre-novembre 1998 que les quatre brigadistes se glissent au Kosovo en y accompagnant l'UÇK. Au même moment, le président yougoslave Slobodan Milošević acceptait que des troupes internationales d'observateurs stationnent dans la province en crise — et le retrait de ses propres soldats qui regagnaient leurs casernes. Beaucoup espéraient, à cette époque, que l'accord qu'on venait de trouver aboutirait à la paix. Mais à quoi bon si, au même moment, le Pentagone s'affairait à faire rentrer au Kosovo des hommes qui étaient programmés pour la guerre ?

Si Hamdi est incorporé dans la zone d'opération 3, à proximité de Peć. Voici ce que dit cet Algérien de sa mission : « Au début, nous n'avons fait que visiter la région, glanant des renseignements. Ici et là, on nous demandait, par téléphone satellite, de donner les coordonnées de casernes ou de routes importantes. Rien de passionnant, vraiment. »

Dès le mois de mars 1999, par contre, la frénésie commence. Si Hamdi est chargé de surveiller les mouvements des troupes serbes, de rapporter leurs effectifs et leur composition, il rassemble et vérifie les coordonnées de cibles aériennes potentielles.

Haris, Fikret et Reza, eux aussi, préparent la guerre aérienne, au

printemps 1999, dans tout le Kosovo — l'un au col de Dulje, non loin de Prizren, l'autre à Uroševac et à Priština. Le 24 mars, les premières bombes explosent sur le sol yougoslave.

En tout, 80 à 120 des meilleurs moudjahiddin de Bosnie ont ainsi été transférés au Kosovo, non comme simples fantassins, mais comme officiers de renseignement et d'instruction pour l'UÇK, résume Hutsch.<sup>(19)</sup>

## **Un diplomate US rencontre les terroristes**

Des contacts US de haut niveau sont également établis avec un autre combattant de Bosnie qu'on retrouvera peu après au Kosovo : Abou Hamza.<sup>(10)</sup> Ce dernier vivait, après la guerre, à Bočinja, le village d'où venaient les quatre recrues bosniaques dont il a été question plus haut, et y œuvrait comme notable informel, une sorte de chef de village. Son entraînement à Bočinja avait été repéré par les troupes de la SFOR, qui n'ont pas osé l'interroger. En revanche, le 2 février 1999, le diplomate US Bennett rencontre Abou Hamza. Un mouchard issu d'un service secret ouest européen rapporte « que la communication devait être établie et que [cette rencontre] était un bon début. »<sup>(11)</sup> Pourquoi fallait-il communiquer, un bon début de quoi ? Le rapport ne le mentionne pas. Quoi qu'il en soit, peu de temps auparavant, la Commission des droits de l'homme de l'ONU avait publié une enquête qui « l'accusait de transférer des francs-tireurs de Bosnie jusqu'au Kosovo. » Le transfert d'une unité formée « mi-1997 » en Bosnie avait commencé en juillet 1998 déjà, en direction de la province serbe.<sup>(12)</sup>

La Bosnie ne fournissait pas le Kosovo seulement en soldats. Il y avait aussi les armes. Comme l'armée avait reçu, en application des Accords de Dayton, un équipement neuf de la part de l'OTAN, les anciens arsenaux d'origine yougoslave et soviétique pouvaient être, dès 1997, livrés sans problème au Kosovo, par des filières clandestines. Selon le magazine musulman d'opposition *Slobodna Bosna*, Izetbegović a mandaté, pour ce faire, des expatriés albanais qui avaient combattu du côté musulman et reçu la nationalité bosniaque.<sup>(13)</sup>

Il faut ajouter à tout cela des observations selon lesquelles des

moudjahiddin ont été entraînés de concert avec une partie d'un bataillon de Rangers, la Rapid Reaction Brigade, une unité de l'OTAN en Bosnie, en 1999. Un membre de cette brigade a déclaré, lors d'un interrogatoire mené par un service de renseignements occidental, « ne pas contredire cette affirmation et constater qu'à cette époque des fractions de la brigade ont agi en terrain glissant. »<sup>[14]</sup>

## L'UÇK et Al-Qaïda

Quelques semaines après la rencontre de Bennett et d'Abou Hamza, au paroxysme de la guerre du Kosovo, le *Washington Times* écrit, sous le titre « Des membres de l'UÇK sont formés dans des camps de terroristes » : « Quelques membres de l'UÇK, qui ont financé leur effort de guerre par le biais du trafic d'héroïne, ont été formés dans des camps de terroristes, dirigés par Oussama ben Laden, terroriste internationalement recherché [...] Les membres de l'UÇK sont formés dans des camps communs, en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et ailleurs — selon un rapport récent des services secrets. Le rapport dit d'ailleurs que des moudjahiddin, des terroristes islamistes, sont incorporés dans les rangs de l'UÇK à titre de soldats et que beaucoup d'entre eux se sont déjà infiltrés au Kosovo et ont pris part aux combats [...] Selon le rapport, l'organisation d'Oussama ben Laden, Al-Qaïda, a formé et financé l'UÇK. De nombreuses violations de frontière par des combattants étrangers ont été documentées. Des vétérans du groupe militant Djihad islamique venant de Bosnie, de Tchétchénie et d'Afghanistan y ont participé. Beaucoup ont passé la frontière depuis l'Albanie voisine, parfois — selon le rapport — par groupes de cinquante hommes ou plus. »<sup>[15]</sup>

Bien qu'à cette époque déjà on ait eu des indices clairs de la présence de combattants de Dieu radicaux dans les rangs de l'UÇK, le mouvement clandestin albanais était encore célébré comme un mouvement de libération dans les opinions publiques occidentales ; et pourtant, l'affirmation selon laquelle ben Laden se tenait derrière le financement et l'instruction des troupes de l'organisation était fautive. Il s'agissait pour l'essentiel de spécialistes de la société américaine MPRI. Si l'on part du principe que le *Washington Post* se base bel et bien sur un rapport des services secrets US, comment expliquer cette

incohérence dans leur analyse ?

Il y a des estimations variables du nombre et de la qualification des guerriers de Dieu au sein de l'UÇK. Le gouvernement serbe part du principe que l'unité moudjahide Abou Bekir Sidik opérait dès le mois de mai 1998 dans la région de la Drenica. Elle était composée de 115 combattants dont 40 étrangers, pour l'essentiel des Macédoniens, des Bosno-musulmans et des Saoudiens. Ekrem Avdi, de la ville de Kosovska Mitrovica, est censé avoir commandé cette troupe.<sup>(16)</sup> Selon une autre source serbe, Avdi aurait déjà combattu en Bosnie et il aurait été en contact avec les Frères musulmans ; le nombre de combattants, quant à lui, est estimé à 210.<sup>(17)</sup> L'existence d'une unité de moudjahiddin est attestée dans un rapport de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'Homme daté du 13 janvier 1999. La question de la force numérique de l'unité n'y est toutefois pas abordée, mais il est affirmé que l'unité a été formée et mise au sur pied en Bosnie en 1997, avec l'aide d'instructeurs turcs et bosniaques. Ce processus aurait été financé à hauteur de 300 000 marks (environ 150 000 €).<sup>(18)</sup> Selon les affirmations du quotidien belgradois *Večernje Novosti*, quatre autres unités de moudjahiddin auraient été actives au Kosovo dans la guerre de 1999, dont un groupe de 160 combattants sous les ordres du Philippin Abou Sayyef. Même si toutes ces informations sont fondées, le nombre de moudjahiddin pendant la guerre du Kosovo en 1998-1999 reste bien en dessous de ce qu'a connu la Bosnie en 1992-1995.

Peu après le 11 septembre 2001, le ministre de l'Intérieur serbe, Dušan Mihailović, a affirmé que selon des sources issues des services secrets, « l'organisation de ben Laden » disposerait de « deux points d'ancrage au Kosovo ». <sup>(19)</sup> Cette affirmation ne peut pas être balayée d'un revers de la main, comme de la vulgaire propagande serbe : en même temps, le leader modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, s'est plaint que des fractions dissidentes de l'UÇK « conservent des bases de terrorisme international sous leur contrôle » à l'intérieur de la province. Rugova donne un avertissement clair : « Des membres de l'UÇK seraient prêts à organiser des activités terroristes pour le compte d'Oussama ben Laden. » <sup>(20)</sup>

Il y a en tout cas des indices que des cadres de haut rang d'Al-Qaïda se soient rendus au Kosovo. *Večernje Novosti* affirme savoir

qu'à part le Syrien Abou Abdourahman Aymani et l'Algérien Kamel Larmain, Abou Hamza, déjà mentionné plus haut, se serait rendu au Kosovo depuis la Bosnie. Tous trois se seraient rencontrés dans la zone de la Drenica au printemps 1998. Abou Hamza aurait pris le commandement de la base d'Al-Qaïda à Dulje, non loin de Prizren.<sup>(21)</sup> Lors d'une audition devant les membres de la Chambre des Représentants américaine, Ralf Mutschke, directeur adjoint de la section Enquêtes d'Interpol, a déclaré en décembre 2000 que « le frère d'un dirigeant du Djihad islamique égyptien et l'un des commandants militaires d'Oussama ben Laden ont commandé une unité d'élite de l'UÇK pendant le conflit au Kosovo. »<sup>(22)</sup> D'autres sources en citent le nom : il s'agit de Mohammed Al-Zawahiri, le chef du Djihad islamique.<sup>(23)</sup> Selon une source issue des services secrets ouest européens, Ridvan Neziri, un combattant d'Afghanistan, aurait été la courroie de transmission de ben Laden auprès de l'état-major général de l'UÇK. Il aurait reçu les pleins pouvoirs pour prendre n'importe quelle brigade, à tout moment, sous son commandement.<sup>(24)</sup>

Le rapport d'Interpol attire l'attention du lecteur sur le fait que l'UÇK n'a pas contacté l'organisation de ben Laden sur fond de communauté de vues ou de fanatisme religieux, mais par intérêt matériel, très prosaïquement : les chefs de l'UÇK ont financé leur soulèvement (et leur train de vie personnel) grâce au trafic de drogue, et celle-ci venait notamment de l'Hindou-Kouch. *L'Executive Intelligence Review* parle d'un « axe Kaboul-Priština » actif dans le trafic de drogue et le financement de l'UÇK.<sup>(25)</sup> 40 % de l'héroïne destinée à l'Europe aurait transité par les sociétés clandestines albanaises, estiment les policiers albanais de l'administration civile onusienne UNMIK au Kosovo, fin 1999.<sup>(26)</sup>

## **ANA et Al-Qaïda**

Une troupe d'interposition de plus de 40 000 soldats, sous le commandement de l'OTAN, a occupé le Kosovo dès le mois de juin 1999. Cela n'a pas suffi pour pacifier la province. Bien que l'UÇK soit officiellement dissoute, la terreur a continué. « Dans les quatre dernières années, malgré la protection des troupes internationales, 2 500 Serbes et non-Albanais ont perdu la vie » se plaint le président

serbe Zoran Živković, un politicien favorable à l'OTAN depuis toujours, lors de sa visite d'État à Berlin, fin novembre 2003.<sup>{27}</sup>

Lors de ces attaques, une nouvelle organisation a fait parler d'elle, l'Armée Nationale Albanaise (ANA, en albanais AKSh). Pour l'instant, le paroxysme de la violence d'après-guerre a été un pogrom qui a fait tache d'huile contre la population résiduelle serbe du Kosovo, les 17 et 18 mars 2004. Bilan : 19 morts selon les estimations de l'administration onusienne, l'UNMIK. Le ministère de la Défense, à Belgrade, estime que des organisations de moudjahiddin telles que les Aigles Noirs et les Guerriers Islamiques sont impliquées dans la frénésie meurtrière. Des organisations caritatives liées à Al-Qaïda auraient soutenu « la logistique, l'organisation et le financement » de l'opération. Le chef des troupes de moudjahiddin au Kosovo déjà mentionné plus haut, Ekrem Avdi, figure dans ce rapport sous le nom d'Ekrem Avdija, et il y est décrit comme le représentant d'Al-Qaïda au Kosovo.<sup>{28}</sup> Samedin Xhezairi, que d'aucuns soupçonnent d'être une balance des services secrets allemands, aurait, comme il le reconnaît lui-même, participé à l'organisation des attaques, surtout à Prizren et à Uroševac.<sup>{29}</sup> L'OTAN soupçonne aussi cet ancien combattant d'Afghanistan d'avoir des liens avec Al-Qaïda.<sup>{30}</sup>

L'un des porte-parole albanais les plus importants s'est exprimé devant le magazine belgradois *NIN* sur la question de savoir si l'ANA a coopéré oui ou non avec Al-Qaïda, ou s'il y a des partisans de ben Laden dans ses rangs : Idaet Beqiri, chef du Front de l'Unité Nationale Albanaise (FBKSH), l'aile politique de l'ANA, dont le siège est à Tirana. Selon Beqiri, et malgré toutes les protestations que l'on a entendues, tout l'establishment politique albanais fraie avec les terroristes. Des sommes allant jusqu'à 60 millions de dollars auraient été mobilisées par la diaspora albanaise, surtout aux États-Unis. Par contre, il a nié catégoriquement toute espèce de lien avec Al-Qaïda ou avec d'autres organisations de moudjahiddin, parce que cela nuirait aussitôt à la recherche des fonds nécessaires à la sécession du Kosovo.<sup>{31}</sup> Voilà qui est contredit par des tracts qu'on a pu lire ici et là au Kosovo, où l'ANA est citée en liaison avec « d'Al-Qaïda », avec « ben Laden » ou avec « d'Al-Qaïda al Xhihad ».<sup>{32}</sup> Il est aussi intéressant de constater que l'ANA partageait, jusqu'à une date récente, des bureaux à Amsterdam et à Rotterdam avec la fondation

Al-Haramein, une société qui a été interdite par les autorités US pour cause de parrainage d'activités terroristes (v. chap. XIV).<sup>(33)</sup> Il est évident que Beqiri ment — ou qu'il n'est pas (plus) représentatif de l'ANA. « En effet. Un fonctionnaire de sécurité occidental, bien informé, m'a dit [...] que l'ANA a éclaté en trois fractions, précisément à cause de la collaboration avec les moudjahiddin, collaboration qui apparaît inadmissible aux uns et indispensable aux autres », écrit Christopher Deliso, un spécialiste des Balkans.<sup>(34)</sup>

### « De nouveaux Taliban » dans les Balkans ?

En mars 2001, un soulèvement albanais éclate en Macédoine, sous la direction de provocateurs de l'UÇK étroitement liés au Kosovo. Les combats ne se calment qu'en septembre 2001. Dans le traité de paix d'Ohrid, le gouvernement macédonien, sous la pression des Américains et des Européens, est forcé de concéder une large autonomie aux zones contrôlées par les émeutiers.<sup>(35)</sup>

Peu après le début de l'attaque de l'UÇK au printemps 2001, le Premier ministre macédonien, Ljubčo Georgievski, a prévenu l'Occident qu'en ne désarmant pas suffisamment l'UÇK au Kosovo, il avait donné naissance à « de nouveaux Taliban ». Protestations d'Ali Ahmeti, chef de l'UÇK en Macédoine : « Nous n'avons rien à voir avec ben Laden [...] Cette tentative de transformer notre combat en guerre de religion est scandaleuse. »<sup>(36)</sup> Début septembre 2001, le *Spiegel* fait le portrait du commandant Puč, de l'UÇK, qui porte, sur son foulard, une inscription en arabe signifiant « faire la guerre pour notre patrie, au nom de Dieu. »<sup>(37)</sup>

En tout, 200 à 300 moudjahiddin ont combattu aux côtés de l'UÇK macédonienne. C'est ce que rapporte le quotidien de Skopje *Dnevnik* mi-septembre 2001.<sup>(38)</sup> Wolf Oschlies, conseiller du gouvernement allemand à cette époque, parle de 150 moudjahiddin « proches de ben Laden » au sein de l'ANA, qui ont formé (comme au Kosovo, voir plus haut) une nouvelle organisation terroriste juste après la dissolution formelle de l'UÇK.<sup>(39)</sup>

Les commandants des unités de moudjahiddin avaient pour nom Hoxha, Mjekra et Teli.<sup>(40)</sup> Hoxha est le nom de guerre de Samedin Xhezairi, que nous avons déjà rencontré sous sa double casquette

d'informateur des services secrets allemands, le BND, et d'organisateur du pogrom antiserbe au Kosovo.<sup>[41]</sup> On a aussi cité Edi Debsi, un autre chef militaire de l'UÇK, qui lui aussi « a sans doute eu quelque chose à voir avec les services secrets allemands. »<sup>[42]</sup> Fatih Hassanein est cité par le quotidien social-démocrate *Utrinski Vesnik* comme intermédiaire avec le terrorisme international. Hassanein faisait la navette entre le Kosovo et la Macédoine ; il a utilisé, pour ce faire, un véhicule de la KFOR à plaques françaises.<sup>[43]</sup> Ce nom vous rappelle quelque chose ? C'est le même Hassanein, un Soudanais, qui dirigeait organisation pseudo-caritative TWRA, très active dans la contrebande d'armes lors de la guerre en Bosnie, et société écran entre ben Laden et le gouvernement de Sarajevo (v. chap. IV).

Hormis ces faits bien étayés, un grand nombre de rumeurs ont couru, dont le sérieux est plus difficile à estimer. « ben Laden est le plus gros partenaire financier de l'UÇK en Macédoine, il y a un représentant personnel qui a donné entre six et sept millions de dollars à l'UÇK [...] Oussama ben Laden est le plus gros bailleur de fonds de l'UÇK après les bénéficiaires du trafic de drogue », écrivit ainsi le *Washington Times* en juillet 2001.<sup>[44]</sup> Des sources macédoniennes soupçonnent Arben Xhaferi, président du plus important parti politique albanais, le DPA, et partenaire privilégié de l'OTAN, d'avoir été le représentant de ben Laden. Selon la chaîne de télévision Ai, Xhaferi avait obtenu l'élargissement d'un moudjahid arrêté en possession d'explosifs destinés à faire sauter un commissariat de Skopje en invoquant le fait qu'il s'agirait « d'un des principaux bailleurs de fonds » de son parti.<sup>[45]</sup> Comme au Kosovo, Mohammed Al-Zawahiri, frère du chef militaire Ayman Al-Zawahiri, proche de ben Laden, aurait été impliqué dans les aspects clandestins des combats.<sup>[46]</sup>

## **Fantasmes pour un massacre**

Les affirmations serbes et macédoniennes sur les activités subversives d'Al-Qaïda dans les Balkans doivent être considérées avec quelque scepticisme. Au sein des gouvernements de ces deux pays, depuis le 11 septembre, on assiste à une tendance prédominante à se poser comme alliés puissants et convaincus de Washington et de

Bruxelles dans la guerre menée contre le terrorisme. Si ces États démontrent le lien entre les partis albanais et le fondamentalisme islamique, peut-être parviendront-ils à mettre fin au soutien sans faille que l'Occident octroie depuis des années à ces forces sécessionnistes.

En Macédoine, on n'hésitait pas à forcer le trait pour aller dans le sens des peurs occidentales vis-à-vis du danger représenté par le terrorisme islamiste. Le 2 mars 2002, le ministre de l'Intérieur, Ljube Boškovski, a annoncé que les forces de maintien de l'ordre avaient, peu de temps auparavant, tué sept moudjahiddin au cours d'une escarmouche. Ces combattants armés, censés venir de Jordanie, auraient eu des liens avec ben Laden et avec l'ANA, et ourdi des attentats à la bombe contre les ambassades occidentales à Skopje.<sup>[47]</sup>

Plus de deux ans plus tard, il apparut que ces « dangereux terroristes » étaient d'inoffensifs réfugiés, assassinés de sang-froid, sur l'ordre de Boškovski, par une unité spéciale de la police. Le gouvernement macédonien s'excusa sur tous les tons vis-à-vis du Pakistan et de l'Inde, dont les victimes étaient ressortissantes. Lorsque le ministre fut inculpé de meurtre, il s'enfuit en Croatie.<sup>[48]</sup>

La tentative de certains politiciens serbes et macédoniens qui tentent de gagner Washington à leur cause sous couvert du danger représenté par Al-Qaïda dans les Balkans est vouée à l'échec. Bien sûr, le terrorisme islamiste existe au Kosovo et en Macédoine, mais dans sa majorité, il n'est pas contrôlé par Oussama ben Laden, mais par les services secrets US. Et ceux-ci savent mieux que leurs « partenaires » balkaniques quels Arabes sont dangereux pour eux-mêmes et quels Arabes ne sont dangereux que pour les Slaves — et comment mettre au point les massacres pour qu'ils ne s'en sortent pas facilement.

C'est là que nous retrouvons le mandataire de la CIA, la MPRI. Cette firme n'a pas fait qu'infiltrer des moudjahiddin au Kosovo, elle a été beaucoup plus loin. Par exemple lors de la bataille d'Aračinovo en juin 2001, au paroxysme de la guerre civile macédonienne. Une unité de l'UÇK y était encerclée. L'émissaire de l'Union européenne, Javier Solana, a obtenu qu'on la laisse sortir sans encombre. Parmi les combattants, 17 conseillers militaires employés par la MPRI<sup>[49]</sup> — et de nombreux guerriers de Dieu sous le commandement de Hoxha, un officier dont nous avons déjà parlé plus haut.<sup>[50]</sup>

Gezim Ostreni était plus important encore que Hoxha. Officier de l'état-major général de l'UÇK, il commandait le gros des guerriers de Dieu engagés en Macédoine. En 1999, il avait été chef d'état-major de l'UÇK pour la région de Peć, puis nommé représentant de la garde du Kosovo (une soi-disant unité de reconversion sous commandement civil destinée aux combattants de l'UÇK) lorsque l'OTAN pris position dans la province. En prenant ses fonctions en Macédoine, il avait pris langue avec des officiers de liaison US et a été reçu plusieurs fois par le Sénat US en 2001 et 2002, bien qu'il figure en même temps dans une liste de terroristes établie par le gouvernement américain. Ostreni a organisé le retrait en bon ordre de ses troupes, après le traité de paix en Macédoine : 160 moudjahiddin ont ainsi quitté le pays par un tour de passe-passe — dans des hélicoptères « Sioux », dont seuls les Américains avaient l'usage dans la région.<sup>(51)</sup>

Ces combattants étaient donc prêts à reprendre du service ailleurs.

*« Les plus gros obstacles à la lutte contre le terrorisme islamiste, c'étaient les intérêts des multinationales pétrolières américaines et le rôle joué par l'Arabie Saoudite. »*

*(John O'Neill, expert antiterroriste du FBI)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE XIV

# De l'argent pour le Djihad

LES ORGANISATIONS CARITATIVES ISLAMISTES DANS LES BALKANS : UN POT COMMUN AMÉRICANO-SAOUDIEN

En octobre 2001, l'alerte rouge est déclenchée à Sarajevo.

Le 16 octobre, des conversations interceptées à Sarajevo laissent entendre, selon une source de l'OTAN, citée anonymement par le *Wall Street Journal*, que des guerriers de Dieu rassemblent « une petite force de frappe composée d'avions et d'hélicoptères sur l'aéroport de Visoko, [et que] des pilotes suicides s'apprêtent à détruire des installations militaires étrangères. »<sup>[2]</sup> Les premières cibles des attaques seraient les bases US Eagle Base et Camp Connor. Les ambassades américaine et anglaise ferment immédiatement pour plusieurs jours. Puis vient la contre-attaque : deux Égyptiens sont expulsés en raison de liens supposés avec Al-Qaïda, et toute de suite après, les bureaux d'organisations caritatives islamistes sont fermés et six de leurs employés jetés en prison, puis livrés aux Américains (qui les expédièrent à Guantanamo) en violation du droit national et international : un arrêt de la Cour constitutionnelle bosniaque s'y opposait. Les Américains ont par la suite étiqueté comme terroristes et gelé les avoirs de Benevolence International Foundation (BIF), de Global Relief Foundation (GRF), de la Fondation Al-Haramein, de

Bosnian Ideal Future et de Vezir. D'autres organisations de moindre importance sont fermées pour les mêmes raisons en mai 2004 : Duemijetul Furqan, Al-Haramein Al-Masjed Al-Aqsa et Taibah International Aid Agency.<sup>[9]</sup> De cette manière, les plus importants (mais en aucun cas la totalité) des robinets financiers étaient fermés — 190 fondations et institutions caritatives sont enregistrées en Bosnie.<sup>[9]</sup>

Ce n'est qu'après le 11 septembre que les projecteurs se braquent sur les parrains du terrorisme, alors que celui-ci avait commencé d'agir dans les Balkans une dizaine d'années auparavant. « Aucun moudjahid venu en Bosnie-Herzégovine pendant la guerre, et qui s'y est installé par la suite, n'aurait pu se maintenir dans la région sans l'appui financier de cette organisation », écrit un expert de la situation locale.<sup>[9]</sup> Au début des années 1990, des intermédiaires tels que Muwafaq avaient leurs bureaux à Zagreb.<sup>[9]</sup> Muwafaq et el Haramein ont ensuite évacué leurs activités de Tirana, secouée par les crises politiques au milieu des années 1990.<sup>[7]</sup> C'est ensuite le transfert de guerriers de Dieu depuis la Bosnie et l'Albanie vers le Kosovo et la Macédoine qui a été financé. Plus tard, les institutions caritatives ont pris le relais. Al-Haramein a ouvert un bureau à Prizren (Kosovo) et, selon certaines sources, s'y est livrée au trafic d'armes et à l'instruction de terroristes. Onze collaborateurs de l'United Saudi Aid for Kosovo et deux collaborateurs de la Global Relief Foundation ont été emprisonnés par la KFOR « à cause de liens établis avec Al-Qaïda ».<sup>[8]</sup>

Les documents saisis lors d'une perquisition au siège de la Benevolence International Foundation (BIF) dans l'Illinois montrent à quel point l'activité de ces sociétés est éloignée des préoccupations humanitaires : BIF y est décrite comme fournissant « des prestations de soutien et d'assistance au djihad en Bosnie-Herzégovine ». On lit dans un document : « Aidez vos frères moudjahiddin afin qu'ils boutent les Croisés et les sionistes hors de ce territoire. »<sup>[9]</sup> Dans un autre document : « Peu importe combien on est pauvre et malade — les moudjahiddin ont la priorité. »<sup>[10]</sup> Nombre de quittances de matériel militaire livré à l'armée bosniaque, saisies au BIF, montrent à quel point les liens avec le gouvernement d'Izetbegović étaient étroits.<sup>[11]</sup>

## **Le rôle de ben Laden**

Wolf Oschlies, collaborateur de la Fondation de science politique de Berlin, proche du gouvernement, parle d'un « modèle bosniaque » pour ce qui concerne le financement de la terreur : « Le réseau terroriste Al-Qaïda d'Oussama ben Laden infiltre quelques personnes dans le pays sous couvert d'action humanitaire. Ces gens acquièrent la nationalité du pays et réunissent les fonds, toujours sous couvert d'action humanitaire, qui permettront à l'organisation de fonctionner depuis l'étranger. »<sup>(12)</sup> Cela se tient : Al-Qaïda et Oussama ben Laden ne sont pas au centre de ce modèle, ils ne sont ni la source ni la pompe, ni les principaux bénéficiaires de ce flux financier.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune piste qui remonte jusqu'à ben Laden. Lors des perquisitions de Sarajevo, on a trouvé des listes manuscrites de donateurs, connus sous le nom de « la chaîne d'or ». On pouvait y distinguer qui payait quoi à qui. « Sept versements au crédit d'Oussama ben Laden et de Hezb e Islami (un groupe de djihadistes afghans), dont au moins de la part des « Frères de ben Laden »<sup>(13)</sup> Sur des photos, ben Laden et Enaam Arnaout, fondateur de la BIF, posent ensemble avec des armes automatiques — peut-être ces photos remontent-elles aux années 1980 en Afghanistan.<sup>(14)</sup> D'ailleurs, Mohammed Al-Zawahiri, le frère d'Ayman Al-Zawahiri (selon certains, le numéro 2 d'Al-Qaïda), a travaillé jusqu'en été 1998 dans la filiale de l'International Islamic Relief Organization (IIRO) établie à Tirana<sup>(15)</sup>.

La trace de ben Laden se perd parmi celles de la maison royale saoudienne lorsqu'on se penche sur les soutiens dont ont bénéficié les institutions que le gouvernement a fermées en Bosnie et ailleurs. Au total, 70 milliards de dollars auraient été versés de 1975 à 2003 à des fins humanitaires et missionnaires, selon une étude du Center for Security Policy américain.<sup>(16)</sup>

- Al-Haramein aurait ainsi été fondée en 1992 par le ministre saoudien de la Religion, Saleh ben Abdelaziz Al-Cheikh. Selon des enquêtes d'émissaires russes et américains, une grande partie de cet argent provenait du trust financier Dallah Al-Baraka, dont le fondateur et actionnaire majoritaire est Saleh Abdallah Kamel, qui a œuvré entre autres comme Inspecteur général des Finances du royaume saoudien.<sup>(17)</sup> On dit qu'El Haramein a réuni 50 millions de dollars par an dans le monde entier, par l'entremise de ses

- 50 filiales<sup>(18)</sup>, et le total de ses investissements à l'étranger dépasserait 300 millions de dollars.<sup>(19)</sup>
- La fondation Muwafaq était dirigée par le riche industriel saoudien Yassim Al-Qadi « et administrée par plusieurs familles haut placées dans le royaume. »<sup>(20)</sup>
  - L'organisation qui a amené le plus d'argent au soi-disant combat de libération de la Bosnie était le Haut Comité saoudien pour l'Aide à la Bosnie-Herzégovine. Sous le patronage direct de la famille royale, cette société utilisait des véhicules à plaques diplomatiques.<sup>(21)</sup> Cette organisation n'a toujours pas été officiellement interdite en Bosnie, mais son activité a été ajustée.<sup>(22)</sup>
  - L'un des principaux bailleurs de fonds était l'International Islamic Relief Organization (IIRO), qui a construit, à elle seule, 575 mosquées en Indonésie.<sup>(23)</sup> L'organisation a plus de 90 filiales réparties dans le monde entier. « La Muslim World League, la mère de l'IIRO, est une organisation entièrement financée par le gouvernement », a déclaré le chef de l'IIRO devant les juges en 1999. « En d'autres termes : je travaillais pour le gouvernement saoudien. »<sup>(24)</sup> À l'époque, Mohammed Al-Zawahiri, qui travaillait à Tirana pour le compte de l'IIRO, n'était-il pas subordonné au gouvernement saoudien plutôt qu'à Al-Qaïda ?

## **ben Laden et Bush**

L'un des faits les plus intrigants à propos du 11 septembre est que le rôle des financiers saoudiens dans l'affaire n'est toujours pas, tant s'en faut, élucidé. L'un des plus importants enquêteurs à avoir travaillé sur ces liens est mort depuis : il s'agissait de John O'Neill, ancien coordinateur de la lutte antiterroriste aux États-Unis, numéro 2 du FBI à New York et coresponsable de la sécurité nationale. Très frustré par ses conditions de travail pour le gouvernement, il démissionne en août 2001 pour devenir chef de la sécurité du World Trade Center. Le 11 septembre, il y tient une réunion sur la sécurité du bâtiment. Il meurt dans les décombres. Au FBI, c'était lui, depuis longtemps, le spécialiste d'Al-Qaïda, et il s'était fait les dents sur l'Arabie Saoudite. O'Neill avait dit peu avant sa mort : « Les plus gros obstacles à la lutte contre le terrorisme islamiste, c'étaient les

intérêts des multinationales pétrolières américaines et le rôle joué par l'Arabie Saoudite. »<sup>(25)</sup>

Dans le premier rapport des services secrets sur le 11 septembre, rendu public fin juillet 2003, 28 des 800 pages ont été censurées.<sup>(26)</sup> Elles concernaient des « questions sensibles relatives à la sécurité nationale. » Selon l'agence AP, « il est largement admis que les pages censurées parlaient du rôle de l'Arabie Saoudite. »<sup>(27)</sup> Le sénateur Bob Graham, membre de la commission des services secrets, affirme sans mystère qu'un État étranger aurait « substantiellement soutenu financièrement deux des terroristes, et aurait rendu possible la planification, la préparation et l'exécution des actes ayant conduit à la tragédie du 11 septembre. »<sup>(28)</sup>

Et pourtant, l'Arabie Saoudite ne se pose pas comme une puissance adverse des États-Unis, ni même comme un pays qui échapperait à leur influence. Les élites financières des deux pays sont organiquement liées, comme l'ont prouvé Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, documents à l'appui — des documents que la DGSE française leur a fournis.<sup>(29)</sup> Le maillon le plus important dans cette symbiose américano-saoudienne est un certain Khaled ben Mahfûz. C'est l'un des hommes les plus riches du monde, il a des contacts étroits avec la maison royale à Riyad, avec Oussama ben Laden... et avec la famille Bush.

### **Les recherches de Brisard et Dasquié**

La famille Mahfûz contrôle la National Commercial Bank d'Arabie Saoudite, la banque de la maison royale. En 1989, Khaled a d'ailleurs été nommé au directoire de la société pétrolière saoudienne, ARAMCO, par le roi Fahd. Le clan règne sur un empire financier qui pèse 2,5 milliards de dollars, d'un bout à l'autre de la planète.

Khaled a fait partie du conseil d'administration de la *Bank for Credit and Commerce International* (BCCI), fondée en 1972 par un Pakistanais chiite, de 1986 à 1990. Le fondateur avait bénéficié du soutien de la *Bank of America*, qui détenait 25 % du capital. La banque a bénéficié de la hausse des cours du pétrole et elle a connu une croissance rapide : en 1988 elle possédait 400 filiales dans 73 pays. Les autorités américaines ont commencé à se pencher sur son

cas dès le milieu des années quatre-vingts, parce qu'elle recevait des dépôts et accordait des prêts liés au trafic de drogue — une méthode de blanchiment tout ce qu'il y a de plus classique.

Une filiale de la banque se trouvait en Colombie, dans le village du trafiquant de drogue Pablo Escobar. De la même manière, la BCCI a assuré les transactions de plus d'un trafiquant d'armes.

La BCCI n'était pas utile qu'aux mafiosi, mais aussi aux services secrets américains. Dans les années quatre-vingt, la CIA a ainsi établi les réseaux de ses activités vis-à-vis des Contras par l'intermédiaire de la *Bank of New York — Inter Maritime Bank*. Son vice-président, un ancien directeur d'une filiale de la BCCI, était suisse. Les autorités de réglementation financière américaines et d'autres États décidèrent la liquidation de la BCCI en 1991. Les rapports d'enquête du Sénat US décrivaient Khaled ben Mahfûz comme « le plus puissant banquier du Moyen Orient. » Inculpé au premier chef dans l'affaire de la BCCI, il a accordé une compensation judiciaire aux créanciers de la banque en leur versant 245 millions de dollars. En lieu et place de la BCCI est née aujourd'hui l'International Development Foundation (IDF), fondée par un frère de Khaled ben Mahfûz. À son siège, à Oxford, au Royaume-Uni, on trouvait jusqu'en 1999 l'IIRO, l'une des plus importantes des prétendues organisations humanitaires. Deux membres de la famille ben Mahfûz siègent aussi au directoire de la Muwafaq bosniaque.<sup>[30]</sup> Les services secrets français affirment que ben Laden a introduit « toute une série de partisans en Albanie et dans les Balkans » par l'intermédiaire de la Muwafaq.<sup>[31]</sup> Selon le magazine arabe *Al-Watan Al-Arabî*, ben Laden était lui-même impliqué dans « Muwafaq à Zagreb, l'une des organisations humanitaires qu'il soutient. »<sup>[32]</sup>

Brisard et Dasquié ont mis au jour que l'empire financier et industriel de ben Mahfûz comporte aujourd'hui de nombreux points de contact avec le réseau d'Oussama ben Laden — et pas seulement avec la famille de ben Laden, censée être au-dessus de tout soupçon. D'ailleurs, selon les affirmations de l'ancien directeur de la CIA, James Woosley, la sœur de Khaled ben Mahfûz aurait épousé Oussama ben Laden. Entre-temps, Woosley est revenu sur cette déclaration après une plainte de Mahfûz, et l'a expliquée par une confusion.<sup>[33]</sup> Mais ce que Woosley n'a pas démenti, c'est que Mahfûz

a aussi des liens avec le président US. L'un de ses partenaires commerciaux saoudiens a acquis, en 1997, 11,5 % des actions du trust énergétique Harken, qui a été dirigé par George W. Bush de 1986 à 1993. Un autre partenaire commercial de Khaled ben Mahfûz est membre du conseil d'administration d'une société d'investissement, *The Carlyle Group*, à la tête duquel figurent James Baker III, ministre des Affaires étrangères de Bush senior, et Frank C. Carlucci, secrétaire d'État à la Défense sous Reagan. Bush Junior a fait partie du directoire d'une filiale du groupe Carlyle de 1990 à 1994.

### **Des partenaires commerciaux à Hambourg et à Ulm**

Selon des enquêtes menées par des services secrets occidentaux, les Saoudiens utilisaient deux firmes pour financer la subversion fondamentaliste dans les autres États : le groupe Twaik, fondé en 1985, une société d'économie mixte comptant 100 millions de dollars de chiffre d'affaires, et Rawasin Media Productions, une spin-off de Twaik pesant quatre millions de dollars. Le siège des deux sociétés était à Riyad.<sup>(34)</sup>

Les deux entreprises ne sont naturellement pas les seuls canaux par lesquels l'Arabie Saoudite pratique le sponsoring du terrorisme — le rôle des organisations caritatives a déjà été mentionné plus haut. Ces entreprises sont néanmoins particulièrement intéressantes car leurs filiales balkaniques ont travaillé avec les suspects du 11 septembre.

C'est ainsi que la société Twaik a appointé Mamoun Darkanzali directeur d'une société de location de voitures en Albanie. Twaik a versé 250 000 dollars sur les comptes de Darkanzali, officiellement pour acheter des voitures d'occasion à Hambourg. Les autorités espagnoles ont admis l'existence de réseaux de blanchiment qui ont servi à financer des attentats comme ceux du 11 mars 2004.<sup>(35)</sup> Nous allons revoir Darkanzali au chapitre XVIII — puisqu'il est connu des services secrets occidentaux comme la « taupe » de la scène islamiste à Hambourg, autour de Mohammed Atta.

Reda Seyam est aussi un personnage intéressant. Dès le mois d'octobre 1997, il dirige une filiale de Twaik à Sarajevo et conduit la firme d'une main de fer. Un ancien employé se souvient qu'il avait renvoyé chez elles deux employées qui avaient l'audace de vouloir

travailler, qu'il avait apporté un Coran dans les bureaux, qu'il chantait des psaumes et qu'il refusait de louer des voitures aux Juifs.<sup>(36)</sup> Un an plus tard, la société ferma ses portes et il revint en Arabie Saoudite, où un nouveau poste l'attendait au sein de Rawasin, la filiale médiatique de Twaik. Il y était prédestiné, puisqu'il avait tenu une boutique de vidéos encourageant au Djihad lorsqu'il était simple soldat moudjahid en Bosnie, avec son Allemande de femme. D'ailleurs il avait des contacts réguliers avec Ramzi Binalshibh, le futur patron de la cellule fondamentaliste de Hambourg. L'ex-femme de Seyam, Regina Kreis, alias Doris Glück, a ainsi déposé devant les enquêteurs allemands, à propos de son mari : « Il produisait des vidéos qui parlaient des crimes commis à l'encontre des Musulmans, des films qui étaient envoyés dans des mosquées dans le monde entier. On y voyait des moudjahiddin qui décapitaient trois Serbes et qui jouaient au football avec leurs têtes. »<sup>(37)</sup> Et le *Spiegel* de renchérir : « Si Seyam avait été impliqué dans ces crimes, et que c'eût été prouvé, alors on aurait pu le poursuivre en Allemagne. »<sup>(38)</sup> Il faut lire ce passage plusieurs fois pour y croire : Seyam ne peut-il être poursuivi en Allemagne que s'il est prouvé qu'il a participé à ce meurtre barbare ? La production et la diffusion de films révoltant le sens commun, et qui mettent en scène ces crimes, ne sont-elles pas justiciables devant la loi ? N'existe-il pas de lois contre l'incitation à la haine et au meurtre par l'image et le son ?

Les enquêteurs n'ont pas voulu faire le lien entre les activités « artistiques » de Seyam et les événements de Bosnie, ou les attentats de Bali en octobre 2002, qui ont fait 202 morts. Seyam a coulé des jours tranquilles près d'Ulm, librement, puis il a déménagé à Berlin, où il vit aujourd'hui de la sécurité sociale.

## **Un tournant ?**

Néanmoins, les choses bougent. Pendant l'hiver 2004, l'organisation prétendument caritative Al-Haramein a été privée de ses derniers refuges : après la fermeture de ses filiales en Bosnie et dans quelques autres pays, son siège américain a été fermé le 9 septembre 2004 et ses biens saisis dans son pays d'origine, l'Arabie Saoudite, le 4 octobre. En juin 2005, le régime de Riyad a créé une

nouvelle organisation de droit privé, la Saudi National Commission for Charitable Work Abroad, chargée de rassembler les actifs de toutes les fondations humanitaires.<sup>(39)</sup>

Est-ce que cela vide pour autant le pot commun financier américano-saoudien ? Ou ne s'agit-il que de mesures cosmétiques ? Est-ce qu'au contraire le rassemblement de toutes ces activités sous un même toit ne donne pas une sanction officielle au sponsoring du terrorisme ? Quoi qu'il en soit, il nous faut bien faire ce constat : le réseau des organisations caritatives et des sociétés qui ont financé (ou financent encore) la terreur islamiste dans les Balkans et ailleurs remonte moins à Oussama ben Laden qu'à Khaled ben Mahfûz, l'œil du cyclone au milieu des intérêts financiers américains et saoudiens. Les porteurs d'eau sans importance qui ont été emprisonnés à Sarajevo (et qui croupissent depuis à Guantanamo dans des conditions inhumaines) ont été sacrifiés pour que le système puisse continuer à fonctionner sans encombre.

*« Aucun de nous n'est soupçonné d'intentions terroristes en Bosnie-Herzégovine, et la SFOR, la force de stabilisation de l'OTAN, n'a eu, ces dernières années, aucun problème avec les anciens moudjahiddin. »*

*(Le Président Alija Izetbegović, après le 11 septembre)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE XV

# L'école des tueurs

DANS LA BOSNIE CONTEMPORAINE, SELON LES ENQUÊTES MENÉES PAR LES SERVICES SECRETS OCCIDENTAUX, DES ORGANISATIONS TERRORISTES ET FONDAMENTALISTES SONT À L'ŒUVRE

En se promenant aujourd'hui à Sarajevo, on découvre une ville où l'Islam n'apparaît que comme un folklore. La mosquée de Ghazi-Husref-Beg (XVI<sup>e</sup> siècle) peut briller de tous ses feux au crépuscule et le quartier marchand de Baščaršija rappeler les grandes heures de l'Empire ottoman : les gens s'y habillent à l'occidentale. On ne voit nulle part de femmes voilées, le foulard est plus rare que dans les banlieues françaises. Au bout de la zone piétonne de Ferhadija, l'Iran a bien ouvert un centre culturel, on aperçoit le portrait de l'ayatollah Khomeiny par la fenêtre, mais la rue où il se trouve porte encore le nom du maréchal Tito. Au carrefour, on entretient la flamme du soldat inconnu en souvenir du combat de libération contre les fascistes, plus haut on peut apercevoir les guirlandes et les étoiles électriques qu'on allume à l'approche de Noël.

Seules les statistiques renseignent le visiteur sur les coupes claires que la guerre civile a faites dans la vie multiculturelle de la cité : le nombre d'habitants a baissé de presque un tiers, pour se fixer aux

alentours de 380 000 personnes. Selon les chiffres fournis par les Musulmans eux-mêmes, des 165 000 Serbes, 45 000 seulement sont restés, des 85 000 Croates, 28 000 habitent encore là, et il ne reste que 750 Juifs sur 7 000. 250 citoyens insistaient pour se décrire comme Yougoslaves — au recensement de 1991, ils étaient encore 23 000.<sup>[2]</sup>

Au deuxième, au troisième regard, l'influence musulmane frappe davantage : la vieille ville se vide dès la nuit tombée — les adolescents qui peuplent les rues et les places de Belgrade ou de Zagreb ont visiblement pour consigne de rentrer à la maison. Il y a bien sûr quelques bars, quelques discothèques, mais on n'y trouve que des étudiants fortunés et des visiteurs étrangers. Dans les guinguettes et même dans les bons restaurants, comme dans l'ancien caravansérail Morica Han, on ne sert pas d'alcool. Et pour finir, en plein milieu de Novi Grad, la ville nouvelle construite par Tito, on trouve la plus grande mosquée, non pas seulement du pays, mais de toute l'Europe : la mosquée du Roi-Fahd. Inaugurée en septembre 2000, elle a, dit-on, coûté 20 millions de dollars à la cassette personnelle du roi Fahd, qui lui a donné son nom, et sa taille et son architecture sont imposantes. 5 000 fidèles s'y tiennent à l'aise.

Néanmoins, un tour de Sarajevo ne permet pas d'y distinguer le rêve d'Alija Izetbegović — la « capitale d'un État islamique. »<sup>[3]</sup> Mais ses intrigues et ses épigones contemporains œuvrent à faire de ce rêve une réalité. Et pour cela, tous les moyens sont bons.

## **La lutte pour le pouvoir au sein du SDA**

Après la mort d'Izetbegović, en octobre 2003, il y avait quatre personnalités susceptibles de reprendre son héritage politique. Tous quatre disposaient d'une influence considérable au sein du SDA. Il faut remarquer qu'au moins trois de ces quatre hommes disposaient d'énormes ressources financières, à travers les aides occidentales et surtout des organisations caritatives arabes (v. chap. XIV). Dans les années 1990, ce sont des millions qui leur sont ainsi tombés du ciel :

- OMER BEHMEN est l'un des rares survivants de la génération qui a fondé les Jeunes Musulmans. C'est un compagnon de cellule d'Izetbegović, il bénéficie à ce titre de la meilleure renommée au

sein du parti. Ambassadeur à Téhéran pendant la guerre, il y a obtenu le soutien militaire des mollahs. À la fin des années 1990, la Turquie lui refuse son accréditation d'ambassadeur à cause de son extrémisme.<sup>[4]</sup> Behmen est surtout dangereux par le rôle qu'il joue en tant que coordinateur des Jeunesses du SDA.

- BAKIR IZETBEGOVIĆ, fils du « père de la patrie » et chef de cabinet de son père, est aujourd'hui parlementaire dans le groupe SDA, majoritaire. Entre 1992 et 2002, il a dirigé l'agence de reconstruction de Sarajevo et il y a ainsi décidé de l'attribution du budget. Le magazine serbe *Nedeljni Telegraf* a publié la copie du versement d'une contribution d'un million de dollars en provenance du compte du père de Bakir, Alija — c'est une partie du trésor familial dont Bakir dispose aujourd'hui.<sup>[5]</sup> Quoi qu'il en soit, dans la capitale, c'est aujourd'hui Izetbegović junior qui décide de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.<sup>[6]</sup>
- Pendant la guerre, HASSAN ČENGIĆ était ministre adjoint à la Défense. En tant que tel, c'était lui la pierre angulaire du trafic d'armes (v. chap. IV). Dans les années 1990, des versements de soutien transitèrent par lui, en provenance d'Iran et du monde arabe, à hauteur de 2,5 milliards de dollars, selon certaines sources.<sup>[7]</sup> Il est aujourd'hui membre du conseil de surveillance de la BBI, la plus grande banque de Bosnie.<sup>[8]</sup> Par ailleurs, il appartient au comité du SDA et il siège au Parlement sous la bannière du parti. Son fief ? Les services secrets bosniaques.
- Dans le poker des décideurs de Sarajevo, c'est MUSTAFA CERIĆ qui distribue les cartes. Pendant la guerre civile, il a plaidé pour « qu'un État musulman soit fondé sur le territoire contrôlé par l'armée musulmane ».<sup>[9]</sup> Il était prédestiné à devenir, en 1993, Raïs Al-ouléma, le chef spirituel des musulmans de Bosnie. Ès qualités, il a pris position contre les mariages mixtes et contre la liberté d'expression des médias. On compte sur le fait qu'il se retirera à la fin de son mandat à la tête du SDA. « Je n'ai pas d'ambition, j'ai le devoir de faire de la politique ». Limpide.<sup>[10]</sup>

**1941, 1991, aujourd'hui : les Jeunes Musulmans sont de retour**

Sous l'impulsion de ces gens, la vieille garde fondamentaliste se réorganise. Au printemps 2003, plusieurs centaines de vétérans de la Ligue patriotique, dont on a vu le rôle dans la formation de l'armée bosno-musulmane, se réunissent. « Nous, les patriotes, nous avons assez d'armes dans nos maisons pour libérer la Bosnie de la mer à la Drina », c'est ainsi qu'un orateur défend l'annexion des territoires serbes et croates. Lors du meeting, Sefer Halilović, ancien commandant en chef de l'armée, est nommé chef de la toute nouvelle Ligue patriotique, qui, selon ses propres termes, travaillera « en conspirant activement ».<sup>{11}</sup> Halid Brzinam, ancien commandant de la tristement célèbre 7<sup>e</sup> Brigade est nommé responsable du canton de Zenica.<sup>{12}</sup> Il faut se rappeler que dans le district de Zenica, il y a encore des villages peuplés presque exclusivement de moudjahiddin, comme Bočinja, Željezno Polje et Rujnići.

En 1998, les Jeunes Musulmans, eux aussi, se sont réorganisés — *Slobodna Bosna* parle de « troisième génération » dans l'histoire de l'organisation, née pendant la Seconde Guerre mondiale et grandie autour du SDA et de la Ligue patriotique au début des années 1990. Izetbegović aurait pris part aux réunions, mais le leader, c'était Omer Behmen. Un nouveau programme est discuté et décidé en 2002. L'objectif du mouvement, selon ce dernier, serait avant tout « d'éviter le retour du communisme » et de « créer un ordre musulman. » « Il y aura des combats sur notre chemin. On ne peut éviter le combat », dit-on sans équivoque.<sup>{13}</sup>

## **L'école des terroristes**

Sous le patronage d'Omer Behmen et de Hassan Čengić, les tenants de la ligne dure au SDA entretiennent toute une série de groupuscules violents au sein et surtout à la marge du parti, dont les activités ont alarmé les services secrets. La plus forte, numériquement parlant, de ces organisations était la « Jeunesse islamique active », AIO (*Aktivna Islamska Omladina*), dont le siège principal était à Zenica. Selon des études menées à l'interne par une organisation militaire occidentale, l'AIO a été fondée en 1995 par Nedim Haradžić, un officier d'El Moudjahid, qui fait régulièrement le pèlerinage de La Mecque. Haradžić a été remplacé dans ses fonctions

par Adnan Pezo en 1997. Ce dernier avait servi dans la même unité et il était aussi président de l'organisation terroriste Vehabija.

L'organisateur le plus important des Jeunes Musulmans, dès leur refondation, était Nezim Halilović Muderis, un compagnon d'armes de Čengić, imam de la mosquée du Roi-Fahd à Sarajevo.<sup>(14)</sup> Au début de la guerre civile, il commandait une unité de moudjahiddin non loin de Konjic et s'était fait connaître par des discours enflammés. C'est au cri de « je supplie Allah que cette guerre dure tout au long d'une génération afin d'épurer ce peuple » ou « la victoire ou la mort — c'est à nous de décider ! » qu'il a envoyé les croyants au feu.<sup>(15)</sup> On peut lire dans la charte de l'AIO : « Notre but [est]... la formation d'un État islamique en Bosnie-Herzégovine, basé exclusivement sur la charia, et dont le modèle est l'Arabie Saoudite. Pour atteindre ce but il faut [...] changer le système scolaire en Bosnie. »<sup>(16)</sup>

Le groupe Vehabija est étroitement lié à l'AIO. Les « wahhabites », qui épousent l'interprétation stricte et littérale que les Saoudiens font de l'Islam, comptaient 2 000 à 3 000 membres en 2002, mais depuis lors leur nombre a dû diminuer. « Vehabija s'est assigné le but, entre autres, d'utiliser la violence et le terrorisme à l'encontre des adversaires du SDA. C'est ainsi que des attentats à la bombe commis en Bosnie-Herzégovine portent la marque de Vehabija », peut-on lire dans un rapport des services secrets.<sup>(17)</sup>

Les dirigeants de l'AIO se recrutent parmi les moudjahiddin autochtones comme Haradžić, Muderis et Pezo, et aussi parmi ceux du GIA algérien, qui a combattu en Bosnie. Ce dernier attirait les écoliers et les étudiants par l'intermédiaire de camps de vacances. C'est ainsi que chaque année, 500 jeunes gens se convertissent au wahhabisme.<sup>(18)</sup> Et il ne s'agit en aucune façon d'une simple et inoffensive opinion religieuse. « Des moudjahiddin de nationalité bosniaque entraînaient les membres de l'AIO au meurtre (par égorgement), aux techniques terroristes, à l'usage des explosifs. Ils leur montraient des bandes vidéo où l'on pouvait voir des assassinats et des bâtiments réduits en ruines en Tchétchénie et en Bosnie-Herzégovine. », constate un rapport des services secrets d'un État ouest-européen en janvier 2003. L'AIO dispose d'une dizaine de camps d'entraînement, entre autres à Ostrožac, à Travnik et à Visoko.

Entre-temps, l'AIO a fondé un sous-groupe nommé *Kvadrat*, où

des orphelins apprennent les techniques d'assassinat (*Kill-Training*). Les jeunes combattants sont, selon certaines sources, passés par un camp de formation dans la république turque de Chypre, et auraient déjà été envoyés au combat dans le Sandžak, en Serbie méridionale. D'autres auraient été engagés en Tchétchénie. Le groupe est censé rester en contact avec Abou Al-Maali, l'ancien commandant des moudjahiddin de Zenica.<sup>[19]</sup>

De telles techniques d'endoctrinement ne peuvent pas ne pas entraîner des conséquences tragiques. C'est ce qu'a montré un triple meurtre perpétré le jour de Noël 2002 dans le village de Kostajnica. Ce jour-là, un Musulman nommé Muamer Topalović a assassiné des croyants moins fanatiques que lui. Selon les affirmations de son père, ce jeune homme fréquentait régulièrement les réunions des wahhabites, et il aurait même été cuisinier lors d'un camp organisé par l'AIO. « Muamer a dit, lorsqu'on l'a interrogé, qu'il faisait partie des Jeunesses Islamiques Actives (AIO) et qu'il faisait partie de l'organisation de secours mutuel Al-Furkan », devait déclarer le père.<sup>[20]</sup>

## La séduction suave

L'AIO est soutenue financièrement « par l'Iran, et aussi par l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats Arabes Unis. »<sup>[21]</sup> Le rapport des services secrets cité plus haut parle d'« entre cinq et six millions de dollars » ; la période au cours de laquelle cet argent a été versé n'est toutefois pas claire.<sup>[22]</sup> Les organisations prétendues humanitaires comme Al-Haramein sont mentionnées (v. chap. XIV).<sup>[23]</sup>

Une traductrice musulmane issue des forces d'occupation de la SFOR rapporte quelles étaient les méthodes de l'AIO lorsqu'il s'agissait de faire de la publicité auprès de ses membres. Des méthodes insistantes : les étudiants se voyaient offrir, par exemple, 300 KM<sup>[24]</sup> par mois pour se laisser pousser la barbe, et les couples mariés recevaient un soutien mensuel de 700 KM si Madame se voilait. « Ces offres de soutien sont anecdotiques si on les considère isolément. Mais elles impliquent une dimension spirituelle qui est vite assimilée à un acte de libre arbitre, de conviction personnelle, par ceux qui les acceptent », résume notre informatrice.<sup>[25]</sup>

L'étude secrète dont nous avons parlé mentionne d'autres offres piégées faites par l'AIO : « Des bourses d'études, des prêts à taux préférentiels auprès de la banque Sehin, des soins médicaux particuliers à l'hôpital municipal de Sarajevo. » Et avant tout « il ne faut pas chercher les membres de l'AIO sur les listes des demandeurs d'emploi : tous ont un travail. » <sup>{26}</sup>

Pour être capable de faire de telles propositions, il faut avoir accès aux cercles du pouvoir les plus élevés. La courroie de transmission se trouve au sein du service secret bosno-musulman, l'AID. « Les membres de l'AIO sont employés par l'AID, en même temps. L'AIO est influencée par l'AID et ce dernier la manipule pour arriver à ses propres fins. » <sup>{27}</sup>

## **Les services secrets d'Izetbegović**

Si l'on se fie aux rapports de surveillance émis par les Occidentaux, les services secrets de Bosnie sont restés, malgré plusieurs tentatives d'épuration, sous le contrôle des fondamentalistes. La dernière tentative d'importance pour museler les tenants de la ligne dure au sein de l'AID a eu lieu en 2002, lors de la fusion de ce service avec son homologue croato-bosniaque, le SNS <sup>{28}</sup> sous l'égide d'une nouvelle organisation faîtière, active au niveau de la Fédération sous le nom de FOSS. <sup>{29}</sup> C'est alors que l'administration internationale s'installa dans le pays en vertu du traité de Dayton en 1995 et de son objectif affiché : créer un État multiethnique en s'appuyant sur un système proportionnel strict à tous les niveaux de la scène politique. Las ! La réalité ne suivit pas ces vœux pieux, et derrière une unité de façade, les déchirements entre Musulmans, Serbes et Croates sont apparus. Le service secret AID n'y a pas échappé, lui qui continue à poursuivre ses propres objectifs hors des structures du FOSS. À part le travail de mise en réseau et d'endoctrinement mené par l'organisation de jeunesse, l'AIO, il s'agit aussi du « financement des moudjahiddin vivant en Bosnie-Herzégovine. » <sup>{30}</sup>

Des agents de l'AID qui ne voulaient pas se retrouver subordonnés au FOSS se sont rapidement répartis entre deux services de renseignement parallèles, le MOS <sup>{31}</sup> et le BIC <sup>{32}</sup>. « Il y a

des signes qui attestent que des collaborateurs de l'AID travaillent aussi pour le MOS », dit-on dans une étude menée par un service secret occidental en juin 2003.<sup>{33}</sup> Ce dernier serait à « considérer comme plus extrémiste et plus nationaliste que l'AID. »<sup>{34}</sup>

Selon une autre expertise encore, le MOS coordonne « les actions des 200 à 300 moudjahiddin restés en Bosnie. »<sup>{35}</sup> Comme l'AID, le MOS entretient aussi « des contacts étroits avec des ONG islamiques et avec des organisations islamistes. C'est ainsi que l'AIO accomplit souvent les tâches les plus ingrates pour le compte du MOS et pour en masquer l'instigateur réel. »<sup>{36}</sup> De son côté, le BIC est surtout actif à l'étranger, depuis sa centrale opérationnelle viennoise. Son but essentiel est la subversion économique en Europe occidentale. Dans ce cadre, il a tenté de « ruiner la réputation et l'apparence d'une entreprise afin de diminuer son crédit et sa valeur boursière, de manière à ce que des investisseurs saoudiens et koweïtiens, entre autres, puissent en acquérir des parts à moindres frais. »<sup>{37}</sup>

Toutes ces structures, AIO, AID, MOS, BIC, sont sous l'autorité de Hassan Čengić. Un service de renseignements ouest-européen constate que « l'éminence grise du réseau des services de renseignements bosniaques, c'est Hassan Čengić, qui exerce une influence considérable sans devoir être présent directement, par l'intermédiaire de son clan familial plus que douteux [...] Le fondement du pouvoir de Hassan Čengić [...] c'est le MOS bosniaque [...] très étroitement lié [...] à l'ancien président Izetbegović, chef du SDA. »<sup>{38}</sup>

Cette éminence du SDA ne contrôle pas seulement les services secrets que nous venons d'énumérer, mais aussi quelques unités spéciales. Les « Cygnes Noirs », par exemple, qui ont perpétré des actes de terrorisme, pendant la guerre civile, derrière les lignes ennemies. Ses membres étaient issus des rangs de la division Handjar d'Izetbegović. À ce jour, 600 combattants sont actifs au service des cadres supérieurs du SDA, surtout à titre de gardes du corps privés.<sup>{39}</sup>

Résumons-nous : l'AIO, qui forme la jeunesse au terrorisme, est liée aux services secrets AID et MOS, qui sont à leur tour coordonnés par Čengić et qui entretiennent d'étroites relations avec Izetbegović et ses épigones du SDA. De son côté, en Occident, Izetbegović n'avait pas la réputation, jusqu'à sa mort à l'automne 2003, d'être un tenant

de la ligne dure, et le SDA ne passait pas pour un parti fondamentaliste. Très rares sont les chargés de mission du SDA qui se sont vus relevés de leurs fonctions par le Haut Commissariat qui a gouverné la Bosnie sur mandat de l'ONU, un sort qui a souvent frappé leurs homologues serbes et croates. Et il est difficilement compréhensible que la troupe d'interposition, la SFOR, n'ait fait la chasse qu'aux leaders serbes Karadžić et Mladić, sans s'occuper, par exemple, des camps d'entraînement de l'AIO. Les perquisitions dans les milieux islamistes dont nous avons parlé au chapitre précédent concernaient exclusivement des organismes arabes tels qu'El Haramein. Les organisations charnières autochtones comme l'AID et l'AIO, qui ont acquis un poids grandissant à Sarajevo vis-à-vis des USA, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, sont restées intactes.

Il est intéressant de savoir que l'ancien ministre des Affaires étrangères bosniaque, Haris Silajdžić, est décrit dans un rapport de service secret ouest-européen, en janvier 2003, comme « le principal coordinateur de tous les services secrets arabes qui travaillent en Bosnie ». On peut y lire encore qu'il « est en particulier lié avec le service secret iranien et avec Al-Qaïda. »<sup>(40)</sup> Si cette appréciation s'avérait exacte, quelle nouvelle à sensation : Silajdžić avait été mis en selle par les USA pour concurrencer Izetbegović, au milieu des années 1990, avant de démissionner du SDA et d'être durement molesté par les âmes damnées d'Izetbegović (v. chap. X).

Et ce chouchou de la politique étrangère US aurait tourné sa veste pour travailler avec Al-Qaïda ? C'est peu probable, et la qualification que nous venons de citer n'est guère compatible avec les autres informations issues de sources proches des services secrets. Mais il reste un arrière-goût d'incertitude. Il y a une zone grise entre les djihadistes et les Services américains, trop d'opportunistes, trop d'agents doubles, comme nous le verrons en détail dans les chapitres qui suivent.

*« Si l'Europe ne change pas d'attitude, nous prendrons des mesures et nous susciterons des attaques terroristes au sein de territoires européens. Plus d'une capitale européenne se réveillera alors en flammes. »*

*(Sefer Halilović, commandant suprême de l'armée bosniaque, fin janvier 1993)<sup>43</sup>*

## CHAPITRE XVI

# De Zenica à Madrid

COMMENT LA TÊTE DE PONT FONDAMENTALISTE DANS LES BALKANS EST UNE MENACE POUR L'EUROPE — ET COMMENT LE MONDE POLITIQUE SE COMPLAÎT DANS L'IGNORANCE.

Le danger représenté par les cellules islamistes n'a vraiment frappé la conscience du public qu'après qu'ils eurent posé des bombes au cœur des réseaux de transports publics des métropoles européennes. Soit après Madrid, en mars 2004, et Londres, en juillet 2005. Et pourtant, dix ans auparavant, les guerriers de Dieu avaient déjà expérimenté cette arme de guerre.

C'est le 25 juillet 1995 que le terrorisme élaboré en Bosnie s'est manifesté pour la première fois. En plein cœur de Paris, un RER explose à la gare Saint-Michel, soufflé par une bombe. Bilan : dix morts, 116 blessés. Le 17 août, une seconde attaque frappe la station Étoile. Le 17 août, la police désamorce à temps une bombe placée sur une ligne TGV, non loin de Lyon.

Les deux premières attaques sont revendiquées par le GIA algérien. Sur la bombe posée près de Lyon, on retrouve les empreintes digitales de Khaled Kelkal, un Français d'origine algérienne. Poursuivi, il est abattu lors d'une fusillade avec la police. On trouve

sur lui l'arme du crime avec laquelle il avait liquidé, début 1995, un dirigeant musulman modéré.

Dans les médias, cette vague de violence est surtout décrite comme une conséquence indirecte de la sanglante guerre civile algérienne. Depuis plusieurs années, celle-ci oppose le gouvernement soutenu par la France à des groupes islamistes. Il y a bien sûr un lien entre l'Algérie et les attentats du métro, mais il n'y a pas que cela : car dès 1992, le GIA a envoyé des brigades en Bosnie, et ce sont les réseaux mis en place dans les Balkans qui ont coordonné les attaques de Paris. *Le Monde* s'en est fait l'écho, qui rapporte que la filiale de Zagreb de l'organisation caritative Human Concern International (HCI) serait la « plaque tournante » des cellules terroristes du 25 juillet<sup>(2)</sup>. Khaled Kelkal et les autres terroristes présumés seraient « des apprentis issus d'une fraternité afghano-bosniaque ».<sup>(3)</sup> Un rapport issu d'un service secret français résume la situation fin juillet 1995 en disant qu'une « menace très claire pèse sur la sécurité de l'Europe occidentale en raison de la présence de moudjahiddin dormants arabes (particulièrement nord-africains) entraînés en Bosnie. »<sup>(4)</sup> L'agence Associated Press avait reçu anonymement l'information, de la part d'un service secret occidental, selon laquelle un nombre significatif de coupables présumés de la campagne de terreur du GIA « étaient arrivés de Bosnie, y avaient probablement été entraînés et y avaient acquis une expérience du feu. »<sup>(5)</sup> D'autres médias ont parlé de la déposition de certains responsables présumés. Ces derniers ont affirmé avoir subi leur entraînement « en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan. »<sup>(6)</sup>

Début 1996, une autre vague de violence atteint le territoire français. De prime abord, aucun rapport avec les attentats du métro. Les médias ont présenté les auteurs de ces crimes comme des voleurs sans scrupules, des bandits de grand chemin, et n'ont révélé que beaucoup plus tard (quand ils l'ont fait) qu'il s'agissait d'anciens moudjahiddin de Bosnie. Bref : le 27 janvier 1996, à Roubaix, dans le nord de la France, ce gang de malfaiteurs équipés de pistolets mitrailleurs vole une petite voiture. Interpellés par la police, ils font feu sans sommation. Une semaine plus tard la bande frappe à nouveau, dévalise un supermarché de quartier, emporte 20 000 francs. En prenant la fuite, les malfrats provoquent un accident de voiture,

jaillissent hors de leur Renault, font arrêter une Mercedes sous la menace de leurs kalachnikov et abattent son conducteur de six balles dans la tête. La bande prépare une attaque contre la conférence du G7, réunie à Lille. Mais la machine infernale qui aurait dû raser tous les bâtiments dans un rayon de 200 mètres fait long feu. Épilogue : la plupart des membres du gang sont arrêtés, quatre sont abattus.

À l'Ouest, à cette époque, on parlait du danger considérable que faisaient courir les dirigeants serbes Radovan Karadžić et Ratko Mladić, qu'on n'avait pas réussi à rattraper. Bien que la menace que représentent les anciens combattants bosniaques soit devenue plus qu'évidente à Roubaix, on n'en a pas informé le public. On a parlé, au lieu de terrorisme, de guerre des gangs, de petite criminalité, sans établir aucun lien entre la Bosnie et la tentative d'attentat contre le G7. Lorsque les auteurs de cette série de meurtres ont répondu de leurs actes devant les Assises, en octobre 2001, on a dépeint les faits à l'envers : beaucoup d'observateurs ont vu dans la bande de Roubaix des fidèles d'Al-Qaïda. Il faut dire qu'on venait de mettre un nom sur l'ennemi, juste après le 11 septembre. Quoi qu'il en soit, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* écrira à propos des condamnés : « On n'a pu prouver aucune connexion directe avec ben Laden [...] »<sup>(7)</sup>.

À Roubaix, il ne s'agissait ni de petite criminalité ni du grand Ennemi public numéro 1, mais d'un terrorisme islamiste tout ce qu'il y a de plus courant. Le terrorisme courant auquel les États-Unis ont donné naissance dans les Balkans. C'est à Zenica, en Bosnie centrale, que les deux pilotes de Formule 1 de la future bande de Roubaix, Christophe Caze et Lionel Dumont, avaient fait connaissance. Caze était particulièrement fanatisé : « Quand il était à Zenica, il jouait au football avec des têtes de Serbes qu'il avait coupées à l'hôpital. »<sup>(8)</sup> Caze et Dumont fréquentent aussi Fateh Kamel, qui aurait recruté des moudjahiddin en Italie pour le compte du commandant Abou el Maali<sup>(9)</sup>. C'est d'ailleurs dans un dépôt de ce chef moudjahid qu'ils se sont procuré des armes. Abou Al-Maali avait bénéficié en son temps « de la protection du Président Izetbegović ».<sup>(10)</sup> Kamel et son compagnon d'armes Karim Saïd Almani, eux, ne se sont pas établis en France après la guerre, mais au Canada. Nous parlerons plus tard de ces deux-là, en liaison avec ce qu'on a appelé le complot du Millénaire.

Après la dissolution de plusieurs unités de moudjahiddin en application des Accords de Dayton, dès la fin 1995 (v. chap. X), Caze et Dumont ont quitté les Balkans, frustrés de ne pouvoir continuer le combat, et ils ont décidé de poursuivre le djihad à Roubaix. À nouveau se pose la question de savoir s'ils agissaient sur ordre, que ce soit d'Oussama ben Laden ou de quelqu'un d'autre. Or Caze était resté en contact étroit avec Hamza Al-Masri, le prédicateur musulman célèbre pour ses discours d'incitation à la haine prononcés dans la mosquée de Finsbury Park, à Londres. Des fidèles y étaient recrutés pour le djihad depuis de nombreuses années, sans que les autorités britanniques y trouvent à redire.

Dumont a longtemps échappé à la police. En été 1997, il parvient à retourner en Bosnie, bien que sous le coup d'un mandat d'arrêt international, et ce n'est qu'après y avoir encore tué quelqu'un qu'il y sera arrêté par la police.<sup>(11)</sup> Au cours de cette opération, la police a mis la main non seulement sur Mouloud Boghelane, un autre membre de la bande de Roubaix, mais aussi sur Tariq Kabava, sujet britannique d'origine libyenne, qui avait combattu, pendant la guerre, au sein d'un corps de moudjahiddin — tout en travaillant en même temps, selon certaines sources, pour les services secrets britanniques.<sup>(12)</sup> Il est aussi intéressant de savoir qu'en 1998, Dumont s'est « mystérieusement » échappé de sa cellule à Sarajevo — c'était « la première fois en trente ans qu'un prisonnier s'évadait ».<sup>(13)</sup> De juillet 2002 à septembre 2003, il a vécu au Japon et, dit-on, repéré des cibles potentielles pendant la Coupe du monde de football. En décembre 2003, il fut finalement arrêté en Allemagne et extradé vers la France<sup>(14)</sup>. Abou Al-Maali, le parrain de la bande de Roubaix, a fini par regagner la Bosnie où, après une longue cavale, il a trouvé « un asile sûr », selon des sources proches du BND, les services secrets allemands<sup>(15)</sup>.

### **Agents dormants, instructeurs et honorables correspondants**

Dumont et Abou Maali ne sont pas des cas isolés. La Bosnie d'aujourd'hui est assurément une base arrière pour tous les agents dormants, un terrain difficile à contrôler, à la différence de l'Europe occidentale, et c'est aussi un endroit où un entraînement militaire avec munitions de combat peut se faire sans problèmes majeurs. Le

magazine bosno-musulman *Slobodna Bosna* parle d'un « dortoir à terroristes »<sup>[16]</sup> et la revue *Dani* se plaint de ce qu'il « devient de plus en plus rare que quelqu'un qui possède beaucoup de nitroglycérine et qui s'y connaît en fabrication de bombes n'ait pas le passeport bosniaque. »<sup>[17]</sup>

Le potentiel est colossal : un porte-parole du ministère bosniaque des Affaires étrangères a déclaré après le 11 septembre que 400 personnes provenant de « zones à risques de la civilisation islamique [...] posséderaient la nationalité bosniaque ».<sup>[18]</sup> En été 2004, les services secrets du gouvernement bosniaque ont établi une liste de 741 personnes au total qui « pourraient être mises en relation avec des activités terroristes. »<sup>[19]</sup>

À l'origine de cette situation, l'octroi délibéré de la nationalité aux moudjahiddin au cours des années 1990. On trouve au milieu de ce processus l'ancien compagnon d'armes d'Izetbegović, Husein Živalj, à cette époque ambassadeur à Vienne. C'est là qu'ont « disparu » en tout 2 700 passeports et une liste de 360 personnes qui avaient même reçu des passeports diplomatiques.<sup>[20]</sup> Živalj fournissait aussi les autres représentations diplomatiques bosniaques d'Europe en passeports vierges, depuis la capitale autrichienne.<sup>[21]</sup> Lorsqu'un certain Mehrez Aodouni est arrêté à l'aéroport d'Istanbul, en 1999, une certaine fébrilité s'empare de Sarajevo, car le terroriste mis au secret, bien que tunisien, avait sur lui un passeport bosniaque qu'il avait reçu en 1993 à Vienne. En même temps, dit-on, qu'Oussama ben Laden. Živalj, qui avait émis le passeport — et qui avait entre-temps été promu ministre adjoint aux Affaires étrangères — dut faire des heures supplémentaires au ministère afin de détruire tous les documents compromettants avant que les enquêteurs US ne les trouvent.<sup>[22]</sup> Il s'en est si bien sorti qu'on l'a nommé à un nouveau poste à l'ambassade bosniaque de Washington, mais détaché à New York. En 2001. « Il a pris ses fonctions juste avant le 11 septembre, et il est reparti peu après. »<sup>[23]</sup>

Pendant cette brève période, il a quand même eu le temps de prendre contact avec Safet Abid Čatović. Ce dernier avait lui aussi reçu un passeport bosniaque, à Vienne, pendant la guerre civile. Il a dirigé depuis la *Benevolence International Foundation* (BIF), promise à la fermeture peu après sous le grief de parrainage du terrorisme. Fin

août 2001, Ćatović installe un camp d'entraînement au djihad pour jeunes musulmans sur territoire américain. Faut-il y voir un lien avec le 11 septembre, comme le laisse entendre Yossef Bodansky, le spécialiste en contre-terrorisme du Sénat US ?<sup>(24)</sup> Peut-être s'agit-il d'une extrapolation audacieuse. Mais il y a de très bonnes raisons, tout de même, de s'intéresser de près aux activités de Živalj, parti dans la nature depuis. Les autorités bosniaques ont aidé les terroristes potentiels en leur établissant de faux papiers, et aussi en fermant obstinément les yeux sur leur existence. C'est ainsi que les Iraniens, jusqu'à fin 2000, n'avaient pas besoin de visa pour entrer en Bosnie : chaque mercredi, entre 100 et 200 d'entre eux débarquaient de l'avion de Sarajevo. Les touristes en provenance de 40 États arabes étaient eux aussi dispensés de visa avant le 11 septembre. Au cours du seul premier trimestre 2001, 666 Tunisiens sont entrés dans le pays, mais 84 seulement en sont repartis. Les autres, immigrants illégaux, sont restés, et leur résidence est inconnue.<sup>(25)</sup>

Après le 11 septembre, les choses ont changé, bien sûr, mais quand Izetbegović quitte le pouvoir en octobre 2003, les largesses de l'État ont repris, puisque le visa n'est plus nécessaire pour les séjours de moins de sept jours. « De nombreux terroristes » ont dû utiliser cette occasion de s'installer dans le pays.<sup>(26)</sup>

Un événement survenu au mois d'août 2003 montre à quel point les mesures de contrôle prises par la Bosnie étaient sans consistance : à cette époque, en effet, Oussama ben Laden et six de ses plus importants collaborateurs seraient entrés dans le pays sans obstacle — la police des frontières de l'aéroport de Sarajevo a inscrit leurs noms dans ses registres, à tout le moins. Lorsqu'ils repartirent, en mai 2004, l'agitation était grande dans les Balkans — mais ici on n'en savait rien. Un garde frontière bosniaque a affirmé, devant les journalistes de l'agence AP, que la liste des passagers en transit ce jour-là aurait été manipulée, ajoutant qu'il y fallait « un drôle de sens de l'humour. »<sup>(27)</sup>

En tout état de cause, ce qui est sûr, c'est que les moudjahiddin des Balkans se sont, sur ces entrefaites, infiltrés dans les pays occidentaux. « Des centaines de vétérans, qui s'étaient rendus coupables de brutales atrocités en temps de guerre et qui étaient formés au combat de rue, ont obtenu asile dans un certain nombre

d'Etats européens, en Australie, au Canada », résume Evan F. Kohlmann, conseiller de la Commission du Congrès US pour le 11 septembre<sup>(28)</sup>.

## **La tache aveugle des chasseurs de terroristes**

La *Balkan Connection* du terrorisme islamiste, c'est une longue histoire. Richard A. Clarke, chef des unités antiterroristes des quatre derniers présidents US, résume la situation dans son livre *Against All Enemies* : « Beaucoup de noms que nous avons déjà vus en Bosnie, nous les avons retrouvés parmi les activistes d'Al-Qaïda. Parmi les combattants djihadistes de plus haut rang, en Bosnie, on trouve : Abou Souleyman Al-Makki, qui était sans doute aux côtés de ben Laden en décembre 2001, lorsque ce dernier a revendiqué les attaques du 11 septembre ; Abou Subayr Al-Haili, arrêté au Maroc en 2002 en pleine préparation d'un attentat contre des bâtiments US passant le détroit de Gibraltar ; Ali Ajed Al-Shamrani, arrêté en 1995 par la police saoudienne pour son implication dans une attaque contre une école militaire américaine dans le pays, puis décapité sans merci ; Chalik Dik, arrêté en décembre 1999 pour le rôle qu'il a joué dans la préparation d'attaques contre les intérêts américains en Jordanie au moment du changement de millénaire ; et Fateh Kamel, dont on a prouvé l'implication dans la cellule qui préparait les attentats du millénaire au Canada. »

L'énumération de Clarke, qui cite les activités terroristes auxquelles des combattants de Bosnie étaient mêlés, est impressionnante, mais en aucun cas exhaustive.

- À part Fateh Kamel, la conspiration du millénaire, citée par Clarke, comprenait encore Abou Zoubeida, Karim Saïd Atmani et Ahmet Ressemi. Ce dernier a été arrêté en sortant du Canada avec une camionnette pleine d'explosifs. Lui et ses collaborateurs disposaient de passeports bosniaques ; Atmani et Ressemi se sont connus au front, en Bosnie centrale.<sup>(29)</sup>
- Mehrez Aodouni, dont il a été question plus haut, qui a avoué avoir préparé un attentat contre le pape en 1996<sup>(30)</sup>.
- Le Marocain Nizar Trabelsi, chez qui la police bruxelloise a trouvé une grande quantité d'explosifs en septembre 2001, appartenait

aussi aux moudjahiddin formés à Zenica<sup>(31)</sup>.

- Christian Ganzarski, de Düsseldorf, s'est entretenu au téléphone avec les auteurs de l'attentat de la synagogue de Djerba, en Tunisie, le 11 avril (21 morts), juste avant l'attaque. Il rentrait du feu en Afghanistan et en Bosnie.
- Karim Mehdi a été arrêté le 5 juin 2003 par la police française, dans un aéroport parisien. Il était censé préparer des attaques à la bombe visant l'île de la Réunion.
- Reda Seyam, qui a produit et diffusé des vidéos montrant la décapitation et la profanation de cadavres de prisonniers serbes (v. chap. XIV), est sans doute impliqué dans les attentats de Bali le 12 octobre 2002 (202 morts). Deux suspects interrogés séparément ont déclaré : « Notre chef, c'était Reda Seyam. C'est lui qui a mené l'attaque, sur mandat d'Al-Qaïda, c'est lui qui l'a financée grâce à deux fondations musulmanes »<sup>(32)</sup>.
- En septembre 2002, à Lackawanna, sur le lac Érié, dans le Michigan, six suspects de terrorisme sont arrêtés. Leurs défenseurs font valoir que leurs clients auraient été induits en erreur afin de devenir recruteurs d'Al-Qaïda sans le savoir. Ces deux hommes, Jouma Al-Dosari et Kemal Dervish, sont des vétérans de la guerre en Bosnie.<sup>(33)</sup>
- Fin octobre 2004, quatre suspects sont arrêtés dans la capitale philippine, Manille. Ils se déplaçaient avec une grande quantité d'explosifs. « Nous avons déjoué une attaque de l'ampleur de celle de Madrid », devait affirmer la présidente philippine, Gloria Arroyo. Parmi ces quatre hommes se trouvaient Alhamser Manatad Limbong, dont le nom de guerre est « Kosovo »<sup>(34)</sup>.
- Après les attentats de Madrid, le 11 mars 2003, on a trouvé une carte dans l'appartement de Edin Barakat Yarkas, soupçonné d'être à la tête d'Al-Qaïda en Espagne. Sur cette carte étaient dessinées les liaisons entre le port d'Ancône en Italie, le port de Split en Croatie et Zenica. La presse italienne en a tiré la conclusion qu'Al-Qaïda, en Espagne « est liée aux moudjahiddin qui ont été formés dans des camps proches de Zenica. »<sup>(35)</sup> Yarkas serait la courroie de transmission « entre les bases arrières bosniaques d'Al-Qaïda et les combattants d'Al-Qaïda en Europe occidentale »<sup>(36)</sup>.

- Deux autres personnages connus dans les Balkans sont de plus grande importance encore pour les événements du 11 mars : le premier, c'est Mohammed Neeld Al-Qaid, qui s'est impliqué dans la guerre civile bosniaque, et « chez qui, à Madrid, les sacs à dos explosifs ont été préparés. »<sup>{37}</sup> L'autre, c'est le Marocain Abdelmajid Bouchar, arrêté en août 2005 à Belgrade alors qu'il se dirigeait à contre-courant du flux habituel de réfugiés, c'est-à-dire vers le sud, vers le Kosovo et l'Albanie. Cet homme était le seul à avoir échappé aux assauts donnés par la police espagnole trois semaines après les massacres des trains madrilènes. Sept des terroristes s'étaient alors fait sauter avec leur bombe, mais Bouchar avait pris le large juste avant l'assaut des troupes antiterroristes, assez curieusement d'ailleurs.<sup>{38}</sup>

On pourrait encore épiloguer longtemps sur la lancée du livre de Clarke. Le fait qu'autant de terroristes de haut rang soient des vétérans de Bosnie ne peut pas être un effet du hasard. Mais on notera que, au long de ses quelque 400 pages, le livre de Clarke ne mentionne pas une seule fois le passé balkanique des terroristes qui ont perpétré les crimes du 11 septembre.

*« Al-Qaïda n'est rien d'autre que le fichier de clients d'un programme de fidélité de compagnies aériennes, une largesse de la CIA. »*

*(Mathias Bröckers)<sup>[1]</sup>*

## CHAPITRE XVII

# Être ou ne pas être l'ennemi public numéro 1 ?

LA TOUTE-PUISSANTE ORGANISATION TERRORISTE N'EST RIEN D'AUTRE QU'UN RÉSEAU TRÈS LÂCHE... PERCLUS D'AGENTS OCCIDENTAUX.

Al-Qaïda est la lie de l'humanité, tous les enfants le savent.

Mais de quoi s'agit-il au juste ? Richard A. Clarke, le chasseur de terroristes en chef des présidents Reagan, Bush senior, Clinton et Bush junior, est partisan de la théorie selon laquelle Al-Qaïda est une troupe de commandement hautement centralisée, occupée à faire triompher une forme d'islamo-fascisme. « Al-Qaïda est une conspiration politique à l'échelle mondiale qui se dissimule sous l'aspect d'une secte religieuse. Elle assassine des gens innocents pour arriver à ses fins. Son but est d'instaurer une théocratie dans le style de celles du XIII<sup>e</sup> siècle, où les femmes n'ont aucun droit, où tout le monde est converti de force à l'islam, où l'ordre juridique est soumis à la charia, pour trancher la main droite ou pour lapider les gens jusqu'à ce que mort s'ensuive [...] Ils ont développé un bon système d'espionnage et ils mettent sur pied des cellules dormantes et des organisations écrans qui planifient leurs attaques pendant des années avant de passer à l'action. Ils sont notre pire ennemi, et ils sont parmi nous [...] »<sup>[2]</sup>

Une autre théorie définit Al-Qaïda comme un réseau de terroristes

possédant une organisation analogue à celle d'une multinationale. Yosri Fouda, reporter de la chaîne Al-Djazira, a trouvé une formulation saisissante : « Al-Qaïda est dirigée comme une multinationale. Oussama ben Laden en est le président, Khaled cheikh Mohammed était le président du conseil d'administration, l'homme de l'art, et Ramzi Binalshibh était le génie tutélaire de la société [...] Al-Qaïda gère la terreur comme un business. »<sup>(3)</sup>

Saad Al-Faghi, quant à lui, s'écarte de ces théories. Il parle d'expérience : dans les années 1980, il était médecin sur le front afghan, et il connaît personnellement les djihadistes. « Ce que dit le FBI au sujet d'Al-Qaïda me fait rire. L'organisation de ben Laden a des origines bien plus banales. Lorsque ben Laden recevait des hommes d'Arabie Saoudite ou du Koweït, il les accueillait dans un cantonnement de Peshawar. Ils le quittaient pour se rendre sur le champ de bataille et revenaient, sans laisser de trace écrite [...] puis il a été soumis à la pression des familles qui se faisaient du souci pour leurs fils, qui lui posaient des questions — auxquelles il ne pouvait pas répondre, puisqu'il n'avait aucun registre auquel se référer. C'est ainsi qu'il a commencé à établir des listes et à y inscrire tous les Arabes qui venaient se placer sous son commandement.<sup>(4)</sup> On inscrivait le jour d'arrivée, combien de temps ils restaient (certains à peine deux ou trois semaines) avant de disparaître à nouveau. Ces registres, cette documentation, voilà ce qu'on a appelé Al-Qaïda. Rien de vraiment mystérieux, et en tout cas pas une organisation terroriste ou un groupe clandestin. À ma connaissance, ce nom n'a jamais été utilisé pour décrire un tel groupe [...] Al-Qaïda n'est qu'une liste de gens qui ont séjourné au cantonnement de Peshawar. »<sup>(5)</sup>

Peter Bergen, reporter à CNN, partage cette vision et s'inscrit en faux contre les théories du complot antiaméricain. Il se réfère au dissident saoudien Saad Al-Faghi : « En 1988, ben Laden s'est rendu compte qu'on pouvait difficilement savoir ce qu'il était advenu des hommes qu'il perdait en Afghanistan, c'est pourquoi il a fondé Al-Qaïda afin de pouvoir donner des renseignements sur le séjour de ceux qui venaient en tant que moudjahiddin, de ceux qui ne venaient que pour utiliser les infrastructures de Peshawar et de ceux qui venaient en tant que visiteurs. Les mouvements entre les cantonnements et les camps d'entraînement étaient aussi retranscrits

[...] Ces documents ont été utilisés, plus tard, par des gouvernements du Moyen Orient afin de retrouver la trace de combattants islamistes potentiels. »<sup>[6]</sup>

## L'invention d'Al-Qaïda

Les chasseurs américains de terroristes n'ont eux-mêmes jamais utilisé le concept d'Al-Qaïda avant la fin 1998, bien que — comme ils le découvrirent par la suite — cette puissante organisation eût été fondée dix ans auparavant. « Dans un premier temps, les analystes de la CIA étaient persuadés que ben Laden n'était qu'un terroriste « façon Gucci » : quelqu'un qui finançait des attaques terroristes de grande ampleur, mais qui ne jouait pas de rôle opérationnel significatif », résume Bergen.<sup>[7]</sup> Dans le *Rapport final de la Commission du 11 septembre* rendu par le Congrès US, on peut lire que « jusqu'en 1997, les services secrets ont considéré ben Laden comme le grand argentier du terrorisme, mais pas comme son chef. »<sup>[8]</sup>

Yossef Bodansky, expert antiterroriste du Sénat US, nous fournit matière à réflexion. Il a été le premier à rendre publique la menace que le millionnaire saoudien pouvait représenter à l'échelle mondiale : *ben Laden, l'homme qui a déclaré la guerre à l'Amérique* paraît au printemps 1999. Malgré ce titre ronflant, sur près de 450 pages, Bodansky ne cite qu'une seule et unique fois le nom d'Al-Qaïda, et encore s'agit-il pour lui de l'une des fondations de son système financier : « ce système a d'abord été constitué sur la base de la fondation Al-Qaïda, une organisation de bienfaisance préexistante [...] constituée par ben Laden au milieu des années 1980. »<sup>[9]</sup> Pour Bodansky, la pierre angulaire du terrorisme islamiste n'est pas Al-Qaïda, mais *l'Armed Islamic Movement (AIM)*, un front unitaire fondé à Khartoum en 1991 ou 1992, sur la base d'une collaboration entre sunnites soudanais et chiites iraniens.

« Avant 1998, Al-Qaïda n'a, en tant que telle, exécuté aucune opération terroriste », résume le rapport du 11 septembre.<sup>[10]</sup> Mais en même temps on peut y voir affirmer qu'Al-Qaïda aurait participé aux attaques contre les troupes US en Somalie en 1992-1993 et en Bosnie en 1992-1995, et l'on affirme en haut lieu qu'Al-Qaïda est l'instigatrice première de la première attaque à la bombe contre le

World Trade Center (1993) ou contre les Khobar Towers à Dhahran, en Arabie Saoudite (1996).

Ce n'est qu'à la fin 1998 que commence la carrière du concept Al-Qaïda au sein de la lutte antiterroriste. On pourrait y voir la suite logique de la destruction des ambassades US à Nairobi et Dar es-Salaam au début du mois d'août de cette année, mais c'est le Djihad islamique de Mohammed Al-Zawahiri qui a revendiqué ces attaques. Bien qu'il ait reçu des preuves écrites de la responsabilité de Zawahiri, ce n'est pas ce dernier mais bien ben Laden que Clinton a dans le collimateur. Quelques jours plus tard, le président ordonne une mission de représailles à l'aide de missiles de croisière qui détruisent le camp de ben Laden en Afghanistan de même qu'une usine soudanaise liée au riche Saoudien. Un gros titre du *New York Times*, plus de six mois plus tard, tape sur le clou et montre à quel point il était difficile pour le gouvernement américain de savoir clairement quel rôle avait joué ben Laden : « US Hard Put to Find Proof Bin Laden Directed Attacks » (les États-Unis peinent à imputer les attaques à ben Laden)<sup>(11)</sup>.

Si l'on lit les *Mémoires* de Clinton, on ne peut se défendre de l'impression qu'une désignation si spectaculaire, qu'un nouvel adversaire de ce calibre, servait davantage l'image de Clinton que sa patrie. C'était l'époque où l'affaire de ses privautés avec Monica Lewinsky avait atteint son paroxysme et où il faisait face à une procédure de destitution. Que rêver de mieux, comme porte de sortie, qu'un Armageddon sur mesure ? La chronologie montre l'étroitesse du lien entre la découverte d'Al-Qaïda et Monica Lewinsky : le 6 août 1998, les ambassades d'Afrique orientale sautent. Le 15, Clinton est contraint à quatre heures d'interrogatoire par vidéoconférence devant le procureur spécial Kenneth Starr, et le soir même, il présente ses excuses à la nation lors d'un discours télévisé. « Pendant les jours qui ont suivi, je passai de l'un à l'autre : demander pardon et préparer l'attaque contre Al-Qaïda », écrit Clinton.<sup>(12)</sup>

On peut critiquer la stigmatisation d'Al-Qaïda, devenue ennemi public numéro 1. Cela ne signifie naturellement pas, si l'on s'en tient à l'exemple bosniaque par exemple, qu'Oussama ben Laden n'ait joué aucun rôle, ou un rôle mineur. Il a financé l'instruction militaire de djihadistes dans des camps d'entraînement du nord-Soudan et mis à

leur disposition les ressources nécessaires à leur transfert dans les Balkans, tout en s'assurant de la coopération du gouvernement bosniaque. Les organisations caritatives qui ont servi de cagnotte pour la construction des camps d'entraînement dans les deux pays sont elles aussi de la première importance. Cependant, dans le cadre de ces activités, ben Laden n'était pas la figure centrale, mais un simple sponsor parmi d'autres. Cela est étayé par le fait que le *Rapport* du Congrès US sur la Bosnie, qui décrit cette dernière en 1997 comme « une base militante islamiste », ne mentionne pas une seule fois ben Laden et Al-Qaïda, mais parle bien plutôt d'Ayman Al-Zawahiri, à qui nous allons revenir en détail tout à l'heure. Les Iraniens, eux aussi, ont joué un rôle bien plus important que ben Laden, et même qu'al Zawahiri. « Les Iraniens ont annexé des pans entiers de l'appareil sécuritaire bosniaque, et ces fractions se sont dès lors activées à poursuivre les buts propres des Iraniens en termes de terrorisme et de services secrets. À tel point qu'on planifiait des activités terroristes en commun », peut-on lire dans le rapport du Congrès US, en janvier 1997 (v. chap. VII & X).<sup>(13)</sup>

Naturellement, le terrorisme islamiste a investi les Balkans, Mais il a été organisé, pour la plus grande part, non pas par Oussama ben Laden et Al-Qaïda, mais par les services secrets américains — au sein d'une paradoxale coopération avec les Iraniens. C'est la société MPRI, un sous-traitant du Pentagone dont nous avons parlé au chapitre IX, qui joue le premier rôle dans cette tragédie :

- Les cadres de la MPRI ont assuré l'accueil des moudjahiddin qui ont afflué en Bosnie dès 1992, au sein de leurs propres camps d'entraînement.
- La MPRI a pourvu à l'équipement des Musulmans — en violation de l'embargo sur les armes instauré par l'ONU — au moment de l'offensive décisive de 1995.
- La MPRI a réuni, après la signature des accords de Dayton, les combattants démilitarisés dans de nouveaux camps, pour partie en Albanie, et en a formé les officiers en Turquie.
- La MPRI a exfiltré ces spécialistes vers le front, au Kosovo et plus tard en Macédoine.
- Les spécialistes de la MPRI ont été impliqués en Macédoine, tout au moins en 2001, dans des combats aux côtés des moudjahiddin (au

Kosovo, en 1999, cela n'était pas nécessaire puisque c'est l'OTAN qui est accouru à la rescousse.

## **Al Zawahiri avant ben Laden**

L'homme le plus important de ben Laden dans les Balkans serait, selon différentes sources, Ayman Al-Zawahiri. Il aurait séjourné plusieurs fois dans les zones en crise alors que ben Laden n'a effectué que des visites éclairs à Sarajevo et à Tirana. C'est depuis un bureau à Sofia qu'Al Zawahiri aurait ordonné, à ses « troupes combattantes » en place sur le théâtre des opérations en Bosnie d'attaquer des cibles US, selon le *Rapport* du Congrès US de janvier 1997.<sup>(14)</sup> On y lit aussi à propos de son frère Mohammed que ce dernier aurait recruté une cellule de terroristes à Tirana, qu'il aurait dirigé le mouvement terroriste albano-kosovar UÇK et qu'il aurait pris part aux combats en Macédoine.

Ayman Al-Zawahiri est plein de mystère. Selon nombre d'experts antiterroristes occidentaux, ce chirurgien monté en grade serait le numéro 2 de la hiérarchie d'Al-Qaïda, et il aurait pris part à une conférence importante ayant pour objet la préparation du 11 septembre en Afghanistan. Quoi qu'il en soit, on voit un homme taciturne, à lunettes, à côté de ben Laden sur quelques bandes vidéos. Le fait est aussi qu'al Zawahiri a cosigné la déclaration de guerre aux États-Unis de ben Laden (février 1998). On considère que c'est cet événement qui a consacré la fusion du Djihad islamique, fondé par Zawahiri en Égypte, à la fin des années 1970, et d'Al-Qaïda — c'est ce que le *Rapport final* en a retenu. Il est en tout cas intéressant de souligner qu'à cette époque, Al-Qaïda ne possédait que peu de forces opératives (v. plus haut), alors que l'organisation de Zawahiri avait déjà fait parler d'elle à l'occasion d'attaques sanglantes — entre autres, le Djihad islamique porte la responsabilité de l'assassinat du président Anouar Al-Sadate, en 1981, et du massacre de 58 touristes à Louxor, en novembre 1997. Le *Guardian* de Londres en a tiré la conclusion, en novembre 2001, qu'Ayman Al-Zawahiri serait le bras droit de ben Laden, « un exécutant de premier rang ». Bien plus, il aurait « pris le contrôle de la plus grande partie des finances, des opérations, de la planification et des ressources terroristes ».<sup>(15)</sup> Bergen

porte le même jugement sur le rôle de Zawahiri, en disant que « ce médecin inconnu est plus important que ben Laden lui-même ». Ce qui s'est passé au printemps 1998, c'est la prise de contrôle de la base financière de ben Laden par l'organisation d'Al Zawahiri et non pas, comme le veut la version officielle, la fusion du Djihad islamique ou sa subordination à l'organisation fantôme Al-Qaïda.

### **Un agent dormant à Fort Bragg**

Al Zawahiri a été condamné par contumace à trois ans de prison pour son implication dans l'assassinat du président Sadate en 1981. Au milieu des années 1980, il s'était rendu avec plusieurs de ses soldats dans l'Hindou-Kouch afin d'y combattre les Soviétiques. C'est là qu'ils auraient été « formés [...] par la CIA et les services secrets pakistanais », affirme Andreas von Bülow.<sup>(16)</sup> Il est prouvé sans équivoque qu'Al Zawahiri a eu un autre contact avec les services US : au début des années 1990, l'Égyptien part à deux reprises aux États-Unis réunir des fonds pour soutenir son organisation.

Al Zawahiri est accompagné, lors de ces déplacements, par un certain Ali Mohammed — l'un des personnages les plus inquiétants du pas de deux des USA et des djihadistes.<sup>(17)</sup> De 1971 à 1984, cet Égyptien a servi dans l'armée de son pays et il a travaillé dans la division antiterroriste d'une ligne aérienne. En 1985, il déménage aux États-Unis et en obtient la nationalité. En 1986 il s'engage pour trois ans dans l'armée US, qu'il passe à Fort Bragg, le quartier général des Forces Spéciales, qui accomplissent des missions secrètes pour le compte du Pentagone aux quatre coins du monde. « Quelque part au milieu des années quatre-vingts, » il entre au service de la CIA en tant qu'informateur.<sup>(18)</sup> À Fort Bragg, Mohammed Ali fait carrière, et commence à enseigner au sein du Special Warfare Center. « En tant que professeur assistant, il contribuait à la tenue d'un séminaire qui faisait partie des unités d'enseignement traitant de la politique, de l'histoire, de la culture et de l'armée des pays du Moyen Orient. »<sup>(19)</sup> On peut lire sur son diplôme militaire qu'il a donné des conférences « exceptionnelles » sur les Specnaz, les commandos spéciaux de l'Armée Rouge en Afghanistan. Mohammed avait une bonne raison de s'y connaître : en 1988, il part en permission dans l'Hindou-Kouch

afin d'y combattre « coude à coude avec les hommes de ben Laden. »<sup>[20]</sup> De retour à Fort Bragg il montre à ses camarades des trophées ramenés de ses batailles, dont une ceinture d'uniforme russe ; il l'aurait prise après avoir tué un Russe de ses propres mains, rapporte-t-il avec fierté à son supérieur, Robert Anderson.<sup>[21]</sup> Après cela, Anderson est persuadé qu'« Ali Mohammed n'aurait jamais pu entrer sur sol américain, pour ne rien dire de son engagement à Fort Bragg, si quelqu'un à la CIA ou aux Affaires étrangères n'avait donné sa bénédiction pour qu'il reçoive son visa. »<sup>[22]</sup>

En 1989, Mohammed quitte l'armée US et mi-1991, il aide ben Laden à s'installer au Soudan. Immédiatement après il aurait entraîné des « unités d'Al-Qaïda » dans le Khost, dans l'est de l'Afghanistan. Il aurait participé à l'organisation des attaques de 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam. « De 1992 à 1997, Ali Mohammed a vécu dans son appartement, à Santa Clara, en Californie, entre deux voyages autour du monde à la solde du Djihad [...] Aussi incroyable que cela puisse paraître, même lorsqu'il voyageait à travers le monde pour le compte d'Al-Qaïda, il postulait auprès des autorités gouvernementales américaines », rapporte Bergen avec ébahissement.<sup>[23]</sup> Entre autres, il a offert ses services au FBI et à une entreprise qui effectuait diverses missions secrètes pour le compte des Affaires étrangères. Lorsque Ali Mohammed est démasqué comme agent double en 1998, il n'est condamné qu'à une brève peine de prison car il conclut « un accord extrajudiciaire avec les autorités d'application des peines. »<sup>[24]</sup>

Cet homme était-il, comme l'affirme la théorie des chasseurs de terroristes, un agent dormant de ben Laden qui avait réussi à infiltrer les cercles les plus fermés de l'armée américaine en usant de stratagèmes raffinés ? Ou est-ce que, plutôt, tout n'indique pas l'inverse, depuis son entrée aux États-Unis jusqu'au *deal* qui lui a évité la chaise électrique — l'inverse, c'est-à-dire qu'il a travaillé sur mandat des services secrets US pour gagner la confiance de ben Laden et d'autres terroristes de haut niveau ? Était-il l'officier de liaison des Services auprès d'al Zawahiri, avec qui il a sillonné les États-Unis et tricoté le *deal* égyptien en 1997-1998 ?

**Un homme du FBI au cœur de l'attaque de 1993 contre le WTC**

À part Al-Zawahiri et Ali Mohammed, il est d'autres terroristes du plus haut niveau qui entretiennent, pour parler poliment, des rapports étroits et peu clairs avec les services secrets US.

Dans ce contexte, le cas d'Emad Sli Salem est particulièrement révélateur. Sli Salem est l'auteur du premier attentat contre le World Trade Center, en 1993. Voici comment le *New York Times* le décrit : « M. Salem, un ancien officier de l'armée égyptienne, 43 ans, a été exfiltré par le gouvernement dans un cercle d'extrémistes musulmans au débit desquels on met aujourd'hui deux attaques à la bombe : celle du World Trade Center et une tentative avortée de détruire le bâtiment de l'ONU, le tunnel sous l'Hudson et d'autres emblèmes new-yorkais. » Au cours de ses interrogatoires, Salem a parlé d'un « superviseur du FBI » qui aurait fait pression sur lui, peu avant l'attaque, pour qu'il « introduise dans la bombe un pseudo-explosif » avant « de lui livrer les gens qui auraient été impliqués dans la conspiration ». Salem avait l'intention de « se plaindre au quartier général du FBI à Washington des erreurs commises par le service qui n'avait pas su empêcher l'explosion de la bombe, mais un agent du nom de John Anticev l'en a dissuadé ». <sup>[25]</sup> Au cours de son procès, la défense a fait valoir des bandes sonores à l'appui des affirmations de Salem, afin de le disculper. Le cas de Salem est encore plus clairement exposé dans un autre article du *New York Times* : « Le rapport sur l'implication du FBI dans l'attentat à la bombe contre le WTC étaye cette situation, en vérité, qu'on le veuille ou non [...] On peut entendre le mouchard du FBI, Emad Salem, sur une bande magnétique : il affirme qu'il a construit la bombe même qui a explosé dans le WTC. » La parole est encore à la défense, Me Ron Kuby : « Le cerveau de cette attaque, c'est le gouvernement des États-Unis. Depuis le début, il s'agit d'une intrigue à double fond ficelée par le gouvernement. Rien de ce qu'on a vu ne se serait passé si le gouvernement ne s'en était pas mêlé. » <sup>[26]</sup> Tous les jugements relatifs à cette affaire, d'ailleurs, s'en rapportent aux dépositions de Salem.

C'est d'ailleurs Ali Mohammed, le spécialiste de Fort Bragg dont il a été question plus haut, qui aurait donné les instructions pour la confection des explosifs utilisés dans l'attaque de 1993. <sup>[27]</sup> Et le directeur spirituel de toute l'affaire, celui dont les autorités US ont voulu reconnaître la trace derrière les événements, ce serait « le

cheikh aveugle », Omar Abdel Rahman, qui a déjà rencontré ben Laden dans les années 1980 en Afghanistan, avec qui il se serait livré au trafic d'armes en Bosnie, dans le cadre de TWRA. « En Égypte, Rahman a été condamné par contumace pour terrorisme. Il figure sur la liste noire des visas aux Affaires étrangères, mais d'une façon ou d'une autre il a réussi à obtenir un visa auprès de l'ambassade américaine au Soudan et il a rejoint New York. Le gouvernement égyptien a bien sûr lancé plusieurs demandes d'extradition, sans succès », explique avec étonnement le chasseur de terroristes Richard A. Clarke.<sup>(28)</sup> N'y aurait-il pas anguille sous roche ?

## **L'apocalypse à Madrid en 2004**

Le cerveau présumé des attaques qui ont secoué la capitale espagnole le 11 mars 2004 n'était pas inconnu des services de sûreté. Djemal Zougam était « observé et mis sous écoute attentive depuis environ dix ans [...] pas seulement par la police et les services secrets espagnols, mais aussi, probablement, par les Israéliens et les Américains. Après les attaques suicides de Casablanca, en mai 2003, la surveillance et le contrôle des activités des Marocains en territoire espagnol ont encore été renforcés. D'assez mauvaises conditions, on l'imagine, pour préparer et planifier, pendant des semaines voire des mois, des attaques complexes. De mauvaises conditions pour s'y impliquer personnellement, même. »<sup>(29)</sup>

Zougam a sans doute reçu les explosifs de la part d'un ancien mineur de 27 ans, José Emilio Suárez Trashorras, un informateur de la police nationale. Rafael Zuheir, un complice arrêté plus tard, était informateur lui aussi. Mais c'est un ancien trafiquant de drogue issu des rangs de la Guardia Civil, et pas la police nationale, qui était de service ce jour-là.<sup>(30)</sup> Au cours des enquêtes de police judiciaire, la presse conservatrice espagnole a trouvé de plus en plus de documents qui prouvent que les autorités disposaient de renseignements précis sur les coupables. Le quotidien *El Mundo* publie fin mai, sous le titre « Les rapports de Cartagena prouvent que la police contrôlait les [faits et gestes des] chefs [des attentats du] 11 mars », des documents des services d'information de la police, entre autres le rapport d'une taupe infiltrée dans les cercles islamistes. Ce « Cartagena », imam du

quartier madriléne de Villaverde dans le civil, avait espionné et livré à la police, d'octobre 2002 à février 2004, les plans et les noms des terroristes, contre 300 euros par mois.<sup>(31)</sup>

## **Un vieil ami au Soudan**

On se souviendra peut-être de Hassan Al-Tourabi, l'homme fort du Soudan, qui a donné asile à Oussama ben Laden de 1991 à 1995 et qui a fait partir le premier transport d'armes à destination de la Bosnie, en 1992. Chassé du pouvoir en 1999, il fait à nouveau parler de lui cinq ans plus tard, lors de la guerre civile au Darfour. Dès l'été 2004, les États de l'OTAN commencent à débattre des moyens à mettre en œuvre pour arrêter le « génocide » (ainsi défini par le Congrès US), et de l'opportunité d'une intervention militaire contre le Soudan — contre le gouvernement de Khartoum.

Deux organisations de rebelles tireraient avantage d'une telle intervention : la *Sudan Liberation Army* (SLA) et le *Justice and Equality Movement* (JEM). Le JEM est dirigé par Khalil Ibrahim, un compagnon d'armes de Tourabi. Le gouvernement de Khartoum suppose que Tourabi, le grand ami de ben Laden, prépare un retour fracassant sur la scène politique soudanaise à l'aide du JEM — et ce, avec l'amical soutien des États occidentaux, qui se sont investis dans le conflit du côté des rebelles.

Quelques autres personnages équivoques, qui ont des liens aussi bien avec ben Laden qu'avec les services secrets occidentaux, ont déjà été mentionnés dans ce livre, comme le commandant des moudjahiddin bosniaques, Džemal Merdan. Mais ce n'est qu'après le 11 septembre que la distinction des Gentils et des Méchants est devenue vraiment intéressante. C'est le sujet de notre prochain chapitre.

— *Essayez-vous de me faire comprendre que vous voulez feindre une attaque terroriste afin de faire délier sa bourse au Congrès ?*

— *Allons, allons, M. Hennessey. Je ne saurais hélas feindre la mort de 4 000 personnes. C'est pourquoi nous allons devoir le faire — oh, et bien sûr, faire porter le chapeau — aux musulmans.*

*(Dialogue tiré du film The Long Kiss Goodnight, 1996)*

## CHAPITRE XVIII

### **Laurel & Hardy et leurs amis**

COMMENT, DE HAMBOURG À LA BOSNIE, LES PRINCIPAUX SUSPECTS DU 11 SEPTEMBRE ONT TOUJOURS ÉTÉ SOUS LE CONTRÔLE DES SERVICES US

Près de trois ans après les faits, la version officielle des événements qui sont censés avoir conduit aux attaques du 11 septembre est rendue publique. La commission d'enquête du Congrès US publie, fin juillet 2004, un *Rapport final* de quelque 560 pages. Selon ce document, sept personnes ont formé le noyau dur de l'opération : les deux cerveaux, Khaled cheikh Mohammed et Ramzi Binalshibh, ainsi que les pilotes et les logisticiens les plus importants : Mohammed Atta, Hani Hanjour, Ziad Jarrah, Khaled el Midhar et Nawaf Al-Hazmi.

Ce dont on parle moins : au moins quatre de ces sept personnages clefs ont combattu en Bosnie contre les Serbes : Al-Hazmi, Al-Midhar, cheikh Mohammed et Binalshibh. Atta, qui a peut-être lui aussi sévi dans les Balkans, a tout au moins donné le goût du terrorisme à trois moudjahiddin de Bosnie : Binalshibh, Mohammed

Al-Zammar et Mamoun Darkanzali (voir les détails au chapitre I).

## **Protégés par le FBI et la CIA**

Les personnages énumérés ci-dessus, vétérans de Bosnie, conspirateurs du 11 septembre, entretenaient tous un rapport peu clair avec les services secrets US. Commençons par Al-Midhar et Al-Hazmi, qui sont censés avoir piloté l'avion-suicide qui s'est écrasé sur le Pentagone. La CIA savait à l'avance que ces deux-là devaient participer en janvier 2000 à la conférence de Kuala Lumpur, la principale séance de préparation des attentats du 11 septembre. Dès son atterrissage, « les faits et gestes d'Al Midhar sont sous surveillance. La CIA ne le quitte pas d'une semelle. En tout, les agents d'une huitaine de bases et de bureaux détachés dans la zone arabo-asiatique sont mis à contribution pour cette filature. »<sup>[1]</sup> Lorsque l'homme arrive à l'aéroport de Kuala Lumpur, leurs collègues malais prennent le relais — « sans répit ».<sup>[2]</sup> Tous les participants à la rencontre d'Al-Qaïda sont photographiés et identifiés.<sup>[3]</sup> « Lorsque les terroristes quittent la Malaisie le 8 janvier 2000, le service de sécurité malais remet les résultats de ses trois jours de surveillance à la CIA. »<sup>[4]</sup>

Le 15 janvier 2000, Al-Hazmi s'envole pour Los Angeles. À Langley, à ce moment-là, on sait aussi que lui et Al-Midhar sont titulaires de visas d'entrée en règle. « Il est sidérant que la CIA n'ait rien entrepris après avoir reçu cette information. Les agents ne parlaient pas à l'INS [la police des frontières, N.d.A.] qui aurait pu refouler les deux hommes, et ils n'ont pas porté la situation à la connaissance du FBI, qui aurait pu les faire suivre et découvrir quelle était leur mission. Au lieu de cela, Al-Hazmi et Al-Midhar, après leur identification formelle comme terroristes, ont encore vécu tranquilles un an et neuf mois, ouvertement et sous leur vrai nom, titulaires d'un permis de conduire, de comptes en banque... et de cours de pilotage. »<sup>[5]</sup> Dans leur livre, Schröm et Laabs rapportent le résultat des recherches qu'ils ont faites et qui prouvent que les deux hommes se sont enregistrés sous leur vrai nom, le 11 septembre. C'est ce qu'on peut lire sur la liste des passagers.<sup>[6]</sup> « Et comme les deux terroristes avaient de fréquentes réunions avec les autres auteurs des attentats du

11 septembre, les agents fédéraux auraient pu établir un annuaire complet des pirates de l'air, si seulement ils les avaient fait surveiller », résume *Newsweek*.<sup>(7)</sup>

Le clou de l'affaire, c'est que les deux hommes ont « sous-loué » à San Diego, pendant plusieurs mois, l'appartement « d'un informateur d'un FBI » sans que ce dernier — à ce qu'il dit — se soit jamais douté de ce qui se tramait sous son toit.<sup>(8)</sup> Dans le *Rapport final*, on peut lire que « l'homme à qui Al-Hazmi et Al-Midhar ont loué leur appartement est un citoyen respectueux des lois, qui a des contacts amicaux depuis de nombreuses années avec la police locale et avec le FBI. Il n'a rien vu d'inhabituel dans le comportement des deux hommes, en tout cas rien qui vaille la peine d'être rapporté aux autorités. »<sup>(9)</sup>

C'est aussi à San Diego qu'Al Hazmi a décroché un petit job dans une station-service. Le propriétaire de cet établissement était surveillé par le FBI à cause de ses liens présumés avec Al-Qaïda. Cela n'a pas non plus eu d'impact sur le traitement réservé à Al-Hazmi par la police,<sup>(10)</sup> 11 mais le *Rapport* n'en parle pas. Au lieu de cela, on se plaint des lacunes constatées en des termes qui paraissent plus appropriés au monde du sport : la CIA se serait concentrée sur « la couverture du terrain » cependant que le FBI aurait « couvert les joueurs » — et c'est à travers les brèches de sécurité ainsi ouvertes qu'Al Hazmi et Al-Midhar se seraient glissés, encore et encore.<sup>(11)</sup>

Ces deux-là n'étaient guère doués pour le pilotage. « Al-Midhar et Al-Hazmi prenaient les leçons au sérieux, mais il n'y avait rien à en tirer. Rick Garza, l'instructeur du *Sorbi's Flying Club*, leur a donné une demi-douzaine d'heures de théorie au sol avant de les faire monter dans un monomoteur Cessna. « Ils n'avaient qu'une idée en tête, conduire de grands avions à réaction », se rappelle Garza. Mais Garza laisse tomber ses étudiants malheureux. « Je me suis dit qu'ils n'étaient simplement pas faits pour ça », dit-il. « Ils étaient comme Laurel et Hardy. »<sup>(12)</sup> Schröm et Laabs parlent de la peur qu'éprouvait al-Midhar à bord d'un avion : « Alors qu'Al-Hamzi atterrit sous la direction de son instructeur, Al-Midhar panique et se met à prier à haute voix. »<sup>(13)</sup>

Les capacités d'aviateur de Hani Hanjour, que les autorités US ont depuis cru identifier comme pilote du vol AA 77 — Al-Midhar et Al-

Hazmi auraient, eux, réduit l'équipage au silence —, étaient elles aussi très limitées. Il prend trois bonnes années pour passer sa licence, en 1999. Après avoir repris l'entraînement de pilote depuis un an et demi, en décembre 2000, il se révèle un piètre aviateur. « Et en plus, Hanjour parle si mal l'anglais que son instructeur se demande sérieusement s'il a vraiment passé des examens de licence aux États-Unis », écrit le *New York Times*.<sup>(14)</sup>

Ce nonobstant, ces pilotes amateurs auraient accompli une manœuvre aérienne très difficile avec le vol AA 77 : l'appareil vise d'abord la Maison Blanche, vire au dernier moment à 270° pour s'écraser, en rase-mottes, sur le Pentagone.

Voilà la toile de fond sur laquelle les spéculations vont bon train. Les avions auraient été télécommandés depuis le sol (thèse de l'ancien ministre de la Recherche allemand, Andreas von Bülow).<sup>(15)</sup> Le Pentagone n'aurait pas été touché par un avion mais par un missile de croisière (le Français Thierry Meyssan et son best-seller<sup>(16)</sup>). C'est très osé, comme thèses. Mais est-ce plus osé que ce qu'affirme la Commission du 11 septembre ?

## **Postes vacants sur Hambourg (I) : Zammar**

Après les visions d'Apocalypse du 11 septembre, les autorités hambourgeoises ont réagi à la vitesse de l'éclair — en tout cas si l'on part du principe que jusqu'alors elles n'étaient « pas conscientes de la présence de terroristes ». <sup>(17)</sup> Dès le 12 septembre au soir, la police perquisitionne au 54, Marienstrasse, là où Atta et les conjurés présumés avaient habité. La même nuit, sept autres appartements sont contrôlés, quatre d'entre eux perquisitionnés. Jusqu'à l'aube, les forces de sécurité font encore au moins huit sorties », rapporte le *Hamburger Abendblatt*.<sup>(18)</sup> Aux reporters, à la Marienstrasse, on dit que « cette adresse est connue depuis trois ans. La Sûreté est déjà passée. Cette piste est éventée. »<sup>(19)</sup>

Que de mesures énergiques pour une piste éventée... Et que la Sûreté « soit déjà passée par là » est en dessous de la réalité, de même que les trois années dont on parle. « À l'automne 1997, le BfV<sup>(20)</sup> met en place une opération de surveillance rapprochée, nommée

« opération tendresse ». Dans le collimateur : Mohammed Haydar Zammar », rapporte la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* sur la base de documents des Services. Plus loin : « Sous surveillance du BfV, Zammar a construit le réseau européen d'Al-Qaïda. Chaque fois que Zammar prenait le téléphone et qu'il parlait à ses alliés européens, la BfV était en ligne aussi. Tout l'arsenal des services de renseignements était prêt à être utilisé contre lui, avec la bénédiction du Parlement : violations de frontière, surveillance téléphonique, filatures. »<sup>(21)</sup>

C'est ainsi que les enquêteurs auraient pu démanteler tout le réseau des fondamentalistes de Hambourg. « En vérité, Zammar aurait dû mettre le BfV sur la trace des pilotes suicides. Car au cours des conversations téléphoniques interceptées, le nom complet de Mohammed Atta apparaît : Mohammed Atta Al-Amir. Le BfV affirme pourtant qu'on n'aurait identifié que des prénoms, jamais des noms de famille. »<sup>(22)</sup>

## **Postes vacants sur Hambourg (II) : Darkanzali**

Outre le menu fretin comme Mounir Motassadeq, Abdel-ghani Msoudi et Mohammed Raj, il y avait encore une autre figure clef sous haute surveillance à Hambourg : Mamoun Darkanzali, dont nous avons déjà fait la connaissance au chapitre XIV, en relation avec diverses affaires douteuses impliquant des djihadistes saoudiens en Albanie. Schröm affirme que la CIA ne quittait pas d'une semelle ce Hambourgeois d'adoption, et ce dès 1993. Le LfV<sup>(23)</sup> s'est mis à surveiller Darkanzali au plus tard début 1999. Il faut en tout cas relever qu'en l'écoutant, les autorités de la cité hanséatique sont tombées sur le nom et le numéro de téléphone de Marwan Al-Shehhi, qu'ils ont transmis à la CIA en mars 1999<sup>(24)</sup>. Cependant, par la suite, la CIA ne réussit pas à surveiller Al-Shehhi alors que celui-ci préparait le 11 septembre — encore une des nombreuses zones grises qui subsistent lorsqu'on examine le travail des Services américains.

Par contraste avec Al-Shehhi, Darkanzali a bénéficié d'une grande attention. Les fonctionnaires allemands ont tenté l'intimidation : « Les mesures opératives du LfV fin 1999 début 2000 avaient avant tout pour but de faire clairement comprendre à Monsieur Darkanzali

qu'il était dans le collimateur des services de sécurité. »<sup>{25}</sup> Les collègues US n'ont pas voulu s'en mêler<sup>{26}</sup> — ils voulaient faire de Darkanzali une taupe, un sous-marin. « La CIA a placé ses appâts pour Al-Qaïda à Hambourg [...] Les tentatives de la CIA pour recruter Mamoun Darkanzali ont commencé fin 1999 »<sup>{27}</sup>, lit-on dans le *Chicago Tribune*. Thomas Volz, un agent de la CIA accrédité auprès du consulat US à Hambourg, a poursuivi cet objectif avec tant d'opiniâtreté que même ses collègues allemands se sont mis à protester.<sup>{28}</sup> Que « la CIA tente de s'attacher Darkanzali à l'époque où les premiers plans de détournement d'avions étaient déjà parus, voilà les premières et les plus profondes empreintes de pas des services secrets US sous les fenêtres des pirates », résume la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*.<sup>{29}</sup>

Mais ne trouve-t-on ces balourdes empreintes que sous les fenêtres des pirates de l'air, vraiment ? Comment peut-on être si sûr que Darkanzali n'a pas mordu à l'hameçon ? Et même : « Est-ce que tous ces essais de recrutement se sont passés comme avec Darkanzali ? Est-ce que, depuis 1997, tout n'a été qu'échecs, incertitude, coups d'épée dans l'eau ? » se demandent à bon droit Mathias Brockers et Andreas Hauss<sup>{30}</sup>. En tout état de cause, le *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* a identifié un agent double « en orbite autour de ceux qui ont perpétré les attentats » : les reporters du journal en ont eu la preuve dans les documents cités plus haut.

Ce qui fait également réfléchir, c'est que la police a attendu le 11 septembre pour s'intéresser à Darkanzali, bien que l'homme ait été sous surveillance de la Sûreté depuis des années. L'histoire est si curieuse qu'il vaut la peine de s'y intéresser encore un peu : début octobre 2001, un Serbe du Kosovo, Željko E., s'annonce vers 18 heures au commissariat de la Morkenstrasse 21 à Hambourg-Altona. Il se constitue prisonnier car un mandat d'arrêt est lancé contre lui, affirme-t-il candidement. Leur système informatique étant une fois de plus tombé en panne, les policiers ne peuvent pas contrôler ces allégations, mais à toutes fins utiles, ils mettent l'homme sous bonne garde. Vers 20 heures, le prisonnier actionne la sonnette de sa cellule et demande à parler avec un officier de la Sûreté. On va chercher deux fonctionnaires du BKA. Il leur raconte qu'ayant pénétré par effraction au domicile d'un commerçant, il n'a

rien pu dérober qui vaille, mais qu'il est tombé sur des documents bizarres, rédigés en arabe. Et comme ce jeune homme n'est pas un voleur ordinaire, mais une personne pleine de bonne volonté et de sens des responsabilités, il les a transmis à un ami qui pouvait les traduire. Il s'est trouvé que ces écrits avaient un lien avec les attaques du 11 septembre. Notre Serbe obtient d'appeler ledit ami et de lui demander d'apporter les documents. Ce dernier s'étonne, affirme qu'il les a déjà envoyés, une semaine auparavant, à un fonctionnaire du PC de la police. À ce dernier, il aurait dit appartenir à une organisation pour la paix dans le monde.

Sur ces entrefaites les documents sont photocopiés, transmis au BKA. En très peu de temps, vingt kilos de documents sont traduits et résumés. Il en ressort des informations déterminantes sur le rôle de Darkanzali. On ne connaît pas les détails.

Aust et Schnibben, qui ont relaté cette histoire dans leur livre (et qui font de Željko E. un Albanais, ce qui est erroné) s'étonnent : « Cette jolie histoire est-elle vraie ? Un cambrioleur ordinaire tombe sur des pièces qui décrivent la plus grande attaque terroriste de l'histoire et file les apporter à la police ? Les gens à qui il s'adresse n'en croient pas un mot. Ils supputent qu'un service secret a voulu leur mettre entre les mains ce matériel, d'une façon peu conventionnelle. Un service secret... Mais lequel ? »<sup>(31)</sup>

S'agit-il d'une action de représailles des Services allemands ou américains, parce que Darkanzali n'aura pas voulu jouer leur jeu ? Ou a-t-on livré Darkanzali parce qu'il avait justement joué le jeu et qu'il s'agissait de l'en faire sortir ? S'agirait-il, non pas de services occidentaux, mais de leurs rivaux de Belgrade et/ou de Moscou, pour qui Darkanzali était une épine au pied de par ses activités albanaises ?

La question n'est pas facile à trancher, d'autant que rien n'a filtré des dépositions de Darkanzali. Mi-juillet 2005, il est sorti de détention préventive, après que le Tribunal fédéral allemand a déclaré le mandat d'arrêt européen et la demande d'extradition déposée par l'Espagne incompatibles par principe avec la Constitution allemande.

Zammar a eu moins de chance : il croupit dans une geôle syrienne où il est torturé, selon des rapports de services de renseignements occidentaux. Les fonctionnaires allemands qui l'ont interrogé en Syrie n'ont pas publié les résultats de ces interrogatoires, qui ne sont même

pas accessibles à la justice allemande. Le bureau du Chancelier a, en effet, lapidairement indiqué au parquet de Hambourg, dans les procédures lancées contre Motassadeq, un ami d'Atta, qu'un « service partenaire » avait exigé « une discrétion absolue ».<sup>(32)</sup> Nous allons voir comment tous les témoins du 11 septembre qui ont eu des contacts avec les Services occidentaux furent contraints par ces derniers à un silence sépulcral.

« Dans le temps, les djihadistes étaient leur alpha et leur oméga. Aujourd'hui, c'est leur dernier souci. »

(Le père d'Ahmed Omar Saeed cheikh, un terroriste condamné à mort, à propos du double jeu des Américains)<sup>[1]</sup>

## CHAPITRE XIX

# Terroristes, agents et agents doubles

LES CERVEAUX PRÉSUMÉS DU 11 SEPTEMBRE SONT Ü' ANCIENS BRIGADISTES DE BOSNIE... SOUDAINEMENT ÉVAPORÉS

Il n'y a pas de preuve matérielle à l'appui de la version officielle US du 11 septembre, la « grande histoire d'Oussama ben Laden et de ses 19 co-terroristes. »<sup>[2]</sup> Les listes de passagers des quatre appareils détournés, livrées aux médias, ne mentionnent pas les noms de ces suspects. On n'a pas trouvé d'empreintes digitales des 19 agresseurs-suicides présumés, bien qu'on ait retrouvé leurs billets, leurs cartes d'accès à bord et certains objets parmi les débris. Et aucun des neuf cadavres de pirates présumés, levés sur place (et encore conservés au frigo selon CNN), n'a encore pu être identifié grâce à son ADN.<sup>[3]</sup>

On dira que ces doutes sont tardifs puisque par deux fois, Oussama ben Laden a revendiqué l'attentat dans des bandes vidéo. Et pourtant cet argument-là non plus ne tient pas l'examen. La première de ces interventions a été découverte par des soldats US après l'invasion de l'Afghanistan, en novembre 2001, et diffusée en boucle sur toutes les télévisions dans les semaines qui ont suivi. La traduction anglaise des paroles de ben Laden, qu'on lit en sous-titre de la vidéo, est à sa charge, sans aucun doute. Mais s'agit-il vraiment de ce que ben Laden dit en arabe ? La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, opposée à toute théorie du complot, constate : « On peut difficilement comprendre de

quoi parlent ben Laden et son interlocuteur. On reconnaît un mot çà et là, guère plus. »<sup>48</sup>

La seconde vidéo a surnagé fin octobre 2004, fort opportunément à la veille des élections présidentielles US. Et là, non seulement la traduction anglaise, mais aussi la version originale sont indéniablement des preuves à charge. Las ! Il y a deux anicroches dans le contenu de cette interview. L'homme qu'on y présente comme étant ben Laden affirme avoir commencé à préparer la destruction des tours jumelles dans les années quatre-vingt déjà — à l'époque donc où ben Laden et la CIA poursuivaient conjointement les mêmes objectifs en Afghanistan. Le ben Laden de la vidéo dit aussi qu'il s'était mis d'accord avec Atta, le pirate, pour que toutes les opérations soient menées « en vingt minutes ». Or l'appareil censément piloté par Atta n'a pas décollé en direction de New York mais dans la direction opposée. Il lui a donc fallu deux fois plus de temps pour atteindre la ville.<sup>49</sup>

Il existe un troisième document, totalement inconnu en Occident, une interview entière de ben Laden à propos des attentats du 11 septembre, parue le 28 septembre 2001 dans le journal pakistanais *Ummat*. Le Saoudien y prend ses distances avec le meurtre collectif : « J'ai déjà dit que je n'avais rien à voir avec les attaques du 11 septembre. En tant que musulman, je fais de mon mieux pour éviter de mentir. Je n'étais pas au courant de ces attaques, et je tiens le meurtre de femmes, d'enfants et d'hommes innocents pour un acte répréhensible. »<sup>50</sup>

L'un de ces trois documents au moins est un faux. Mais lequel ?

## **Le scénario des cerveaux**

Toutes les difficultés rencontrées dans la recherche de preuves relatives au 11 septembre se sont envolées lorsque, le 9 septembre 2002, Al-Djazira a diffusé une interview donnée par les soi-disant cerveaux des attentats. Khaled cheikh Mohammed et Ramzi Binalshibh auraient reçu Yosri Fouda, envoyé spécial du média arabe, dans leur antre de Karachi — une interview d'une valeur inestimable pour l'administration Bush. « Leurs affirmations ont tué dans l'œuf toute objection à la version officielle du 11 septembre. Ils ont apporté

la preuve que les chefs d'Al-Qaïda étaient impliqués de A à Z dans les préparatifs — et plus encore qu'on ne le croyait. Et ils ont permis d'établir que ben Laden, la personne la plus recherchée du monde avec Saddam Hussein, avait personnellement sélectionné les pilotes suicides des appareils détournés », résume le *Spiegel*.<sup>(7)</sup> Cheikh Mohammed et Binalshibh ont, selon Vince Cannistraro, ancien chef de la division antiterroriste de la CIA, « mis en place chaque pièce du puzzle qui manquait pour convaincre le gouvernement américain. Celui-ci n'avait encore fait que la moitié du chemin dans la compréhension des préparatifs du 11 septembre. »<sup>(8)</sup> Et Fouda de renchérir : « Jusqu'aux interviews de Karachi il n'y avait pas de preuve ferme et solide pour établir que c'est bien Al-Qaïda qui se cachait derrière les attaques du 11 septembre. »<sup>(9)</sup>

Il y a, par contre, des doutes difficiles à lever quant à l'authenticité des affirmations des « cerveaux » qu'on peut entendre sur les bandes vidéo d'Al Djazira. D'une : Fouda n'a pas pu fournir les images de ces entretiens — Al-Qaïda les aurait conservées. Les téléspectateurs durent donc se contenter de la bande son, dont l'authenticité n'est pas facile à prouver. De deux : Fouda a fait des déclarations contradictoires quant à la date de l'interview : jusqu'à la diffusion de sa bande, en septembre 2002, il parle de juin 2002, dans une interview ultérieure, de mai 2002,<sup>(10)</sup> et finalement, dans son livre, du 21 avril 2002.<sup>(11)</sup>

Avant tout, il nous reste des questions à poser à ces deux hommes, qui corroborent si commodément la version que les autorités US ont eu tant de peine à prouver.

## **Binalshibh, un recruteur de premier ordre... pour le compte de qui ?**

Ramzi Binalshibh est censé avoir tenu la quenouille lorsque le réseau du 11 septembre a été tissé — selon un dossier de la Commission d'enquête du Congrès US, c'était lui le « key coordinator of the plot » (le coordinateur en chef du complot).<sup>(12)</sup> Dans le langage fleuri du *Spiegel*, cela donne ceci : « Binalshibh était le maillon décisif de la chaîne, le bureau de mise en contact d'Oussama ben Laden en Afghanistan et de la cellule de Hambourg, autour du

pilote-suicide Mohammed Atta, qui résidait avec ses douteux colocataires au 54, Marienstrasse à Hambourg. C'est lui qui désignait les cibles à Atta et qui informait ben Laden personnellement des dates exactes des attaques mortelles. Depuis Hambourg, il avait la haute main sur les flux financiers et assurait la coordination des sponsors. Il avait toujours plusieurs téléphones portables dans ses poches, et aucun n'était enregistré à son nom. De temps en temps on l'entendait siffler : « À quoi bon vivre ? Le paradis est tellement plus beau ! » »<sup>(13)</sup>

Mes propres recherches (v. chap. I) m'ont également mené à la conclusion que Binalshibh a assuré le commandement de la cellule de Hambourg, engagé les pirates de l'air, Atta et Al-Hehhi, les a endoctrinés dans le sens de l'idéologie fondamentaliste et fondé la communauté de la Marienstrasse avec Atta. Il a orienté l'Islam AG à l'université de Harburg, le point de ralliement légal des fondamentalistes, vers « la propagation intensive des idées d'Al-Qaïda » et c'est lui qui a poussé, dans ce cadre, à passer des paroles aux actes. Concrètement, il exigeait « qu'on fasse enfin quelque chose de l'Amérique ! »<sup>(14)</sup>

Et pourtant. À cette époque, Binalshibh n'est pas même membre d'Al-Qaïda. Ce n'est qu'en novembre-décembre 1999 qu'il part pour l'Afghanistan, avec Atta et Jarrah, pour la première fois. Et ce n'est qu'après que ces deux derniers l'ont fait qu'il prête serment de fidélité à ben Laden (le *Bayat*).<sup>(15)</sup> C'est de cette chronologie qu'est née la thèse qui a servi de base au procès intenté contre Mzoudi et Motassadeq, des amis d'Atta. « Au début de l'été 1999 », selon le Procureur fédéral allemand, les terroristes se sont décidés à engager le Djihad contre l'Amérique et « ils ont développé le projet de tuer des milliers d'êtres humains en utilisant des avions détournés ». Ce n'est qu'après — le Procureur parle de « fin novembre 1999 » — qu'Atta et ses amis se sont rendus en Afghanistan et qu'ils se sont « mis d'accord avec ben Laden et ses partisans sur les cibles et sur le fait que toutes les attaques seraient quasi-simultanées ».<sup>(16)</sup>

Le *Spiegel* résume : « Les pilotes suicides se sont réunis autour de Mohammed Atta à Hambourg, ils ont mis au point leurs plans et ce n'est qu'après qu'ils ont demandé l'aide d'Al-Qaïda. Ce n'est pas ben Laden qui a recruté Atta, mais Atta qui est allé chercher ben Laden. »<sup>(17)</sup> Et Atta, devrait-on ajouter, a été recruté par Binalshibh.

Mais enfin, qui donc est ce mystérieux Binalshibh ? Toute son action à Hambourg, jusqu'à son voyage en Afghanistan fin 1999, ne peut être portée au compte d'Al-Qaïda — il n'avait encore aucun contact avec elle. A-t-il tout tramé lui-même ? Ou a-t-il mis sur pied ses troupes à Hambourg pour le compte des gens dont il a fait la connaissance en combattant en Bosnie — par exemple, le propagandiste vidéo des moudjahiddin, Reda Seyam ? Faut-il voir derrière lui ces mêmes Américains qu'on a vus armer les guerriers de Dieu ?

### **Khaled cheikh Mohammed, l'entrepreneur**

L'histoire de Khaled cheikh Mohammed, soupçonné d'être l'autre cerveau du 11 septembre, laisse elle aussi quelques zones d'ombre. Dès la fin des années 1980, il combat les Soviétiques en Afghanistan<sup>(18)</sup> — à l'époque où les moudjahiddin recevaient des armes de la CIA et ont même été partiellement formés aux États-Unis. Mohammed lui-même a dit y avoir étudié de 1983 à 1986, avant son engagement dans l'Hindou-Kouch. En 1992, on le retrouve guerrier de Dieu en Bosnie. Selon les actes des tribunaux US, on retrouve sa trace (sans ben Laden, sans Al-Qaïda) derrière l'attentat de 1993 contre le World Trade Center. Il a préparé, tout seul, une fois de plus, le détournement de plusieurs appareils US en Asie (l'opération Bojinka). À cette époque, « il était considéré essentiellement comme un entrepreneur terroriste indépendant », résume le *Rapport final*.<sup>(19)</sup> C'est lui — avec Oussama ben Laden ou d'autres membres d'Al-Qaïda — qui eut plus tard l'idée des attaques du 11 septembre. Il se rend à Tora Bora et se présente au millionnaire saoudien comme « un entrepreneur qui cherche des capitaux et des collaborateurs. Il n'attendait d'Al-Qaïda que la mise à disposition de fonds et de spécialistes nécessaires à l'attaque, et entendait ainsi conserver son indépendance », peut-on lire dans le *Rapport*.<sup>(20)</sup> Ce n'est qu'à la fin de l'automne 1998 ou au printemps 1999 qu'il est devenu membre d'Al-Qaïda, et cela sans jurer formellement fidélité à ben Laden,<sup>(21)</sup> et c'est alors que ben Laden aurait donné son feu vert pour les opérations du 11 septembre.<sup>(22)</sup> En mai 2001, encore, Khaled cheikh Mohammed

réussit à entrer sur territoire américain — par l'une de ces fameuses brèches de sécurité.<sup>[23]</sup>

La Commission du 11 septembre part donc du principe que Khaled cheikh Mohammed a imaginé les attaques du 11 septembre, puis convaincu ben Laden ; le parquet fédéral allemand considère que le cercle hambourgeois d'Atta et de Binalshibh rassemble tous les instigateurs des attentats. Ce qu'il y a de commun entre ces deux versions officielles, c'est que le prétendu chef d'Al-Qaïda a d'abord dû être mis au parfum par les autres.

Jusqu'à nos jours, Binalshibh et Khaled cheikh Mohammed ont bénéficié d'une attention particulière des services secrets US. Depuis leur prétendue incarcération le 11 septembre 2002 à Karachi, respectivement le 1<sup>er</sup> mars 2003 à Rawalpindi, ils ont disparu de la scène. Mais les a-t-on vraiment attrapés ? La photo de Binalshibh lorsqu'il est embarqué par la police pakistanaise ne montre qu'un homme cagoulé. Un ancien ami de Binalshibh, de l'époque où il habitait Hambourg, n'a pas pu le reconnaître sur cette photo.<sup>[24]</sup> Pour ce qui concerne Khaled cheikh Mohammed, on dit qu'il n'a pas été écroué début mars 2003, mais coffré avec Binalshibh six mois plus tôt, et exécuté sommairement. Selon un article d'*Asia Times Online*, son cadavre a été identifié par son épouse. Sa femme et ses enfants auraient été arrêtés par le service secret pakistanais, l'ISI, et mis en sûreté. On n'a plus eu de nouvelles d'eux.<sup>[25]</sup>

En tout état de cause, les autorités US refusent de rendre public le lieu de résidence des deux « cerveaux ». Et tout ce que ces deux-là ont pu dire au sujet de leurs responsabilités depuis leur arrestation a été livré aux autorités US. Ou même franchement fabriqué de toutes pièces, sans qu'on y implique Binalshibh ni Mohammed — personne ne sait s'ils sont encore en vie. Aucun juge, aucun avocat général n'a vu ces hommes, ni en chair et en os, ni même en vidéo. Face à la mauvaise volonté mise par les autorités américaines à autoriser l'accès aux interrogatoires de Binalshibh, les procès de Hambourg contre Mzoudi et Motassadeq ont été abandonnés : les juges allemands n'ont pas voulu condamner les prévenus sur un témoignage fantôme.

Les informations dont nous disposons à ce jour sont contradictoires, et le puzzle du 11 septembre est lacunaire. Une chose

est claire : les personnages clefs du 11 septembre, avant d'entrer en contact avec Al-Qaïda, ont combattu en Bosnie. Les unités musulmanes qui y ont été engagées ont été équipées en armement par la MPRI, sous-traitant du Pentagone. Tous ces hommes ont ensuite préparé les attaques du 11 septembre, ont été sous surveillance continue des services secrets US, certains ont même fait l'objet d'offres de recrutement... mais jamais d'un mandat d'arrestation. Deux de ces vétérans des Balkans sont aujourd'hui les témoins les plus importants du gouvernement US dans la thèse du coupable unique pour les attentats du 11 septembre en la personne de ben Laden et d'Al-Qaïda.

« *L'Ouest suscite le djihad en Russie.* »

(*RosBusinessConsult RBC, service d'information, après le massacre de Beslan début septembre 2004*)

## CHAPITRE XX

# Deux poids, deux mesures

APRÈS LES TERRORISTES BALKANIQUES, LES TERRORISTES TCHÉTCHÈNES  
SONT BLANCHIS PAR L'OCCIDENT.  
DE NOUVEAUX COMBATTANTS POUR LA LIBERTÉ ?

Il était informateur du FBI et il a eu des contacts aussi bien avec la CIA qu'avec Oussama ben Laden, il a tué des Russes en Tchétchénie et combattu les Serbes au Kosovo, il a rencontré les principaux pirates de l'air du 11 septembre peu de temps avant les attaques. Son nom : Aukai Collins. Quelques-unes de ses aventures nous sont déjà connues depuis les chapitres XII et XIII. Cet Américain a même écrit un livre à propos de ses activités secrètes d'« agent secret du gouvernement américain » (c'est le sous-titre). Le *Washington Post* l'appelle « le rapport le plus sanglant sur les camps d'entraînement de ben Laden en Afghanistan », ce qui n'est que la moitié de la vérité, parce qu'il ne s'agit pas que de l'Afghanistan.

Selon son autobiographie<sup>(1)</sup>, Collins a fait partie, au cours de son adolescence, de diverses bandes de petits délinquants. Il a fini par atterrir en prison, à San Diego, et c'est là qu'il s'est converti à l'Islam. Au début des années 1990, il décide de s'impliquer dans le djihad qui fait rage en Bosnie, mais au lieu d'aller directement dans les Balkans il fait un crochet par l'Afghanistan, et il est envoyé au front en Tchétchénie. Dans son livre, il raconte avec délectation ses attaques contre l'armée russe. On peut y lire le récit de décapitations et d'autres délicatesses. En 1996, le tueur rentre aux États-Unis, et il est

embauché comme informateur par le FBI. En 1998, il entre à la CIA. Cette dernière lui propose de l'exfiltrer en Tchétchénie pour rejoindre les rangs du cruel commandant jordanien Ibn Al-Chattab et fournir des informations à son sujet depuis la ligne de front.<sup>(2)</sup> L'initiative est un peu insolite : pourquoi un terroriste musulman convaincu tel que Collins trahirait-il un autre terroriste convaincu pour le compte des Infidèles ? À moins qu'il s'agisse plutôt, pour la CIA, d'une *collaboration* que d'une *surveillance* d'al-Chattab ?

La même année, un autre mandataire fait une offre analogue à Collins : Al-Qaïda. On lui propose de s'envoler pour l'Afghanistan et d'y rencontrer Oussama ben Laden. Si ceci est vrai, cela signifie que Collins n'appartient pas à la catégorie du menu fretin, mais que c'est un vrai VIP sur la scène terroriste. Selon Collins, la CIA n'a pas manifesté d'intérêt pour cette rencontre avec ben Laden. Collins décline donc.

Par la suite, Collins a travaillé pour l'unité antiterroriste du FBI à Phoenix (Arizona) et il a été en contact avec Hani Hanjour, l'homme censé avoir piloté le vol AA 77 le 11 septembre — c'est-à-dire l'avion qui s'est écrasé contre le Pentagone.<sup>(3)</sup> Et la question se pose à nouveau : qu'est-ce qui aurait poussé le FBI à confier à Collins, un fanatique islamiste, la mission d'espionner un coreligionnaire, au lieu de l'utiliser pour intoxiquer ce dernier avec de fausses informations ? À moins qu'il s'agisse non d'un officier de *renseignement*, mais bien d'un officier de *liaison* ?

Naturellement, cela peut avoir un sens, pour un service secret, d'engager des personnages très typés, afin que leur couverture soit efficace : c'est le seul moyen d'accéder au cercle le plus intime de groupes terroristes ou criminels. Mais cela n'a de sens que si ces informateurs ont abjuré leurs anciennes fidélités — sans quoi ils redeviendront très vite des taupes de l'adversaire. Collins n'a rien abjuré du tout, et il est d'autant plus étrange que la CIA et le FBI se soient ainsi intéressés à lui.

C'est aussi, manifestement, la main protectrice des Services qui lui a évité les poursuites pénales lorsque son passé de criminel a été rendu public. « L'Amérique s'offre à la Russie dans le cadre d'un partenariat pour combattre le terrorisme [...] alors qu'un citoyen américain ne cesse de se vanter [...] d'avoir tué des soldats russes »,

critique le quotidien russe *Izvestia* en novembre 2002. Plus loin : « Des musulmans ont été arrêtés aux États-Unis sitôt qu'apparaissait le moindre soupçon qu'ils avaient subi un entraînement dans les camps de ben Laden — tandis que ce combattant qui fait, lui, très concrètement étalage de ses faits d'armes au cours de la guerre civile est laissé en liberté. »<sup>[4]</sup> La comparaison avec John Walker Lindh, un Talib<sup>[5]</sup> d'origine américaine et titulaire de la nationalité américaine, est édifiante. Ce dernier a certes combattu contre l'armée américaine en Afghanistan, mais sans tuer personne. On l'a condamné à vingt ans de prison. Collins, par contre, n'a jamais été poursuivi en justice pour avoir tué des soldats russes.

## **Les combattants de Tchétchénie et le 11 septembre**

La plupart des auteurs présumés du 11 septembre qui ont passé par la Bosnie y ont mis en pratique les techniques de combat et d'assassinat apprises en Tchétchénie. Par exemple, selon le *Rapport final*, l'un des cerveaux présumés des attaques, Khaled cheikh Mohammed, a cherché à entrer en contact dès 1997 avec le chef tchéchène Al-Chattab. Ce n'est que parce qu'il n'a pas réussi à passer en Russie méridionale depuis l'Azerbaïdjan qu'il s'est ensuite dirigé vers le quartier général de ben Laden en Afghanistan.<sup>[6]</sup>

Les autres prévenus de terrorisme issus de la cellule de Hambourg, Atta, Binalshibh, Shehhi et Jarrah, ne projetaient pas, au départ, de casser de l'Américain, mais du Russe. Ils auraient décidé de combattre en Tchétchénie en 1999, mais se sont ensuite ravisés « car de nombreux candidats avaient été arrêtés au cours de leur transit par la Géorgie ».<sup>[7]</sup>

La carrière de plusieurs des « gros bras » du 11 septembre est probablement très analogue. Ainsi nommait-on ceux des pirates de l'air qui ne se chargeaient pas de piloter les appareils détournés, mais d'en maîtriser les passagers. Ils auraient fait part à leur famille, en 1999, de leur désir de s'engager dans le djihad en Tchétchénie. Mais ils auraient été « stoppés en chemin, à la frontière turco-géorgienne ». Dans le *Rapport final* du 11 septembre on peut encore lire que « lorsqu'ils sont arrivés en Turquie, ils ont reçu des appels téléphoniques à leur hôtel, entre autres à Istanbul et à Ankara, et c'est

ainsi qu'ils ont appris que le chemin de la Tchétchénie par la Géorgie était coupé. Les Saoudiens ont alors décidé d'aller jusqu'en Afghanistan pour s'y entraîner et y attendre jusqu'à l'été 2000 pour entreprendre une nouvelle tentative. Pendant qu'ils s'entraînaient dans les camps d'Al-Qaïda, une douzaine d'entre eux ont entendu ben Laden leur dire qu'ils étaient engagés pour des missions suicides et qu'ils seraient sélectionnés, le cas échéant, en tant que gros bras pour les détournements d'avions. »<sup>(8)</sup>

Si les autorités US s'étaient davantage souciées des liens que les terroristes entretenaient avec la Tchétchénie, elles auraient pu — en tout cas si l'on en croit leur propre version des préparatifs et des événements du 11 septembre — tenter d'empêcher les attaques, sur la base de ces informations, avec une bonne chance de succès. Dans ce contexte, le personnage clef, c'est Zacharie Moussaoui, aujourd'hui soupçonné d'avoir été le vingtième pirate de l'air, et traîné devant les Assises. Mi-août 2001 déjà, le FBI l'arrête à Minneapolis sur la base de déclarations faites par une école de pilotage. Selon son instructeur, seul le pilotage des appareils l'intéressait... mais pas l'atterrissage ! Au cours de ses interrogatoires, l'homme reste muet. Dans le rapport que le FBI écrit en août 2001 et transmet à la centrale, figure explicitement le fait que « Moussaoui pourrait être en train de planifier l'attaque du World Trade Center à l'aide d'un avion. »<sup>(9)</sup> Les fonctionnaires ont demandé à plusieurs reprises à la centrale une inspection approfondie de l'ordinateur portable de Moussaoui — mais cette demande a été déclinée jusqu'au 11 septembre. La résistance de la direction du FBI était si opiniâtre que les employés du bureau de Minneapolis échangeaient des plaisanteries selon lesquelles quelques-uns des directeurs du FBI « seraient des espions ou des taupes à la manière de Robert Hansen,<sup>(10)</sup> et qu'ils travailleraient en réalité pour Oussama ben Laden. »<sup>(11)</sup>

Pour pouvoir inspecter le contenu de l'ordinateur portable de Moussaoui, les agents du FBI devaient d'abord prouver que l'homme qu'ils avaient arrêté était agent d'une puissance étrangère (« *agent of a foreign power* »). Cette preuve, ils ne l'ont obtenue qu'après le 11 septembre, lorsque le gouvernement britannique leur a transmis l'information que ce Marocain avait séjourné dans un camp d'Al-Qaïda.<sup>(12)</sup> Avant le 11 septembre, les 22 et 27 août pour être exact, le

FBI avait déjà reçu l'information, de la part du gouvernement français, que Moussaoui avait des liens avec Al-Chattab, le chef des terroristes tchéchènes. « Cela a déclenché des débats acharnés entre le bureau de Minneapolis, la centrale du FBI et la CIA, pour savoir si Al-Chattab et les rebelles tchéchènes étaient en liaison avec une organisation terroriste, et de quelle manière, et si on pouvait y voir, par analogie, une « puissance étrangère ». »<sup>(13)</sup> On connaît le résultat de cette controverse : l'ordinateur de Moussaoui n'a pas pu faire l'objet d'une perquisition, parce qu'on n'avait pas établi à l'époque qu'il avait des liens avec ben Laden, mais seulement avec Al-Chattab. Et ce dernier n'est pas réputé être à la tête d'une organisation terroriste, mais seulement de « rebelles », comme on l'a vu.

Comment se fait-il qu'on parle dans un cas de terrorisme et dans l'autre de rébellion ? Ils sont aussi sanguinaires l'un que l'autre, on ne peut pas les différencier sur la base de ce critère. Le bilan macabre des attentats perpétrés sous l'autorité d'Al Chattab (non seulement en Tchétchénie, mais aussi à Moscou et dans d'autres villes russes) dépassait avant le 11 septembre celui de ben Laden, même si l'on porte les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam au crédit de ce dernier. Ce qui saute aux yeux, c'est que pour l'administration américaine, ne méritent le nom de terroristes que ceux qui tuent des Américains. Mais quand on n'a sur les mains que du sang russe, comme ben Laden dans les années quatre-vingt, comme Al-Chattab de nos jours, on n'est que « rebelle » — et sans doute peut-on compter sur l'aide des Américains pour s'armer ...

*« Ça ne suffit pas. Ils devaient avoir d'autres forces derrière eux. »*

*(Shehzad Tanweer, l'âme des attentats suicides présumés du 7 juillet<sup>(1)</sup>)*

## CHAPITRE XXI

# Quand le MI-6 protège le Docteur No

COMMENT LES MARIONNETTISTES DES ATTENTATS DE LONDRES, LE 7 JUILLET 2005, ONT RECRUTÉ DES DJIHADISTES DU KOSOVO SUR MANDAT DES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

Des terroristes se sont procuré du plastic auprès de l'UÇK, au Kosovo. « Nous avons acheté assez de Semtex pour faire sauter Oxford Street ou le Parlement, ou pour abattre 40 avions comparables à celui de Lockerbie », dira plus tard l'acheteur, dans sa déposition. « La livraison est effectuée par le commandant de l'UÇK au front, Niam Behljuli, nom de guerre : Hulji. « Nous nous sommes réunis sous le nez de l'armée britannique et de la force de stabilisation de l'ONU, rapporte l'homme avec amusement, en faisant allusion à la force internationale de maintien de la paix, la KFOR, stationnée dans la province serbe depuis la fin de la guerre en 1999. « Hulji [...] est accusé d'avoir massacré des femmes et des enfants serbes pendant la guerre. Il a même posé en souriant, une tête coupée à la main. Mais nous l'avons attiré de notre côté, parce que nous connaissions sa faiblesse : c'est un grand fan du groupe de rock irlandais U2. Nous lui avons promis des CD et nous lui avons remis une fausse autographe de la star du groupe, Bono. Il nous a mangé dans la main. » Hulji leur aurait dit « je peux vous fournir assez de Semtex pour une petite guerre. En avez-vous besoin pour des actions terroristes ? » et de leur promettre que « l'explosif était à l'ancienne, sans limaille à l'intérieur.

Indétectable à l'aéroport. Pas de marqueurs chimiques non plus, les chiens ne peuvent pas le repérer. »

En tout, treize kilos et demi de Semtex, en 108 paquets. Le prix ? 10 000 livres Sterling. Les Albanais, prudents, exigent les trois quarts de la somme et un otage en gage de paiement. Ce dernier est bouclé dans un bungalow appartenant aux terroristes à Priština, le chef-lieu du Kosovo... juste en face de la résidence de l'ambassadeur britannique. Quatre jours plus tard, la marchandise est livrée. Les acheteurs sont sceptiques : la marchandise ressemble à de la pâte à modeler. « Mais lorsque nous en avons approché un briquet, une grande flamme bleue a jailli. C'était bien du Semtex. » Tout était prêt pour le Big Bang à Londres.

Dieu merci, ce n'est pas arrivé. Certes, la marchandise livrée par l'UÇK était d'une qualité qui en faisait une arme mortelle. Mais les acheteurs n'étaient pas de vrais terroristes : c'étaient des journalistes du *Daily Mirror*. Fin 2003, ils avaient infiltré le milieu albanais. Leur couverture : combattants de l'IRA, intéressés par l'armement le plus moderne. Immédiatement après la conclusion du *deal*, ils appellent la police anglaise par téléphone satellite, mettent le Semtex en lieu sûr et mènent les forces de l'ordre aux terroristes albanais — parmi lesquels douze policiers locaux. L'affaire finit mal pour le commandant Hulji : « La nuit suivante, beaucoup de rumeurs ont circulé selon lesquelles il avait été abattu pour avoir mis en péril une opération terroriste menée en même temps par l'UÇK. »

Il faut remarquer qu'un tel exploit n'aboutirait pas partout. La mafia croate et son homologue serbe seraient naturellement toutes prêtes à entrer en négociations. Mais les acheteurs n'auraient pas pu se fournir en Semtex à Zagreb ni à Belgrade. On n'en trouve qu'à Priština.<sup>[2]</sup>

## **De la Drina à la Tamise**

Le 7 juillet 2005, à 8 h 50 exactement, trois bombes explosent en 50 secondes dans les wagons de métro dans ou près des stations d'Aldgate, Edgware Road et Russell Square. 57 minutes plus tard, une quatrième bombe explose dans le bus à impériale numéro 30, à proximité de Tavistock Square. Bilan : 56 morts, dont les quatre

terroristes présumés. Le 21 juillet, quatre autres machines infernales sautent dans le réseau de transport public londonien. Mais ce ne sont que des pétards qui font du bruit sans blesser personne.

Dans le contexte des achats de Semtex au Kosovo que nous venons d'évoquer, il faut souligner qu'immédiatement après le 7 juillet, plusieurs sources ont indiqué que les bombes étaient d'origine balkanique. Le *Times* écrit ainsi « que l'explosif utilisé pour les quatre attentats a été fabriqué par un seul et unique producteur, qui a utilisé un explosif militaire, sans doute d'origine balkanique. »<sup>43</sup> Selon un rapport confidentiel écrit le lendemain des attentats par une société privée de sécurité de Londres, Ægis Defense Services Ltd., rapport que des fonctionnaires du Pentagone ont eu l'occasion de voir et de lire, « il est possible que les bombes aient été construites par un artificier expérimenté, qui a peut-être fait le déplacement jusqu'à Londres à cet effet. »<sup>44</sup> Le 13 juillet le *Times* ajoute que « des traces de plastic [...] ont été retrouvées, selon certaines sources, dans les débris des wagons de métro [...] Cet explosif est fabriqué aux États-Unis, mais il y a des preuves que des mouvements terroristes se fournissent en explosifs militaires de ce type auprès de sources croates et ailleurs dans les Balkans »<sup>45</sup>. Après avoir rencontré ses homologues britanniques, Christophe Chaboud, chef de l'équipe de coordination antiterroriste française, parla lui aussi de « contrebande, par exemple en provenance des Balkans »<sup>46</sup>. Pour Yossef Bodansky, l'explosif provenait « probablement de Bosnie-Herzégovine ».<sup>47</sup> Pourtant, en quelques semaines, la Balkan Connection disparaît du débat public et selon la version officielle, les bombes n'auraient pas été faites de plastic ultramoderne, mais de produits chimiques courants sur le marché. Nous allons en reparler dans un instant.

## La chasse au cerveau

Dans le monde de l'*infotainment*<sup>48</sup> orchestré par les autorités et les médias aux ordres, la piste balkanique sera rapidement reléguée aux oubliettes, comme bien d'autres détails intéressants. Parmi ces derniers, le soupçon selon lequel les services secrets militaires britanniques, le MI-6, ne combattent pas le diabolique Dr No qui tire les ficelles de ces attentats, mais qu'au contraire c'est le MI-6 qui a

embauché ce criminel. Cette affirmation n'est pas signée d'un quelconque théoricien du complot, sur un site web crapoteux. Elle provient d'un ex-procureur américain, de surcroît expert ès services secrets, John Loftus. Le 29 juillet 2005, ce dernier a donné une interview très intéressante, en direct, sur la chaîne de télévision américaine *Fox News* (chaîne qui joue le rôle d'alternative ultra-patriotique à *CNN*, le leader du marché aux États-Unis).

Mais qui est donc ce Loftus ? On apprend par son site web qu'au début de sa carrière d'officier, il a entraîné des soldats israéliens à conduire des opérations secrètes au cours de la guerre du Kippour en 1973. Sous Jimmy Carter et Ronald Reagan, il a mené des enquêtes sur les criminels de guerre nazis, sous les ordres du procureur général des États-Unis. En 1982, son reportage télévisuel sur les nazis qui figuraient sur la liste tenue par les États-Unis a remporté l'Emmy Award. En tant que procureur fédéral, Loftus a eu accès au système d'archives de l'OTAN, Cosmic, aux mots de passe de la CIA et à certains documents top-secrets relatifs à l'arme atomique.<sup>(9)</sup>

Au centre de l'interview de *Fox News* se trouvait un certain Haroun Rachid Aswat, arrêté quelques jours auparavant en Zambie. Il était de Dewsbury dans le West Yorkshire, là où trois des quatre suspects du 7 juillet habitaient. Selon les écoutes téléphoniques, Aswat était un « contact clef » du FBI.<sup>(10)</sup> Un contact étrange : il a débarqué en Grande-Bretagne deux semaines avant les attentats et en est reparti quelques heures après les explosions.<sup>(11)</sup>

*Loftus* : Oui, on tient Aswat pour l'instigateur, le cerveau de toutes les attaques de Londres.

*Jerrick (le modérateur de Fox News)* : Le 7 et le 21 juillet, c'est l'homme qui...

*Loftus* : C'est l'homme qui, et c'est cela qui est renversant, c'est l'homme qui a toute la police britannique à ses trousses, c'est l'homme qu'une aile du gouvernement britannique, le MI-6, le service secret, a caché. Et c'est une pomme de discorde entre la CIA, le ministère de la Justice et la Grande-Bretagne.

*Jerrick* : Le MI-6 l'a caché. Voulez-vous dire qu'il travaillait pour eux ?

*Loftus* : Oh, ce n'est pas moi qui le dis. C'est le cheikh<sup>(12)</sup> dans une interview qu'il a donnée à un journal anglais en 2001.

*Jerrick* : C'est un agent double, alors ?

*Loftus* : C'est un agent double.

*Jerrick* : Donc il travaille à fournir aux Britanniques des informations sur Al-Qaïda, mais en réalité c'est encore un agent d'Al-Qaïda.

*Loftus* : Oui. La CIA et les Israéliens se sont plaints devant le MI-6 que Londres laisse des terroristes vaquer à leurs occupations, et cela sans que [ces terroristes] leur fournissent d'informations sur Al-Qaïda, mais par souci de tranquillité<sup>(13)</sup>. Quelque chose comme « tu me laisses en paix, je te laisse en paix. »

*Jerrick* : Mais de toute évidence, ils ne nous laissent plus en paix !

*Loftus* : Absolument. Ceci dit, nous connaissons ce gaillard. Aswat est venu en Amérique en 1999. Le ministère de la Justice voulait le poursuivre, parce que lui et son acolyte voulaient ouvrir une école de terrorisme dans l'Oregon.

*Jerrick* : Alors vous avez poursuivi son associé, c'est ça ? Mais pourquoi ne pas le poursuivre lui aussi ?

*Loftus* : C'est désormais de notoriété publique : nous avons appris que le ministère de la Justice a donné l'ordre au procureur de Seattle de ne pas inquiéter Aswat.

*Jerrick* : Hein ? Mais pourquoi ?

*Loftus* : D'évidence, Aswat travaillait pour les services secrets britanniques. Son chef, le Capitaine Cook, le manchot,<sup>(14)</sup> a été poursuivi deux ans plus tard. On a ainsi inquiété son supérieur et son subordonné, mais pas Aswat...

Ailleurs, Loftus en dit plus. « Qu'on le veuille ou non, les services de sécurité britanniques ont embauché, c'est un fait, quelques membres d'Al-Qaïda pour les aider à la défense des droits des Musulmans en Albanie et au Kosovo [...] La CIA a financé l'opération de défense des Musulmans, les services secrets anglais se sont chargés du recrutement. Nous en savons aujourd'hui quelques détails, car le Capitaine Cook [...] a donné une interview détaillée à *Al-Sharq*, un journal arabe de Londres, le 15 octobre 2001. Il y décrit [...] les liens entre les services de renseignement britanniques et les opérations au Kosovo. C'est ainsi qu'on arrive à faire le lien entre tous ces personnages. Tout a commencé au Kosovo, [quand] Haroun [Rachid Aswat] avait 31 ans. Il a été embauché en 1995 environ. »<sup>(15)</sup>

## D'inconscientes marionnettes

La question du cerveau de ces attaques, et de savoir quel a été le rôle d'Aswat, se pose entre autres parce que ceux qu'on a stigmatisés comme étant les coupables des attaques n'avaient ni le fanatisme ni le savoir-faire nécessaires pour les commettre.

Les poseurs de bombes présumés du 7 comme du 21 juillet n'avaient rien de kamikazes islamistes, mais, comme le dit le *Spiegel*, c'étaient plutôt « les petites terreurs d'à côté ».<sup>(16)</sup> Le magazine hambourgeois ajoute à leur sujet qu'« en somme, ce qu'on sait de Hussein, Khan et Tanweer ne colle pas avec l'image de terroristes au sang froid, de la trempe d'un Mohammed Atta. Personne ne les voit comme ça. Il semble qu'à la différence d'Atta et compagnie, il s'agisse là de jeunes gens bien intégrés à la société occidentale. L'un d'entre eux, Tanweer, était même connu pour être un fan de cricket — un sport tout britannique. »<sup>(17)</sup> Un autre de ces hommes, Khan, aurait travaillé avec des enfants handicapés. Sa famille a réagi avec incrédulité lorsqu'on lui a présenté les indices à charge — leur fils aurait dû d'abord « subir un lavage de cerveau complet, pour aboutir à une telle absence de scrupules. »<sup>(18)</sup> Les quatre personnes arrêtées en lien avec les attentats du 21 juillet étaient encore moins en odeur de sainteté devant Allah : ils « buvaient, fumaient du haschisch et frayaient avec des femmes. »<sup>(19)</sup>

Plusieurs indices mènent à la conclusion que ces hommes n'auraient pas pu commettre les attaques ou, tout au moins, n'auraient pas voulu y laisser leur peau. « Pourquoi acheter des billets aller-retour lorsqu'on s'apprête à mourir ? » se demande mi-juillet *The Independent on Sunday*.<sup>(20)</sup> Scotland Yard n'en était pas loin à cette époque : « Nous n'avons aucune preuve irréfutable que ces hommes étaient des terroristes suicidaires. » « Le quatuor serait tombé dans un piège », écrit le *Sunday Telegraph* en se basant sur une source proche des services secrets. Et encore : des hommes de l'ombre auraient voulu, autant que faire se pouvait, « éviter de courir le risque que ces hommes se fassent prendre et crachent le morceau. »<sup>(21)</sup> Cette thèse paraît plausible, parce que les suspects n'ont pas seulement acheté des billets aller-retour, ils ont aussi bravement payé leur parcmètre. D'ailleurs ils ne portaient pas leur bombe contre eux, comme c'est la

coutume parmi les terroristes-suicides, mais dans un sac à dos. Pourquoi ne l'ont-il pas posé quelque part avant de se mettre à l'abri, comme l'avaient fait les terroristes de Madrid l'année précédente ? De plus, deux des suspects attendaient un heureux événement, leur femme étant enceinte : une bonne raison de vouloir vivre. D'ailleurs aucun des suspects n'a été aperçu dans le métro.

On ne les voit qu'une fois sur une bande de vidéosurveillance de mauvaise qualité, et dans la gare de Luton encore.

Le comportement de l'homme qui a commis l'attentat du bus à impériale parle, lui aussi, en faveur de la théorie des suicidaires involontaires. « Les poseurs de bombes étaient-ils en contact ? Voilà qui expliquerait les témoignages selon lesquels l'homme fouillait dans son sac, juste avant l'explosion du bus », écrit *The Independent on Sunday*.<sup>(22)</sup> C'est cette quatrième explosion qui donne du fil à retordre aux enquêteurs. Pourquoi a-t-elle eu lieu à 9 h 47, presque une heure après les trois autres qui étaient, elles, presque synchrones ? Pourquoi le porteur de la bombe n'a-t-il pas pris position sur l'escalier du bus, là où sa bombe aurait fait le plus de dégâts ?

Sept semaines plus tard, Scotland Yard présentait une thèse censée résoudre ces contradictions. Les bombes n'auraient pas été activées par une minuterie ni, comme à Madrid, par un téléphone portable, mais par les responsables des attentats eux-mêmes, en appuyant sur un bouton.<sup>(23)</sup> La thèse selon laquelle ils auraient été pris au piège serait ainsi balayée. Mais cette version peine à élucider la quatrième explosion, celle du bus à impériale. Les autorités soutiennent avoir découvert que le poseur de bombe numéro quatre aurait renoncé au dernier moment. Ce serait la raison pour laquelle il n'a pas voulu prendre le métro prévu : la ligne Northern fonctionnait ce matin-là, contrairement à ce qu'on a d'abord cru. D'abord, il est sorti de la station de métro, puis il s'est rendu dans un McDonald's et y a donné trois coups de fil frénétiques à ses trois amis, censément pour leur faire part de sa décision.<sup>(24)</sup> Mais si la théorie des boutons-détonateurs que les trois terroristes s'étaient mis d'accord pour actionner simultanément tenait debout, il aurait dû savoir que ses appels téléphoniques arriveraient trop tard — il a appelé juste avant neuf heures, et les explosions du métro avaient déjà eu lieu, à 8 h 50 précises. Des témoins oculaires l'ont vu farfouiller frénétiquement

dans son sac, à bord du bus. La théorie du repentir interprète cela comme un signe qu'il voulait descendre. Mais si l'on examine les témoignages, il en ressort que l'homme au sac à dos était assis sur la plate-forme du bas. La bombe, elle, a explosé sur l'impériale.

Il reste quelque chose d'inélucidé, comme une épine au pied de la thèse du bouton-poussoir : si le terroriste numéro quatre a voulu quitter l'opération au dernier moment, pourquoi sa bombe a-t-elle explosé ?<sup>(25)</sup> Tout conduit à penser qu'il ne l'a pas déclenchée lui-même.

### **Sacs à dos et autres sorcelleries**

Une autre contradiction. Selon les premières enquêtes, les bombes du 7 et du 21 juillet seraient de « facture analogue »;<sup>(26)</sup> le *Times* rapporte même que « le même bricoleur » serait derrière les bombes des deux jours d'attentats.<sup>(27)</sup> Mais pourquoi leur effet a-t-il été si différent ? Lors de la deuxième attaque, il n'y a pas eu un seul blessé. Est-ce que les artificiers du 21 juillet n'avaient tout simplement pas l'intention de tuer, comme l'affirme Hussein Osman, arrêté à Rome ?<sup>(28)</sup> Ou est-ce parce qu'aussi bien dans les sacs à dos du 7 juillet que dans les bombes du 21 juillet il n'y avait pas de bombes mais d'inoffensifs pétards ? Les morts des premières attaques n'auraient-elle pas été provoquées par d'autres explosifs, sans rapport avec les suspects officiels et leurs petits sacs à dos ?

De fait, toute une série de dépositions faites par des témoins oculaires indiquent que les bombes n'étaient pas placées *dans* mais *sous* les wagons. Ainsi un professeur de danse de Cambridge, Bruce Lait, légèrement blessé au cours de l'attentat, a affirmé, encore à l'hôpital : « Le policier m'a dit de regarder où était le trou, car c'est là qu'était la bombe. Le métal était tordu vers le haut, comme si la bombe avait été sous le train. Ils ont l'air de penser que la bombe a été transportée dans un sac, mais je ne me rappelle pas qu'il y ait eu quelqu'un à cet endroit précis, ni d'y avoir vu un sac. »<sup>(29)</sup>

Le témoignage de Danny Belsten, de Manchester, est lui aussi riche d'enseignements. Il était dans le métro qui fut détruit par une bombe à la station d'Edgware Road. Un autre voyageur l'aurait tiré de sous les décombres et les deux auraient « traversé le premier wagon,

là où le sol avait éclaté ».<sup>[30]</sup> Le plancher du wagon est éventré par un cratère dont les lambeaux sont orientés vers le haut, c'est-à-dire vers l'intérieur. Le revêtement a été soufflé par l'explosion, ce qui n'a pu se produire que de bas en haut, de l'extérieur vers l'intérieur. Ce qui signifie que le souffle de l'explosion est venu de l'extérieur, par en dessous.

D'autres survivants décrivent comment le verre des fenêtres a éclaté en mille morceaux vers l'extérieur, ce qui plaide pour une explosion provenant de l'intérieur du train, mais qui n'exclut pas qu'une bombe ait pu exploser sous le wagon et ensuite générer une pression qui fasse éclater les fenêtres, les parois, les revêtements vers l'extérieur.

Un autre détail de l'explosion du bus pose des questions déroutantes. Sur une photo de la BBC, on peut voir une camionnette de livraison de la société Kingstar, à proximité immédiate du bus,<sup>[31]</sup> immédiatement après l'explosion — on voit encore des passagers en proie à la panique. Cette entreprise est spécialisée, selon ses propres dires, dans la « destruction contrôlée » (*controlled demolition*) ; sa zone d'activité est éloignée de près de 20 kilomètres du lieu de l'explosion.<sup>[32]</sup>

## Un exercice parallèle

Une autre coïncidence temporelle nous éclairera peut-être : une société de consulting liée aux cercles gouvernementaux et policiers conduisait un exercice antiterroriste à Londres le 7 juillet — en même temps et au même endroit (dans les mêmes lignes de métro) que les attaques à la bombe. Peter Power, dirigeant de la société Vigor Consultants, expert de Scotland Yard pour les attentats à la bombe contre la BBC en mars 2001 et pour l'attaque au missile contre le quartier général du MI-6 en septembre 2000,<sup>[33]</sup> a donné une interview à ce sujet sur *BBC Radio 5*, le soir du 7 juillet.

*Power* : À huit heures et demie ce matin, nous avons conduit un exercice, pour le compte d'une entreprise, à l'aide de plus de mille collaborateurs. Des attaques à la bombe ont eu lieu en même temps et dans les mêmes stations. J'en ai les cheveux qui se dressent sur la tête rien que d'en parler.

*Le modérateur* : Ai-je bien compris : vous avez mené un exercice sur la conduite à tenir en pareille circonstance, et cette circonstance s'est produite pendant l'exercice même ?

*Power* : Exactement. Il était environ huit heures et demie ce matin, nous avions prévu cet exercice pour une entreprise dont, pour des raisons évidentes, je ne vais pas dévoiler le nom. Mais ils nous écoutent et ils se reconnaîtront. L'endroit était rempli de questionnaires de crise qui se voyaient pour la première fois, et en l'espace de cinq minutes il nous a fallu nous rendre compte que cette fois, c'était vrai. Alors nous avons pris les mesures appropriées pour gérer la crise et nous avons passé alternativement de la réflexion approfondie à la réflexion d'urgence.<sup>(34)</sup>

Dans une déclaration ultérieure, Power confirma l'existence de l'exercice, mais en disant cette fois que « quelques questionnaires de crise seulement » avaient été impliqués dans le cadre d'une simulation.

## **Mortel after-shave**

La question de savoir si les bombes mortelles ont été transportées dans un sac à dos par les principaux suspects ou si elles ont été construites, placées et activées par d'autres, est liée au choix de l'explosif utilisé. Les indices initiaux, qui plaidaient en faveur du plastic en provenance des Balkans (voir plus haut) ont été rapidement écartés par les autorités, bien que très convaincants. C'est ainsi que quelques jours après les attaques, on pouvait lire dans la presse que « les experts scientifiques ont affirmé au *Times* que la fabrication des quatre machines infernales mises à feu à Londres avait été très exigeante techniquement parlant [...] On dit toujours que les terroristes peuvent aisément fabriquer une bombe en suivant les modes d'emploi diffusés sur l'internet. On le peut, mais on n'aboutit pas à une conception et à une qualité pareilles. Elles étaient bien construites, et l'on voit que l'artificier était un spécialiste expérimenté. »<sup>(35)</sup> La piste du Semtex balkanique a dû être abandonnée parce qu'elle eût rapidement mis à jour l'implication d'experts militaires, sans lesquels ces jeunes gens n'auraient ni pu se procurer le matériau, ni pu construire la bombe. Et sans lesquels, peut-être, ils

seraient toujours en vie.

Au lieu de cela, les enquêteurs se sont évertués à présenter une nouvelle thèse : ces gamins auraient acheté des produits chimiques couramment vendus dans le commerce et construit eux-mêmes les machines infernales. C'est ainsi que, le 15 juillet 2005, Scotland Yard émettait la théorie selon laquelle les bombes avaient été produites en utilisant du peroxyde d'acétone (APEX) ou du triperoxyde d'acétone (TATP). Les ingrédients de ces substances se trouvent dans toutes les drogueries. On peut aussi les extraire des déboucheurs de canalisations, des décolorants à cheveux, du dissolvant pour vernis à ongles et même des after-shave et des parfums de marque.<sup>[36]</sup>

Mais cette version est très difficile à croire. Les mélanges à base d'APEX ou de TATP sont très instables et si dangereux que lorsque la police londonienne a perquisitionné l'appartement des quatre terroristes présumés, tout le quartier a dû être évacué et une interdiction de survol a même été édictée.<sup>[37]</sup> Embarque-t-on ce genre de chose dans un sac à dos pour traverser la moitié de Londres ? Oui, répond candidement Scotland Yard, car un spécialiste les a amalgamés de façon professionnelle. Nommément : Magdi Al-Nashar. Celui-ci ayant regagné son pays, l'Égypte, avant les attaques, y a été arrêté et interrogé. Aucun lien avec les quatre suspects ne pouvant être établi, il a été libéré.<sup>[38]</sup>

Après la thèse du Semtex balkanique et après la version du débouche-évier survint une phase de confusion constructive, au cours de laquelle Scotland Yard soutint qu'on ne pouvait plus dire au juste d'où les bombes étaient venues.<sup>[39]</sup> Voyant les doutes qui envahissaient leurs collègues britanniques, les agents US se sont précipités à la rescousse. Début août, Raymond Kelly, chef de la police de New York, réveille le serpent de mer en affirmant que des « produits tout bêtes, aussi courants que des décolorants pour cheveux » auraient été utilisés.<sup>[40]</sup> Mais selon lui, ce ne sont pas les peu fiables et onéreux APEX ou TATP qui auraient été utilisés, mais de l'HMDT (diamine de triperoxyde d'hexanéthylène). Les Britanniques avouent, soulagés, que sans l'aide bienveillante de leur grand frère, ils auraient été « bien en peine ». Ce n'est pas étonnant : Kelly ne s'est pas contenté de ressusciter la thèse de l'explosif acheté en droguerie, il a aussi parlé de téléphones portables utilisés comme détonateurs « possibles ».

Voilà qui ne s'articulait guère avec la version des boutons-poussoirs présentée par Scotland Yard elle-même trois semaines plus tôt.

Parlons-en, du détonateur, élément crucial de toute bombe à activation précise. Le 13 juillet, le *Times* s'appuie sur les expertises de police scientifique pour dire que « le détonateur était « presque identique » à ceux qu'on a trouvés dans les sacs à dos de Madrid, l'année précédente. »<sup>(41)</sup> Dans ce dernier cas, les détonateurs venaient de Bosnie-Herzégovine.<sup>(42)</sup>

### **Encore une vidéo dans les règles de l'art**

Les doutes et contradictions relevés plus haut se sont avérés sans objet lorsque, début août 2005, la chaîne Al-Djazira a diffusé une bande vidéo sur laquelle on voyait Mohammad Sidi-Khan, l'un des auteurs présumés des attaques du 7 juillet, proférer des menaces puis Ayman Al-Zawahiri, un représentant de ben Laden, revendiquer les attentats de Londres, présentés comme autant de représailles pour l'implication des troupes britanniques en Irak. La main dans le sac ?

Sur la vidéo, on peut entendre Khan dire entre autres : « Vos gouvernements démocratiquement élus perpètrent sans répit des atrocités envers mon peuple et votre soutien à ces gouvernements vous rend coresponsables, tout à fait de la même façon que je suis coresponsable de protéger et de venger mes frères et mes sœurs musulmans. Aussi longtemps que nous ne vivrons pas en sécurité, vous serez notre cible. Aussi longtemps que mon peuple sera bombardé, gazé, incarcéré, torturé, et jusqu'à ce que cela cesse, nous ne cesserons pas le combat. Nous sommes en guerre, et je suis un soldat. Dorénavant, vous allez comprendre notre situation de l'intérieur. »<sup>(43)</sup>

Voilà des menaces lourdes de sens. Manifestement, elles ne sont pas dirigées contre des gouvernements seuls, mais aussi contre leurs électeurs. Quoi qu'il en soit, il y manque une allusion directe aux attaques de Londres. Il faut aussi relever que Khan paraît nettement plus jeune, sur cette bande, que sur celles qui ont été enregistrées par les caméras de surveillance le 7 juillet 2005. Les enquêteurs antiterroristes en ont tiré la conclusion que l'allocution aurait été enregistrée « des mois auparavant ».<sup>(44)</sup>

D'autres agents des services secrets ont laissé transpirer la théorie, reprise par le *Times*, selon laquelle « Khan n'aurait pas été envoyé par Al-Qaïda, mais par le groupe qui a créé cette vidéo d'une façon ou d'une autre afin de se faire une réputation. »<sup>[45]</sup> Le rapport direct avec les attentats du 7 juillet à Londres est assuré par le discours de Zawahiri — un homme dont le profil peu clair et les liaisons avec les services secrets ont été plusieurs fois l'objet des attentions de ce livre.

En tout état de cause, la vidéo prouve tout au plus que Khan se sentait impliqué dans une guerre contre l'Occident. Elle ne dit rien de son implication dans les événements du 7 juillet 2005. On ne peut même pas exclure que ce soit un faux, ou tout au moins que la bande sonore soit un faux. « C'est un faux », dira d'ailleurs un ami de Khan, « on le voit très bien, ses lèvres remuent bizarrement, toute cette histoire est un faux. »<sup>[46]</sup> Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'on prêterait des intentions à un tueur en herbe.

Pour un instant, partons du principe que Khan est l'un des responsables du 7 juillet. Les services secrets anglais ne seraient pas pour autant sortis d'affaire, car Khan était connu du MI-6 bien avant. Immédiatement après les attentats, le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a donné des indications dans ce sens, affirmant alors qu'« une partie de cette équipe » — les coupables du 7 juillet — avaient « déjà été arrêtés par les autorités britanniques. »<sup>[47]</sup> Au cours de la même conférence de presse, le ministre affirme que l'explosif était « de provenance balkanique ou est-européenne ».<sup>[48]</sup> L'homologue britannique de Sarkozy, Charles Clarke, en a fait un incident diplomatique. Mais les enquêtes menées par la presse du Royaume-Uni devait rapidement donner raison au ministre français. Car en tout état de cause, l'arrestation précoce des principaux suspects, mentionnée par Sarkozy, pose la question de savoir comment les autorités britanniques ont fait pour retrouver leurs traces si rapidement.

Reprenons la chronologie : le 7 juillet, après les attaques, des centaines de dépositions sont recueillies par Scotland Yard. L'une des personnes qui a pris contact avec la police était la mère de Hassib Hussein. Elle donne aux fonctionnaires de police le nom des amis que son fils était censé voir ce jour-là. La dépouille mortelle de Hussein a été rapidement identifiée au milieu des débris du bus numéro 30, mais

à ce moment-là, on le considère comme une victime, pas comme un assassin. Tout change lorsque les noms de ces amis sont entrés dans le système informatique de la police. Parmi eux, le nom de Khan, déjà emprisonné, puis libéré, suite à un coup de filet mené de concert par le MI-5 et le MI-6, l'Opération Crevice, en 2004. Ce sont sans doute ces arrestations dont parlait Sarkozy. Ce lien entre Hussein et Khan, entre Khan et Crevice, c'est Scotland Yard qui l'établit en suivant la piste des suspects du 7 juillet.<sup>(49)</sup> Tenons-nous en à cela : les autorités britanniques avaient déjà mis la main sur Khan, mais l'avaient laissé en liberté. Est-ce que cette mise en contact un peu brutale avec le monopole étatique de la violence avait donné naissance à la haine mortelle de Khan, finalement exprimée le 7 juillet ? Ou l'aurait-on alors, au contraire, convaincu de collaborer ?

### **Des Pakistanais dans les Balkans**

Trois des quatre terroristes-suicides présumés du 7 juillet sont d'origine pakistanaise et, selon certaines sources, ils ont suivi une école coranique au Pakistan, quelque temps avant les attentats. Sur cette base, les médias se sont interrogés sur la signification que ce pays peut revêtir pour les terroristes. Ce qu'on voit tout de suite, c'est que la Pakistan Connection est indissociable de la Balkan Connection. La courroie de transmission, c'est l'organisation Al-Mouhajioun. Traduction : les Émigrés. Elle se compose uniquement de personnes qui vivent sur sol britannique, des émigrants musulmans et leurs enfants, dont la plupart sont sujets britanniques.

Selon ce qu'en dit Loftus, Aswat appartenait à cette organisation, tout comme le haineux prédicateur Abou Hamza (le « Capitaine Crochet ») et Osman Hussein, arrêté plus tard à Rome en liaison avec les attaques du 21 juillet. Le politicien travailliste Michael Meacher, ministre de l'Environnement du cabinet Blair de 1997 à 2003, fait remarquer que les membres d'al Mouhajioun qui ont été recrutés pour combattre en Bosnie ont été instruits militairement par le groupe terroriste pakistanais Harkat Al-Ansar (HUA). « Quelque 200 musulmans pakistanais qui vivaient au Royaume-Uni sont partis (dès 1992) au Pakistan, se sont entraînés dans des camps de l'HUA et ont été incorporés dans des contingents de l'HUA en Bosnie. »

Naturellement, tout ceci s'est déroulé, toujours selon Meacher, « avec l'accord, en pleine connaissance de cause, des services de renseignements anglais et américains. »<sup>[50]</sup> La brigade pakistanaise a été mise sur pied par l'HUA, mais le service secret pakistanais, l'ISI, se tenait derrière. Tout ceci a eu lieu sur mandat du Premier ministre pakistanais Benazir Bhutto, qui a repris du service « à la demande de l'administration Clinton ».<sup>[51]</sup>

Aswat n'était pas le seul à appartenir à l'HUA et à Al-Mouhajiroun ; il y avait aussi un autre Anglo-Pakistanaise très connu, Ahmed Omar Saeed, le Cheikh, qu'on considère comme responsable du meurtre du journaliste Daniel Pearl. Le Cheikh, « l'élève modèle de la mort » selon Nick Fielding et Yosri Fouda,<sup>[52]</sup> a grandi à Londres, puis s'est engagé en Bosnie en 1992, et a fini par atterrir au Cachemire avec l'aide de l'HUA. Après avoir croupi plusieurs années dans une prison indienne, il a été libéré, a fui au Pakistan et y a travaillé pour l'ISI. Après y avoir été de nouveau emprisonné, il s'est vanté d'avoir été impliqué dans l'attentat à la bombe contre le Parlement du Cachemire en octobre 2001 et dans l'attaque du Parlement indien en décembre 2001, mais il a toujours nié toute implication dans le meurtre de Pearl.

Aujourd'hui, le Cheikh attend son exécution dans une geôle pakistanaise. Manifestement, malgré ses états de services au sein de l'ISI, on a dû le retirer de la circulation, parce qu'il en savait trop sur trop d'opérations spéciales. Le chef de l'ISI, Mahmoud Ahmed, est ainsi censé avoir transmis 100 000 dollars à Mohammed Atta, l'un des principaux pilotes suicides du 11 septembre, en septembre 2001. C'est en tout cas ce qu'affirme la Nouvelle-Delhi. « Les preuves que nous [le gouvernement indien, N.d.A.] avons fournies aux USA sont bien plus que des morceaux de papier. Elles démontrent qu'un général corrompu est lié à des actes terroristes », cite l'AFP.<sup>[53]</sup> Le *Times of India* écrira, à propos de la démission du général Mahmoud peu après le 11 septembre : « Des informateurs haut placés ont rapporté mardi [le 9 octobre 2001, N.d.A.] que le général a perdu son poste parce qu'il a été prouvé qu'il était lié aux pilotes suicides qui ont réduit le World Trade Center en cendres. Les autorités US ont exigé son limogeage après que le fait eut été établi qu'il a chargé Ahmed Omar Cheikh de faire porter 100 000 dollars à Mohammed Atta, l'un des

responsables des attaques, depuis le Pakistan. »<sup>(54)</sup>

## **Des personnages clefs bien couverts**

De toute évidence, l'organisation britannique Al-Mouhajiroun, fondée pendant et pour le djihad bosniaque, a joué un rôle significatif aussi bien pour le 11 septembre que pour le 7 juillet : l'un de ses membres, le Cheikh, a versé de l'argent pour les attaques du 11 septembre ; un autre, Aswat, est peut-être le cerveau des attaques du 7 juillet. On dit du Cheikh que c'est un homme des services secrets pakistanais et d'Aswat qu'il travaillait pour le MI-6. Des insinuations mal intentionnées ?

Quoi qu'il en soit, il est curieux de voir les liens de ces deux messieurs avec les Services. Certes, Cheikh attend son exécution dans une prison pakistanaise (pour le meurtre de Daniel Pearl) ; mais les enquêteurs américains ne l'ont pas interrogé sur ces fameux 100 000 dollars versés à Mohammed Atta. Au lieu de cela, le *Rapport final* de la Commission du 11 septembre conclut de façon lapidaire qu'« à ce jour, le gouvernement américain n'a pas pu établir l'origine de l'argent qui a permis les attaques du 11 septembre. » Il faut lire la phrase suivante deux fois de suite pour y croire : « Quoi qu'il en soit, la question n'a pas réellement de portée pratique. »<sup>(55)</sup> Pourquoi ? Parce que cette piste mène à Cheikh, à l'ISI, à la CIA ?

Aswat a été arrêté le 17 juillet 2004 au Pakistan. Bien qu'il portât sur lui une ceinture d'explosifs en plus de son passeport britannique, il fut libéré après vingt-quatre heures — sur l'ordre de qui ?<sup>(56)</sup> Trois jours plus tard, une seconde arrestation plus durable a lieu, en Zambie, d'où il est extradé vers Londres. À leur tour, les Britanniques ne le placent pas en détention préventive pour l'interroger sur les attentats du 7 juillet, mais l'extradent vers les États-Unis. Il y est recherché pour le rôle qu'il a joué dans la mise sur pied d'un camp d'entraînement pour terroristes dans l'Oregon, en 1999-2000.

On n'a jamais posé de questions à Aswat sur ses contacts — prouvés ! — avec les poseurs de bombes du 7 juillet, ni sur son rôle — possible — en tant que mandant, en tant que fournisseur de Semtex, en tant qu'ange de la mort.

Scotland Yard ne veut pas le savoir — ou le MI-6 ne veut pas qu'on le sache.

## ÉPILOGUE

# Djihad et oléoducs

COMMENT LES GRANDES PUISSANCES OCCIDENTALES RADICALISENT ET INSTRUMENTALISENT L'ISLAM

Le 11 septembre a brouillé pour longtemps les anciens fronts géopolitiques entre l'est et l'ouest — du moins en apparence. Au cours des deux décennies qui l'ont précédé, les observateurs avaient pu constater que les nations occidentales prédominantes, et les États-Unis en particulier, avaient conclu une alliance informelle avec l'Islam militant. Les USA et d'autres États de l'OTAN ont ainsi massivement soutenu le djihad mené contre le gouvernement de Kaboul lié à Moscou et, dans les années 1990, ils se sont rangés aux côtés des rebelles musulmans (la première guerre du Golfe, menée contre Saddam Hussein en 1991, contradictoire avec ce tableau, n'a duré que trois semaines et ne s'est pas ancrée aussi profondément dans la conscience collective).

Mais depuis les attaques victorieuses contre le World Trade Center et le Pentagone, tout paraît avoir changé : aujourd'hui les armées du président Bush, la « coalition des volontaires », se lancent à la chasse au terrorisme à travers le monde, elles ont soumis deux pays islamiques, l'Afghanistan et l'Irak, les ont occupés, en partie dévastés. Cela ne suffit pas aux faucons néoconservateurs du cabinet Bush : ils ont déjà ajouté plusieurs États du Moyen Orient à la liste des proscrits.

Ce changement de paradigme a surpris et empli de confusion le public de plus d'un pays. En Russie et en Serbie, pays qui ont souffert par le passé des conséquences douloureuses de l'alliance islamo-occidentale, on est en partie soulagé de voir Bush attaquer le monde musulman au lieu du monde slave. Mais à l'inverse, plusieurs

partenaires de l'OTAN ont critiqué la politique belliciste du gouvernement américain. Les images télévisées qui emplissent chaque soir les téléviseurs en provenance de Bagdad, de Cisjordanie ou de Tchétchénie posent et reposent la question : si une confrontation mondiale avec l'Islam a déjà commencé, faut-il choisir son camp ? Soit soutenir la coalition internationale sous la coupe des USA afin de mettre un terme à la menace fondamentaliste ? Soit ménager l'Islam, pour s'éviter les conséquences d'une guerre dévastatrice ? Devant une telle alternative, plus d'un politique se met à louvoyer : des antifascistes au long cours comme Oriana Fallaci se mettent à proclamer à la cantonade leur haine de tout ce qui est musulman, se rangeant aux côtés des guerriers de Bush, tandis que d'indécrottables extrémistes de droite comme Horst Mahler nous mettent en garde devant les dérives d'une guerre des cultures et s'acoquinent avec les pacifistes. C'est à en devenir fou.

Un coup d'œil à l'histoire en général, et à l'histoire des Balkans en particulier, nous permettra peut-être de garder la tête froide.

### **Des Croisades pour libérer Jérusalem... et Constantinople**

Après le 11 septembre, lorsque l'administration Bush se mit à évoquer la nécessité d'une croisade, les historiens se sont souvenus des traces sanglantes laissées par l'Europe chrétienne dans le monde musulman. Apologètes et critiques du gouvernement US se sont essayés à l'exégèse coranique afin de déterminer si, oui ou non, nous nous dirigeons vers une confrontation religieuse et culturelle avec l'Orient. On a oublié qu'au Moyen Âge déjà, ces rengaines ne correspondaient pas à la réalité de la guerre. Avant que les Croisés ne libèrent la Terre Sainte des musulmans, ils avaient lancé des pogroms en Europe centrale contre les Juifs. Et avant de mettre la Jérusalem musulmane de ce temps-là à feu et à sang, ces défenseurs de la Chrétienté avaient mis à sac Constantinople, plus chrétienne qu'eux. Si l'on se base sur leurs récits, les Croisés n'ont pas décimé l'Islam en Terre Sainte. Ce dernier serait même ressorti renforcé de ce processus de polarisation. Ils ont décimé le christianisme orthodoxe. Son bastion, l'empire byzantin, a été entièrement dépecé par ses puissants voisins, l'empire des Habsbourg et, surtout à partir du XV<sup>e</sup> siècle,

l'empire ottoman<sup>[1]</sup>. La ligne de partage entre ces deux empires traversait les Balkans en diagonale, épousant à peu près la cassure entre l'Empire romain d'Orient (Byzance) et d'Occident (Rome), à la fin du IV<sup>e</sup> siècle. Depuis les conquêtes autrichiennes et turques, c'est entre Orient et Occident, entre le marteau et l'enclume, que les restes du peuple orthodoxe de cette région ont dû vivre.

Les Serbes ont subi le joug islamique pendant un demi-millénaire à compter de la défaite du Champ des Merles en 1389.<sup>[2]</sup> Ivo Andrić, le prix Nobel de littérature yougoslave, montre ainsi, dans son roman *Omer-Pacha Latas*,<sup>[3]</sup> qu'il ne s'agissait pas d'une domination nationale mais d'une domination de classe. Ce qu'on appelle aujourd'hui « peuple musulman » des Balkans, en Occident, n'est rien d'autre que la classe dominante slave-orthodoxe, qui a épousé la foi de l'occupant sous la pression de ce dernier. Recevant le titre de Bey ou d'Aga, ces gens conservaient leurs privilèges féodaux. Ils pouvaient ainsi garder leurs subordonnés à leur service et au service de la nouvelle puissance occupante, en les contrôlant plus étroitement encore qu'avant l'invasion.

Le héros du livre d'Andrić, Omer Pacha, est l'un de ces convertis. Le personnage est calqué sur Mićo Latas, qui a vécu au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce jeune ambitieux s'essaie d'abord à la brillante carrière des officiers de Vienne. Se voyant traiter comme quantité négligeable à cause de sa religion, il se met peu après au service de la Sublime Porte. Des années plus tard, il revient chez lui avec le titre de Serasker, représentant suprême du sultan, afin de renforcer la mainmise de celui-ci sur les provinces de Bosnie.

Omer Pacha légitime son expédition punitive contre Sarajevo, en 1851, par des aspirations élevées : il s'agit d'implanter une administration moderne de même que l'égalité des chrétiens devant la loi. La séparation de la Mosquée et de l'État était la pierre angulaire des réformes du *Tanzimat*, alors bien en cour. Mais autant le contenu de ces réformes était progressiste, autant leur application fut réactionnaire : en quelques mois, les Balkans sous le joug turc deviennent un pénitencier à ciel ouvert. La répression frappe non seulement les récalcitrants musulmans, mais aussi tous les Infidèles, au premier rang desquels les chrétiens. « On leur disait qu'on faisait tout cela pour leur bien, pour améliorer leurs conditions d'existence ;

mais ils voyaient bien que le pouvoir du Serasker était loin d'être plus léger à subir que celui de tout autre seigneur turc qui avait opprimé la Bosnie auparavant, et que le pouvoir et la violence du Serasker étaient bien pires pour ses sujets que celui des beys et des agas locaux. » L'abandon et la répression des réformes du *Tanzimat* en Bosnie — malgré ou peut-être même à cause des méthodes draconiennes de l'occupant — aboutissent à une oppression renforcée des chrétiens — le pire fut atteint au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'égide des seigneurs de la guerre albanais. On peut craindre que le *tanzimat* que les États-Unis essaient d'implanter de nos jours en Afghanistan et en Irak ne finisse pas mieux.

### **Les musulmans au service des grandes puissances**

Bien que les livres d'Andrić dressent un tableau détaillé de la cruauté du pouvoir ottoman, l'islam, pour lui, n'est pas la source de l'oppression. Les choses ne tournent mal que lorsque de grandes puissances, en raison d'intérêts politiques ou économiques, versent de l'huile sur le feu, un feu qui couve perpétuellement, dans la région, depuis le Moyen Âge. Dans son chef-d'œuvre, *Le pont sur la Drina*, Andrić décrit les pogroms antiserbes qui éclatent au début de la Première Guerre mondiale. Mais il serait absurde de dire que tous les musulmans soutiennent les « Souabes » (depuis le prince Eugène, c'est ainsi qu'on décrit, dans la région, les envahisseurs venus du nord). L'un d'entre eux se méfie : « On ne veut nous donner trois fusils et deux uniformes que pour nous voir jouer les larbins des Souabes. Ils veulent nous octroyer l'honneur de faire de nous des chasseurs de Serbes afin de ne pas aller eux-mêmes se faire couper en morceaux dans la montagne. »

Autant la situation était claire dans le sud-est de l'Europe avant l'expansion de l'islam, autant la situation a changé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec l'incapacité de la Sublime Porte à se réformer, l'empire ottoman est devenu « l'homme malade de l'Europe ». Des troupes turques ont encore bien combattu pendant la Première Guerre mondiale ; le grand Mufti de Jérusalem pouvait bien encore appeler, pendant la Seconde, à la victoire de l'Axe, à l'anéantissement des Juifs : l'initiative ne venait plus d'Anatolie, mais d'Europe centrale.

En particulier, la grande productivité de l'industrie allemande n'était pas pour rien dans les conflits de 1914 et de 1940. Découvrir de nouvelles sources de matières premières, s'ouvrir de nouveaux débouchés, le nouveau partage du monde partait de ces nécessités-là. C'est l'économie, et non la religion qui mène le monde depuis que l'argent a pris la place de Dieu, et les adorateurs du Veau d'or sont de plus en plus nombreux.

Voilà qui doit nous éclairer sur la destruction de la Yougoslavie, un processus entamé au milieu des années 1980 et qui a connu nombre de rebondissements dans les années 1990. Beaucoup de Serbes se sont alarmés très tôt du danger que l'Islam représentait pour l'unité du pays. Leurs craintes ont été particulièrement attisées par les émeutes qui ont éclaté au Kosovo à la mort de Tito, et par la montée, en Bosnie, d'Izetbegović et d'autres tenants de la ligne dure. Pourtant ce n'est pas du sud, mais du nord qu'est venu l'incendie : des Croates papistes, des Slovènes nostalgiques des Habsbourg, de tous ceux qui étaient armés et encouragés par Rome, Vienne et Berlin (Bonn).

C'est de la même manière que se sont déroulés les divers processus interconnectés des années 1990. Certes, au Kosovo comme en Bosnie, ce sont avant tout des insurgés musulmans qui se sont dressés contre la Yougoslavie. Mais dans les deux cas, et malgré l'aide de moudjahiddin étrangers, ils n'ont eu le dessus que lorsque l'aide occidentale est arrivée : en Bosnie par les livraisons d'armes américaines aux troupes d'Izetbegović et par deux semaines d'appui aérien de l'OTAN en 1994-1995, au Kosovo par 78 jours de guerre aérienne menée par l'Alliance atlantique, la nouvelle « UÇK Air Force ».<sup>(4)</sup>

## **La victoire ou l'holocauste ?**

Quiconque considère qu'il faut aujourd'hui faire la guerre à l'Islam peut se prévaloir de l'autorité de Richard Perle, le plus important maître à penser des néoconservateurs américains. Cet homme a présidé pendant des années, sous le président George W. Bush, l'influent pôle de conseillers du Pentagone, le *Defense Advisory Board*. Le « Prince de l'ombre » — on dit que Perle ne dédaigne pas ce surnom — a écrit un livre en collaboration avec

David Frum, après l'invasion de l'Irak.<sup>19</sup> Frum a été conseiller en relations publiques de George W. Bush et a écrit à ce titre nombre des discours de ce dernier. On dit que c'est lui qui a inventé la formule « l'Axe du mal ».

Les deux auteurs font des prédictions apodictiques et apocalyptiques : « l'Islam militant a pour but de détruire notre civilisation et de transformer les nations occidentales en sociétés islamiques. Il veut soumettre le monde entier à sa religion et à sa loi. » Même les États-Unis seraient sur la sellette : un appel à la guerre totale est lancé. « Il n'y a pas de solution médiane pour les Américains : c'est la victoire ou l'holocauste. » Les premiers objectifs de ce combat de « libération » sont nommés : la Syrie, l'Iran, l'Arabie Saoudite.

Perle et Frum ne s'attaquent pas aux seules formes extrémistes de l'Islam, comme le wahhabisme, mais à l'enseignement de Mahomet tout entier. La haine de la civilisation occidentale proviendrait du fondement même de l'Islam, non de sa subversion. C'est à la fois vrai et faux, comme toujours avec la démagogie. C'est ainsi qu'on trouve effectivement des appels aux armes dans le Coran, contre Juifs et Chrétiens, comme on en trouve dans la Bible et dans le Talmud. Mais si le comportement des croyants avait été dominé par le dogme religieux jusqu'à nos jours, on ne devrait pas seulement anéantir l'Islam, mais aussi le protestantisme luthérien : les écrits du réformateur allemand sont emplis d'antisémitisme, et l'on peut distinguer dans le nazisme sa part d'héritage luthérien.

Mais il y a longtemps que la conscience religieuse ne domine plus le politique dans son ensemble. C'est ainsi que des États comme la Suède ou les Pays-Bas, non moins imprégnés de luthéranisme que l'Allemagne, n'ont pas connu la tentation fasciste au cours de leur évolution vers la modernité, mais sont marquées au coin du modèle libéral, respectivement social-démocrate. Il est évident que d'autres facteurs que la religion sont à l'œuvre et influencent le développement des sociétés.

Dans le monde arabe, la prééminence de la foi a été surtout remise en cause dans la foulée du développement d'un nationalisme arabe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est ainsi que le président égyptien Nasser a pris des mesures énergiques contre les Frères

musulmans dès sa prise du pouvoir au début des années cinquante ; en Iran, à la même époque, est élu le président Mossadegh, un homme qui était plus proche de Marx que de Mahomet ; le mouvement national palestinien, lui aussi, est d'abord très orienté vers la laïcité. Mais on a dépeint Nasser sous les traits d'un ennemi de l'Occident lorsqu'il a nationalisé le canal de Suez ; alors qu'il menaçait de nationaliser le pétrole, Mossadegh a été renversé par les États-Unis et remplacé par le Shah, plus docile ; et en Palestine, c'est le gouvernement israélien lui-même qui a sponsorisé le Hamas religieux afin de déstabiliser l'OLP et qui a, de la sorte, donné naissance à l'un des mouvements antisémites<sup>49</sup> les plus virulents.

L'un des derniers bastions qui résistait au fanatisme a été attaqué en 1991 par les États-Unis, et occupé en 2003. Avant que les États-Unis s'en mêlent, c'était un pays déjà très développé, où les femmes, par exemple, jouaient un rôle important dans la société. Ce bastion, c'était l'Irak, qui est aujourd'hui infesté d'islamisme. Si les néoconservateurs avaient réellement eu pour objectif de combattre le terrorisme, c'est avec Saddam Hussein qu'ils auraient dû collaborer. On peut inférer de la biographie de Perle que ce sont de tout autres objectifs qui le motivent. En tant qu'Assistant *Secretary* au Pentagone, c'est lui qui a mis en place l'armement des moudjahiddin d'Afghanistan avec des missiles sol-air *Stinger* — malgré l'opposition de la CIA et des Affaires étrangères.<sup>47</sup>

Dans leur livre, Perle et Frum avouent très crûment qu'il ne s'agit pas de l'Islam mais de tout ce qui s'oppose aux visées politiques US dans les pays arabes : « Extrémistes religieux et militants de la laïcité, sunnites et chiïtes, communistes et fascistes : au Moyen Orient, ces catégories s'entremêlent jusqu'à la confusion. Ils découlent tous du même réservoir de passions hautement inflammables. » Voilà sans doute pourquoi l'on bombarde carrément la raffinerie et l'on fait du Moyen Orient un tas de cendres fumantes...

## **L'encens, la myrrhe... et le pétrole**

Délaissions un instant les explications religieuses et philosophiques et tournons-nous vers des motifs plus prosaïques. Tous les théâtres de conflit des dernières années — les Balkans, l'Afghanistan, la

péninsule arabe, le Caucase — ont un point commun : on s’y bat pour le contrôle des plus importantes réserves de pétrole sur Terre.

Les États-Unis sont la locomotive de ces conflits, parce que c’est leur industrie qui a le plus besoin de pétrole et parce que les grandes compagnies pétrolières sont en mains américaines. Avec George W. Bush, ces trusts disposent d’un gouvernement aux ordres. L’hebdomadaire conservateur *New Republic* peut ainsi écrire : « La vision du monde du gouvernement Bush est celle d’hommes issus du pétrole. »<sup>(9)</sup> Les multinationales pétrolières ont injecté, de leur propre aveu, 33 millions de dollars dans la campagne présidentielle de Bush en 2000. À part le Président, le cabinet compte encore 20 autres lobbyistes de l’industrie pétrolière, dont les décideurs les plus importants : le vice-président Dick Cheney était, jusqu’en 2000, président du conseil d’administration de Halliburton, la plus grande société de construction au service de l’industrie pétrolière ; à son départ, Cheney a reçu une prime amicale de 36 millions de dollars de la part de son ex-employeur. La ministre actuelle des Affaires étrangères, Condoleezza Rice, était auparavant membre du conseil de surveillance de la multinationale pétrolière Chevron, le premier sponsor des frais de campagne de Bush. Cette société a même nommé l’un de ses pétroliers *Condoleezza* (avant de le débaptiser suite à une levée de boucliers).<sup>(9)</sup>

Le Golfe persique, qui renferme les plus importantes réserves de pétrole sur Terre, est du plus grand intérêt stratégique pour les États-Unis. C’est de là que provenait le quart de leurs importations en l’an 2000.<sup>(10)</sup> L’occupation de l’Irak, selon Washington, n’était pas seulement nécessaire pour pouvoir commodément attaquer son premier partenaire pétrolier, l’Arabie Saoudite voisine, en cas de brouille, mais encore pour pouvoir remplacer facilement le brut saoudien si nécessaire. L’enjeu est évidemment la maîtrise complète des réserves pétrolières de la péninsule arabique, qui permettrait aux États-Unis de mettre leurs principaux concurrents sous pression : 90 % des importations de pétrole du Japon et de Chine populaire dépendent de cette région.

Les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel se trouvent dans le sous-sol des États qui bordent la mer Caspienne. C’est pour assurer le transport de l’or noir vers l’est qu’on fait la

guerre en Afghanistan : en 1995, la compagnie américaine Unocal a signé un contrat de transport du gaz naturel avec le gouvernement turkmène à hauteur de huit milliards de dollars : un gazoduc était donc censé traverser l’Afghanistan. C’est pourquoi la compagnie a aussitôt pris langue avec les Taliban, mais ces pourparlers ont été interrompus sous Clinton à cause des protestations de groupes de défense des droits de l’Homme. L’administration Bush a repris les négociations en janvier 2001. Lors d’une réunion à Berlin, le 17 juillet 2001, la délégation US aurait parlé de « possibles développements militaires » au cas où les Taliban ne garantissaient pas le passage aux États-Unis, ce à quoi ben Laden tenait beaucoup. « Ils avaient le choix entre une pluie d’or et une pluie de bombes », se souvient un délégué pakistanais à cette conférence.<sup>(11)</sup>

Les oléoducs qui courent de la mer Caspienne à l’Europe traversent la zone de conflits du Caucase. Cette dernière ne saurait retrouver la paix si les plans américains se réalisent. Jusqu’à la fin des années 1990, Moscou avait le contrôle de la route du pétrole et transportait l’or noir de Bakou (Azerbaïdjan) jusqu’à Novorossisk, un port russe de la mer Noire, à travers le Daghestan et la Tchétchénie. Mais en 1999, un consortium occidental ouvre un autre canal de même capacité, en concurrence avec ce premier trajet. Le nouvel oléoduc part de Bakou, contourne le territoire russe, et aboutit à Supsa, port géorgien sur la mer Noire. Simultanément, les sécessionnistes tchéchènes sabotent le canal russe, qui passe par l’ouest. La Russie met en place une déviation par le Daghestan. Mais en août 1999, les sécessionnistes y prennent pied.<sup>(12)</sup> Moscou riposte, et c’est ainsi que la seconde guerre de Tchétchénie, qui fait encore rage de nos jours, a éclaté.

Entre-temps, d’autres plans ont été tracés pour la construction d’un autre oléoduc occidental, à la capacité bien plus importante : le maître d’œuvre en est la multinationale américano-britannique BP Amoco. Il est prévu que la capacité du nouveau canal sera dix fois plus importante que celle de l’oléoduc russe. Jusqu’à l’installation du pipeline, les troubles se sont intensifiés dans la région. Le scénario est toujours le même : dans les États qui sont sur le chemin de BP Amoco ou d’autres pétroliers occidentaux, les États-Unis installent, après s’y être infiltrés, des gouvernements dont ils ont l’oreille (la Géorgie,

l'Ukraine, bientôt la Moldavie, l'Arménie, la Biélorussie). Simultanément, les extrémistes musulmans sabotent les oléoducs russes concurrents qui passent par la Tchétchénie, le Daghestan, l'Ossétie du nord et l'Ingouchie.

Que deviendra le pétrole de la mer Caspienne une fois parvenu sur les rives de la mer Noire ? Il transitera par bateau jusqu'au port bulgare de Burgas, où il sera pompé par le consortium AMBO, dominé par les États-Unis. Puis injecté dans un oléoduc courant à travers les territoires albanais de Macédoine et le long de la frontière du Kosovo, jusqu'au port albanais de Vlora, sur l'Adriatique. Coïncidence... Le contrat relatif à ce projet a été signé à Sofia, fin décembre 2004. Le *Guardian*, à Londres, de commenter : « Pour l'Occident, il s'agit de la plus importante voie de transit pour le pétrole et le gaz d'Asie centrale : 750 000 barils par jour. Un projet nécessaire selon l'agence américaine pour le commerce et le développement, parce que [...] des entreprises US ont joué un rôle clef dans le développement de ce cordon ombilical entre l'Est et l'Ouest. »<sup>(13)</sup>

Michael Jackson, le premier commandant en chef britannique de la force d'interposition du Kosovo, la KFOR, a établi un lien direct entre ces affaires et l'occupation des Balkans par l'OTAN : « Pour conclure, nous resterons ici aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour sécuriser le corridor énergétique qui traverse la Macédoine. »<sup>(14)</sup>

## **Le fondamentalisme ne tient pas debout tout seul**

Ici-bas, on ne peut passer du Bien au Mal que lorsque les idées et les intérêts le permettent. Commençons par les conversions au Mal : bien sûr il y a des fanatiques et des terroristes islamiques qui enracent leur haine des Infidèles de leurs idées religieuses et qui cherchent le moyen et la manière d'exhaler cette haine. Mais laissés à eux-mêmes, ces fous dangereux et leurs attentats suicides ne sont pas en mesure

- quelque terrifiants qu'apparaissent les faits pris isolément
- d'arriver à leurs fins. Leurs actions sont même souvent contre-productives. Pour déclencher une guerre civile digne de ce nom, pour détruire des Républiques existantes, pour réussir une sécession et

fonder leurs propres théocraties, ces desperados ont besoin de l'aide occidentale. C'est ce qui s'est passé hier en Afghanistan et dans les Balkans, c'est peut-être ce qui se passera demain dans le Caucase.

Que le fondamentalisme — au contraire du fascisme — n'ait pas le potentiel pour assurer une agression durable, mais qu'il se dégonfle comme une baudruche, cela est prouvé par les événements d'Algérie et d'Iran. En Algérie, le Front Islamique du Salut (FIS), qui a obtenu la majorité des suffrages aux élections au début des années 1990 et dont les éléments terroristes se sont fait connaître par des massacres sanglants, a été coupé net dans son élan au cours des dernières années. En Iran, une sorte de perestroïka a vu le jour dans ce qui était encore un théocratie stricte à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Le pouvoir des mollahs sur tous les aspects de la vie quotidienne est remis en cause. Dans les grandes villes comme Téhéran, une contre-culture s'épanouit, la jeunesse n'est plus contrôlable. Quelle ironie de constater que les États-Unis d'Amérique envisagent de faire la guerre à ce pays au moment de son printemps, alors qu'ils ont coopéré militairement avec les ayatollahs aux jours les plus sombres de la dictature, dans les années 1980 et 1990 !

D'un autre côté, le fanatisme retrouve un nouvel élan en Afghanistan, au Pakistan, en Irak et en Palestine. Soit dans des pays et des régions où les musulmans sont soumis à l'hégémonie ou même à l'occupation directe de l'Occident, et cela de façon toujours plus dure. Ces deux évolutions antagonistes suivent le même scénario : lorsque, pour la majorité des gens, les besoins fondamentaux ne sont plus garantis et que des opérations de représailles plus ou moins aveugles font chaque jour des victimes, les bataillons-suicides n'ont aucun mal à recruter des candidats. Mais là où l'Occident ne s'ingère pas, le fondamentalisme fait long feu à cause de ses contradictions internes, ou du moins il perd de son élan. La guerre de Bush a cette faiblesse qu'elle nourrit son ennemi.

### **La petite Europe : une vision**

Le discours de l'Europe occidentale, de nos jours, est quelque peu pervers : d'un côté, mis en branle par Washington, on veut contraindre, à coups de bombes et de grenades, les pays qui se

trouvent au cœur de l'Islam à adopter une certaine vision de la *Freedom & Democracy*. D'un autre côté on laisse faire un nettoyage ethnique impitoyable dans des régions comme le Kosovo et la Macédoine où se trouvent certains des plus anciennes églises et monuments chrétiens du continent.

Faut-il occidentaliser le Moyen Orient et orientaliser l'Europe ? Au carrefour de ces deux évolutions, la Turquie. Un pays musulman qui adhérerait à l'Europe, au forceps. Les conservateurs ont évidemment raison lorsqu'ils craignent, dans ce cas, que la terreur fondamentaliste se répande à Berlin, à Paris, à Londres. Naturellement pas, comme ils le croient, parce que l'adhésion de la Turquie à l'Europe serait une provocation pour l'Islam fanatique, mais juste à l'inverse, parce que cela sonnerait comme une déclaration de guerre à l'Islam modéré. La Turquie, qui s'était prononcée contre l'intervention américaine en Irak en 2003, deviendrait la plaque tournante des interventions contre l'Iran et le monde arabe. Voilà qui provoquerait à n'en pas douter de vives réactions.

Pourquoi l'Europe est-elle si suffisante, pourquoi se contente-t-elle de vivre et laisser vivre ? Pourquoi ne veillons-nous pas à nos frontières, pourquoi ne laissons-nous pas les autres régions du monde vivre en paix ? Pourquoi ne mettons-nous pas à la porte les partisans de ben Laden qui prêchent la haine ? Pourquoi ne nous distancions-nous pas de Bush et de ses missionnaires fanatiques ?

La Yougoslavie donnait un exemple au monde : neutre et amicale vis-à-vis de l'extérieur, tolérante et multicolore à l'intérieur. Et fière de ses propres traditions, vivantes et diverses.

Est-ce donc pour cela qu'elle devait mourir ?

## REMERCIEMENTS

Ce livre est le résultat de près de dix ans d'investigation journalistique et de recherches comprenant plusieurs enquêtes sur le terrain dans les Balkans. Cependant, sans le soutien et la collaboration d'autres experts, il n'aurait pu voir le jour. En premier lieu, il faut citer le matériel important que l'Américain Yossef Bodansky a réuni. Bodansky est membre du Parti républicain ; seize années durant, il a collaboré, avant de le diriger, au groupe de travail du Sénat américain sur le terrorisme et la guerre non-conventionnelle. Ès qualités, il a critiqué sans relâche le lien des Affaires étrangères américaines avec les djihadistes dans les Balkans, ce qui n'a pas eu d'effet sur les décideurs de Washington ni d'écho en Europe – de même que ses mises en garde contre la guerre en Irak.

Autre prêcheur dans le désert : Darko Trifunović, qui travaille depuis 1996 au bureau de liaison du gouvernement serbe de Bosnie pour la collaboration avec le tribunal de l'ONU à La Haye, et qui a été Premier secrétaire de l'ambassade de Bosnie à New York en 2001-2002. Il m'a fourni, entre autres, des documents, des photos et des bandes vidéos tournées par les moudjahiddin et qui étaient tombés entre les mains des Serbes.

Il me faut aussi remercier deux collaborateurs de deux services secrets ouest-européens, qui n'ont pas voulu, pour des raisons aisément compréhensibles, que leurs noms apparaissent ici. Ils ont mis à ma disposition des rapports confidentiels émis par leur gouvernement sur la situation sécuritaire et sur les activités des fondamentalistes dans la Bosnie et le Kosovo contemporains et ont rendu possibles d'autres contacts sur place.

Pour ce qui concerne les sources écrites, je me suis basé, outre la presse occidentale, sur les plus importants journaux balkaniques, parmi lesquels *NIN*, *Politika* et *Nedeljni Telegraf* (Belgrade) ainsi que *Slobodna Bosna* et *Dani* (Sarajevo), et *Nacional* (Zagreb). C'est à

Mira Beham, de *NIN*, que je dois des remerciements particuliers. Elle m'a entre autres ouvert les portes des archives de son bulletin, *Balkan Press*, entre 1995 et 1997, où ont paru, en traduction allemande, des articles importants provenant de tout l'espace yougoslave. À Sarajevo, Nidžara Ahmetašević de *Slobodna Bosna* et Dušan Stojaković de *Večernje Novosti* m'ont aidé, et à Zagreb, Berislav Jelinić du *Nacional*. Le reporter allemand Franz-Josef Hutsch m'a donné de précieuses indications, lui aussi. Des contacts avec des islamologues, Miroljub Jevtić (Belgrade) et Srdja Trifković (Chicago) ont été pleins d'enseignements.

À part la littérature courante et la littérature moins orthodoxe à propos du 11 septembre, j'ai utilisé les deux rapports d'enquête officiels US — celui de la Commission du Congrès et celui des deux services secrets — pour écrire ce livre. En tout état de cause, ces publications fournissent peu d'informations sur la Balkan Connection. L'étude publiée à ce sujet au printemps 2002 par l'institut militaire néerlandais (Nederlands Instituut voor Orloogsdocumentatie — NIOD) est bien plus précieuse pour ce qui concerne la Bosnie. Ce travail de recherche étalé sur six années, centré sur les événements de Srebrenica et le rôle que les Casques bleus hollandais y ont joué, fait usage d'une foule de recherches sur le travail des différents services secrets. Cet ouvrage représente la première diffusion dans le monde francophone des éléments contenus dans ces plus de 3 000 pages d'enquête serrée. Je me suis également basé sur le rapport du Congrès US qui a mis en évidence les liens entre le gouvernement Clinton et l'Iran dans l'armement des musulmans de Bosnie.

Finalement, je dois des remerciements sincères aux amis et aux lecteurs qui m'ont aidé infatigablement de leurs conseils et de leurs remarques, qui m'ont transmis des articles, mis en contact avec des témoins oculaires. En premier lieu, il me faut nommer ici Carmen Leskova, à Vienne, et Vlado Nadaždin, à Belgrade, qui se sont beaucoup engagés pour que ce livre voit le jour. Cette liste ne serait pas complète sans citer : Rule von Bismarck, Nikola Živković, Uroš Vulinović, Vladimir Kršljanin, Thomas Deichmann, Mira Šakić-Jovanović, Slobodan Reljić, Pavle Kaluderčić et Vladimir Umeljić. Ralf Streck, le journaliste germanophone qui dispose des meilleures

informations à propos des attentats de Madrid, a partagé sans compter ses connaissances avec moi.

Merci aussi à la rédaction du quotidien *Junge Welt*, qui a rendu possibles les dernières recherches donnant naissance à ce livre au cours d'un séjour de plusieurs mois dans les Balkans.

Berlin/Belgrade, février 2005.

[www.juergen-elsaesser.de](http://www.juergen-elsaesser.de)  
[info@juergen-elsaesser.de](mailto:info@juergen-elsaesser.de)

## BIBLIOGRAPHIE

*The 9/11 Commission Report.*

Marina Achenbach, *Auf dem Weg nach Sarajevo*, Berlin 1994.

Ivo ANDRIĆ, *Omer-Pascha Latas*, Frankfurt a.M. 2002 (trad. fr. *Omer Pacha Latas*, ed. Belfond, 1996).

Ivo ANDRIĆ, *Der verdammte Hof*, Frankfurt a. M. 2002 (trad. fr. *La Cour maudite*, ed. Belfond, 1996).

Tom CAREW, *In den Schluchten der Taliban. Erfahrungen eines britischen Elitesoldaten in geheimer Mission*, Bern/München/Wien 2000.

Richard A. CLARKE, *Against All Enemies. Der Insiderbericht über Amerikas Krieg gegen den Terror*, Hamburg 2004.

Bill CLINTON, *Mein Leben*, Berlin 2004 (trad. fr. *Ma vie*, Paris 2004).

Aukai COLLINS, *My Jihad. One American's Journey through the World of Usama Bin Laden As A Covert Operative For The American Government*, New York/London et al. 2002.

Vladimir DEDIJER, *Jasenovac – das jugoslawische Auschwitz und der Vatikan*, Freiburg 1991.

Rasim DELIĆ, *Cast je braniti Bosnu. Autenticni govori*, Sarajevo 2001.

Wolfgang EGGERT, *Angriff der Falken. Die verschwiegene Rolle von Mossad und CIA bei den Anschlägen vom 11. September*, Munich 2002.

Federal Republic of Yugoslavia/Ministry of Foreign Affairs, *Support to the Terrorists in Kosovo and Metohija from Abroad*, Belgrade 1998.

Nick FIELDING/Yosri FOUDA, *Masterminds of Terror. Die Drahtzieher des 11. September berichten*, Hambourg/Vienne 2003.

David FRUM/Richard Perle, *An End to Evil: How to Win the War on Terror*, New York 2003.

- Klaus GENSICKE, *Der Mufti von Jerusalem, Amin el-Husseini, und die Nationalsozialisten*, Frankfurt a.M./Berne/New York/Paris 1988.
- Misha GLENNY, *Jugoslawien. Der Krieg, der nach Europa kam*, München 1993.
- Doris GLÜCK, *Mundtot. Ich war die Frau eines Gotteskriegers*, Berlin 2004.
- Roy GUTMAN, *Augenzeuge des Völkermords. Reportagen aus Bosnien*, Göttingen 1994.
- Robert M. HAYDEN, *Blueprints for a House Divided. The Constitutional Logic of the Yugoslav Conflicts*, Ann Arbor 1999.
- Richard HOLBROOKE, *Meine Mission. Vom Krieg zum Frieden in Bosnien*, München 1999.
- Daniel HOPSICKER, *Welcome to Terrorland. Mohammed Atta und seine amerikanischen Freunde*, Frankfurt a.M. 2004.
- Ladislav HORY/Martin Broszat, *Der Kroatische Ustascha-Staat 1941 -1945*, Stuttgart 1965.
- The House Permanent Select Committee on Intelligence and the Senate Select Committee on Intelligence, *Report of the Joint Inquiry into the Terrorist Attacks of September 11,2001*, Washington, D.C. 2002.
- Human Rights Watch, *Under Orders. War Crimes in Kosovo*, New York *et al.* 2001.
- Alija IZETBEGOVIĆ, *The Islamic Declaration*, in : *The South Slav Journal*, Bd. 3-15, London 1983.
- Vojin JOKSIMOVICH, *Kosovo Crisis. A Study in Foreign Policy Mismanagement*, Los Angeles 1999.
- Zijad JUSUFOVIĆ, *Sarajevo Guidebook*, Sarajevo 2003.
- Evan F. KOHLMANN, *Al-Qaida's Jihad in Europe – The Afghan-Bosnian Network*, Oxford/New York 2004.
- Kurt KÖPRUNER, *Reisen in das Land der Kriege. Erlebnisse eines Fremden in Jugoslawien*. München 2002.
- Kemal KURSPAHIĆ, *Zlocin u devetnaestitrideset. Balkanski Mediji u Ratu i u Miru*, Sarajevo 2003.
- Marko LOPUŠINA, *OVK-UQK protiv Jugoslavije*, Beograd 1999.
- Marko LOPUŠINA, *CIA protiv Jugoslavije, treće dopunjeno izdanje*, Beograd 2001.

- Marko LOPUŠINA, *Tajne srpske policije*, Beograd 2001.
- Heinz LOQUAI, *Der Kosovo-Konflikt – Wege in einen vermeidbaren Krieg*. Baden-Baden 2000.
- Walter MANOSCHECK, « *Serbien ist judenfrei*». *Militärische Besatzungspolitik und Judenvernichtung in Serbien 1941/42*, München 1993.
- Norbert MAPPE-S-NIEDIEK, *Balkan-Mafia. Staaten in der Hand des Verbrechens – Eine Gefahr für Europa*, Berlin 2003.
- Viktor MEIER, *Wie Jugoslawien verspielt wurde*, München 1995.
- Dunja MELČIĆ (Hrsg.), *Der Jugoslawien-Krieg. Handbuch zu Vorgeschichte, Verlauf und Konsequenzen*, Opladen 1999.
- Kosta MIHAILOVIĆ/Visilije KRESTIC, *Memorandum der serbischen Akademie der Wissenschaft und Künste. Stellungnahme zu Kritiken*, Belgrad 1996.
- Milan MIJALKOVSKI, *Zlocini i zablude albanskih separatista*, Beograd 1999.
- Peter F. MÜLLER/Michael MUELLER, *Gegen Freund und Feind. Der BND: Geheime Politik und schmutzige Geschäfte*, Reinbek bei Hamburg 2002.
- Malte OLSCHESKI, *Der serbische Mythos. Die verspätete Nation*, München 1998.
- Malte OLSCHESKI, *Von den Karawanken bis zum Kosovo. Die geheime Geschichte der Kriege in Jugoslawien*, Wien 2000.
- David OWEN, *Balkan Odyssey*, Indigo 1996.
- Wolfgang Petritsch, *Kosovo/Kosova. Mythen, Daten, Fakten, Klagenfurt* 1999.
- Michael POHLY/Khaled DURAN, *Osama bin Laden und der internationale Terrorismus*, München 2001.
- Gerald POSNER, *Why America Slept*, New York 2004.
- Republic Secretariat for the Relations with the international Criminal Tribunal in The Hague, *Terrorism — Global Network of Islamic Fundamentalists — Part II Modus operandi Model Bosnia*, Banja Luka 2004.
- Republic of Serbia, *Albanian Terrorism and Organized Crime in Kosovo and Metohija*, Belgrade 2003.
- Mira ŠAKIĆ-JOVANOVIĆ, *Die politischen Parteien in Bosnien-*

- Herzegowina 1989-2002*, Magisterarbeit M.A. an der Universität, Bonn 2003.
- Thomas SCHMID (Hrsg.), *Krieg im Kosovo*, Reinbek 1999.
- Erich SCHMIDT-EENBOOM, *Der Schattenkrieger – Klaus Kinkel und der BND*, Düsseldorf 1995.
- Peter SCHOLL-LATOUR, *Im Fadenkreuz der Mächte. Gespenster am Balkan*, München 1994.
- Oliver SCHRÖM, *Al-Qaida – Akteure, Strukturen, Attentate*, Berlin 2003.
- Arnold SHERMAN, *Die Zerschlagung Jugoslawiens. Bürgerkrieg und ausländische Intervention*, Freiburg 1993.
- Laura SILBER/Allan LITTLE, *Bruderkrieg. Der Kampf um Titos Erbe*, Wien 1995.
- Srpska Akademija Nauka i Umetnosti, *Bosna i Hercegovina od srednjeg veka do novijeg vremena*, Beograd 1995.
- Milos STANKOVIC, *Trusted Mole. A Soldier's Journey into Bosnia's Heart of Darkness*, London 2001.
- Georg H. STEIN, *Die Geschichte der Waffen-SS*, Düsseldorf 1967.
- Elmar THEVESSEN, *Schläfer mitten unter uns. Das Netzwerk des Terrors in Deutschland*, München 2004.
- Boško TODOROVIĆ/Dusan ViLiC, *Zasto su optuzeni 2*, Beograd 2002.
- Miroslav TOHOLJ, «*Sveti ratnici*» i rat u Bosni i Hercegovini, Beograd 2001.
- Serge TRIFKOVIC, *The Sword of the Prophet. Islam – History, Theology, Impact on the World*, Boston 2002.
- Alexandre DEL VALLE, *Guerres contre l'Europe*, Paris 2000.
- Dušan VILIĆ/Boško TODOROVIC, *Razbijanje Jugoslavije 1990-1992*, Beograd 1995.
- Dušan VILIĆ/Boško TODOROVIC, *Terorizmom u novi svetski poredak*, Beograd 1999.
- Michael W. WEITHMANN, *Krisenherd Balkan*, München 1992.
- Cees WIEBES, *Intelligence and the War in Bosnia 1992-1995*, Münster-Hamburg - London 2003.
- Gerhard WISNEWSKI, *Mythos 9/11. Der Wahrheit auf der Spur*, München 2004.
- Nikola ŽIVKOVIĆ, *Kako nas vide drugi. Slika Srba u nemackim*

*medijima 1990-2000*, Novi Sad 2003.

## NOTES

### INTRODUCTION UN SPECTRE HANTE L'EUROPE

<sup>{1}</sup> Exemples transposés dans la mémoire historique française. (N.d.T.)

<sup>{2}</sup> En serbo-croate, le J se prononce comme notre Y et le R est roulé (ici donc : « rrrakiya »). Le français J est transcrit par Z. Le C se prononce « ts » sans accent, tch sinon (C ou C). U se prononce « ou » et le S accentué « ch ». Karadžić se prononce ainsi « karradjitch », Srebrenica « Srrrebrenitsa », Milošević « Milochevitch », etc. (N.d.T.)

<sup>{3}</sup> Compte tenu du fait que, sous Tito, la religion musulmane a pris force de nationalité en Yougoslavie, nous conserverons la majuscule initiale à ce qualificatif religieux lorsqu'il sera pris dans le contexte national yougoslave moderne. (N.d.T.)

<sup>{4}</sup> En arabe, le substantif ad-djihâd se rapporte autant à une guerre contre soi-même, contre ses passions, qu'à une guerre militaire. On pourrait ainsi le traduire par « ascèse » au sens de celle des moines-soldats. Dans le contexte de ce livre, en suivant l'usage occidental, nous comprendrons « Djihad » dans le sens de « guerre sainte » visant à l'élimination ou à la conversion des Infidèles. (N.d.T.)

<sup>{5}</sup> Beta, « Bin Laden bio u Beogradu », in : *Kurir* (Belgrade), 24.10.2004.

<sup>{6}</sup> Toutes ces citations proviennent de : Peter Bergen, *Heiliger Krieg Inc., Osama bin Ladens Terrornetz*, Berlin 2003, p. 69 ss. Bergen cite d'anciens compagnons de route et des connaissances de ben Laden.

<sup>{7}</sup> Peter Bergen, *op. cit.*, p. 89.

<sup>{8}</sup> Peter Bergen, *op. cit.*, p. 86.

<sup>{9}</sup> Le parti démocrate-chrétien allemand. Le Bundestag est l'une des deux chambres du Parlement. (N.d.T.)

<sup>{10}</sup> Tom Carew, *In den Schluchten der Taliban. Erfahrungen eines britischen Elitesoldaten in geheimer Mission*, Bern/Munich/Wien 2000.

<sup>{11}</sup> Tom Carew, *op. cit.*, p. 250.

<sup>{12}</sup> BBC Newsnight, 7.11.2001, [www.ananpya.cpm/news/story/sm\\_443114.html](http://www.ananpya.cpm/news/story/sm_443114.html), in : Wolfgang Eggert, *Angriff der Falken*, Munich 2002, p. 64.

<sup>{13}</sup> Interview de Brzezinski dans *Le Nouvel Observateur* (Paris), 15-21 janvier 1998.

<sup>{14}</sup> On aura reconnu dans le titre de ce chapitre le célèbre *incipit* du *Manifeste du Parti communiste*. (N.d.T.)

<sup>{15}</sup> *New York Times* (ci-après : NYT), 4.8.1997, cité par Wolfgang Eggert, *Angriff der Falken*, Munich 2002, p. 15.

### CHAPITRE PREMIER SARAJEVO 9/11

<sup>{1}</sup> In : Stefan Aust/Cordt Schnibben, *11. September — Geschichte eines Terrorangriffs*, Hambourg 2002, p. 189.

<sup>{2}</sup> Peter Bergen, *op. cit.*

<sup>[3]</sup> Elmar Thevessen, *Schläfer mitten unter uns. Das Netzwerk des Terrors in Deutschland*, Munich 2004.

<sup>[4]</sup> Oliver Schröm, *Al-Qaida — Akteure, Strukturen, Attentate*, Berlin 2003.

<sup>[5]</sup> Stefan Aust/Cordt Schnibben, *op. cit.*, p. 186.

<sup>[6]</sup> *The 9/11 Commission Report, Die offizielle Untersuchung zu den Terrorattacken vom 11. September 2001*, éd. allemande, Potsdam 2004.

<sup>[7]</sup> *The 9/11 Commission Report, op. cit.*, p. 155.

<sup>[8]</sup> *The 9/11 Commission Report, op. cit.*, p. 155 et p. 166.

<sup>[9]</sup> *The 9/11 Commission Report, op. cit.*, p. 147 & p. 155.

<sup>[10]</sup> Dominik Cziesche *et al.*, « Ihr müsst lernen, mit uns zu leben », *Spiegel* 13/2004.

<sup>[11]</sup> Željko Rogošić, « Velika istraga u BiH », *Nacional*, 27.9.2001.

<sup>[12]</sup> Déclarations de témoins le 12.1.2005, cf. Tanjug, « Atentator iz Njujorka bio u Bosni », *Blic* (Belgrade), 13.01.2005.

<sup>[13]</sup> Republic Secretariat for the Relations with the international Criminal Tribunal in The Hague, *Terrorism — Global Network of Islamic Fundamentalists — Part II — Modus operandi Model Bosnia*, Banja Luka, 2004, p. 21.

<sup>[14]</sup> *The 9/11 Commission Report, op. cit.*, p. 167.

<sup>[15]</sup> *In: Aust/Schnibben, op. cit.*, p. 173.

<sup>[16]</sup> Oliver Schrom, *op. cit.*, p. 129.

<sup>[17]</sup> Déclaration du témoin Shahid Nickels, 6 novembre 2001, dans la procédure intentée contre Saïd Bahaj *et al.*

<sup>[18]</sup> Aust/Schnibben, *op. cit.*, p. 193.

<sup>[19]</sup> The Center for Peace in the Balkans ([www.balkanp.eace.org](http://www.balkanp.eace.org)), *Bosnia, 1 degree of separation from Al-Qaida*, Toronto, July 2003.

<sup>[20]</sup> Elmar Thevessen, *op. cit.*, p. 82.

<sup>[21]</sup> Peter Finn, « Hamburg's Cauldron of Terror », *New York Times* (ci-après : NYT), 11.9.2002.

<sup>[22]</sup> Aust/Schnibben, *op. cit.*, p. 196.

<sup>[23]</sup> . Evan F. Kohlmann, *Al-Qaida's Jihad in Europe — The Afghan-Bosnian Network*, Oxford/New York 2004, 239 p.

<sup>[24]</sup> Cette course au superlatif et aux comparaisons douteuses a aussi eu lieu dans le monde francophone, comme en témoigne la fameuse campagne de *Médecins du Monde*. (N.d.T.)

<sup>[25]</sup> Richard A. Clarke, *Against All Enemies. Der Insiderbericht über Amerikas Krieg gegen den Terror*, Hambourg 2004, p. 189.

## CHAPITRE II D'HIMMLER À BEN LADEN

<sup>[1]</sup> *Svijet* (Sarajevo), 26.10., 2.11., 9.11., 16.11.1997.

<sup>[2]</sup> Center for Peace in the Balkans, *Bosnia, 1 degree from Al-Qaeda*, 5.7.2003 ([www.nbertyforum.org](http://www.nbertyforum.org)).

<sup>[3]</sup> Russel Watson/Rod Nordland, « Sarajevo On the Spot », *Newsweek*, 18.12.1995.

<sup>[4]</sup> Roland Hofwiler, « Serbisches Sandžak gegen Belgrad », in : *Tageszeitung* (Berlin — ci-après Taz), 26.10.1991.

<sup>[5]</sup> Warren Zimmermann, « The Last Ambassador : a Memoir of the Collapse of Yugoslavia », *Foreign Affairs* mars-avril 1995.

<sup>[6]</sup> Roy Gutman, *Augenzeuge des Völkermords. Reportagen aus Bosnien*, Göttingen 1994.

<sup>[7]</sup> Comme dans d'autres pays d'Europe centrale, les résistants d'obédience communiste à l'envahisseur nazi étaient nommés simplement « Partisans », sans qu'on doive mentionner de quel parti il s'agissait. L'autre mouvement de résistance antinazie, d'une taille équivalente, était formé des royalistes du général Mihailović. Ces maquisards ont été décimés par Tito et son gouvernement dès sa prise du pouvoir à la fin de la guerre. (N.d.T.)

<sup>[8]</sup> Achim Beinsen, *Die bosnischen Muslime im Zerfallsprozess Jugoslawiens. Dispositive „ethnischer « und „ethnonationaler « Differenzierung*, Leipzig 2002, p. 186.

<sup>[9]</sup> Klaus Gensicke, *Der Mufti von Jerusalem, Amin el-Husseini, und die Nationalsozialisten*, Francfort/Berne/New York/Paris 1988, p. 168.

<sup>[10]</sup> Cf. Michael W. Weithmann, *Krisenherd Balkan*, Munich 1992, p. 104.

<sup>[11]</sup> In : Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 170.

<sup>[12]</sup> In : Ladislaus Hory/Martin Broszat, *Der Kroatische Ustascha-Staat 1941 -1945*, Stuttgart 1965, p. 158

<sup>[13]</sup> Institut d'Histoire militaire, Belgrade, registres d'archives numéros 61, 67, 84, 85, 87, 153a, 162, 202, 312., in : Serbisch-deutsches Komitee für Gerechtigkeit, Würde und Achtung des Internationalen Humanitären Rechts, Actes déposés près le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie contre les criminels de guerre et criminels contre l'humanité, Alija Izetbegović, Belgrade/Cologne 1997/98.

<sup>[14]</sup> Une copie certifiée par les Archives militaires fédérales de Freiburg est en mains de Kurt Wolff, Waghausel.

<sup>[15]</sup> Secte chrétienne de tendance gnostique (manichéenne) qui rappelle les Cathares du midi de la France. (N.d.T.)

<sup>[16]</sup> Soldats d'élite. (N.d.A.)

<sup>[17]</sup> Karlheinz Deschner/Milan Petrović, *op. cit.*, p. 59.

<sup>[18]</sup> Cf. Achim Beinsen, *op. cit.*, p. 148.

<sup>[19]</sup> En 1941. (N.d.A.)

<sup>[20]</sup> « Die Bosnijaken waren die ersten Befreier Frankreichs », *Ljiljan*, 17.09.1997, traduit in : *Balkan Press* n° 43, 22.09.1997.

<sup>[21]</sup> Prlić était le ministre des Affaires étrangères (croate) de Bosnie-Herzégovine en 1997. Son interview a été publiée dans *Ljiljan*, le 25.05.1998, traduite in : *Balkan Press* 65, 1.6.1998.

<sup>[22]</sup> Enver Redzic, *Muslimansko autonomastvo i 13. SS divizija*, Sarajevo 1987, p. 231.

<sup>[23]</sup> Le premier nom officiel en était « 15<sup>e</sup> Division de volontaires de montagne croates » puis, dès le mois de mai 1944, « Division SS Handschar » (selon la translittération allemande du serbo-croate Handzar).

<sup>[24]</sup> Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 46.

<sup>[25]</sup> Ladislaus Hory/Martin Broszat, *op. cit.*, p. 157.

<sup>[26]</sup> Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 179.

<sup>[27]</sup> Fabian Schmidt, « Im Griff der grossen Mächte », in : Thomas Schmid (éd.), *Krieg im*

Kosovo, Reinbek 1999, p. 96.

<sup>{28}</sup> Correspondance de Glaise-Horstenau, 02.03.1943, in : Ladislaus Hory/Martin Broszat, *op. cit.*, p. 155.

<sup>{29}</sup> Klaus Gensicke *op. cit.*, p. 180 ss.

<sup>{30}</sup> Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 190.

<sup>{31}</sup> Georg H. Stein, *Die Geschichte der Waffen-SS*, Düsseldorf 1967, in : Gensicke, *op. cit.*, p. 199.

<sup>{32}</sup> Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 200.

<sup>{33}</sup> Klaus Gensicke, *op. cit.*, p. 205.

<sup>{34}</sup> Cf. Peter Bartl, *Albanien*, Regensburg 1995, p. 232.

<sup>{35}</sup> Vojin Joksimovich, *Kosovo Crisis. A Study in Foreign Policy Mismanagement*, Los Angeles 1999, p. 33.

<sup>{36}</sup> In : Arnold Sherman, *Die Zerschlagung Jugoslawiens. Bürgerkrieg und ausländische Intervention*, Freiburg 1993, p. 25.

<sup>{37}</sup> Mohammed p. Abdullah, *Islam in der Bundesrepublik Deutschland, unter Vorbehalt zitiert bei Gensicke, op. cit.*, p. 210.

<sup>{38}</sup> Gensicke, *op. cit.*, p. 211.

<sup>{39}</sup> Elie Wiesel, *...Et la mer n'est pas remplie* (Mémoires, tome 2), Ed. du Seuil, Paris, 1996, p. 520.

<sup>{40}</sup> Adnan Buturović, *Ko je bio Alija Izetbegović*, Sarajevo 2004, p. 5-6.

<sup>{41}</sup> Selon le concurrent d'Izetbegović, Ismet Kasumagić, in : Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 22.

<sup>{42}</sup> Cf. Paul Berman, « The Philosopher of Islamic Terror », *New York Times* (Magazine), 23.03.2003.

<sup>{43}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 12

<sup>{44}</sup> In : Serbisch-deutsches Komitee für Gerechtigkeit..., *op. cit.*, p. X.

<sup>{45}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 21.

<sup>{46}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 18.

<sup>{47}</sup> In : Serbisch-deutsches Komitee für Gerechtigkeit., *op. cit.*, p. XIII.

<sup>{48}</sup> Alija Izetbegović, « The Islamic Declaration », in : *The South Slav Journal*, vol. 3-15, Londres 1983 ; la pagination des citations mentionnées ci-après suit celle de l'édition de 1990 (éd. Bosna, Sarajevo).

### CHAPITRE III

#### « UN TERRORISME D'UNE AMPLEUR EFFROYABLE »

<sup>{1}</sup> Henry Kissinger, « Ein multiethnisches Bosnien kann nur mit Gewalt erzwungen werden », *Welt am Sonntag* (ci-après : WamS), 08.09.1996.

<sup>{2}</sup> Ce nom rappelle celui des Jeunes Turcs, le mouvement de Mustafa Kemal, qui a donné naissance à la Turquie moderne. L'attentat du 28 juin 1914, on le sait, est le détonateur de la Première Guerre mondiale. (N.d.T.)

<sup>{3}</sup> In : Adriano Sofri, *Das Jahrhundert von Sarajevo*, Büchner (Franc-fort/M.), janvier 2000

<sup>{4}</sup> Achim Beinsen, *op. cit.*, p. 156.

- <sup>[5]</sup> Misha Glenny, *Jugoslawien. Der Krieg, der nach Europa kam*, Munich 1-993, p. 232.
- <sup>[6]</sup> Malte Olschewski, *Von den Karawanken bis zum Kosovo. Die geheime Geschichte der Kriege in Jugoslawien*, Vienne, 2000, pp. 95-96.
- <sup>[7]</sup> Cf. Achim Beinsen, *op. cit.*, p. 160.
- <sup>[8]</sup> d'après Peter Scholl-Latour, *Im Fadenkreuz der Mächte. Gespenster am Balkan*, Munich 1994, p. 136.
- <sup>[9]</sup> Laura Silber/Allan Little, *Bruderkrieg. Der Kampf um Titos Erbe*, Vienne 1995, p. 183.
- <sup>[10]</sup> « Bonn schränkt Ausfuhr nach Jugoslawien ein », FAZ, 27.8.1991.
- <sup>[11]</sup> Tous les détails là-dessus in : Jürgen Elsässer, *Der deutsche Sonderweg. Historische Last undpolitische Herausforderung*, Munich/Zurich 2003.
- <sup>[12]</sup> Richard Holbrooke, *Meine Mission. Vom Krieg zum Frieden in Bosnien*, Munich 1999, p. 52.
- <sup>[13]</sup> Cf. l'annexe (cartes) in Arnold Sherman, *op. cit.*, et in : Srpska Akademija Nauka i Umetnosti, *Bosna i Hercegovina od srednjeg veka do novijeg vremena*, Belgrade 1995.
- <sup>[14]</sup> In : Mira Sakic-Jovanovic, *Die politischen Parteien in Bosnien-Herzegowina 1989-2002*, Magisterarbeit M.A. an der Universität, Bonn 2003.
- <sup>[15]</sup> Cf. Viktor Meier, *Wie Jugoslawien verspielt wurde*, Munich 1995, bp. 351.
- <sup>[16]</sup> Omer Behmen, Edhem Bicakcic, Hassan Čengić, Džemaludin Latic et Husein Živalj ; selon Sakic-Jovanovic, *op. cit.*, p. 35.
- <sup>[17]</sup> Alija Izetbegović, « Mi u krvi postajemo narod i stvaramo svoju drzavu », *Bent* 1/1995, p. 4 - in: Mira Beham, *Kriegstromein. Medien, Krieg und Politik*, Munich 1996, p. 224.
- <sup>[18]</sup> Référence à Vuk Drašković, un politicien serbe favorable à la monarchie. (N.d.A.)
- <sup>[19]</sup> Adil Zulfikarpašić, « In Dialogue with Milovan Djilas and Nadezda Gace », *The Bosniak*, Londres 1988, p. 140, in : Beinsen, *op. cit.*, p. 304.
- <sup>[20]</sup> Abdić 4 %, Izetbegović 40 % — cf. Viktor Meier, *op. cit.*, p. 351.
- <sup>[21]</sup> Mira Sakic-Jovanovic, *op. cit.*, p. 35.
- <sup>[22]</sup> Adil Zulfikarpašić, *Izetbegović hat die letzte Chance vergeben*, in: Marina Achenbach, *Auf dem Weg nach Sarajevo*, Berlin 1994, p. 98.
- <sup>[23]</sup> Achim Beinsen, *op. cit.*, p. 210.
- <sup>[24]</sup> Robert M. Hayden, *Blueprints for a House Divided. The Constitutional Logic of the Yugoslav Conflicts*, Ann Arbor 1999, p. 87 ss.
- <sup>[25]</sup> Izetbegović am 7.2.1991, in : Richard Holbrooke, *op. cit.*, p. 54.
- <sup>[26]</sup> Mira Beham, *op. cit.*, p. 224.
- <sup>[27]</sup> Henry Kissinger, *op. cit.*
- <sup>[28]</sup> Izetbegović devait fonctionner dans les fatales années qui suivirent comme « Président » de la République, une fonction qui n'était pas du tout prévue dans la Constitution, la présidence du Conseil étant en principe tournante.
- <sup>[29]</sup> Et chapitre II. (N.d.T.)
- <sup>[30]</sup> Selon les déclarations d'Abdićs Aussage devant le reporter du *Stern*, Franz-Josef Hutsch ; déclarations de Hutsch devant l'auteur le 13.09.2004.
- <sup>[31]</sup> Misha Glenny, *op. cit.*, pp. 234 et 280.
- <sup>[32]</sup> Cf. Achim Beinsen, *op. cit.*, p. 213.

<sup>{33}</sup> Politika (Belgrade), 07.06.2001.

<sup>{34}</sup> BBC, 20.07.2001, 01:22 GMT

<sup>{35}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 15.

## CHAPITRE IV VIENNE, LA PLAQUE TOURNANTE

<sup>{1}</sup> In: William C. Rempel, « Terrorists Use Bosnia as Base and Sanctuary », *Los Angeles Times*, 07.10.2001.

<sup>{2}</sup> Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 106.

<sup>{3}</sup> *Washington Post*, 22.9.1996.

<sup>{4}</sup> Republic Secretariat for the Relations with the international Criminal Tribunal in : The Hague, *Terrorism — Global Network of Islamic Fundamentalists — Part II — Modus operandi Model Bosnia, Banja Luka 2004*,

p. 48.

<sup>{5}</sup> Cf. Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 212.

<sup>{6}</sup> Esad Hećimović, « Ko je prevario Fatiha Hassaneina », *Dani* (Sarajevo), 29.11.2002.

<sup>{7}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 21.

<sup>{8}</sup> Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 22.

<sup>{9}</sup> In : Darko Ribnikar, « Von extremen islamischen Terroristen über Wiener « Humanitäre Mitarbeiter » bis zu Alija Izetbegović », *Politika* (New York), 25.9.1996, traduit du serbe in : *die Welt*, octobre 1996.

<sup>{10}</sup> Esad Hećimović, *op. cit.*

<sup>{11}</sup> In : *Slobodna Bosna*, 30.3.2000.

<sup>{12}</sup> In : Mary Mostert, *The War Began When Clinton Sided with Osama bin Laden*, 14.09.2001 ([www.bannerpflib.erty.com](http://www.bannerpflib.erty.com)).

<sup>{13}</sup> « Wer hat auf welche Weise Gelder für Bosnien gesammelt ? », *Slobodna Bosna* 10. — 25.8.1997, traduit in : *Balkan Press* 40, 22.8.1997.

<sup>{14}</sup> Cf. Johannes et Germana von Dohnanyi, *Schmutzige Geschäfte und Heiliger Krieg. Al-Qaïda in Europa*, Zurich — Munich 2002, p. 49 ; Documentation Center of Republic of Srpska, Bureau for Relation with ICTY of Republic of Srpska, Banja Luka 2002, p. 46 et Darko Ribnikar, *op. cit.*

<sup>{15}</sup> Darko Ribnikar, *op. cit.*

<sup>{16}</sup> *The 9/11 Commission Report*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>{17}</sup> Documentation Center of Republic of Srpska, Bureau for Relations with ICTY of Republic of Srpska, *Islamic Fundamentalists' Global Network — Modus Operandi — Model Bosnia*, Part I, Banja Luka o. J., pp. 48 ss (extrait).

<sup>{18}</sup> Esad Hećimović, *Ko je prevario...*, *op. cit.*

<sup>{19}</sup> In: Adnan Buturović, *op. cit.*, p. 21.

<sup>{20}</sup> Cees Wiebes, *Intelligence and the War in Bosnia 1992-1995*, Münster — Hambourg — Londres 2003, p. 180.

<sup>{21}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 180.

<sup>{22}</sup> Robert Bajrusi, « Videokaseta iz BiH : Priprema mudzahedina za dzihad », *Nacional* (Zagreb), 20.09.2001.

- <sup>{23}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 178.
- <sup>{24}</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>{25}</sup> *Washington Post*, 22.9.1996.
- <sup>{26}</sup> Radio Herceg-Bosna, Mostar, 25.10.1996, in : *BBC Summary of World Broadcasts*, 28.10.1996.
- <sup>{27}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 178.
- <sup>{28}</sup> Esad Hećimović, *op. cit.*
- <sup>{29}</sup> Kennzeichen D (chaîne ZDF), 7.2.1996.
- <sup>{30}</sup> Cf. Peter Bergen, *op. cit.*, p. 75.
- <sup>{31}</sup> Documentation Center of Republic of Srpska, *op. cit.*, p. 52.
- <sup>{32}</sup> Nijaz Dzafic, «Sta sve veze SDA i Agenciju za pranje opljackanog novca », *Dani* (Sarajevo), 1.10.1999.
- <sup>{33}</sup> Erich Schönauer, « Waffen unter Prothesen versteckt ? », *KronenZeitung* (Vienne), 8.9.1995.
- <sup>{34}</sup> « Illegal German Weapons to Croatia and Bosnia Fuel the Balkan Conflict », *Defense & Foreign Affairs Strategic Policy*, oct.-nov. 1991.
- <sup>{35}</sup> Republic Secretariat for the Relations with the international Criminal Tribunal in The Hague, Terrorism — *Global Network of Islamic Fundamentalists* — Part II — *Modus operandi Model Bosnia*, Banja Luka 2004, p. 156.
- <sup>{36}</sup> Kennzeichen D (ZDF), 6.9.1995.
- <sup>{37}</sup> Kennzeichen D, *op. cit.*
- <sup>{38}</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>{39}</sup> *Junge Welt*, 8.9.1995.
- <sup>{40}</sup> ARD-Magazine *Monitor*, 27.2.1997.
- <sup>{41}</sup> Andreas Spannbaauer, « Der Spion, der aus dem Aussenministerium kam », *Junge Welt* (Berlin — ci-après JW), 21./22.9.1996.
- <sup>{42}</sup> Erich Schmidt-Eenboom, *BND in der Zagreber EU-Mission* ([www.ffiweilheim.de/beiträge/bndeue.htm](http://www.ffiweilheim.de/beiträge/bndeue.htm)).

## CHAPITRE V

### SOUS LA BANNIERE D'EL MOUDJAHID

- <sup>{1}</sup> William C. Rempel, « Terrorists Use Bosnia as Base and Sanctuary », *Los Angeles Times*, 7.10.2001.
- <sup>{2}</sup> *Ljiljan* (Sarajevo), 13.11.1996.
- <sup>{3}</sup> E. Habul, « Svjedocanstva : Munib Bisić-Kako je nastala patriotska liga. Ljudi koji su dočekali agresora », *Osloboâenje* (Sarajevo), 14. 9.1992.
- <sup>{4}</sup> International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia, *Indictment Against Sefer Halilović* ([www.un.org/icty/indictment/english/hal-i.i.O10912.e.htm](http://www.un.org/icty/indictment/english/hal-i.i.O10912.e.htm)).
- <sup>{5}</sup> Ozren Zunec/Tarik Kulenkovic, « Die jugoslawische Volksarmee und ihre Erben », in : Dunja Melcic, *Der Jugoslawien-Krieg. Handbuch zu Vorgeschichte, Verlauf und Konsequenzen*, Opladen/Wiesbaden 1999, p. 399.
- <sup>{6}</sup> Selon Yossef Bodansky, *Offensive in the Balkans — The Potential for A Wider War as a Result of Foreign Intervention in Bosnia-Herzegovina*, Londres 1995, p. 59. Au début, le

HVO croate a disposé de plus de 50 000 hommes, l'armée bosno-serbe en a mobilisé 110 000 puis 80 000.

<sup>[7]</sup> Yossef Bodansky, *Some Call it Peace*.

<sup>[8]</sup> Robert Fox, « Albanians and Afghans fight for the heirs of to Bosnia's SS past », *Daily Telegraph* (Londres), 29.12.1993.

<sup>[9]</sup> *New York Times*, 10.4.1996.

<sup>[10]</sup> Peter Scholl-Latour, *Im Fadenkreuz der Mächte. Gespenster am Balkan*, Munich 1994, p. 138.

<sup>[11]</sup> Interview de Jasna Babic, « Alija Izetbegović poimence zna tko je pocinio zlocine nad civilima u Hrvatskim selima Grabovica i Uzdol », *Nacional* (Zagreb), 29.10.1997.

<sup>[12]</sup> Taskforce on Terrorism and Unconventional Warfare, *Report to the US. Congress*, 01.09.1992.

<sup>[13]</sup> Tanjug, 19.7.1996.

<sup>[14]</sup> *Jerusalem Post*, 14.9.1998.

<sup>[15]</sup> Selon Tanjug, 21.12.1997.

<sup>[16]</sup> *Vjesnik* (Zagreb), 3.11.1997.

<sup>[17]</sup> Rapport du commandant de l'UNPROFOR, le gén. B. Janvier à Kofi Annan le 8 septembre 1995, cf. Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 208.

<sup>[18]</sup> FAZ, 21.9.2001.

<sup>[19]</sup> Documentation Center of Republic of Srpska, *op. cit.*, p. 65.

<sup>[20]</sup> Cf. Peter Bergen, *op. cit.*, p. 75.

<sup>[21]</sup> Thomas Fischer, « Frontenwechsel in Bosnien », *Novo* (Francfort) juillet-août 1994.

<sup>[22]</sup> Thomas Fischer, *op. cit.*

<sup>[23]</sup> D'ailleurs il y avait aussi des guerriers de Dieu étrangers qui avaient été naturalisés, comme Ali Ahmed Ali Hamad, de Bahrein, qui se décrivait lui-même comme un « officier d'Al-Qaïda ».

<sup>[24]</sup> Esad Hećimović, « Ostala je samo skracenica », *Dani* (Sarajevo), 14.01.2000.

<sup>[25]</sup> Senad Pecanin, « Islamski borci za BiH », *Dani* (Sarajevo), 14.01.2000.

<sup>[26]</sup> Željko Rogošić, *Velika Istraga u BiH — FBI sumnja da je jedan od terorista imao bosansku putovnicu*, *Nacional* (Zagreb), 27.09.2001.

<sup>[27]</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*

<sup>[28]</sup> Cf. Robert Bajrusi, *op. cit.*

<sup>[29]</sup> Transcription du procès sous [www.un.org/icty](http://www.un.org/icty), p. 381.

<sup>[30]</sup> Transcription du procès, *op. cit.*, pp. 379-380.

<sup>[31]</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 208.

<sup>[32]</sup> *Dani*, avril 1997, in : Miroslav Toholj, *op. cit.*, p. 103.

<sup>[33]</sup> *ibid.*

<sup>[34]</sup> Peter Bergen, *op. cit.*, p. 110.

<sup>[35]</sup> Senad Pecanin, « I Osama bin Laden ima bosanski pasos! » *Dani* (Sarajevo), 24.9.1999.

<sup>[36]</sup> Gregory R. Copley, « Madrid Bombings Highlight Extent and Capability of Islamist Networks », *ISSA Balkan Strategic Studies* ([www.strategicstudies.prg](http://www.strategicstudies.prg))

<sup>[37]</sup> Johannes von Dohnanyi, « Drogen, Prostituierte, Islamisten », *Weltwoche* (Zurich), 27.9.2001.

<sup>[38]</sup> Johannes et Germana von Dohnanyi, *Schmutzige Geschäfte und Heiliger Krieg. Al-Qaida in Europa*, Zurich — Munich 2002, p. 51.

<sup>[39]</sup> Erich Follath/Gunther Latsch, « Der Prinz und die Terror-GmbH », *Spiegel* no 38/2001.

<sup>[40]</sup> Entretien de l'auteur avec Renate Flottau le 4 novembre 2004.

<sup>[41]</sup> Cf. <http://www.slp.bpdan:mijpseyic,prg/news/smorg020306.htm>.

<sup>[42]</sup> Bozidar Dikic, « Novi detalji o misteriozom boravku Bin Ladena u Bosni », *Politika* (Belgrade), 15.10.2001.

<sup>[43]</sup> Miso Vujovic, *Massacre of Truth, Nova Pazova — Podgorica 2003*, p. 58 ; vidéo en mains de l'auteur.

<sup>[44]</sup> Cf. Bodansky, *op. cit.*, pp. 37-38 (extrait).

<sup>[45]</sup> *Defense and Foreign Affairs and Strategic Policy*, 31.8.1996.

<sup>[46]</sup> « Sastanak Izetbegovića i Al-Zawahirija u Zenici », *Beta*, 14.10.2001.

<sup>[47]</sup> Esad Hećimović, « Vlasti, humanitarci i teroristi : tajne jedne veze », *Dani* (Sarajevo), 6.12.2002.

<sup>[48]</sup> In: Yossef Bodansky, *Offensive in the Balkans*, London 1995, p. 95.

<sup>[49]</sup> Esad Hećimović, « Bio sam oficir Al-Kaide », *Dani* (Sarajevo), 16.7.2004.

<sup>[50]</sup> « Arming the Bosnians : U.p. Program Would Aid Force Increasingly Linked to Iran », *Washington Post*, 26.1.1996.

## CHAPITRE VI DES TÊTES QUI SAUTENT

<sup>[1]</sup> Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 186.

<sup>[2]</sup> Déclaration télévisée du 12 mai 2004.

<sup>[3]</sup> *Daily Telegraph*, 13. 5.2004.

<sup>[4]</sup> Les Serbes revendiquent jusqu'à 10 000 victimes, ce qui toutefois paraît exagéré. Cf. P.T.N., « U Sarajevu ubijeno 10 000 Srba », *Inter-Nacional* (Belgrade), 8.12.2004.

<sup>[5]</sup> Cf. les traductions des articles de *Dani* par Vildana Selimbegovic in *Balkan Press* n° 49 et 50, 20.11.1997 et 2.12.1997.

<sup>[6]</sup> *Vecernje Novosti* (Belgrade), 14.7.1996.

<sup>[7]</sup> International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia, Indictment Against Enver Hadžihasanović, Mehmed Alagić, Amir Kubura ([www. u.n.org/jcty/jndjctment/englsh/had-iiç13e..htm](http://www. u.n.org/jcty/jndjctment/englsh/had-iiç13e..htm)).

<sup>[8]</sup> International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia, *op. cit.*

<sup>[9]</sup> Committee for the Collection of Data on Crimes Committed against Humanity, « Decapitation as a Means of Genocide over the Serbs in the Former Bosnia and Herzegovina », Belgrade, 23.08.1995.

<sup>[10]</sup> Republic Secretariat for the Relations with the International Criminal Tribunal in The Hague, *op. cit.*, Part II, p. 207.

<sup>[11]</sup> Ivica Milivoncic, « Izetbegović je tijekom boravka u Bukovici osobno zapovjedio napad i potaknuo mudzahedine na ritualna ubojstva odsjecanjem glava Hrvatima », *Horizont* (Zagreb), 13.6.1997.

- <sup>[12]</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>[13]</sup> Suzana Andjelic, « «Uragan 95 » i mudzahedini », *Slobodna Bosna* (Sarajevo), 13.9.2001.
- <sup>[14]</sup> Doris Glück, *Mundtot. Ich war die Frau eines Gotteskriegers*, Berlin 2004, p. 109.
- <sup>[15]</sup> Dominik Cziesche *et al.*, « Ihr müsst lernen, mit uns zu leben », *Spiegel* 13/2004.
- <sup>[16]</sup> Esad Hećimović, « Ostala je samo skracenica », *Dani* (Sarajevo), 14.1.2000 ; cf. aussi Wolf Oshlies, « Bosnien : Europäischer Stützpunkt des Osama bin Laden », *SWP-Aktuell* 19, oct. 2001.
- <sup>[17]</sup> Interview d'Aziz dans *Al-Sirat Al-Mustaqeem* (La justeVoie), No. 33, Safar 1415, août 1994. (<http://msanews.mynet.net/MSANEWS/199.605/1?96050?,0.html>)
- <sup>[18]</sup> « Continuing Clashes in Northwestern Enclave Reported from Both Sides », BBC, Summary of World Broadcasts, 14.12.1993.
- <sup>[19]</sup> *ibid.*
- <sup>[20]</sup> Miroslav Toholj, « Sveti Ratnici » i Rat u Bosni i Hercegovini, Beograd 2001, p. 108.
- <sup>[21]</sup> Zoran Petrović Pirocanac, « Bradinski Cep », *NIN* (Belgrade), 2.8.1997.
- <sup>[22]</sup> Témoin 100/94 dans le procès contre Zejnil Delalic, Zdravko Music, Hazim Delić et Esad Landzo ([www.un.org/icty/i.ndictment/english/cel:ij960321e.htm](http://www.un.org/icty/i.ndictment/english/cel:ij960321e.htm)).
- <sup>[23]</sup> Leonard Doyl, « Muslims « slaughter » their own people », *Independent* (Londres), 22.8.1992.
- <sup>[24]</sup> Lewis MacKenzie, *Peacekeeper: The Road to Sarajevo*, Vancouver 1993, p. 193-194.
- <sup>[25]</sup> In : Alexander Dorin (Ed.), *In unseren Himmeln kreuzt der fremde Gott. Verheimlichte Fakten der Kriege in Ex-Jugoslawien*, Biersfelden/Suisse, juin 1999.
- <sup>[26]</sup> Davar (Tel Aviv), 16.2.1994, d'ap. Malte Olschewski, *Von den Karawanken bis zum Kosovo — Die geheime Geschichte der Kriege in Jugoslawien*, Wien 2000, p. 144.
- <sup>[27]</sup> « UN Tracks Source of Fatal Shell », *The Times* (Londres), 18.2.1994.
- <sup>[28]</sup> Enregistrement vidéo de l'émission en mains de l'auteur.
- <sup>[29]</sup> Cf. *Nasa Borba*, 28.2.1998, trad. in : *Balkan Press* 59, 2.3.1998.
- <sup>[30]</sup> In : David Owen, *Balkan Odyssey*, Indigo 1996, p. 279.
- <sup>[31]</sup> Interview dans le *Diario de Noticias* (Lisbonne), 3.7.1996, in : Alexander Dorin, *op. cit.*, p. 107.
- <sup>[32]</sup> Richard Holbrooke, *op. cit.*, p. 150-151.
- <sup>[33]</sup> Richard Holbrooke, *op. cit.*, p. 160.
- <sup>[34]</sup> Richard Holbrooke, *op. cit.*, p. 166.
- <sup>[35]</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 68
- <sup>[36]</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 40.

## CHAPITRE VII BOSNIA GATE

<sup>[1]</sup> US Congress, Report « Clinton-Approved Iranian Arms Transfers Help Turn Bosnia into Militant Islamic Base », 16.1.1997 ([www.senate.gov/~rpc/releases/1997/jran.htm](http://www.senate.gov/~rpc/releases/1997/jran.htm))

<sup>[2]</sup> Nederlands Instituut voor Orloogsdocumentatie, *Srebrenica — A « safe » Area. Reconstruction, Background, Conséquences and Analysis of the Fall of a Safe Area*,

Amsterdam 2002, cf. [www.srebrenjca.nl](http://www.srebrenjca.nl).

<sup>{3}</sup> Richard J. Aldrich, « America used Islamists to arm the Bosnian Muslims », *Guardian* (Londres), 22.4.2002.

<sup>{4}</sup> *Ibid.*

<sup>{5}</sup> Cf. Lawrence E. Walsh, *Final Report of the Independent Counsel for Iran— Contra Matters*, Washington D.C. 1993 ([http://7fas.org/j.rp/offdocs/wa\)sh](http://7fas.org/j.rp/offdocs/wa)sh)).

<sup>{6}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 63.

<sup>{7}</sup> Département des Affaires étrangères. (N.d.T.)

<sup>{8}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 64.

<sup>{9}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 65.

<sup>{10}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 65.

<sup>{11}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 179.

<sup>{12}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 174.

<sup>{13}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 163.

<sup>{14}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 163.

<sup>{15}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 167.

<sup>{16}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 168.

<sup>{17}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 169.

<sup>{18}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 168.

<sup>{19}</sup> Marko Lopušina, *CIA protiv Jugoslavije*, Beograd 2001, p. 341.

<sup>{20}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 168.

<sup>{21}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 169.

<sup>{22}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 169.

<sup>{23}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 171.

<sup>{24}</sup> Littéralement, Bosnia Gate. (N.d.T.)

<sup>{25}</sup> Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 143.

<sup>{26}</sup> Congrès US, *op. cit.*

<sup>{27}</sup> *Ibid.*

<sup>{28}</sup> *Ibid.*

## CHAPITRE VIII TUZLA, UNE OPÉRATION SECRETE

<sup>{1}</sup> *In* : Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 194.

<sup>{2}</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>{3}</sup> *Ibid.*, p. 184

<sup>{4}</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>{5}</sup> *Ibid.*, p. 185.

<sup>{6}</sup> *Ibid.*

<sup>{7}</sup> *Ibid.*, p. 189

<sup>{8}</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>{9}</sup> In : Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 191.

<sup>{10}</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>{11}</sup> *Ibid.*

<sup>{12}</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>{13}</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>{14}</sup> *Ibid.*, p. 83.

## CHAPITRE IX UNE AIGUILLE DANS UNE MEULE DE FOIN

<sup>{1}</sup> N.N., « The KLA and the Heroin Craze of the 90's », *Montreal Gazette*, 15.12.1999.

<sup>{2}</sup> Cf. Leslie Wane, « Private Contractors Step in for Pentagon », *NYT*, 14.10.2002.

<sup>{3}</sup> William Bowles, *Dogs of War Inc.- A300 Billion Dollar Business* ([www.informatipnclearinghpuse.info/article342.7.htm](http://www.informatipnclearinghpuse.info/article342.7.htm)).

<sup>{4}</sup> In : Leslie Wane, *op. cit.*

<sup>{5}</sup> A.R., « Heikles « Outsourcing » », *NZZ*, 11.5.2004.

<sup>{6}</sup> *Ibid.*

<sup>{7}</sup> L'ex-officier professionnel allemand Franz-Josef Hutsch dans un entretien avec Mira Beham, version exhaustive autorisée (abrégée in : *Freitag*, 5.11.2004).

<sup>{8}</sup> Barry Yeoman, « Private Contractors », *Mother Jones*, Mai-juin 2003.

<sup>{9}</sup> Cheryl Seal, « The Real Butchers of Baghdad : G. W. Bush and His Corporate Mercenaries », in : <http://www.informatipnclearinghpuse.info/artide6159.htm>,

<sup>{10}</sup> Dana Priest & Mary Pat Flaherty, « Under Fire — Security Firms form an Alliance », *WP*, 8.4.2004.

<sup>{11}</sup> In : Russell Mokhiber/Robert Weissman, « The Rising Corporate Military Monster », *Commondreams*, 23.04.2004 ([www.commpndreams.org](http://www.commpndreams.org)).

<sup>{12}</sup> Russell Mokhiber/Robert Weissman, *op. cit.*

<sup>{13}</sup> Barry Yeoman, *op. cit.*

<sup>{14}</sup> Barry Yeoman, *op. cit.*

<sup>{15}</sup> L'ex-officier professionnel allemand Franz-Josef Hutsch dans un entretien avec Mira Beham, version exhaustive autorisée (abrégée in : *Freitag*, 5.11.2004).

<sup>{16}</sup> *Idem.*

<sup>{17}</sup> *Idem.*

<sup>{18}</sup> Cf. William Bowles, *op. cit.*

<sup>{19}</sup> Cf. Jean-Charles Brisard/Guillaume Dasquié, *Die verbotene Wahrheit. Die Verstrickung der USA mit Osama bin Laden*, Zürich/Munich 2002, p. 126. (Ed. originale : *ben Laden : la vérité interdite*, Denoël, 2002).

<sup>{20}</sup> D'après Ken Silverstein, « Privatizing War », *The Nation* (New York), 27.1997 ainsi que William Bowles, *op. cit.*

<sup>{21}</sup> Robert Fox, « Fresh War Clouds Threaten Ceasefire », *Sunday Telegraph*, 15.10.1995.

<sup>{22}</sup> [www.mpri.com](http://www.mpri.com)

<sup>{23}</sup> N.N., « Columbia : Outsourcing War », in : *The Center for Public Integrity*, 4. August 2004 ([WWW.PUBLICINTEGRITY.org](http://WWW.PUBLICINTEGRITY.org))

- <sup>{24}</sup> Leslie Wane, *op. cit.*
- <sup>{25}</sup> [www.mpn.org](http://www.mpn.org),
- <sup>{26}</sup> *Publicintegrity*, « Windfalls of War — MPRI », <http://www.-Publicintegrity.o.rg/wO.W/b!0.aspx?act=pro&ddlC=39>
- <sup>{27}</sup> Ken Silverstein, *op. cit.*
- <sup>{28}</sup> Leslie Wane, *op. cit.*
- <sup>{29}</sup> Selon l'ancien officier de carrière allemand devenu reporter au *Stern*, Franz-Josef Hutsch, *op. cit.*
- <sup>{30}</sup> *In* : Leslie Wane, *op. cit.*
- <sup>{31}</sup> *Stars and Stripes*, 16.3.1996 (<http://my.execpc.com/~pymij/bosnja/articles/artlj.html>)
- <sup>{32}</sup> <http://a.rmed-seryjçes,senate.goy/statemnt/1999/99Q.318wk.pdf>
- <sup>{33}</sup> <http://wwW.ifpafle.tÇherçonfere.nçe:ÇOm/2QQ1/bjos/kernan,htm>
- <sup>{34}</sup> N.N., « Columbia : Outsourcing War », *op. cit.*
- <sup>{35}</sup> Raul Zelik, « Drogen, Söldner und Konzerne — Neoliberale Globalisierung am Beispiel Kolumbiens », 29.6.2002 ([www.Jnkeseite.de](http://www.Jnkeseite.de)).
- <sup>{36}</sup> Ken Silverstein, *op. cit.*
- <sup>{37}</sup> *publicintegrity*, *op. cit.*
- <sup>{38}</sup> Leslie Wane, *op. cit.*
- <sup>{39}</sup> AP, 3.2.1995, *in* : Gregory Elich, *The Invasion of Serbian Krajina*, [www.tenc.net](http://www.tenc.net).
- <sup>{40}</sup> Cf. Alexandre Del Valle, *Guerres contre L'Europe*, Paris 2000, p. 136.
- <sup>{41}</sup> Marko Lopušina, CIA..., *op. cit.*, p. 340.
- <sup>{42}</sup> .28. Cf. Mark Thompson *et al.*, « Generals for Hire », *Time Magazine*, 15. 1.1996, p. 34.
- <sup>{43}</sup> Ken Silverstein, *op. cit.*
- <sup>{44}</sup> *The Observer*, 5.11.1995, *in* : Elich, *op. cit.*
- <sup>{45}</sup> Hutsch dans son interview avec Mira Beham, *in* : *Freitag*, 5.11.2004.
- <sup>{46}</sup> Lieudit de Krajina serbe (N.d.A.)
- <sup>{47}</sup> *Jane's Defence Weekly*, 10.6.1999. Cf. aussi : « Suite à l'opération « Tempête », la Serbie a vu affluer 254 498 réfugiés officiellement enregistrés. » (Brochure du Ministère serbe de l'information, *Serbia — who is that ?*, Belgrade 1998, p. 43) — « Selon les estimations du Haut commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies, sur les plus de 150 000 Serbes de Krajina, il en serait resté, après l'opération de l'armée croate, « de 3 000 à 5 000 au mieux ». » (*TAZ*, 5.10.1995).
- <sup>{48}</sup> *Vecernji List* (Zagreb), 27.4.1999.
- <sup>{49}</sup> [www.yeritas.prg.yu/listings.htm](http://www.yeritas.prg.yu/listings.htm),
- <sup>{50}</sup> Marko Lopušina, CIA..., *op. cit.*, p. 353.
- <sup>{51}</sup> Bill Clinton, *Mein Leben*, Berlin 2004, p. 887.
- <sup>{52}</sup> *Glas* (Banja Luka), 4.7.1997.
- <sup>{53}</sup> *ibid.*
- <sup>{54}</sup> *ibid.*

## CHAPITRE X

## LA GUERRE DES SERVICES SECRETS

- <sup>{1}</sup> Bill Clinton, *Mein Leben*, Berlin 2004, p. 1208.
- <sup>{2}</sup> Mario Lakic, « Kako je Alija Delimustafić igrao generale », *Ekstra Magazin* (Banja Luka), 05.02.2003.
- <sup>{3}</sup> Ante Suljak, Interview avec l'agent de l'AID Edin Garapilja, *in* : *Slobodna Dalmacija* (Split), 12.9.2000.
- <sup>{4}</sup> Marko Lopušina, *CIA protiv...*, *op. cit.*, p. 361 ss.
- <sup>{5}</sup> Congrès U.S., *op. cit.*
- <sup>{6}</sup> Mike O'Connor, « Spies for Iran Are Said to Gain Hold in Bosnia », *NYT*, 28.11.1997.
- <sup>{7}</sup> Il s'agit de l'IFOR (N.d.A.).
- <sup>{8}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 260.
- <sup>{9}</sup> Marko Lopušina, *CIA protiv...*, *op. cit.*, p. 361 ss.
- <sup>{10}</sup> Mike O'Connor, « Spies for Iran Are Said to Gain Hold in Bosnia », *NYT*, 28.11.1997.
- <sup>{11}</sup> Marko Lopušina, *CIA protiv...*, *op. cit.*, p. 361-363 ss.
- <sup>{12}</sup> *National*, 18.6.1997.
- <sup>{13}</sup> *Ibid.*
- <sup>{14}</sup> Mike O'Connor, « The « Great Game » Thrives in Sarajevo », *International Herald Tribune* (ci-après : IHT, Paris) 16.10.1996.
- <sup>{15}</sup> Cf. Yossef Bodansky, *Some call...*, *op. cit.*, p. 27 (extrait).
- <sup>{16}</sup> Alija Izetbegović, « Pristajemo na americki diktat », *Oslobođenje* (Sarajevo), 05.11.1996.
- <sup>{17}</sup> *New York Times*, 31.12.1996.
- <sup>{18}</sup> *New York Times*, 24.12.1996.
- <sup>{19}</sup> Cf. Olschewski, *op. cit.*, p. 246/47.
- <sup>{20}</sup> Asim Metiljevic, « Hrvate ne zanima kako su potrosene donacije nego kako se finansira AID », *Slobodna Bosna* 10.-25.8.1997.
- <sup>{21}</sup> Anto Jankovic, « Kinkel taji podatke o pronevjerama », *Vecernji List*, 30.7.1997.
- <sup>{22}</sup> N.F., « Gdje su nestale desetine miliona dolara pomoci BiH », *Slobodna Bosna*, 27.7.1997.
- <sup>{23}</sup> Asim Metiljevic, *op. cit.*
- <sup>{24}</sup> *In*: Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 22 (extrait).
- <sup>{25}</sup> *Ibid.*
- <sup>{26}</sup> Reuters, « The Bosnian Government is Sending Soldiers to Iran for Infantry Training », 03.03.1996.
- <sup>{27}</sup> *Intelligence Newsletter* 21.03.1996, *From Bosnia to Chechnya* (www. .indigo-net.com).
- <sup>{28}</sup> Cf. Zdravko Milanovic, « Drina kao Meka », *Vecernje Novosti*, 5.6.1996.
- <sup>{29}</sup> AFP/AP, « Sarajevo wird aufgerüstet », *JW*, 28.2.1996.
- <sup>{30}</sup> AFP/AP, « USA rüsten bosniakische Föderation auf », *JW*, 24.7.1996, et Olschewski, *op. cit.*, p. 245/46.
- <sup>{31}</sup> « Tice li se Bosne napad na Ameriku », *Slobodna Bosna*, 13.9.2001.

- <sup>{32}</sup> *Vesti*, 28.10.1997.
- <sup>{33}</sup> *Vjesnik*, 3.11.1997.
- <sup>{34}</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>{35}</sup> *Slobodna Dalmacija*, 8.11.1997.
- <sup>{36}</sup> Paru en allemand chez List Paul Verlag sous le titre *Mundtot* (N.d.T.)
- <sup>{37}</sup> Doris Glück, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>{38}</sup> Johannes et Germana von Dohnanyi, *Schmutzige Geschäfte und Heiliger Krieg. Al-Qaïda in Europa*, Zurich 2002, p. 53
- <sup>{39}</sup> In : Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 32 (extrait) ; cf. aussi Reuters, « Bosnian Government denies Camp for Terrorists », 16.02.1996.
- <sup>{40}</sup> Cf. Olschewski, *op. cit.*, p. 144.
- <sup>{41}</sup> « NATO Captures Terrorist Training Camp, Claims Iranian Involvement », AP, 16.2.1996.
- <sup>{42}</sup> Cf. Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 189.
- <sup>{43}</sup> Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 260.
- <sup>{44}</sup> Étude menée par un service secret d'Europe de l'ouest, juin 2003, à disposition de l'auteur, réf. interne BR-3.
- <sup>{45}</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>{46}</sup> N.N., « Tice li se. », *Slobodna Bosna*, 13.9.2001
- <sup>{47}</sup> Srna, « Izetbegović dao 1 200 pasosa mudzahedinima », *Glas Javnosti* (Belgrade), 26.3.2002.
- <sup>{48}</sup> *New York Times*, 1.9.1996.
- <sup>{49}</sup> Cf. Cees Wiebes, *op. cit.*, p. 208.
- <sup>{50}</sup> NYT, 2.9.1996.
- <sup>{51}</sup> Ken Silverstein, *op. cit.*
- <sup>{52}</sup> Cf. « Des mercenaires au service des États-Unis : le MPRI » ([www.fsa.ulayaI.ca/person.nel/yernag/EH/F/cons/lectures](http://www.fsa.ulayaI.ca/person.nel/yernag/EH/F/cons/lectures)).
- <sup>{53}</sup> Cf. Chris Hedges, « Bosnian Muslims Said to Intensify Efforts to Rearm in Secret », NYT, 3.10.1997.
- <sup>{54}</sup> Alexandre Del Valle, *op. cit.*, p. 135 ; Pardew a mené à bien des négociations sur le traité d'Ohrid avec l'UÇK macédonienne, en mai 2001, à titre d'envoyé spécial US. Il apparaît donc comme l'homme des situations délicates.
- <sup>{55}</sup> Franz-Josef Hutsch in: *Streitkräfte und Strategien*, Emission de radio de la NDR, 8.2.2003.
- <sup>{56}</sup> Franz-Josef Hutsch, *op. cit.*
- <sup>{57}</sup> Mike O'Connor, *op. cit.*
- <sup>{58}</sup> Nous « n'avons été ni contactés ni interrogés par les Services US ou d'autres Services occidentaux », s'étonne quelque peu Nedzad Herenda, agent du SEVE, in : Mike O'Connor, *op. cit.*

## CHAPITRE XI

### LE TROU NOIR ALBANAIS

- <sup>{1}</sup> *Washington Times*, 18.09.2001.
- <sup>{2}</sup> Cf. Norbert Mappes-Niediek, *Balkan-Mafia. Staaten in der Hand des Verbrechens — Eine Gefahr für Europa*, Berlin 2003, p. 93.
- <sup>{3}</sup> Cf. Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 55-56.
- <sup>{4}</sup> *Stuttgarter Nachrichten*, 11.12.1998.
- <sup>{5}</sup> *To Vima* (Athènes), 17.1.1999.
- <sup>{6}</sup> FAZ, 9.02.1998.
- <sup>{7}</sup> In : Marcel Noir/Carlos Kunze, « Berishas Traum », *Jungle World* (Berlin) 1998/26.
- <sup>{8}</sup> Tiré de l'ONG française Observatoire géopolitique des drogues, [www.pgd.org](http://www.pgd.org).
- <sup>{9}</sup> In : Federal Republic of Yugoslavia/Ministry of Foreign Affairs, *Support to the Terrorists in Kosovo and Metohija from Abroad*, Belgrade 1998.
- <sup>{10}</sup> D'après Noir/Kunze, *op. cit.*
- <sup>{11}</sup> NYT, 10.6.1998, in Federal Republic of Yugoslavia/Ministry of Foreign Affairs, *op. cit.*
- <sup>{12}</sup> *Monitor*, 23.09.1998.
- <sup>{13}</sup> *The Times*, 22.3.1998.
- <sup>{14}</sup> Norbert Mappes-Niediek, *op. cit.*, p. 104.
- <sup>{15}</sup> Republic of Serbia, *Albanian Terrorism and Organized Crime in Kosovo and Metohija*, Belgrade 2003, p. 37.
- <sup>{16}</sup> D'après Norbert Mappes-Niediek, *op. cit.*, p. 104.
- <sup>{17}</sup> Federal Republic of Yugoslavia/Ministry of Foreign Affairs, *op. cit.*, p. 86.
- <sup>{18}</sup> *Gazeta Shqiptare* (Tirana), 25.2.1999.

## CHAPITRE XII DES REPRÉSAILLES À NAIROBI ET À DAR ES-SALAAM

- <sup>{1}</sup> Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 212.
- <sup>{2}</sup> Aukai Collins, *My Jihad. One American's Journey Through the World of Usama bin Laden — As a Covert Operative for the American Government*, New York/London et al. 2002, p. 251.
- <sup>{3}</sup> Aukai Collins, *op. cit.*, p. 254.
- <sup>{4}</sup> In : Peter Berger, *op. cit.*, p. 119.
- <sup>{5}</sup> Il s'agit de La Mecque, ville de naissance du Prophète, et de Médine, où il a prêché l'Islam après l'Hégire. Selon la doctrine juridique musulmane, toute l'Arabie Saoudite est à considérer comme une mosquée (N.d.T.).
- <sup>{6}</sup> In : Peter Berger, *op. cit.*, p. 119.
- <sup>{7}</sup> Yossef Bodansky, *Bin Laden. The Man Who Declared War On America*, New York 1999, p. 212-213.
- <sup>{8}</sup> Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 213.
- <sup>{9}</sup> *Ibid.*
- <sup>{10}</sup> *Ibid.*, p. 213.
- <sup>{11}</sup> *Ibid.*, p. 214.

- <sup>{12}</sup> *Ibid.*, p. 215.
- <sup>{13}</sup> Cf. Peter Berger, *op. cit.*, p. 120.
- <sup>{14}</sup> Cf. Andrew Higgins/Christopher Cooper, « CIA-Backed Team Used Brutal Means to Break Up Terrorist Cell in Albania », *Wall Street Journal*, 21.11.1998.
- <sup>{15}</sup> Cf. Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 254.
- <sup>{16}</sup> Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 254.
- <sup>{17}</sup> *Washington Post*, 12.8.1998.
- <sup>{18}</sup> Bill Clinton, *op. cit.*, p. 1210.
- <sup>{19}</sup> Michael Pohly/Khaled Duran, *Osama bin Laden und der internationale Terrorismus*, Munich 2001.
- <sup>{20}</sup> The 9/11 Commission, *op. cit.*, p. 68 ff.
- <sup>{21}</sup> Aukai Collins, *op. cit.*, p. 269.

### CHAPITRE XIII AIGLES NOIRS ET DRAPEAUX VERTS

- <sup>{1}</sup> *Inet News* (Belgrade), 26.9.2001.
- <sup>{2}</sup> Aukai Collins, *op. cit.*, p. 291.
- <sup>{3}</sup> *Stuttgarter Nachrichten*, 11.12.1998.
- <sup>{4}</sup> *Jane's Defense Review*, 14.9.1998.
- <sup>{5}</sup> *The Scotsman*, 30.11.1998.
- <sup>{6}</sup> Franz-Josef Hutsch, *op. cit.*
- <sup>{7}</sup> *Ibid.*
- <sup>{8}</sup> Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 78.
- <sup>{9}</sup> Hutsch, témoin du procès Milošević à La Haye, 12.10.2004, transcrit sous <http://www.u.n.p.rg/icty/transe.54/transe.54.htm>
- <sup>{10}</sup> Il y a quatre Abou Hamza : Un autre moudjahid portant ce nom purgeait, à cette époque, une longue peine de prison à Zenica. À la mosquée londonienne de Finsbury Park, un Abou Hamza Al-Masri prêche la haine depuis des années. Lionel Dumont, lui aussi, a utilisé Abou Hamza comme nom de guerre, un certain temps.
- <sup>{11}</sup> Mémoire d'un service de renseignements d'Europe occidentale, décembre 1999, réf. interne Uni-I 01, en mains de l'auteur.
- <sup>{12}</sup> Rapport de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'Homme, 13.01.1999, in : « UÇK — un second front islamiste », *Marianne* (Paris), 4.10.2002.
- <sup>{13}</sup> « Prosiruje (li) se istraga o svercu oruzja za Kosovo », *Slobodna Bosna* 263/2002.
- <sup>{14}</sup> Information d'un service de renseignements d'Europe occidentale, janvier 2000, réf. interne BR-11, en mains de l'auteur ; l'exercice a dû avoir lieu à la fin de l'été 1999, soit après la fin de la guerre en Yougoslavie.
- <sup>{15}</sup> *The Washington Times*, 4.5.1999.
- <sup>{16}</sup> Government of the Republic of Serbia, *op. cit.*, p. 38.
- <sup>{17}</sup> D. VujiciC, « Bin Ladin's Camp in Kosovo », *Vecernje Novosti*, 26.09.2001, traduit en anglais sur [www.tenc.net](http://www.tenc.net).
- <sup>{18}</sup> Rouminiana Ougartchinska, « UÇK : un second front islamiste », *Marianne* (Paris),

04-10.02.2002.

<sup>{19}</sup> « Bin Laden's Balkan connection comes under scrutiny », AFP, 19.09.2001.

<sup>{20}</sup> *Inet News* (Belgrade), 26.9.2001.

<sup>{21}</sup> D. Vujicic, *op. cit.*

<sup>{22}</sup> Ralf Mutschke, *The Threat Posed by the Convergence of Organized Crime, Drugs Trafficking and Terrorism*, Committee on the Judiciary, Subcommittee on Crime, 13.12.2000 ([www.hpuse.gpy/judiciary/muts1213.htm](http://www.hpuse.gpy/judiciary/muts1213.htm)).

htm).

<sup>{23}</sup> Defense & Foreign Affairs, *The New Rome & The New Religious Wars* ([www.strategicstudjes/.prg/crisis/newrome.htm](http://www.strategicstudjes/.prg/crisis/newrome.htm)) ; Alexandre del Valle, spécialiste français en géopolitique, rejoint cette conclusion in : *Glas Javnosti* (Belgrade), 19.09.2001.

<sup>{24}</sup> Information d'un service de renseignements d'Europe occidentale, Interview du 03.07.2004.

<sup>{25}</sup> Réédité in : *Dnevnik*, 22.9.2001.

<sup>{26}</sup> Selon la *Hamburger Abendblatt*, 24.3.2000.

<sup>{27}</sup> In : Damir Fras/Frank Herold, « Serben sehen sich wie Schurken behandelt », *Berliner Zeitung*, 01.12.2003. Le ministère de l'Intérieur publia les chiffres suivants le 10 novembre 2003 : depuis la prise de position de l'UNMIK et de la KFOR, 1192 Serbes et 593 ressortissants d'autres nationalités auraient été assassinés au Kosovo. Le destin de 790 personnes disparues est peu clair. Zivkovic a visiblement additionné les trois chiffres et considéré les personnes disparues comme mortes — ce qui est sensé, après quatre ans de vaines recherches.

<sup>{28}</sup> Rapport du ministère de la Défense de Serbie-Monténégro sur les événements du Kosovo les 17 et 18 mars 2004, in : *Vojska* (journal militaire), 25.3.2004.

<sup>{29}</sup> *Heute journal* (ZDF), 18.11.2004.

<sup>{30}</sup> Des documents de l'OTAN concordants ont été présentés lors de *Heute journal* (ZDF) le 20.11.2004.

<sup>{31}</sup> Nenad Savic, « Pregovori u Becu su farsa », *NIN*, 9.10.2003.

<sup>{32}</sup> Information d'un témoin oculaire, automne/hiver 2004.

<sup>{33}</sup> Information d'un service de renseignements d'Europe occidentale, Interview du 30.11.2004.

<sup>{34}</sup> Christopher Deliso, « Is Albania Sponsoring « Freedom Fighters » Next Door ? », 30.10.2003, [www.antiwar.cpm/prig/delisp9.3.html](http://www.antiwar.cpm/prig/delisp9.3.html).

<sup>{35}</sup> Cf. Jürgen Elsässer, *Kriegslügen. Vom Kosovokonflikt zum MiloševićProzess*, Berlin 2004, pp. 227 ss.

<sup>{36}</sup> Interview parue dans la TAZ, 1.10.2001.

<sup>{37}</sup> *Spiegel*, 36/2001.

<sup>{38}</sup> *Dnevnik* (Skopje), 19.9.2001.

<sup>{39}</sup> Wolf Oschlies, *op. cit.*

<sup>{40}</sup> D. Vujicic, *op. cit.*

<sup>{41}</sup> D. Vujicic, *op. cit.*

<sup>{42}</sup> *Utrinski Vesnik* (Skopje), 22.9.2001.

<sup>{43}</sup> *Utrinski Vesnik*, 22.9.2001.

- <sup>{44}</sup> *Washington Times*, 22.7.2001.
- <sup>{45}</sup> [www.al.com.mk](http://www.al.com.mk) le 22.9.2001.
- <sup>{46}</sup> *Dnevnik*, 19.10.2001.
- <sup>{47}</sup> « Terrorist Suspects Killed in Macedonia Linked With Al-Qaïda », DPA 20.03.2002.
- <sup>{48}</sup> Nicholas Wood, « Macedonia Officials Suspected of Faking Terror Plot », NYT, 17.05.2004.
- <sup>{49}</sup> Information d'un service de renseignements d'Europe occidentale, interview 3.07.2004.
- <sup>{50}</sup> « NLA Directly Linked With Bin Laden's Terrorists », *Dnevnik* (Skopje), 17.09.2001.
- <sup>{51}</sup> Information d'un service de renseignements d'Europe occidentale, interview du 03.07.2004.

## CHAPITRE XIV DE L'ARGENT POUR LE DJIHAD

- <sup>{1}</sup> Dans une conversation avec Charles Brisard, lors d'une interview avec l'auteur (*in* : Jürgen Elsässer, *Geschäftspartner*, *in* : Elsässer, *Deutschland führt Krieg. Seit dem 11. September wird zurückgeschossen*, Hambourg 2002, p. 85.)
- <sup>{2}</sup> Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 230.
- <sup>{3}</sup> « US Asks UN to Add Three Islamic Organizations in Bosnia to Terror Suspect List », *Dani* (Sarajevo), 16.05.2004 (traduit par BBC Monitoring).
- <sup>{4}</sup> Vildana Selimbegovic, « Humanitarci ili teroristi — Koliko para, toliko ideologije », *Dani*, 8.2.2002.
- <sup>{5}</sup> « Terrorist Activities », *Nezavisne Novine* (Banja Luka), 8.5.2004 (traduit par BBC-Monitoring).
- <sup>{6}</sup> Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 223.
- <sup>{7}</sup> Selon Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 74.
- <sup>{8}</sup> Government of Serbia, *op. cit.*, p. 39.
- <sup>{9}</sup> *Sworn affidavit of FBI Special Agent Robert Walker*. United States of America v. Benevolence International Foundation, Inc. April 29, 2002. District of Illinois, Eastern Division. Case number : 02CR0414. page 29, *in*: Republic Secretariat..., *op. cit.* (Part II), p. 106.
- <sup>{10}</sup> United States of America v. Enaam M. Arnaout. United States District Court Northern District of Illinois, Eastern Division. Case #: 02CR892, January 31, 2003. page 57, *in*: Republic Secretariat., *op. cit.* (Part II), p. 106.
- <sup>{11}</sup> United States of America v. Enaam M. Arnaout. United States District Court Northern District of Illinois, Eastern Division. Case #: 02 CR 892. January 31, 2003. Pages 67-69, *in*: Republic Secretariat., *op. cit.* (Part II), p. 106.
- <sup>{12}</sup> Wolf Oschlies, « Bosnien, die USA und die « Algier-Gruppe » von Sarajevo », *SWP-Aktuell* 5, mars 2002, [www.swp-berijn.prg](http://www.swp-berijn.prg).
- <sup>{13}</sup> Center for Peace in the Balkans, *Bosnia, 1 degree of Reparation from Al-Qaïda*, 05.07.2003.
- <sup>{14}</sup> Senad Slatina, « Dosje « SB » : Enaam Arnaout — « Bin Laden Bosanac » », *Slobodna Bosna*, mai 2002.

- <sup>[15]</sup> Center for Peace in the Balkans, *op. cit.*
- <sup>[16]</sup> Cf. David E.Kaplan, « The Saudi Connection », *US News and World Report* (Washington), 15.12.2003 ([www.trayeJb.rpchuregraphjcs.com/extra/saudi\\_çonneçtion,htm](http://www.trayeJb.rpchuregraphjcs.com/extra/saudi_çonneçtion,htm)).
- <sup>[17]</sup> Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 225.
- <sup>[18]</sup> Cf. David E.Kaplan, a.a.o.
- <sup>[19]</sup> Cf. « Saudisches Hilfswerk unter Terror-Anklage », *Neue Zürcher Zeitung*, 12.10.2004.
- <sup>[20]</sup> Cf. Jean-Charles Brisard/Guillaume Dasquié, *Die verbotene Wahrheit. Die Verstrickung der USA mit Osama Bin Laden*, Zurich/Munich 2002, p. 171.
- <sup>[21]</sup> Republic Secretariat..., *op. cit.* (Part II), p. 54.
- <sup>[22]</sup> Information téléphonique de Johannes von Dohnanyi, 15.12.2004.
- <sup>[23]</sup> Cf. David E.Kaplan, *op. cit.*
- <sup>[24]</sup> Cf. David E.Kaplan, *op. cit.*
- <sup>[25]</sup> Dans une conversation avec Jean-Charles Brisard (*in* : Jürgen Elsässer, *Geschäftspartner*, *in* : Elsässer, *Deutschland führt Krieg. Seit dem 11. September wird zurückgeschossen*, Hambourg 2002, p. 85.
- <sup>[26]</sup> Le document se trouve sous : <http://news.findlaw.com/hdpçs/dpçs/ML.rpt/j.ndex.html>,
- <sup>[27]</sup> AP, 29.7.2003, *in* : Jürgen Elsässer, « Fünf Leichen wohlauf », *Junge Welt*, 30.7.2003.
- <sup>[28]</sup> *In* : Jürgen Elsässer, « Fünf Leichen. », *op. cit.*
- <sup>[29]</sup> Jean-Charles Brisard/Guillaume Dasquié, *op. cit.*
- <sup>[30]</sup> Esad Hećimović, « Blokada na Putu mladih muslimana », *Dani*, 22.11.2002.
- <sup>[31]</sup> *In* : Johannes et Germana von Dohnanyi, *op. cit.*, p. 231.
- <sup>[32]</sup> *In* : Esad Hećimović, « Blokada... », *op. cit.*
- <sup>[33]</sup> Cf. Mathias Brockers, *Der falsche Schwager*, [www.broeçkers.com](http://www.broeçkers.com).
- <sup>[34]</sup> Jihad Watch, Al-Qaeda and Saudi Intelligence Agency ([www.jihadwatch.org/arçhiyes/00.1373.php](http://www.jihadwatch.org/arçhiyes/00.1373.php)).
- <sup>[35]</sup> Georg Bonisch et al., « Ende der Schonzeit », *Spiegel* 43/2004, 18.10.2004.
- <sup>[36]</sup> Jihad Watch, *op. cit.*
- <sup>[37]</sup> Dominik Cziesche et al., « Ihr müsst lernen, mit uns zu leben », *in* : *Spiegel* 13/2004.
- <sup>[38]</sup> *Ibid.*
- <sup>[39]</sup> « Saudisches Hilfswerk », *op. cit.*

## CHAPITRE XV L'ÉCOLE DES TUEURS

- <sup>[1]</sup> SRNA News Agency, émission de radio en serbo-croate à Bijeljina, 09.10.2001, *in* : Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 219
- <sup>[2]</sup> Zijad Jusufovic, *Sarajevo Guidebook*, Sarajevo 2003, pp. 48-49 ; email du Dr Pavle Kaludercic, 16.05.2005.
- <sup>[3]</sup> Le discours d'Izetbegović est colporté par le *reis* Mustafa Cerić, cf. Asim Metiljevic, « Ukoliko ne dobije jos jedan mandat reis-ul-uleme, Mustafa Cerić ce se sigurno politicki

aktivirati u SDA ! », *Slobodna Bosna*, 11.12.2003.

<sup>{4}</sup> Nidzara Ahmetasevic/Adnan Buturović/Mirsad Fazlic, « Lideri « trece generacije » Mladih muslimana su Omer Behmen i Nezim Halilović Muderis ! », *Dani*, 30.1.2003.

<sup>{5}</sup> « Telegraf otkriva : Dvostruka igra velikih sila u Bosni », *Nedeljni Telegraf*, 05.07.1995.

<sup>{6}</sup> Cf. Asim Metiljevic/Senad Avdic, « Za lidera Bosnjaka nakon Izetbegovićeve smrti borit ce se njegov sin Bakir, Hasan Čengić, Silajdžić i Reis Cerić ! », *Slobodna Bosna*, 23.10.2003.

<sup>{7}</sup> Cf. Mirsad Fazlic, « Čengić je tokom rata raspolagao s 2,5 milijardi dolara ! », *Slobodna Bosna*, 18.09.2003.

<sup>{8}</sup> Esad Hećimović, « Ko je prevario Fatiha Hassaneina », *Dani*, 29.11.2002

<sup>{9}</sup> In : Asim Metiljevic, *op. cit.*

<sup>{10}</sup> *Ibid.*

<sup>{11}</sup> Cf. Suzana Mijatovic/Senad Avdic, « Bosnjaci se moraju spremi da oruzjem izadu na more i Drinu ! », in : *Slobodna Bosna*, 27.03.2003.

<sup>{12}</sup> Cf. Suzana Mijatovic/Senad Avdic, *op. cit.*

<sup>{13}</sup> In : Nidzara Ahmetasevic/Adnan Buturović/Mirsad Fazlic, *op. cit.*

<sup>{14}</sup> Cf. Vildana Selimbegovic, « Manevar reisovih pionira », *Dani*, 19.1.2001.

<sup>{15}</sup> In : Esad Hećimović, *op. cit.*

<sup>{16}</sup> Dossier d'une organisation militaire occidentale, probablement de 2003, réf. interne Na-9, o.J., en mains de l'auteur.

<sup>{17}</sup> Expertise d'un service de renseignements d'Europe occidentale, réf. interne BR-3, 15.06.2003, en mains de l'auteur.

<sup>{18}</sup> MNDN INTSUM 15/11/2002, *AIO Camp organized by Al-Haramayn* (Rapport de services secrets).

<sup>{19}</sup> *Saudis and Iranian Work Through Bosnian Terrorist Group to Support Ingoing Conflict in Chechnya, Special Report of the International Strategic Studies Association*, 01.10.2004 ([www.strategicstudies.prg](http://www.strategicstudies.prg)). Selon d'autres sources, Kvadrat n'est pas un sous-groupe de l'AIO mais le nom de code sous lequel le service de renseignements bosniaque dans son ensemble conduit les opérations des militants de l'AIO.

<sup>{20}</sup> In : Mirha Dedic/Avdija Topalović, « Otac ubice Muamera », *Slobodna Bosna* (Sarajevo), janvier 2003.

<sup>{21}</sup> Expertise d'un service de renseignements d'Europe occidentale, réf. interne BR-3, *op. cit.*

<sup>{22}</sup> Rapport d'un service de renseignements d'Europe occidentale, 25.01.2003, réf. interne BR-2, en mains de l'auteur.

<sup>{23}</sup> MNDN INTSUM 15/11/2002, *AIO Camp...*

<sup>{24}</sup> *Konvertibilna Marka*, marks convertibles, la monnaie bosniaque à parité avec l'ancien Deutschemark (N.d.A.). Il faut environ 2 marks pour faire 1 € (N.d.T.).

<sup>{25}</sup> Expertise..., *op. cit.*, (réf. interne BR-3).

<sup>{26}</sup> Expertise., *op. cit.*... (réf. interne BR-2).

<sup>{27}</sup> Expertise., *op. cit.* (réf. interne BR-3).

<sup>{28}</sup> Sluzba Nacionalne Sigurnosti/Service national du renseignement

<sup>{29}</sup> Federalna Obavestajna Sigurnosna Sluzba/Service fédéral de sécurité et de

renseignements.

<sup>{30}</sup> *id.*

<sup>{31}</sup> Muslimanska Obavestajna Sluzba/service musulman de renseignements.

<sup>{32}</sup> Bosnjacki Istrazni Centar/Centre d'investigation bosniaque.

<sup>{33}</sup> *id.*

<sup>{34}</sup> *id.*

<sup>{35}</sup> Dossier d'un service de renseignements d'Europe occidentale, 23.12.1999 réf. interne Na-30, en mains de l'auteur.

<sup>{36}</sup> Expertise..., *op. cit.* (réf. interne BR-3).

<sup>{37}</sup> *id.*

<sup>{38}</sup> *id.*

<sup>{39}</sup> Rapport., *op. cit.* (réf. interne BR-2).

<sup>{40}</sup> Recueil de rapports d'informateurs d'un service de renseignements d'Europe occidentale, réf. interne BR-4, 25.01.2003, en mains de l'auteur.

## CHAPITRE XVI DE ZENICA À MADRID

<sup>{1}</sup> *In* : Yossef Bodansky, *Offensive...*, *op. cit.*, p. 76.

<sup>{2}</sup> Selon Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 142.

<sup>{3}</sup> Alexandre del Valle, *La Bosnie : un état islamiste pro-américain en plein cœur du monde orthodoxe*, 05.04.2000, cité par Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 143.

<sup>{4}</sup> Erich Inciyan, « France uncovers Islamist networks », *Manchester Guardian Weekly*, 21.07.1996, cite par Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 142.

<sup>{5}</sup> Srecko Latal/AP, « Mujahedeen Fighters Threaten British Peacekeepers », 28.10.1995, *in* : Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 143

<sup>{6}</sup> Nundy, « France Trial (L-Only) », *Voice of America*, 24.11.1997, cité par Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 143.

<sup>{7}</sup> Michaela Wiegel, « Bosnien als Trainingslager der Islamisten ? », *FAZ*, 01.11.2001.

<sup>{8}</sup> Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion, *L'intervention contre les fanatiques de Roubaix* (<http://raid.admin.free.fr/roubaix.htm>).

<sup>{9}</sup> Cf. William C. Rempel, *op. cit.*

<sup>{10}</sup> Evan F. Kohlmann, *op. cit.*, p. 192.

<sup>{11}</sup> Cf. Željko Rogošić, *op. cit.*

<sup>{12}</sup> Miroslav Toholj, *op. cit.*, p. 125.

<sup>{13}</sup> Suzana Mijatovic/Adnan Buturović, « Amerika strepi da su brojni teroristi dosli na Izetbegovićevu dzenazu i ostali u Bosni i Hercegovini », *Slobodna Bosna*, 25. 12.2003.

<sup>{14}</sup> « Mitglied der radikal-idslamischen « Roubaix-Bande » gefasst », *in* : *SZ*, 15.12.2003.

<sup>{15}</sup> Udo Ulfkotte, « Sicherheitskreise : Hinweise auf eine dritte Londoner Terrorzelle », *DDP-exklusiv*, 12.09.2005.

<sup>{16}</sup> Edin Avdic, « Evropa tvrdi da je BiH « spavaonica terorista » », *Slobodna Bosna*, 25.3.2004.

<sup>{17}</sup> *In* : Oschlies, *op. cit.*

- <sup>{18}</sup> Wolf Oschlies, *op. cit.*
- <sup>{19}</sup> M. Cubro, « Bosnian Intelligence Agencies draft list of 741 Terrorist Suspects », *Nezavisne Novine* (Banja Luka), 7.7.2004, traduit par BBC Monitoring.
- <sup>{20}</sup> *Osloboâenje* (Sarajevo), 05.06.2001.
- <sup>{21}</sup> Mustafa Borovic, « Kako lopovluk... », *Ljiljan* (Sarajevo), 22.03.1995
- <sup>{22}</sup> Cf. Senad Pecanin, « I Osama bin Laden ima bosanski pasos », *Dani* (Sarajevo), 24.09.1999.
- <sup>{23}</sup> Republic Secretariat, *op. cit.*, p. 59.
- <sup>{24}</sup> Cf. P.T.N., « Americki strucnjaci za borbu protiv terorizma dosli do senzacionalog otkrica », *Inter-Nacional* (Belgrade), 10.12.2004.
- <sup>{25}</sup> Mirsad Fazlic, « DGS kontrolise 60 posto drzavne granice », *Slobodna Bosna*, 19.4.2001.
- <sup>{26}</sup> Cf. Suzana Miljatovic/Adnan Buturović, *op. cit.*
- <sup>{27}</sup> « AP Investigation : US, European agencies use rewards, informants in hunt for terrorists in Bosnia », *Fox23 News*, septembre 2004, [http://www.fox23news.com/news/world/story.aspx?content\\_id=FQ79E5C3-E8QA-4838-BE2A-66591B54B8A6](http://www.fox23news.com/news/world/story.aspx?content_id=FQ79E5C3-E8QA-4838-BE2A-66591B54B8A6)
- <sup>{28}</sup> Evan F.Kohlmann, *op. cit.*, p. 167.
- <sup>{29}</sup> Cf. William C. Rempel, *op. cit.*
- <sup>{30}</sup> Željko Rogošić, *op. cit.*
- <sup>{31}</sup> Cf. Johannes von Dohnanyi, *op. cit.*
- <sup>{32}</sup> Dominik Cziesche, *op. cit.*
- <sup>{33}</sup> Michael Powell, « No Choice But Guilty », WP, 29.7.2003.
- <sup>{34}</sup> AP, « Philippines Say it Averted Major Attack », 30.03.2004.
- <sup>{35}</sup> Sanja Mihaljinac, « Spanska celija al-Kaide obucavana u Zenici », *Osloboâenje* (Sarajevo), 17.3.2004.
- <sup>{36}</sup> Esad Hećimović, *op. cit.*
- <sup>{37}</sup> « Madrider Zelle reine Erfindung », FAZ, 07.07.2005.
- <sup>{38}</sup> Yahoo-news (AFP), « Moroccan wanted over Madrid bombings arrested in Belgrade », sous : [http://news.yahoo.com/news?tmpl=stp.ry&u=/afp/20050817/ts\\_afp/spa.inattacksserbia\\_Q5081.7131209](http://news.yahoo.com/news?tmpl=stp.ry&u=/afp/20050817/ts_afp/spa.inattacksserbia_Q5081.7131209), (Nouvelle supprimée à cette adresse ; voir : <http://listsery.buffalo.e.du/cgi-bjn/wa?.A2=i.ndQ.5Q8&L=justwatCh-J&p=Q&Q=p&P=3.3164> (N.d.T.))

## CHAPITRE XVII

### ÊTRE OU NE PAS ÊTRE L'ENNEMI PUBLIC NUMÉRO 1 ?

- <sup>{1}</sup> Mathias Bröckers, *Verschwörungen, Verschwörungstheorien und die Geheimnisse des 11.9.*, Francfort/Main 2002, p. 179.
- <sup>{2}</sup> Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 285.
- <sup>{3}</sup> *In* : Gerhard Wisnewski, *Mythos 9/11. Der Wahrheit auf der Spur*, Munich 2004, p. 101.
- <sup>{4}</sup> Al-Qaïda signifie entre autres « la commanderie » en arabe, qu'on pourrait peut-être traduire par « le poste de commandement » dans ce contexte (voir Introduction, note 4). On

en retrouve la racine dans l'argot français et ses « caïds » (N.d.T.).

<sup>{5}</sup> In : Mathias Brockers, *op. cit.*, p. 178/179.

<sup>{6}</sup> Peter Bergen, *op. cit.*, p. 80.

<sup>{7}</sup> Peter Bergen, *op. cit.*, p. 146.

<sup>{8}</sup> The 9/11 Commission, Executive Summary..., *op. cit.*, p. 2.

<sup>{9}</sup> Yossef Bodansky, *op. cit.*, p. 44.

<sup>{10}</sup> The 9/11 Commission, Executive Summary., *op. cit.*, p. 62.

<sup>{11}</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 343.

<sup>{12}</sup> Bill Clinton, *op. cit.*, p. 1217.

<sup>{13}</sup> US Congress, *op. cit.*

<sup>{14}</sup> *Ibid.*

<sup>{15}</sup> In : *Neue Solidarität*, 7.11.2001, p. 3.

<sup>{16}</sup> Andreas von Bülow, *op. cit.*, p. 130.

<sup>{17}</sup> Cf. Peter Bergen, *op. cit.*, p. 250.

<sup>{18}</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>{19}</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>{20}</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>{21}</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>{22}</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>{23}</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>{24}</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>{25}</sup> Ralph Blumenthal, « Tapes Depict Proposal to Thwart Bomb Used in Trade Center Blast », NYT, 28.10.1993.

<sup>{26}</sup> In : Wolfgang Eggert, *Angriff der Falken. Die verschwiegene Rolle von Mossad und CIA bei den Anschlägen vom 11. September*, Munich 2002, pp. 146-147.

<sup>{27}</sup> Cf. Peter Bergen, *op. cit.*, p. 164.

<sup>{28}</sup> Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 112.

<sup>{29}</sup> Knut Mellenthin, « Madrid und das gläserne « Al-Qaïda-Terror-netzwerk » », Ronald Thoden, *Terror und Staat*, Berlin 2004, pp. 175 ss

<sup>{30}</sup> Ralf Streck, *Spitzel in Madrider Anschläge verwickelt*, [www.heise.de/tp](http://www.heise.de/tp), 15.05.2004.

<sup>{31}</sup> Ralf Streck, « Polizei kontrollierte Chefs der Madrider Anschläge », *Telepolis*, 30.05.2005, sous : [www.heise.de/t.p/r4/htmj/result..xhtml?url=/t.p/r4/artikel/20/202.12/.1..htm.!&wo.rds=Strecl](http://www.heise.de/t.p/r4/htmj/result..xhtml?url=/t.p/r4/artikel/20/202.12/.1..htm.!&wo.rds=Strecl)

## CHAPITRE XVIII

### LAUREL & HARDY ET LEURS AMIS

<sup>{1}</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 13, en lien avec le rapport du chef de la CIA, George J. Tenet devant le Comité du Congrès, 18.06.2002.

<sup>{2}</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 26.

<sup>{3}</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 266.

<sup>{4}</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 34.

<sup>[5]</sup> Michael Isikoff, « The Informant who Lived with the Hijackers », *Newsweek*, 16.09.2002, <http://www.cooperativeresearch.org/timejine/maj/essaykhajjdandnawaf.html> ; cf. aussi *The 9/11 Commission Report*, *op. cit.*, p. 182.

<sup>[6]</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 182 et p. 195. Les listes de passagers n'ont été publiées qu'après transcription, de toute façon : sans les noms des pirates présumés.

<sup>[7]</sup> Michael Isikoff, *op. cit.*

<sup>[8]</sup> Michael Isikoff, *op. cit.*

<sup>[9]</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 223.

<sup>[10]</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 85.

<sup>[11]</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 263 et le rapport d'enquête no 10, [http://www.9-t1commjssipn.gpy/staff\\_stateme.nts.htm](http://www.9-t1commjssipn.gpy/staff_stateme.nts.htm),

<sup>[12]</sup> <http://www.cooperativeresearch.org/timejine/main/essaykhajjdandnawaf.html>.

<sup>[13]</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*, p. 58.

<sup>[14]</sup> Jim Yardley/Jo Thomas, « For Agent in Phoenix, the Cause of Many Frustrations Extended to His Own Office », *NYT*, 19.6.2002.

<sup>[15]</sup> Andreas von Bülow, *Die CIA und der 11. September*, Munich 2003.

<sup>[16]</sup> Thierry Meyssan, *Le Pentagate, enquête sur l'affaire du Pentagone*, éd. Carnot, 2002. Trad. allemande : *Pentagate. Angriff auf das Pentagon*, Francfort/Main, 2003.

<sup>[17]</sup> Dans le même contexte, selon le chef de la LfV à cette époque, Reinhard Wagner, *in* : Oliver Schrom/Dirk Laabs, « Unser Mann in der Moschee », *FAS*, 02.02.2003.

<sup>[18]</sup> HA, 14.09.2001, *in* : Knut Mellenthin, *op. cit.*

<sup>[19]</sup> HA, 14.09.2001, *op. cit.*

<sup>[20]</sup> *Bundesamt für Verfassungsschutz* (l'équivalent de la DGSE française — N.d.T.).

<sup>[21]</sup> Oliver Schrom/Dirk Laabs, *op. cit.*

<sup>[22]</sup> Schrom/Laabs, *op. cit.*

<sup>[23]</sup> *Landesverfassungsschutz* (l'équivalent de la DST française — N.d.T.).

<sup>[24]</sup> Cf. James Risen/Eric Lichtblau, « C.I.A. Was Given Data on Hijacker Long Before 9/11 », *NYT*, 24.2.2004.

<sup>[25]</sup> LfV Hambourg, conférence de presse du 18.11.2002.

<sup>[26]</sup> Oliver Schröm, « Die tödlichen Fehler des US-Geheimdienstes », *Stern*, 13.08.2003.

<sup>[27]</sup> John Crewdson, « CIA stalked Al-Qaeda in Hamburg », *Chicago Tribune*, 17.11.2002.

<sup>[28]</sup> Cf. Oliver Schröm/Dirk Laabs, *Tödliche Fehler. Das Versagen von Politik und Geheimdiensten im Umfeld des 11. September*, Berlin 2003, pp. 52 ss

<sup>[29]</sup> Oliver Schröm, Dirk Laabs, *op. cit.*

<sup>[30]</sup> Mathias Bröckers/Andreas Hauss, *Fakten, Fälschungen und die unterdrückten Beweise des 11.9.*, Francfort/M., 2003, p. 207.

<sup>[31]</sup> Stefan Aust/Cordt Schnibben, *op. cit.*, p. 164.

<sup>[32]</sup> Cf. Hans Leyendecker, « Rechtliche Schwäche, Das Problem der Terror-Prozesse », *SZ*, 08.08.2003.

## CHAPITRE XIX TERRORISTES, AGENTS ET AGENTS DOUBLES

<sup>{1}</sup> Nick Fielding/Yosri Fouda, *Masterminds of Terror. Die Drahtzieher des 11. September berichten*, Hambourg/Vienne 2003, p. 78.

<sup>{2}</sup> Mathias Bröckers.

<sup>{3}</sup> Emission de CNN, 16 août 2002, cf. Mathias Bröckers/Andreas

<sup>{4}</sup> FAZ, 17.12.2001.

<sup>{5}</sup> Mathias Bröckers, *Osama wieder da* (www.brpeckers.com, 30.10.2004).

<sup>{6}</sup> <http://www..public:action..com>,

<sup>{7}</sup> Georg Mascolo/Holger Stark, « Operation Heiliger Dienstag », *Spiegel* 27.10.2003.

<sup>{8}</sup> Georg Mascolo/Holger Stark, *op. cit.*

<sup>{9}</sup> Nick Fielding/Yosri Fouda, *op. cit.*, p. 153.

<sup>{10}</sup> d'après Abdallah Schleifer du Centre Kamal Adham pour le Journalisme, cité sans référence in : Chaim Kupferberg, *Mutmassungen über Omar oder Wahrheit, Lügen und die Legenden des 11. September* (www.glpbalresearch.ca, en allemand sous W.WW.Q81.5-jnfp.de/kupferberg.html)

<sup>{11}</sup> Cf. Nick Fielding/Yosri Fouda, *op. cit.*, p. 167.

<sup>{12}</sup> *National Commission on Terrorist Attacks*, Staff Statement No. 16, Outline of the 9/11 Plot (www..9:llcpmmissjpn.gpv).

<sup>{13}</sup> Georg Mascolo/Holger Stark, *op. cit.*

<sup>{14}</sup> Déposition du témoin Shahid Nickels, 6 novembre, dans les procédures intentées contre Saïd Bahaj et al.

<sup>{15}</sup> *Ibid.*

<sup>{16}</sup> Le Procureur fédéral devant le Tribunal fédéral, Conférence de presse dans le relief d'Abdelghani Mzoudi, Karlsruhe 09.05.2003.

<sup>{17}</sup> Dominik Czische, « Chef Atta, Assistent Osama ? », *Spiegel*, 27.10.2003.

<sup>{18}</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 146.

<sup>{19}</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>{20}</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>{21}</sup> *Ibid.*, pp. 154 et 150.

<sup>{22}</sup> *Ibid.*

<sup>{23}</sup> The House Permanent Select Committee on Intelligence..., *op. cit.*, p. 314.

<sup>{24}</sup> Affirmation de l'avocat Michael Rosenthal, le conseil d'Abdelghani Mzoudi, devant l'auteur le 5 avril 2004.

<sup>{25}</sup> Syed Saleem Shazad, dans un article d'Asia Times Online le 30.10.2002, cité par Chaim Kupferberg, *op. cit.*

## CHAPITRE XX DEUX POIDS, DEUX MESURES

<sup>{1}</sup> Aukai Collins, *op. cit.*

<sup>{2}</sup> Aukai Collins, *op. cit.*, p. 229 ss.

<sup>{3}</sup> *Ibid.*, p. 296 ss.

<sup>{4}</sup> <http://www.chechentimes.org/en/peopje/?jd=3024>.

- <sup>{5}</sup> Singulier de Taliban. (N.d.T.)
- <sup>{6}</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 149.
- <sup>{7}</sup> *Ibid.*, p. 166.
- <sup>{8}</sup> *Ibid.*, p. 233.
- <sup>{9}</sup> Paul Thompson, Alhazmi and Almidhar : « The 9/11 Hijackers who should have been caught », *Newsweek*, 30.09.2002.
- <sup>{10}</sup> Une taupe du KGB. (N.d.A.)
- <sup>{11}</sup> Tiré de la lettre de protestation de Coleen Rowley, agent du FBI qui a conduit les enquêtes contre Moussaoui, au directeur du FBI, Robert Mueller, in : *Time, The Bombshell Memo*, 03.06.2002.
- <sup>{12}</sup> The 9/11 Commission Report, *op. cit.*, p. 275.
- <sup>{13}</sup> *Ibid.*, p. 274.

## CHAPITRE XXI

### QUAND LE MI-6 PROTÈGE LE DOCTEUR NO

- <sup>{1}</sup> « Die netten Attentäter von nebenan », *Spiegel Online*, 13.07.2005 (<http://www.spjegej.de/p.anorama/p,1518,365p33,00.htm>)
- <sup>{2}</sup> Graham Johnson, « We buy a bag of Semtex from terrorists », *The Sunday Mirror* (Londres), 07.12.2003.
- <sup>{3}</sup> Selon *Londoner Anschläge*, 12.07.2005 (<http://www.spiegel.de/p.anorama/0,1518,364797,00,htm>)
- <sup>{4}</sup> Michael Elliot de *Time*, 18.07.2005 ; citée par Larry Chin, « London plot thickens, as does propaganda », sous : [www.uryknetJ.nfP](http://www.uryknetJ.nfP).
- <sup>{5}</sup> Daniel McGrory/Michael Evans, « Hunt for the master of explosives », *The Times*, 13.07.2005 ([www.ti.mesonline.cp.uk/printFriendly/0,,t-20.74?-16?2p3.3:20749,0.0,html](http://www.ti.mesonline.cp.uk/printFriendly/0,,t-20.74?-16?2p3.3:20749,0.0,html)).
- <sup>{6}</sup> In : *Londoner Anschläge*, 12.07.2005, *op. cit.*
- <sup>{7}</sup> AP, « Londoner Polizei fahndet auf Flugblättern nach Terrorverdächtigen », 14.07.2005.
- <sup>{8}</sup> Néologisme anglo-saxon mêlant information et *entertainment* (divertissement) difficile à rendre en français : on pourrait appeler cela de la « désinformation divertissante » (N.d.T.).
- <sup>{9}</sup> <http://www.jphn-loftus.com/b.ip,asp>.
- <sup>{10}</sup> Dominic Johnson, « Der Terrordrahtzieher von der Dog Cry Ranch », *TAZ*, 30.07.2005.
- <sup>{11}</sup> *Ibid.*
- <sup>{12}</sup> Loftus parle de cheikh Abou Hamza, qui prêche à la mosquée londonienne de Finsbury.
- <sup>{13}</sup> Dans la version originale : *for appeasement* (N.d.A.) *L'appeasement* renvoie à la politique britannique de l'Entre-deux-guerres, incarnée par les accords de Munich en 1938 (N.d.T.)
- <sup>{14}</sup> Il s'agit du surnom de cheikh Abou Hamza, v. plus haut. (N.d.A.)
- <sup>{15}</sup> Des fractions des interviews de Fox News peuvent être consultées in : Michel Chossudovsky, « London 7/7 Terror Suspect Linked to British Intelligence ? », 01.08.2005 ([www.globajresearch.ca](http://www.globajresearch.ca))

- <sup>[16]</sup> « Die netten Attentäter von nebenan », *op. cit.*
- <sup>[17]</sup> « Die netten Attentäter von nebenan », *op. cit.*
- <sup>[18]</sup> Cf. BBC, « Biochemist has « no al-Qaida link » », 16.07.2005.
- <sup>[19]</sup> CBC News, « Suspected London bombers « dopey », former Scotland Yard officer says », 30.07.2005 (<http://www.cbc.ca/stpry/wprld/nat/onaj/2005/07/30/bpmbjngs-jtaly040.7.3P>)
- <sup>[20]</sup> Cole Moreton, « The reconstruction : 7/7 — What really happened » ?, *The Independent on Sunday*, 17.07.2005, (<http://newsjnd£pendent.t.:cp.uk/uk/crjme/articJe299674.ece>)
- <sup>[21]</sup> Jürgen Elsässer, « Ins Jenseits — und retour », *JW*, 19.07.2005.
- <sup>[22]</sup> Cole Moreton, *op. cit.*
- <sup>[23]</sup> Thair Shaikh, « Button device set off bombs », *The Times*, 24.08.2005.
- <sup>[24]</sup> Cf. Daniel McGrory, « Did the 7/7 bus bomber lose his nerve for train blast mission ? », *The Times*, 25.08.2005.
- <sup>[25]</sup> *Ibid.*
- <sup>[26]</sup> « Stand der Ermittlungen von Scotland Yard », *Tagesschau* [Journal télévisé — N.d.T.] 08.08.2005 ([http://www.tagesschau.de/aktuell/meldungen/0,1185,Oip457?886\\_REF1\\_NAV\\_BAB,,00,html](http://www.tagesschau.de/aktuell/meldungen/0,1185,Oip457?886_REF1_NAV_BAB,,00,html))
- <sup>[27]</sup> « Bombenfund deutet auf schlagkräftige Terrorzelle hin », *Spiegel Online*, 28.07.2005 (<http://www.spiegel.de/panPfama/0,1.518,36Z1.2?,0.0..html>)
- <sup>[28]</sup> Alan Cowell/Raymond Bonner, « New questions asked in London bombings », *IHT*, 16.08.2005.
- <sup>[29]</sup> Témoignages recueillis par la BBC sous : [http://news.bbc.co.uk/1/hi/talki.ng\\_ppint/4659237.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/talki.ng_ppint/4659237.stm),
- <sup>[30]</sup> *Ibid.*
- <sup>[31]</sup> À consulter sous : [newS,bbc.co.uk/npi/shared/spi/hj/ppp\\_ups/05/uk\\_number\\_30\\_bus\\_bpmb\\_aftermath/img/3.jpg](http://news.bbc.co.uk/1/hi/talki.ng_ppint/4659237.stm)
- <sup>[32]</sup> Site web de la société : <http://www.kingstar.co.uk/demoli..htm>.
- <sup>[33]</sup> Steve Watson, *London Bombings — Web of Deceit: Peter Power, The Terror Drill, Giuliani and The CIA*, 16.07.2005 ([www.p.risonplanet.com](http://www.p.risonplanet.com)).
- <sup>[34]</sup> Cette émission était visible sous [www.bbc.co.uk/fivelive/program.mes/d.riye.shtml](http://www.bbc.co.uk/fivelive/program.mes/d.riye.shtml) (la BBC efface ses retransmissions de son site web après une semaine).
- <sup>[35]</sup> Daniel Gregory/Michael Evans, « Hunt for the master of explosives », *The Times*, 13.07.2005 ([www.timesonline.co.uk/printFriendly/0,,1-20749-16?2p33.:20749,0.0,html](http://www.timesonline.co.uk/printFriendly/0,,1-20749-16?2p33.:20749,0.0,html)).
- <sup>[36]</sup> « Exclusive : Scent from Hell », *The Daily Mirror*, 18.07.2005 ([http://www.mirror.co.uk/news/tm\\_obieçtid=.15747958^method.=.full&siteid=.94762.„&Jheadline...=:7:7--war-on-britain:-scent-from-hel.\[-:-name\\_pa.ge,html](http://www.mirror.co.uk/news/tm_obieçtid=.15747958^method.=.full&siteid=.94762.„&Jheadline...=:7:7--war-on-britain:-scent-from-hel.[-:-name_pa.ge,html))
- <sup>[37]</sup> *In* : Jürgen Elsässer, « Ins Jenseits — und retour », *op. cit.*
- <sup>[38]</sup> Cf. BBC, « Biochemist has « no al-Qaida link » », 16.07.2005.
- <sup>[39]</sup> Rosie Cowan, « Type of explosive still not identified », *Guardian*, 20.07.2005.
- <sup>[40]</sup> Reuters, « London bombers used everyday materials — US-Police », 04.08.2005.
- <sup>[41]</sup> Daniel Gregory/Michael Evans, « Hunt for the master of explosives », *Times*, 13.07.2005 ([www.timesonline.co.uk/printFriendly/0,,1-20749-16.9203.3-20749,00,html](http://www.timesonline.co.uk/printFriendly/0,,1-20749-16.9203.3-20749,00,html))
- <sup>[42]</sup> Ralf Streck, « Drohung neuer Anschläge », *Indymedia*, 22.07.2005. Streck se base sur

plusieurs opinions émises indépendamment au sein des enquêteurs (<http://de.indymedia.prg/20Q5/07/12.34.74.shtml>) ; et Darko Trifunovic, « Exclusive : Pattern of Bosnian and Other Links to Madrid Bombings Becoming Increasingly Clear », *Defense & Foreign Affairs Special Analysis*, 21.06.2005.

<sup>{43}</sup> Selon l'opinion publique, in : *Guardian*, 02.09.2005.

<sup>{44}</sup> Jonathan Calvert/Nick Fielding, « Tape links Al-Qaïda to London », *The Times*, 04.09.2005.

<sup>{45}</sup> *Ibid.*

<sup>{46}</sup> Sandra Laville, « Friends claim Khan's statement was faked », *Guardian*, 03.09.2005.

<sup>{47}</sup> Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ricard, « Une querelle entre Nicolas Sarkozy et Charles Clarke ternit l'unanimité de façade des ministres de l'intérieur et de la justice européens », in : *Le Monde*, 14.07.2005 (<http://www.J.empnd.e.fr/web/article/0,t:0@2:669.420,36-672.380@51-670630,0,html>).

<sup>{48}</sup> BBC, « Bomb suspect's family « shattered » », 14.07.2005 ([http://news.bbc,CP,uk/2/hj/uk\\_news/467900.1,stm](http://news.bbc,CP,uk/2/hj/uk_news/467900.1,stm))

<sup>{49}</sup> Cole Moreton, « The reconstruction : 7/7 — What really happened ? », *The Independent on Sunday*, 17.07.2005, (<http://news.jndependent,cp,uk/uk/crim.e/article299674.ece>)

<sup>{50}</sup> Michael Meacher, « Intelligence interests may thwart the July bombings investigation », *Guardian* (Londres), 10.09.2005.

<sup>{51}</sup> Michael Meacher, *op. cit.*

<sup>{52}</sup> Nick Fielding/Yosri Fouda, *op. cit.*, p. 56.

<sup>{53}</sup> AFP, 10.10.2001

<sup>{54}</sup> *Times of India* (La Nouvelle-Delhi), 9.10.2001.

<sup>{55}</sup> In : Michael Meacher, *op. cit.*

<sup>{56}</sup> John Loftus dans l'interview qu'il a donnée à *Fox News*.

## ÉPILOGUE

### DJIHAD ET OLÉODUCS

<sup>{1}</sup> On pourrait ajouter que l'empire des Habsbourg est héritier, à l'instar du Saint-Empire et du royaume de France, des idées de Charlemagne sur la « question impériale » (N.d.T.).

<sup>{2}</sup> Champ des Merles se dit Kosovo Polje en serbo-croate. (N.d.T.)

<sup>{3}</sup> Ivo Andrić, *Omer-Pascha Latas*, 360 p., Francfort/M. 2002 (trad. fr. *Omer Pacha Latas*, éd. Belfond, 1996).

<sup>{4}</sup> L'expression est d'Henry Kissinger.

<sup>{5}</sup> David Frum/Richard Perle, *An End to Evil : How to Win the War on Terror*. New York 2003.

<sup>{6}</sup> « Antijuifs » serait plus exact : tant les Juifs que les Arabes sont des Sémites. (N.d.T.)

<sup>{7}</sup> Cf. Richard A. Clarke, *op. cit.*, p. 78

<sup>{8}</sup> In : *Die Woche*, 19.10.2001.

<sup>{9}</sup> Toutes ces affirmations sont de Conrad Schuhler, *Zwei Skorpione in der Flasche*, in : Jürgen Elsässer, *Deutschland führt Krieg*, Hambourg 2002, pp. 86 ss.

<sup>{10}</sup> Affirmations de l'association professionnelle du pétrole in : Institut für sozialökologische Wirtschaftsforschung, Spezial-Nr. 15, *Krieg ums Erdöl*, Munich 2001, p. 7.

<sup>[11]</sup> Jean-Charles Brisard en interview avec l'auteur, in : Jürgen Elsässer, *Deutschland führt Krieg*, Hambourg 2002, pp. 108 ss.

<sup>[12]</sup> Cf. Thomas Immanuel Steinberg, « Warum Tschetschenien ? », JW, 25.9.2004.

<sup>[13]</sup> In : Michel Collon, *op. cit.*

<sup>[14]</sup> In : Michel Collon, *Après le Kosovo, la Macédoine*, publipostage électronique du 15.03.2001.

Nouvelle mise en page [*Epub corrigée*],

réalisée par :



Septembre 2018

## *Comment le Djihad est arrivé en Europe*

Voici un ouvrage d'investigation exemplaire. Prenant à contre-pied la clameur générale, Jürgen Elsässer a patiemment remonté la piste des kamikazes du 11 septembre. Ce qui l'a mené tout droit en Bosnie, véritable tête de pont de l'activisme islamiste en Europe et en Occident.

Avant de s'attaquer aux populations de l'Occident, les *moudjahiddin* ont été recrutés, formés, entraînés par les services secrets occidentaux. Sur cette collusion, la « guerre contre le terrorisme » proclamée à grand fracas par Washington au début des années 2000, a jeté un voile de ténèbres et de mutisme.

Passionnant comme un roman d'espionnage, ce livre éclaire les souterrains de la politique mondiale et fait parler le silence. De New York à Istanbul, de Berlin à Tora-Bora, il nous entraîne à la découverte du plus équivoque des réseaux. Composant, au fil de son récit, le tableau d'une guerre occulte où les distinctions communes — Occident/Islam, amis/ennemis, terrorisme/pacification — perdent leur sens.

*« Une mine de révélations pour quiconque cherche à comprendre les enjeux géostratégiques mondiaux »*

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT



Jürgen Elsässer, né en 1957, est journaliste d'investigation, basé à Berlin. Il est notamment l'auteur de *L'exception allemande* et de *La RFA dans la guerre au Kosovo*.

*En couverture :*

Soldats de l'armée bosniaque défilant à Tuzla, le 1<sup>er</sup> mars 1996. L'uniforme qu'ils portent est réservé à ceux qui sont prêts à mourir au nom d'Allah. (Photo AP/Vadim Ghirda)

*« Captivant comme un thriller... Elsässer comble un vide laissé par tous les ouvrages publiés jusqu'ici à propos du 11 septembre. »*

Junge Welt, Berlin

ISBN : 2-88892-004-2



9 782888 920045

19 €

www.xeditions.com